

PROCÈS FIESCHI.

FAITS PRÉLIMINAIRES.

Imprimerie de Grégoire, rue du Croissant, 16.

PROGÈS

FIESCHI

DEVANT

LA COUR DES PAIRS.

•••••

FAITS PRÉLIMINAIRES.



paris,

PAGNERRE, ÉDITEUR,

RUE BERGÈRE, 17.

1835.

THE

REPUBLICAN

OF THE

STATE OF

NEW YORK

1877

1877

1877

1877

1877

PROCÈS FIESCHI.

FAITS PRELIMINAIRES.

Rien de particulier ne semblait devoir signaler, en 1835, les fêtes commémoratives de la révolution de juillet, si ce n'est l'apathique indifférence avec laquelle les accueillait les habitants de Paris.

Un service funèbre en mémoire des victimes populaires eut lieu dans toutes les églises de la capitale, le lundi 27 juillet, conformément au programme officiel, et un bien petit nombre de patriotes fidèles allèrent spontanément jeter des fleurs et des couronnes sur les tombes du Louvre et du marché des Innocens. Pendant ce temps, les boutiques des marchands demeuraient ouvertes comme les jours ordinaires, et, comme les jours ordinaires, les bourgeois vaquaient tranquillement à leurs affaires ou à leurs plaisirs.

Le lendemain 28 était le jour indiqué pour la revue du roi. De grand matin, le tambour battit dans les rues pour appeler les gardes nationaux sous les armes. La garde nationale de Paris montra peu d'empressement à s'y rendre; mais celle de la banlieue fournit son contingent presque complet. Vers dix heures, les diverses légions étaient rangées en une file le long

des boulevarts intérieurs, et, en face d'elles, se déployaient quarante mille hommes de troupes de ligne, infanterie, cavalerie et artillerie. Peu après, le roi, à cheval, accompagné de ses fils, les ducs d'Orléans, de Nemours et de Joinville; des maréchaux Mortier et Lobau; des ministres, et d'un grand nombre de généraux, d'officiers supérieurs et de fonctionnaires publics, sortit des Tuileries pour passer la revue.

La cérémonie s'était accomplie dans un silence presque absolu, lorsque, à midi et quelques minutes, le cortège royal arriva devant le front de la 8^e légion de la garde nationale, stationnée sur le boulevard du Temple, à la hauteur du Jardin Turc. Là, comme le roi se penchait pour recevoir une pétition des mains d'un garde national, une détonnation, semblable à un feu de peloton bien nourri, se fit entendre, et, au même instant, tombèrent mortes ou blessées autour du roi, sous une grêle de balles, de lingots et d'autres projectiles, une foule de personnes qui faisaient partie du cortège, ou que la curiosité avait attirées sur son passage.

MORTS ET BLESSÉS.

Au premier rang des victimes de ce déplorable événement figurait le maréchal Mortier, duc de Trévisé, atteint d'une balle à la tête. Mortier, élu en 1791, capitaine de volontaires, avait fait depuis lors toutes les guerres de la république et de l'empire, et conquis tous ses grades à la pointe de son épée. Expirer ainsi en pleine paix, au milieu d'une fête, sous le plomb d'un invisible assassin, c'était assurément une bien triste destinée pour un soldat qu'avaient épargné les boulets de l'ennemi à Diernstein, à Anclam, à Ocaña, à Gébora, à Austerlitz et dans cinquante autres batailles, et qui avait échappé comme par miracle aux flammes de Moscou et aux glaces de la Bérésina!

Le général Lachasse de Vérigny, commandant de l'école d'état-major, frappé mortellement d'une balle au front, à peu

de distance du maréchal, était, ainsi que lui, parti comme volontaire en 1792. Il était simple canonnier au 4^e régiment d'artillerie, lorsqu'en 1797 Napoléon le remarqua et l'attacha, en qualité de lieutenant, à son état-major. C'est dans cette armée que Lachâsse de Vérigny fit avec distinction les campagnes d'Allemagne et de Pologne à l'époque de l'empire, et celle d'Espagne, sous la restauration.

Une balle avait atteint dans le flanc gauche le colonel de gendarmerie Raffé, qui ne survécut que peu de temps à sa blessure. Enrôlé volontaire en 1792, Raffé avait fait toutes nos guerres, s'était distingué à Fleurus et à Burgos, et n'avait dû son avancement qu'à son courage.

Le capitaine d'artillerie de Villate, fils du général de ce nom, allié à la famille du maréchal Maison, ministre de la guerre, frappé mortellement à la tête, entra à peine dans la carrière des armes. Il n'avait encore donné d'autres exemples que celui d'un dévouement filial bien digne d'éloges : il partageait la solde de son grade avec sa mère, qui habite Stuttgart, dans un état voisin de l'indigence.

A cette liste mortuaire, il faut ajouter :

MM. Rieussec, lieutenant-colonel de la 8^e légion de la garde nationale, Prudhomme, Benetter, Ricard et Léger, gardes nationaux de la même légion, qui bordaient la haie ;

Et plusieurs curieux, tels que MM. Labrouste, receveur des contributions directes du 7^e arrondissement, vieillard plus que septuagénaire, qui succomba en peu de jours à de graves blessures qu'il avait reçues au bras et dans le bas-ventre ; Brune et Juglar, ouvriers fileurs, ce dernier frappé de mort entre deux enfans qu'il tenait par la main ; Ardouin, journalier ; la jeune Sophie Remy, brunisseuse, âgée de quatorze ans, qui rendit le dernier soupir après un quart d'heure d'agonie ; Rose Alisson, domestique, qui mourut plus tard, à la suite d'une douloureuse opération, l'amputation de la cuisse gauche ; enfin, M^{me} Briot, femme Langeray, ouvrière en franges, morte sur le coup.

Parmi les personnes blessées plus ou moins grièvement , on comptait le général en retraite Blin , qui de Choisi-le-Roi , qu'il habite , était venu prendre place dans les rangs du cortège. La gravité de ses blessures mit sa vie dans un danger imminent : un lingot , qui l'avait atteint au bras , avait pénétré dans les chairs et s'était logé dans ses reins. Il fallut l'amputer du pouce et de l'index de la main gauche.

Le général Heymès , qui eut le nez percé d'une balle.

Le général Pelet , atteint au sommet de la tête par un lingot qui avait dénudé le crâne dans l'étendue d'un pouce et demi de longueur sur un demi pouce de large. Une déchirure à l'habit , correspondant à une petite contusion sur la région du cœur , indiquait que le général avait été en même temps frappé sur ce point.

Des gardes nationaux de la 8^{me} légion : MM. Marion , capitaine de grenadiers , Charamante , Chauvin , Royer et Délépine.

Des curieux : M. Ledernet , ouvrier sellier , qui reçut une forte contusion à la tête ; M^{me} Ledernet sa femme , atteinte de légères blessures au bras et à la tête , M^{me} Ledernet , belle-sœur des précédens , depuis amputée d'une jambe à l'hôpital Saint-Louis ; M^{me} Joséphine Landot , tabletière , aussi amputée d'une jambe quelques jours après ; M^{lle} Geer , ouvrière en linge , qui eut l'humérus fracturé ; Emile Henri , enfant de 10 ans et demi , qui reçut des contusions graves ; Artémise Josse , âgée de huit ans , blessée aux deux jambes ; Pierre-André Goret enfant , atteint d'une balle à la poitrine ; M. François , domestique , blessé à la cuisse ; M^{me} Lacoste , portière , également blessée à la cuisse ; M^{me} Trotignon , femme Briosne , qui reçut aux cuisses quatre blessures graves ; M. Vogel , ouvrier imprimeur en papiers peints ; M^{me} Hardoin , née Hébert ; le jeune Leclerc , apprenti ébéniste ; M. Bonnet , garçon boulanger , blessé légèrement au pied ; M. Baraton , imprimeur , blessé à la cuisse , qui , depuis , fut évacué sur la Conciergerie , et enfin mis en liberté ; Vidal , enfant de seize ans , blessé d'une balle à la joue ; et enfin M. Amaury , cocher des *Orléanaises* , blessé grièvement au bras

droit par un morceau de plomb volumineux qui lui entra par le coude et laboura une partie de l'avant-bras.

DANGERS COURUS PAR QUELQUES PERSONNES.

Dans le premier moment de confusion, le cheval que montait le roi, blessé à l'oreille, s'était cabré en même temps que celui du duc de Nemours, placé un peu en arrière; dans ce mouvement, le roi avait été atteint au bras gauche d'un choc assez violent pour se croire frappé par une balle. Il étendit les doigts et dit : « Je suis touché au bras ; mais ce n'est rien. » Cependant il avait encore le bras engourdi dans la soirée. On rapporte aussi qu'il avait reçu une autre contusion à la tête, qui lui causa une assez vive douleur et nécessita une saignée.

Le duc d'Orléans reçut une légère contusion à la cuisse gauche. Une balle atteignit la croupe du cheval du duc de Joinville. Le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères, fut atteint d'une balle qui glissa sur la plaque de sa décoration de grand-croix de la Légion-d'Honneur, pénétra dans le collet de son habit d'uniforme, et vint s'arrêter à sa cravatte; elle ne produisit qu'une faible lésion au cou. M. de Rambuteau, préfet de la Seine, n'échappa à la mort que parce qu'il avait cédé à M. de Rieussec, peu avant que celui-ci fût tué, la place qu'il occupait dans le cortège.

ARRESTATION DE L'ASSASSIN.

Bientôt on s'occupa de rechercher les causes de l'horrible événement qui venait de jeter tant de familles dans le deuil. En portant ses regards vers la gauche du cortège, on vit sortir de la fumée d'une chambre au troisième étage de la maison n° 50. Le rez-de-chaussée et le premier étage de cette maison sont occupés par un marchand de vin. Chaque étage n'a sur le boulevard qu'une chambre, éclairée par une seule fenêtre. La maison fut aussitôt cernée.

Cependant la police, dans la crainte de quelque tentative

contre la vie du roi , exerçait depuis le matin une surveillance active autour des maisons situées sur le passage du cortège. Aussi , dès que l'explosion se fit entendre, des agens se précipitèrent-ils dans l'intérieur de la maison d'où elle venait de partir. L'un d'eux vit un homme qui , dans l'intention évidente de fuir, se laissait glisser le long d'une corde dont l'extrémité supérieure était attachée au balcon d'une croisée du troisième étage , donnant sur la cour de la maison, entre la façade du boulevard et la rue des Fossés-du-Temple. Cet agent lui cria : « C'est donc toi, misérable ! nous te tenons ! » A ces mots l'inconnu, qui était à la hauteur d'un mur de séparation, s'élança par-dessus et alla tomber dans une cour voisine. Il trouva là un autre agent de police, qui s'empara de lui. Cet homme avait de profondes blessures à la tête : sa mâchoire était brisée ; son cou, déchiré ; il fallait qu'il fût doué d'une rare énergie et d'une force extraordinaire pour avoir tenté , dans cet état , son hardi et difficile projet d'évasion.

Il fut d'abord transporté dans la chambre du troisième étage, d'où l'explosion était partie, et couché sur un matelas dans un coin de cette chambre. Il était en proie à d'horribles souffrances et dévoré d'une soif ardente. Avant que MM. Marjolin, Olivier (d'Angers) et quelques autres médecins, appelés pour lui donner des soins, eussent rapproché les lambeaux de sa mâchoire, il ne pouvait se faire comprendre que par des signes. C'est ainsi qu'il fit connaître les douleurs que lui causait un courant d'air sur le passage duquel il avait été placé, et demanda qu'on fit cesser le courant en fermant les portes.

Dans la même pièce, longue de six à sept pieds sur autant de largeur, se trouvaient les débris encore fumans d'une machine dont voici la description.

MACHINE INFERNALE.

Cette machine était montée sur une espèce d'échafaudage soutenu par quatre pilastres qui étaient liés entre eux par de

fortes traverses faites, comme les pilastres eux-mêmes, avec de très-bon bois de chêne. Vingt-cinq canons de fusil, ayant la longueur ordinaire, étaient appuyés par la culasse sur la traverse de derrière qui était plus élevée de sept à huit pouces que celle de devant, de manière à former une inclinaison venant d'arrière en avant.

Les bouts des canons reposaient sur la traverse de devant, dans laquelle on avait formé des entailles, ou des espèces de créniaux qui empêchaient les fusils de s'entrechoquer; ces créniaux n'étaient point faits sur la même ligne; ils étaient plus élevés les uns que les autres d'un demi pouce environ, un peu plus un peu moins, de manière que toutes les charges ne portassent pas vers le même point, ni dans la même direction.

Ainsi, par cette terrible disposition des fusils, la mitraille qu'ils contenaient devait s'étendre dans une largeur d'environ 25 pieds d'arrière en avant du cortège, et dans une hauteur d'environ 10 pieds de bas en haut, c'est-à-dire des pieds des chevaux à la tête des cavaliers. Par ce moyen, elle embrassait un vaste carré dans lequel le roi et ses fils devaient se trouver placés au moment de l'explosion. Mais quatre fusils ayant crevé, leur charge n'a pas porté tout entière à l'extérieur et deux autres canons n'ont pas pris feu. Ce hasard heureux a diminué le danger de 24 fusils tirés dans le même carré, en les calculant d'après la quadruple charge que chacun de ces six fusils a refusée à l'assassin. C'est sans doute à cette circonstance que le roi et ses fils doivent leur salut.

Les fusils, placés comme on vient de le voir, étaient couverts sur la culasse par une large et forte barre de fer vissée à la traverse sur laquelle ils s'appuyaient. Les canons étaient disposés de manière que toutes les lumières fussent en haut et toutes sur la même ligne, de telle sorte qu'il fût possible d'y mettre le feu d'un seul coup, au moyen d'une trainée de poudre. A côté de la machine était une longue traverse en très-forte tôle, formant les deux parties d'un carré d'environ deux pouces à chaque face. Aucune trace de poudre n'existait sur

cet objet , qui paraît même n'avoir été pour l'assassin d'aucune utilité.

Dans le milieu de chacun des deux pilastres de derrière, se trouvait une rainure où venaient s'agencer les deux traverses de côté, et au moyen d'une vis, semblable à celles qui servent à tenir les lits, on pouvait hausser ou baisser la partie postérieure et donner ainsi à tous les canons une pente plus ou moins inclinée , selon qu'il eût été nécessaire pour tirer sur le cortège.

L'ensemble de la machine peut avoir trois pieds et demi de largeur sur quatre pieds de longueur ; elle était combinée de manière à être un peu plus élevée que l'embrasure de la croisée de la chambre de l'assassin.

Le contre-coup de l'explosion fit éclater la traverse de derrière en plusieurs endroits.

Sur le premier examen de cette machine , on fut porté à croire que pour l'établir il avait fallu le travail d'un menuisier , d'un serrurier et d'un mécanicien , et que le même homme n'avait pu tout faire , à moins qu'il ne connût ces trois métiers et qu'il n'eût à sa disposition tous les outils nécessaires.

Le rapport de l'armurier, chargé par le procureur-général d'examiner la machine , constate que si cet épouvantable instrument avait été construit plus complètement dans les règles de l'art et disposé en éventail , il aurait donné la mort à 240 personnes , en calculant le nombre total des projectiles qu'il devait contenir, sur celui des balles, lingots et chevrotines qui ont été trouvés dans ceux des canons qui ont raté (1).

(1) A propos de cette machine, nous croyons devoir citer quelques faits curieux rapportés par les journaux de l'époque.

On lit dans l'*Écho de Rouen*, qu'un batelier, habitant la commune de Posas, caoton du Pout-de-l'Arche (Eure), était en possession depuis un certain temps d'une machine construite dans le même système que celle du boulevard du Temple, et composée de seize canons de fusil ou de pistolet de fort calibre. Ce batelier l'avait trouvée, il y a environ deux ans, dans le canal St-Martin à Paris , et depuis lors il s'en servait ostensiblement, dans sa commune, aux jours de réjouissances et de fêtes publiques.

Instruite de cette singulière circonstance, l'autorité a fait opérer la

Il était au reste impossible de choisir une position plus favorable au but que se proposait l'assassin. Il était placé comme dans un bastion; il dominait toute la chaussée du boulevard; un éclairci des arbres de l'allée qui longe la maison formait pour lui comme une espèce de meurtrière de feuillage à travers laquelle il pouvait aisément viser ses victimes. La hauteur à laquelle il était placé lui permettait, en inclinant sa batterie, de les atteindre même de l'autre côté de la chaussée du boulevard; dès lors, les visant de loin, il échappait à toute défiance.

De ce que plusieurs canons de fusils dont se composait la machine ont blessé, en éclatant, celui qui avait mis le feu, quelques personnes ont conclu que cet homme avait des complices, qui

saisie de cette arme. En vérifiant les époques périodiques du curage du canal, il ne sera pas difficile de découvrir quand et dans quelles occasions cette machine a dû y être jetée.

Un autre journal de département a dit que la machine du boulevard du Temple est une sorte d'imitation de celle qui a été quelquefois employée en temps de guerre sous le nom de *feu d'orgue*.

On peut voir aux musées d'Artillerie, place Saint-Thomas-d'Aquin et de la Marine, au Louvre, ce qu'on appelle des jeux d'orgue. Une douzaine de canons, plus ou moins, sont très-solidement fixés sur un pivot qui tient lui-même à un appareil d'appui; une batterie est établie comme aux fusils pour y mettre le feu, et avec cette arme on peut frapper de loin et sur un large espace. Les officiers d'artillerie, qui ont vu la machine du boulevard du Temple, faisaient remarquer que si le constructeur eût connu tant soit peu les élémens de l'art, s'il avait rendu ses feux divergens et croisés, au lieu de les rendre parallèles ou convergens, il eût nécessairement foudroyé le roi, son état-major et plus de deux cents personnes.

D'après le *Mercur* *Ségusien*, ce qui peut avoir suggéré à l'assassin l'idée de la machine infernale, c'est tout simplement l'appareil qui sert à l'essai des canons de fusil de la manufacture d'armes de Saint-Etienne.

Enfin la *Quotidienne* raconte l'anecdote suivante :

« Un des doyens de l'ordre de Saint-Louis, M. Aulas de la Bruyère, est mort à Senlis il y a peu de temps. Après avoir été, il y a quelques années dans la compagnie des gardes-du-corps, dite de Luxembourg, il était entré dans le corps de la maréchaussée, compagnie de Compiègne et de Senlis, à l'époque où l'explosion d'une machine infernale vint compromettre l'existence de plusieurs habitans de cette dernière ville. Un hor-

avaient tout calculé pour qu'il fût tué par l'explosion même de la machine et qu'avec lui mourût le secret de la conjuration. C'est là une conjecture, au milieu de cent autres auxquelles a donné lieu la catastrophe du boulevard du Temple, dont les débats feront connaître au juste la valeur.

FAUSSES DÉCLARATIONS DE L'ASSASSIN.

Sur le premier avis de l'événement, M. Martin (du Nord), procureur-général; ses substituts MM. Franck-Carré et Plougoulin, et M. le procureur du roi Desmortiers, se transportè-

loger, nommé Billon, animé depuis long-temps du désir de se venger de la compagnie des chevaliers de l'arquebuse, dont il avait été chassé, profita de l'occasion que lui fournit une bénédiction de drapeau de la garde nationale, le 13 décembre 1789, pour exécuter son atroce dessein. Sachant que le cortège passait devant sa maison, et que les chevaliers de l'arquebuse en feraient partie, il adapta un certain nombre de bouches à fen aux jalousies de ses fenêtres, et les fit partir au moment du passage : le commandant de la compagnie des chevaliers, le commandant de la garde nationale, et divers particuliers tombèrent percés de balles. On découvrit immédiatement d'où les coups étaient partis; on reconnut aussi que non-seulement la porte extérieure, mais aussi celle de la chambre d'où Billon fusillait ses concitoyens, étaient barricadées. Il fallut forcer la première, et faire brèche dans la seconde pour y pénétrer. M. de la Bruyère s'y élança aussitôt, suivi du lieutenant de la maréchaussée de Compiègne, de divers officiers, et d'un grand nombre d'habitans. Le lieutenant fut tué à bont portant; M. de la Bruyère s'empara aussitôt du scélérat; au moment où il l'entraînait, celui-ci mit le feu à une mèche communiquant à une espèce de machine infernale préparée sous le parquet, et, peu de temps après, la mine partit avec une explosion épouvantable, enlevant les toits, les planchers et tous les malheureux qui se trouvaient dans l'intérieur. Au nombre de ces derniers fut M. de la Bruyère, qui perdit un œil, eut une des rotules brisée, et reçut vingt-six autres blessures plus ou moins graves. Pour le retirer des décombres au milieu desquelles il resta comme emprisonné entre deux pièces de bois durant environ trois heures, il fallut après le déblaiement scier une de ces deux pièces. Il garda le lit pendant plus de huit mois; et lorsque, cinq mois après l'événement, on lui présenta la croix de Saint-Louis, que lui avait envoyée le ministre de la guerre, M. de la Tour du Pin-Gouvernet, il ne pouvait distinguer la couleur du ruban de cette décoration. »

rent sur les lieux, où les avait précédés M. Thiers, ministre de l'intérieur et M. Gisquet, préfet de police, dans le but de dresser procès-verbal de l'état des lieux et de faire subir un interrogatoire à l'inconnu. La forte lésion que cet homme avait reçue à la mâchoire ne lui permettait pas de répondre aux questions que lui adressaient les magistrats instructeurs; mais M. Marjolin lui ayant recousu la bouche et la joue, il fut mis en état de parler. Il déclara se nommer Jacques Gérard, être né à Lodève dans le département de l'Hérault, être âgé de trente-neuf ans, exercer la profession de mécanicien, et avoir laissé à Lodève sa femme et ses enfans. Interrogé sur les motifs qui l'avaient porté à commettre le crime et pressé de déclarer s'il avait des complices, il ne chercha pas à nier qu'il fût coupable; il savait bien, dit-il, que son sort était fixé et que rien ne pouvait l'y soustraire. Quant au motif qui l'avait poussé à accomplir son attentat, il se borna à dire que le roi lui déplaisait; il soutint en outre que, le mit-on à la torture, il ne pourrait nommer ses complices, parce qu'il n'en avait pas.

Plus tard, ainsi qu'on le verra, on a reconnu que la plupart de ces déclarations étaient fausses, notamment que l'assassin se nomme Fieschi et non Gérard.

Placé sur un brancart, après ce premier interrogatoire, qui ne put se prolonger beaucoup, vu la gravité de son état, Fieschi fut transporté à la Conciergerie.

SUITE DE LA REVUE.

Cependant, après quelques instans donnés à une triste et douloureuse émotion, et à l'accomplissement de pieux devoirs, le cortège se remit en marche, au milieu des acclamations de la foule.

La nouvelle de l'attentat s'était rapidement propagée; le général Rumigny était parti au galop, pour aller rassurer la reine, aussitôt qu'il avait vu que le roi n'était pas atteint; et, sur sa route, il avait annoncé, en quelques mots, aux colonels des

légions, ce qui venait de se passer. Bientôt après, deux officiers d'état-major avaient donné quelques détails, et en peu d'instans, il n'y eut pas un garde national et un soldat qui ne connût l'événement.

Au moment du défilé, les diverses légions, jusque-là silencieuses, firent entendre des cris nombreux de *vive le roi!* C'est surtout au passage de la 8^e légion, dans les rangs de laquelle se trouvaient quelques gardes nationaux dont les vêtemens portaient des traces de sang, que les cris ont redoublé. Au cri de *vive le roi!* les gardes nationaux de cette légion, qui avait perdu plusieurs de ses officiers ou simples gardes, répondaient par le cri : *A bas les assassins!*

On verra plus loin quel parti les hommes du pouvoir ont su tirer des sentimens si naturels, manifestés par la population parisienne, en présence d'une catastrophe dont elle avait fourni les victimes.

BRUITS DIVERS SUR LE CARACTÈRE POLITIQUE DE L'ATTENTAT.

Dès les premiers momens, avant que l'assassin eût fait des révélations, ou que la justice eût recueilli les informations nécessaires, le public voulut voir, dans l'attentat du boulevard du Temple, le résultat d'un complot et non un crime isolé, comme le fut, du moins en apparence, celui de Louvel. Les journaux se firent les échos des bruits contradictoires qui circulèrent dans Paris à cet égard.

Suivant les uns, la tentative contre la vie du roi avait été faite pour le compte du parti légitimiste. Interpellé, à plusieurs reprises, sur ses opinions politiques, l'assassin aurait d'abord gardé un silence obstiné, mais tout-à-coup, d'une main défaillante, soulevant le drap de son lit, et écartant la chemise qui lui couvrait la poitrine, il aurait montré aux assistans l'empreinte d'une large fleur de lys, indélébilement tatouée sur son sein gauche, à la hauteur du cœur. « Vous êtes donc carliste? » lui aurait dit, avec étonnement, un des interlocuteurs; et

le patient aurait fait un signe énergiquement affirmatif. A ces détails, on ajoutait que des fleurs de lys, un portrait de Henri V, et ces inscriptions : *Vive Henri V ! Vivre ou mourir pour lui !* avaient été vus par des témoins dignes de foi sur les murs de la chambre dans laquelle se trouvait la machine infernale. On disait encore que la duchesse de Berri, ou du moins un de ses agens avoués, se trouvait à Paris, le jour même de l'attentat, et que M. de Médem, agent diplomatique, avait écrit à sa cour, à l'issue d'une conférence avec M. de Broglie, que l'attentat du 28 juillet était légitimiste.

D'un autre côté, toutes ces assertions si précises étaient formellement niées, et l'on prétendait que le signe qui avait été vu tatoué sur la poitrine de l'assassin, était, non pas une fleur de lys, mais une croix de Naples, assez semblable à celle de la Légion-d'honneur, et surmontée d'un aigle; et que ce signe avait été gravé par l'assassin, à l'époque où il était militaire, au service de Murat.

Les premiers insistaient. Ils prétendaient en outre, que si le corps diplomatique n'avait pas présenté au roi, à la suite de l'attentat, l'expression de son indignation, c'est qu'il savait à merveille de quelle main était parti le coup, et que, dans tous les cas, l'étranger y devait trouver son compte.

Le clergé avait aussi sa part d'accusation. On assurait que la réconciliation de l'archevêque de Paris avec la royauté nouvelle, qui avait suivi de près l'attentat, n'avait d'autre motif et d'autre condition que de sauver quelques membres influens du clergé et de l'ancienne noblesse, notamment un aide-de-camp du roi, tous compromis par des révélations de l'assassin.

Venait ensuite le tour du parti bonapartiste. Cette nouvelle opinion se fondait sur ce que l'assassin est corse; qu'il avait eu des relations avec M. Lennox, directeur du journal *la Révolution*; que le prince Lucien Bonaparte avait publié peu auparavant un écrit politique. On conçoit que cette version, si mal étayée, obtenait peu de crédit.

Enfin, le gouvernement faisait insérer dans le *Journal de*

Paris, à la suite d'un démenti de la source légitimiste de l'attentat, une note ainsi conçue : « Le jour n'est pas loin peut-être, où il nous sera permis de nous faire mieux comprendre, et l'on pourra alors apprécier une réserve que la presse républicaine devrait être la dernière à nous reprocher. » On doit nécessairement inférer des termes de cette note une accusation de complicité contre le parti républicain. Ce sera aux débats à faire connaître jusqu'à quel point une pareille insinuation était fondée.

BRUITS PRÉCURSEURS DE L'ATTENTAT.

Ce n'est pas sans quelque apparence de raison que le public considérait l'attentat de Fieschi comme le résultat prémédité d'un complot. Depuis plusieurs jours, en effet, de vagues rumeurs, qui circulaient dans Paris, faisaient pressentir ce tragique événement ; et le jour même où il avait lieu, la nouvelle s'en répandait simultanément sur divers points éloignés, où elle n'eût pu matériellement parvenir par les voies de correspondance ordinaires.

Au dire de M. Thiers, ministre de l'intérieur, plusieurs jours avant la catastrophe du boulevard du Temple, il avait découvert que quatre individus devaient jeter un projectile dans la voiture du roi, lorsqu'elle passerait près de Villiers, pour se rendre à Neuilly. Au lieu de faire arrêter les conjurés, il engagea le roi à ne point se détourner de sa route, et à attendre que les assassins fussent pris, au moment où ils tenteraient d'exécuter leur entreprise. « La presse, disait-il, et l'opposition parlementaire elle-même accusent, sans cesse, la police d'inventer des conspirations, dont elle prévient les effets ; il faut leur prouver la réalité de celle-ci, et les confondre, enfin, par un fait qu'elles ne pourront contester. » Le roi se rendit à l'avis du ministre. Ils partirent ensemble pour Neuilly, passèrent deux fois devant les conjurés, auxquels le courage manqua, ou qui cédèrent à quelque circonstance indépendante de leur volonté. Ils furent

néanmoins saisis, tenant leur instrument de mort dans les mains, et ils furent aussitôt livrés à la justice. D'après une autre version, ce ne fut ni le roi ni le ministre qui montèrent dans la voiture royale, mais deux valets du château ; ce qui serait un peu moins héroïque.

Un journal, qui a des relations habituelles et étroites avec un député investi pendant quelques mois des fonctions de préfet de police, contenait, dans son numéro du 8 août, une note ainsi conçue :

« *Question.* — Lors de l'arrestation de la duchesse de Berri dans la Vendée, tous ses papiers furent saisis. Outre sa correspondance à l'étranger, il s'y trouvait un grand nombre de lettres et mémoires sur l'état de la France. Toutes ces pièces furent remises au roi ; mais elles ont dû être connues de deux ministres au moins, et d'un haut fonctionnaire du château. Dans le temps, on prétendit y avoir vu un plan d'assassinat du roi. Ce plan, qui d'ailleurs n'était accompagné d'aucune remarque ou observation, aurait été dressé pour deux hypothèses, et, pour l'une et pour l'autre, les moyens d'exécution étaient indiqués avec beaucoup de précision. On demande à ceux qui doivent le savoir, si quelques-uns de ces moyens n'ont pas été reproduits dans l'attentat du 28 juillet ? »

Cette question est restée sans réponse.

Le même jour, on rapportait qu'un ministre avait lu au conseil une lettre où se trouvait ce passage : « Un des précepteurs du duc de Bordeaux m'a dit le 26 juillet : *Dans deux jours, Louis-Philippe sera assassiné. La duchesse de Berri ne respire que vengeance.* »

On faisait circuler, dans les salons, une lettre écrite de Berlin le 26 juillet, où se lisait ce qui suit : « Nous savons ici, dans les régions les mieux informées, que le projet d'attentat contre la vie du roi, qui devait s'effectuer dans les Champs-Élysées, est l'œuvre d'une faction que je n'ai pas besoin de vous désigner. On est généralement convaincu ici que cela se lie aux projets du comité absolutiste, auquel don Carlos, don Miguel et autres

légitimistes appartiennent, et qui reçoit de l'argent de différentes mains. Le bruit court généralement, à Berlin, *qu'il y aura une catastrophe pendant les trois jours*. On est dans l'incertitude, et l'ordre est donné aux régimens prussiens de la rive gauche du Rhin, de ne pas délivrer de congés, jusqu'à nouvel ordre. »

Il est curieux de rapprocher de cette lettre l'article suivant, inséré dans le *Correspondant de Hambourg*. Le 25 juillet, c'est-à-dire trois jours avant l'attentat : « Les bruits les plus absurdes sont tout d'un coup mis en circulation ; on parle de *Louis-Philippe, de conjurés qui complottent contre lui et contre d'autres ; on annonce la mort de personnes importantes....* »

Les mêmes bruits circulaient à Coblenz. Une lettre de cette ville rapportait que, peu de temps avant le 28 juillet, un étranger de distinction, qui s'y trouvait, avait dit hautement *que si Louis-Philippe n'avait pas encore cessé de vivre, il ne tarderait pas à succomber*.

A Turin, le 28 juillet, on assurait *que Louis-Philippe avait péri par l'explosion d'une machine infernale* ; on disait que Charles X et Henri V devaient arriver le 31 ; et on faisait remarquer que tout cela coïncidait assez bien avec d'autres bruits vagues, qui étaient répandus dans le public, ainsi qu'avec l'établissement d'un fort cordon sanitaire dans le Tyrol, les mesures que l'on prenait en Autriche, et le départ de deux batteries d'artillerie pour la frontière de France, pendant la semaine.

Ce n'était pas seulement à Turin qu'on avait une connaissance anticipée de l'attentat du 28 juillet ; il en était pareillement question, dans le même royaume, à Aix et à Chambéry. Là, on aurait dit : *Nous avons monté, pour le 28 juillet, un coup dont l'effet est infailible* ; à Chambéry, on se serait montré plus exactement informé, en annonçant, toujours avant l'attentat, *que Louis-Philippe serait assassiné par le moyen d'une machine infernale*.

Enfin, deux voyageurs passant, le 28 juillet, dans un village de Suisse, avaient écrit sur un registre d'auberge, à la suite du

nom de Louis-Philippe et ses fils: *Requiescant in pace*, phrase qui paraît se rapporter à l'attentat commis le même jour à Paris.

En France, dès le 26 juillet, les chouans formaient des rassemblemens hostiles dans le Morbihan, et parmi eux circulait une rumeur sourde d'un sinistre événement. A Périgueux, le 28 juillet, un commis-voyageur, arrivant de Bordeaux, disait à une personne de la ville : « Rappelez-vous ce que je vous dis ; il y aura quelque chose à Paris aujourd'hui ; *le roi sera peut-être tué.* » Une femme d'Arbois, qui se trouvait, le 28 juillet, dans la voiture de Lons-le-Saulnier, y disait positivement à un voyageur, qu'elle avait reçu de son fils, alors à Paris, une lettre qui lui annonçait que ce jour-là même *serait le dernier de Louis-Philippe.*

A Paris, des bruits menaçans circulaient dans le monde officiel. On rapporte, à cet égard, des paroles d'une telle nature que, si en effet elles ont été prononcées, il faudrait accuser la police, non pas, sans doute, d'avoir provoqué l'attentat, mais de n'en avoir pas empêché l'accomplissement, alors qu'elle en avait les moyens. Suivant un journal, qui se montra toujours parfaitement informé de ce qui se passait à la police et au château, M. Talancourt, l'un des bibliothécaires du roi, lui soumettait, la veille de la revue, un travail que le roi ajourna au surlendemain, 29 juillet, avec cette restriction : « *A moins que je ne sois tué demain, à coups de fusils, sur le boulevard du Temple.* » Le matin du 28 juillet, le duc d'Orléans donnait des instructions à ses frères, pour le cas d'une tentative d'assassinat ; et il disait en propres termes : « *C'est des fenêtres qu'on nous tirera des coups de fusils.* » N'y avait-il pas, dans le simple rapprochement de ces discours, tous les renseignemens nécessaires pour découvrir la trace de l'assassin ?

Mais là, ne se bornaient pas les informations de police. La veille de l'attentat, un jeune ouvrier, appelé Boireaux, employé dans les ateliers de M. Vernert, lampiste, rue N^e-des-Petits-Champs, reçut la visite de deux personnages richement vêtus, qui se

firent introduire près de lui. Au moment de quitter son travail, Boireau fit une confidence au commis de la maison, lequel, en conséquence, dit à son père : « Si vous m'en croyez, vous n'irez pas demain à la revue; car je sais qu'il y aura du grabuge. » Le soir, M. Dyonnet, commissaire de police du quartier de la chaussée d'Antin, fut appelé hors de sa loge à l'Opéra, où il était de service, par un inconnu, qu'on a su depuis être le père du commis de M. Vernert, et qui fit une déclaration en ces termes : « Ce matin, mon fils, en passant sur le boulevard, a entendu trois personnes, qui se disaient l'une à l'autre *qu'on assassinerait le roi près du boulevard Saint-Antoine.* »

M. Dyonnet transmit aussitôt cette déclaration au préfet de police. Quelques vagues qu'en fussent les termes, ils permirent cependant de remonter à la source du propos dénoncé ; un mandat d'amener fut lancé, dès le matin même du 28, contre Boireau. Dès ce moment, il était facile à la police de connaître les relations de cet ouvrier ; et cette connaissance, rapprochée des paroles attribuées au roi et au duc d'Orléans, conduisait nécessairement sur la trace de Fieschi, et permettait de déjouer ses desseins. Cependant ces desseins ont reçu leur fatale exécution.

Nous ignorons quelles lumières l'instruction a recueillies sur les instigateurs du crime commis par Fieschi ; mais, quant à présent, il paraît résulter de tous les faits que nous avons rapportés, que ce n'est pas dans les rangs du parti républicain qu'il faut les chercher. Ce n'est pas ce parti qui a tracé, pour la duchesse de Berri, des plans d'assassinat ; qui a instruit, le 26 juillet, le précepteur du duc de Bordeaux de l'attentat qui devait avoir lieu le 28 ; qui a mis dans sa confidence ni le *Correspondant de Hambourg*, ni le grand personnage de Coblenz, ni l'aristocratie de Berlin, ni les jésuites de Turin, ni tant d'autres personnes si haut placées, avec lesquelles il n'a pas coutume de vivre en bonne intelligence.

ARRESTATIONS SOUS PRÉVENTION DE COMPLICITÉ DANS L'ATTENTAT.

A peine l'attentat venait-il d'être consommé, que la police effectua, sur le lieu même du crime, de nombreuses arrestations qu'elle continua sur d'autres points.

A défaut de documens officiels à cet égard, nous empruntons aux journaux la liste des personnes ainsi arrêtées, et qui, pour la plupart, ont été remises en liberté, après une détention plus ou moins longue.

Voici cette liste.

M. Bésuchet (Charles), commis-voyageur; qui fut arrêté comme il s'empressait de secourir l'un des blessés, et lui donnait de l'eau;

M^{me} Hilaire née Lanciau, modiste; — M. Gillain (Jean-Claude), tailleur; — M. Duvalet (François-Louis), ciseleur; — M. Bidot (Louis), bonnetier; — M. Morin (Adolphe), ouvrier passementier; — M. Lefèvre (Alexandre), garçon de bureau; — M. Tassin (Amaury), bijoutier; — M. Périnet (Jean-Etienne), limonadier tenant le café des Mille-Colonnes, voisin de la maison n° 50 du boulevard du Temple, et M^{me} Ledant, sa femme. Pendant la longue détention de cette malheureuse famille, son établissement fut converti en corps-de-garde, et la mère de M. Périnet mourut sans avoir eu la consolation de recevoir ses embrassemens;

— MM. Marillé (Jean-Pierre), Lebègue (Achille-Napoléon), Gauchereau (Jean-Baptiste), et Pajot (Joseph), garçons limonadiers chez les époux Périnet; — M. Assézart (Louis-Théodore), compositeur; — MM. Bessat (Jacques), et Lavergue (Nicolas), raffineurs; — M. Lanchet (Edouard), brossier; — M. Siguy (Louis-Anne), cordonnier; — M. Camus (Jean-Baptiste), homme de peine; — M. Cézarine (Louis), instituteur; — M. Talbot (Jean-François), chapelier; — M. Fournier (Jules), menuisier; — M. Quetin (Denis), cambreur; — M. Santonin (Jules-Vincent), ouvrier; — M. Bellingnens (Auguste), corroyeur; —

M. François (Victor), emballleur;—M. Renaud (Joseph), menuisier;—M. Wachet (Ernest), sans profession;—M. Ador (Jean-François), commissionnaire;—M. Chobillon (Jean-Pierre), maçon;—M. Vigoureux (Antoine), tabletier;—M. Duchemin (Pierre-Félix-Charles), émailleur; — M. Prévost (Frédéric), chapelier; — M. Fiet (François-Narcisse), imprimeur;—M. Gasniel (Louis), sans profession;—M. Raulet (Jean-Baptiste-Victor), ébéniste;—M. Lemarié (André), sans profession; — M. Robert (Jean-Charles-magne), répétiteur; — M. Douval (Adolphe-Eugène), brossier; — M. Mitelle (Charles-Louis-François), chapellier; — M. Troude (Magloire), marchand d'estampes;—M. Ponsin (Jules), aide de cuisine; — M. Fraisier (Joseph-Adolphe), relieur; — M. Paris (André), tailleur;—M. Zost (Guillaume), cordonnier;—M. Protat (Auguste), corroyeur; — M. Faur (Isidore), serrurier; — M. Lecœur (Pierre-Louis-Alphonse), ébéniste; — M. Lacombe (Pierre-Joseph-Daniel), relieur; — M. Dugropré (Pierre-Eugène), ciseleur; — M^{me} Michel (Catherine), femme Allard; — M. Hilaire (Jean-Claude), tailleur; — M. Boussemart (Louis-Auguste-Joseph), ex-militaire; — M. Robert (Ance-Isidore), peintre et musicien; — M. Canteau (Jean), émailleur en bijoux; — M. Vancampanone (Jean-Baptiste), ébéniste; — M. Salmon (Pierre), concierge; — M^{me} Saillant (Julie), sa femme et M^{lle} Salmon (Sophie), lingère, sa fille; — M. Parfetti (N.....), limonadier;—M. Darcet (Pierre-Charles-Joseph), garçon de billard chez M. Parfetti;—M. Moriencourt (Joseph);—M. Baraton (François), l'un des blessés de la revue du 28 juillet que l'on soupçonnait être un des complices de Fieschi, parce qu'il ne s'était présenté que le lendemain, 29, à l'hôpital Saint-Louis, pour s'y faire traiter, et parce qu'un chapeau trouvé au domicile de l'assassin le coiffait parfaitement;

M^{me} Petit (Laurence), veuve Lassave, maîtresse de Fieschi, retenue long-temps en prison, comme prévenue de complicité avec lui, et qui enfin fut mise en liberté, et M^{lle} Nina Lassave, sa fille;

— M. Lindward (Julien-Pierre), sans profession; — M. Filiole (Louis-Charles-Marie), géomètre; — M. Calménil (Napo-

l'éon), litographe;—M. Langer (Adrien), imprimeur;—M^{me} Pithois (Virginie), femme Becker;—M. Vivinis (Louis-Théodore), armurier;—M. Cantelou (Louis-Nicolas-Victor), doreur; — M. Maye (Jean-Louis), marchand de meubles;—M. Casimir (Frédéric), tailleur; — M. Martin (Hypolite-André), émailleur;—M. Galand (Victor-Jules), ouvrier en châles;—M. David (Auguste), étudiant; — M. Salis (Pierre-Marie), étudiant; — M^{lle} Daurat (Marguerite), ouvrière en châles; — M. Favre (Louis-Ferdinand), ex-militaire;—M^{lle} Bocquin (Annette), ouvrière en linge, qui, dit-on, a été reconnue pour être l'une des maîtresses de Fieschi et a elle-même avoué ses rapports avec cet homme, en ajoutant qu'elle allait souvent le voir dans la maison n° 50 du boulevard du Temple, et qu'il avait soin de l'éconduire toutes les fois que des hommes arrivaient pour lui parler.

— M. Ruinet (François-Casimir), sans profession; — M. Dru (Urbain), employé; — M. Ricand (Etienne-Barthélemy), tisserand; — M. Nolland (Pierre), tailleur de pierres; — M. Schurr (Auguste), raffineur; — M. Dècle (René), tisserand; — M^{me} Pouthois (Marie-Émile), veuve Lagrange; — M. Martin (Jean), tailleur; — M. Raboin (Napoléon-Narcisse), rentier; — M. Charles (N.....), garçon de café, qui s'était sauvé sur les toits d'une maison du boulevard du Temple, au moment de l'explosion et qui échappa quelque temps aux recherches de la police;

— M. Bandinelli (N.....), cuisinier, dénoncé comme complice de Fieschi, et chez qui l'on trouva quelques lettres d'un nommé Gérard; — M. Sauvignon (Jean-Baptiste-Xavier), papetier.

Indépendamment de ces personnes, il paraîtrait qu'on aurait encore arrêté un jeune homme qui, quelques secondes avant l'explosion et près du lieu du crime, fit entendre à intervalle trois vigoureux coups de sifflet; un ouvrier reconnu pour avoir fabriqué la charpente de la machine infernale; et un jeune apprenti tailleur, appelé Gazelle, qu'on soupçonnait être initié au complot parce qu'il avait dit à sa maîtresse que les républicains

dont le roi semblait n'avoir pas peur *lui feraient son affaire à la revue.*

Mais les arrestations les plus importantes furent celle de M. Cyprien Guéneau, marchand ferrailleur, signalé comme ayant eu des rapports très-fréquens avec Fieschi, et chez lequel ont été trouvées cachées des armes de guerre; celle du jeune Victor Boireau, l'ouvrier lampiste dont nous avons déjà parlé, qu'on accuse d'avoir donné le signal de l'explosion; celle de Maurey, bourrelier, ami intime de Fieschi, que l'on présume avoir soulevé la jalousie pendant que celui-ci pointait la machine infernale et y mettait le feu; enfin celle de M. Théodore Pépin, épicier, ancien capitaine de la garde nationale, acquitté après les affaires de juin 1832 par le conseil de guerre, accusé, dit-on, d'avoir fourni l'argent nécessaire pour acheter la machine infernale. Sa femme fut arrêtée avec lui.

On s'est beaucoup occupé de rechercher à quelle opinion politique appartenait le bourrelier Maurey, et jusqu'à présent on n'a obtenu sur cette question aucune solution satisfaisante. Les débats dissiperont probablement tous les doutes.

En attendant, nous allons rapporter les faits que se sont opposés réciproquement, les légitimistes et les républicains pour répudier toute solidarité de parti avec cet accusé.

Suivant la version des derniers, Maurey a été ouvrier sellier dans les écuries du duc d'Angoulême. Il n'a jamais dissimulé ses opinions légitimistes. Il doit avoir une fleur de lys imprimée sur le bras gauche. C'est lui qui avait fait la selle magnifique dont se servit en Vendée la duchesse de Berri, lorsqu'elle était à la tête de ses bandes; cette selle, ainsi que le cheval blanc de la duchesse, ont été notamment remarqués et signalés par nos soldats à l'affaire du Chêne.

A cela, les légitimistes répondent que Maurey, au contraire, a constamment affiché des opinions républicaines et qu'il s'est battu, en juillet 1830, sous les ordres de M. Lavocat, depuis lieutenant-colonel de la 12^e légion, et à côté de M. Olivier-Dufréne, inspecteur-général des prisons.

Sans vouloir rien préjuger sur le fond de la dispute , nous croyons devoir faire observer qu'il y a ici confusion évidente de dates et de personnes , et que les actes politiques attribués à Maurey , appartiennent en réalité à son co-accusé Fieschi : on verra plus loin dans quel but et à quelle occasion ce dernier les a accomplis.

L'arrestation de M. Pépin a été suivie de plusieurs incidens curieux qu'il est intéressant de rappeler.

Le jour même où la police s'était saisie de sa personne , il fut extrait , à minuit , de la Conciergerie , par ordre de M. Legonidec , juge d'instruction , pour qu'il fût procédé en sa présence , dans son domicile , à une visite de papiers. Cette mission fut remplie par M. Milliet , commissaire de police de service auprès du parquet. Il paraît que les instructions du commissaire lui enjoignaient de fouiller une fosse d'aisance , pour y chercher un dépôt d'armes. Pendant que cette opération s'accomplissait , M. Pépin , prétextant un grand appétit , décida M. Milliet à détacher l'un des deux agens dont il était assisté pour aller acheter quelques alimens ; alors n'ayant plus affaire qu'à deux hommes de force ordinaire , les seuls qui fussent intéressés à empêcher son évasion , M. Pépin , qui bien que malade , est doué d'une grande vigueur , porta un coup à la figure de l'un , culbuta l'autre , et , éteignant la lumière , il ne lui fut pas difficile de s'évader , avec la connaissance qu'il avait des lieux ; mais pour assurer mieux encore sa fuite , il eut soin de fermer la porte de la cave à double tour et d'emporter la clé. Lorsque l'agent envoyé au dehors fut de retour , il songea d'abord à délivrer son supérieur ; mais lorsqu'un serrurier , qu'il appela , fut arrivé et eût ouvert la porte , il était déjà trop tard pour courir après le prisonnier. Suivant une autre version , M. Pépin n'aurait exercé aucune violence envers les agens chargés de le surveiller ; il aurait profité d'un moment de lassitude et d'une somnolence involontaire occasionnée par l'odeur infecte de la fosse d'aisance dans laquelle on faisait des recherches en sa présence. Quoiqu'il en fût , le ministère

se vengea de sa déconvenue en destituant le commissaire.

Pendant près d'un mois les efforts de la police pour retrouver la trace du fugitif restèrent sans succès. C'est dans cet intervalle que M. Pépin adressa au président de la chambre des Pairs et au procureur-général la lettre suivante, que nous reproduisons comme étant de nature à répandre quelque lumière sur le caractère de cet accusé.

*A M. le baron Pasquier, président de la cour des pairs,
et à M. Martin (du Nord), procureur-général.*

« Messieurs,

» Sur le point d'être encore une fois exposé en présence de mes concitoyens, habitant mon quartier, le jour étant sur le point de paraître, la fosse n'étant pas encore vide, les précautions prises pour m'arrêter, les hommes qui se sont amassés à ma porte, le secret que l'on me fit subir en présence de deux hommes de police, mon épouse dans les fers, mes quatre malheureux jeunes enfans abandonnés à eux-mêmes, en proie à la douleur, mes établissemens, seule ressource qui me reste pour élever cette nombreuse famille; tant de malheurs, de misères et d'injustes persécutions ont bouleversé mes sens et troublé mon esprit. Ai-je bien ou mal fait, ou suis-je tombé dans un piège? Dans ma confusion j'ai suivi le précepte du grand homme, savant jurisconsulte, en trompant la surveillance de mes gardes : je me suis évadé.

» On ne m'accuse pas, ainsi que l'a dit le fameux jurisconsulte, d'avoir mis dans mes poches les tours de Notre-Dame : mais on me suppose le caractère assez barbare pour être avec connaissance de cause de complicité dans un crime. Si cela était, messieurs, je vous l'ai dit, il y long-temps que l'écrivain aurait cessé de vivre.

« Ne croyez pas , messieurs , que je me sois évadé pour me soustraire à la justice et à votre juridiction , pour ne pas repa-
raître ; un honnête homme doit répondre de ses actes , je dois
même , pour l'honneur de mes enfans , me disculper d'une
accusation aussi banale que déplorable , que l'on voudrait en-
core faire peser sur ma tête.

« Ainsi que vous avez pu en juger , messieurs , ma santé est
faible , très-délicate , et atteint d'une maladie incurable , il
ne me reste pas assez de vie ; il me serait , sans succomber ,
impossible de supporter une longue détention dans les cachots.

« Je n'ai rien à ajouter à l'instruction de plusieurs heures
que vous me fîtes subir. Je ne quitterai pas Paris ; si j'ai de
nouveaux renseignemens , je vous les adresserai ; et lorsque je
serai revenu du trouble dans lequel ma malheureuse situation
me jette , je verrai si je dois ou non me constituer de suite ,
toutefois en temps utile. Si vous l'ordonnez , je promets de me
constituer.

« Vous êtes sans doute aussi , messieurs , pères de famille ;
mon épouse , comme moi , nous n'avons rien fait de contraire
à l'honneur , et rien fait pour mériter un sort si malheureux.
Rendez à la liberté cette épouse chérie , remettez-la à sa fa-
mille , à ses enfans en pleurs et dans la désolation ; si vous avez
besoin d'elle , vous serez toujours certains de la trouver aussi.
J'ai confiance aux hommes et à votre juridiction ; encore une
fois , je promets de me constituer prisonnier en temps utile , si
vous l'ordonnez.

« Je me vois avec regret obligé d'adresser copie de cet ori-
ginal à un journal pour faire cesser les attroupeemens devant
mon domicile.

« Veuillez , messieurs , agréer l'expression aussi sûre que sin-
cère de ma haute considération.

« TH. PÉPIN. »

La commission d'instruction de la cour des pairs répon-
dit à cette lettre de M. Pépin , par un ordre de se constituer

prisonnier sans délai, signifié au domicile de l'évadé, M. Pépin ne crut pas devoir obtempérer à cet ordre, ou peut-être ne lui fût-il pas connu. Cependant des perquisitions furent opérées dans plusieurs maisons où l'on pouvait croire qu'il s'était réfugié, notamment chez l'un de ses oncles.

A quelque temps de là, il fut repris à Magny, près Meaux, chez un fermier de ce village qui lui avait donné asile.

On raconte comme il suit les circonstances de cette nouvelle arrestation.

Comme M. Gisquet commençait à désespérer de ressaisir M. Pépin, il reçut tout-à-coup un avis que la retraite, où se cachait le fugitif, était découverte; qu'elle était située entre Meaux et Coulommiers dans la profondeur de la forêt de Crécy, et qu'un agent, dont le dévouement n'était pas suspect, avait pénétré jusqu'à lui, avait captivé sa confiance et répondait de sa personne si l'on suivait à la lettre ses instructions. C'est alors que M. Allard, chef du service de sûreté, partit accompagné de quelques agens déguisés comme lui, et se dirigea vers la forêt de Crécy où il arriva le matin, et où, en attendant des renforts, son premier soin fut de reconnaître tant bien que mal l'habitation signalée; puis, pour éloigner les soupçons, il s'empressa de disparaître dans l'épaisseur du taillis. Cette dernière circonstance pensa un instant compromettre le succès de l'expédition; car, le soir arrivé et l'heure fixée pour le rendez-vous, M. Allard et ses compagnons n'ayant pu, au milieu des sinuosités de la forêt, retrouver la maison qu'ils avaient observée le matin, force fut d'en référer à M. Gisquet.

C'est alors que ce magistrat prit le parti de se rendre en personne sur les lieux. Là, il fut rejoint dans la matinée par l'agent de police qui répondait de la personne du fugitif à qui il venait d'offrir de procurer un passeport et des vêtements de femme pour quitter sa retraite, et passer en pays étranger, et que M. Pépin avait refusés. Aux yeux de la multitude des curieux qu'avait attirés à Meaux le grand déploiement de force qu'on avait cru nécessaire pour opérer plus sûrement une si

importante capture, M. Gisquet avait prétexté une partie de chasse dans les bois environnans qui ont une étendue de plusieurs lieues.

Après de longues recherches dans le bois, toutes ces forces arrivèrent à la ferme isolée, et là M. Pépin fut arrêté. Il était à moitié nu et réfugié dans un cabinet. Perquisition faite dans le domicile du fermier, M. Rousseau, il a été trouvé un brevet portant autorisation de se décorer de la croix du lis.

La maison, entourée de pont-levis, de bassins et d'étangs particuliers, fut prise comme d'assaut par le préfet et ses agens, qui se sont mouillés et couverts de boue jusqu'aux genoux dans cette dangereuse expédition.

Suivant les amis de M. Pépin, ce ne serait point un agent de police qui aurait indiqué la retraite du fugitif. M. Pépin, ennuyé de la solitude et sûr de son innocence, aurait dit à un pauvre diable nécessaire : « La police paierait bien cher pour m'avoir, et moi, je ne tiens pas du tout à lui échapper : va gagner pour ta femme et tes enfans le prix qu'elle attache à ma capture. »

De Paris, les arrestations s'étendirent aux départemens ; nous relaterons seulement les plus importantes.

Un homme qu'on prétend avoir été remarqué sur le boulevard du Temple au moment de l'attentat et qui avait échappé ensuite à toutes les recherches de la police, fut enfin arrêté dans une ferme aux environs de Melun, où il s'était fait passer pour un batteur en grange. Lorsqu'il fut saisi, on trouva sur lui trois ou quatre cents francs en or, et plus tard dans une malle qui lui appartenait une somme de plus de vingt mille francs également en or. Il déclara se nommer Arnoult, être garçon marchand de vin, rue du Temple, n° 3. On présomait que cette déclaration était fausse et qu'on avait fait une capture très-importante. Depuis l'arrestation de cet homme, il n'a plus été question de lui.

Une arrestation non moins mystérieuse fut opérée à Péronne deux jours après l'attentat. Dans la nuit du 30 au 31 juillet, un

individu , profitant du moment où l'une des portes était ouverte pour l'entrée d'une diligence, se glissa dans la ville. Le guichetier, le croyant un voyageur descendu de voiture, le laissa passer. Cet homme se dirigea vers un corps-de-garde , et s'adressant aux gardes nationaux qui s'y trouvaient, il les pria de lui indiquer une auberge où il pût passer la nuit , ne voulant pas, disait-il, descendre à l'hôtel où se trouve le bureau de la diligence. Cet homme était sans chapeau, et dans un état qui indiquait qu'il avait fait une longue route. On lui demanda ses papiers; il ne put exhiber qu'un certificat du procureur du roi de Senlis , non revêtu du cachet de ce magistrat. Conduit devant le chef de la gendarmerie, on découvrit bientôt qu'une de ses mains, qu'il tenait sans cesse cachée, portait les traces d'une blessure faite par une corde le long de laquelle il se serait laissé glisser. Sa poitrine était sillonnée de blessures récentes et paraissant le résultat d'un coup de fusil à bout portant. Cet homme, qui a déclaré s'appeler Leroux , et se rendre en Belgique, fut évacué immédiatement sur Paris.

Un malfaiteur, appelé Ferdinand-Nicolas Verbecke , âgé de 30 ans, natif de Zuytpeene, et bûcheron de son état, se trouvant dans les prisons de Dunkerque, demanda à faire des révélations sur l'attentat du 28 juillet , et fut, après un premier interrogatoire , envoyé à Paris devant la commission d'instruction de la cour des pairs. Voici les renseignemens qui ont été recueillis sur les antécédens de cet homme. Il fut condamné une première fois par la cour d'assises du Nord à vingt ans de travaux forcés pour vol avec effraction, commis dans une église de Bierne. Il était alors le complice et l'ami de Camus, exécuté à Saint-Val en 1832, pour crime d'incendie, et de Vendicien Emery, condamné à la même époque aux travaux forcés à perpétuité. Parvenu à s'échapper de Bicêtre, Verbecke se réfugia en Belgique, et y fut bientôt arrêté sous une nouvelle prévention de vol dans une église. Il s'échappa de nouveau de la maison d'arrêt, et, en septembre 1833 , il était enfermé dans la prison d'Hasebrouck , où, sous un faux nom, il était encore accusé de vol. Verbecke

feignait alors de ne pas connaître le français, et il inspirait la plus grande terreur à ses geoliers et à ses compagnons. Pressé de questions, il finit par avouer son nom, ses antécédens et le délit qui lui était imputé, et quelques jours après il se vit condamner à cinq ans de prison et dix ans de surveillance. A peine ce jugement était-il prononcé, que Verbecke fut atteint d'une attaque d'épilepsie terrible; on fut obligé de le faire transporter à sa prison et de suspendre l'audience trop agitée par ce pénible spectacle. Revenu à lui, Verbecke annonça qu'il saurait bien se soustraire de nouveau à la surveillance de ses gardiens, et il tint parole. Transféré à l'hospice d'Armentières, où il donnait des signes d'épilepsie et d'aberration mentale, peut-être simulés; il trouva moyen de s'échapper; mais il fut depuis arrêté à Dunkerque. On ne lui a jamais connu aucune de ces relations sociales qui eussent pu le rendre l'instrument ou l'agent d'un crime politique. Il est probable que cet homme ne fournira aucun renseignement utile sur l'attentat de Fieschi, et qu'à l'exemple du fameux Berrié, il tend seulement à attirer sur lui l'attention publique en assumant la complicité d'un crime auquel en réalité il est étranger.

On fit beaucoup de bruit à Rouen d'une arrestation qui présentait en effet, au premier coup d'œil, quelque chose de très-grave. Pendant la revue qui eut lieu dans cette ville le 28 juillet, au moment même où Fieschi consommait son attentat, un homme portant une redingotte bleue fermée avec deux rangs de boutons et une giberne autour de lui ornée d'étoiles blanches, avec un croissant sur le devant, arriva au grand galop sur le boulevard, en face du Boulingrin, tenant d'une main une haute branche de lauriers, et de l'autre une lettre qu'il remit au général, en criant et voulant faire crier : *Le roi est mort! vive la république!* Les gendarmes s'emparèrent aussitôt de sa personne, et il fut conduit à l'Hôtel-de-Ville. Ce républicain a été ensuite reconnu par des médecins pour un fou auquel ils avaient donné des soins.

Le lendemain, dans la même ville, un honorable citoyen,

M. Patey, qui a constamment la visite de la police quand il arrive quelque catastrophe politique, se vit sur le point d'être impliqué dans la procédure qui déjà s'instruisait à l'occasion de l'attentat. M. Patey s'occupait des préparatifs d'un banquet patriotique projeté depuis quelque temps et qui devait avoir lieu le jour même à la salle de Terpsichore, au Grand-Cours, lorsqu'il fut invité par deux commissaires de police à se rendre avec eux chez le juge d'instruction. Toutefois, après un court interrogatoire sur le but d'un voyage qu'il venait de faire à Paris, il fut immédiatement remis en liberté.

Dans le département de Maine-et-Loire, à Montigné, fut arrêté M. Eugène Guignard, officier de santé de cette commune, comme prévenu de complicité dans l'attentat. M. Eugène Guignard est légitimiste. Il était arrivé à Paris le 21 juillet et en était reparti seulement le 28, à une heure de l'après-midi.

A Saulieu, M. Lupertot fils avait vu son domicile envahi par un fort détachement de gendarmerie, et avait de là été conduit de brigade en brigade à Nevers, par la route la plus longue. A son arrivée dans cette ville, il fut interrogé par le juge d'instruction, et relâché bientôt après.

Plusieurs arrestations furent opérées à Blois. La police s'empara d'un jeune homme appartenant à l'une des premières familles légitimistes de la ville, qui revenait de Paris quelques jours après l'attentat et avait voyagé à pied; avec lui fut arrêté le nommé Blanchard, qui avait été condamné à dix ans de réclusion pour fait de chouannerie et qui avait été gracié à l'occasion de l'incendie du Mont-Saint-Michel, tous deux inculpés d'être les émissaires des auteurs de l'attentat.

Un Italien, marchand de parfumerie, qui était établi sur le champ de foire de la même ville fut pareillement arrêté pour quelques propos qu'il avait tenus, disait-on, à Tours et à Blois, et qui paraissaient le rattacher au crime de Fieschi; mais la dénonciation dont il avait été l'objet ayant été reconnue fausse, il fut rendu à la liberté après une détention qui avait duré quinze jours.

Cet exemple n'est pas le seul de la futilité des motifs qui, dans cette immense procédure, ont le plus souvent déterminé les arrestations. M. Jannot, étudiant en droit, neveu de MM. Caunes de Narbonne, avait diné pendant son séjour à Paris à une table d'hôte que tenait la femme Petit, maîtresse de Fieschi. C'est pourtant une pareille circonstance qui décida la commission de la cour des pairs à lancer un mandat d'amener contre ce jeune homme. Le procureur du roi se transporta à son domicile à la tête de dix gendarmes ; M. Jannot était absent. Dès qu'il apprit la prévention dont il était l'objet, il se constitua volontairement prisonnier.

M. Maurice, lieutenant, commandant un détachement de volontaires pour l'Espagne, avait été arrêté à Châtellerault et conduit de brigade en brigade jusqu'à Paris. Il y fut retenu prisonnier pendant trois semaines, impliqué dans l'affaire Fieschi. Il fut alors reconnu qu'il était absolument étranger à cette affaire.

Les agens subalternes imitèrent cette manière de procéder si légère à la fois et si tyrannique, si même ils n'allèrent plus loin.

A St-Etienne, sur le bruit qu'un sieur Rigaud avait dit le 26 juillet: « Il y aura du bruit dans trois jours, » il fut arrêté et emprisonné pendant six jours. Le propos n'avait pas même été tenu.

Le 26 juillet, un citoyen recommandable, qui avait été appelé dans un département voisin de Paris par des affaires particulières, se rencontra avec le préfet de ce département à la table d'un ami commun. Le préfet manifestait pour le chef de l'état un fanatique attachement. « Monsieur, lui dit l'habitant de Paris, ce dévouement est sans doute fort louable et j'y applaudis de tout mon cœur ; mais le chef de l'état n'est qu'un homme mortel comme nous tous ; la patrie au contraire est chose impérissable, et c'est à elle avant tout que les bons Français doivent le sacrifice de ce qu'ils ont de plus cher. Dans ces temps de révolutions les têtes les plus élevées sont les plus exposées

aux tempêtes , et si l'objet de vos adorations exclusives venait à périr demain , après demain , je ne sais quand , votre cœur demeurerait vide et votre patriotisme sans aliment , tandis que , en plaçant le pays au premier rang de vos affections , vous auriez toujours quelque chose à aimer et à servir. » Le 28 , le préfet , ayant reçu par le télégraphe la nouvelle de l'attentat , il se rappela le discours que nous venons de rapporter ; cela lui suffit pour traduire devant lui au milieu de la nuit l'homme honorable qui l'avait tenu , pour qu'il vint expliquer le sens qu'il attachait à ses paroles. Ce grand suspect fut gardé à vue , et il fallut un ordre ministériel pour qu'il pût recouvrer sa liberté.

Il n'y a point de bonnes arrestations par le temps qui court sans visites domiciliaires ; aussi les visites domiciliaires se sont-elle multipliées de tous côtés , à Paris et dans les départemens , envers des hommes de toutes les opinions , avec et sans motifs , et presque toujours sur les dénonciations les plus absurdes. Comme ces faits sont fort nombreux et qu'ils sont d'ailleurs d'une importance très-secondaire , nous nous abstenons de les rapporter , en présence surtout des violences si graves et si illégales qui font l'objet de l'article suivant.

ARRESTATIONS PAR MESURE GÉNÉRALE.

Aux arrestations que nous venons d'énumérer il faut ajouter encore celles des personnes suspectées d'un nouveau genre de crime , le crime de *complicité morale* ; ce fut là le prétexte des arrestations en masse par mesure de *sûreté générale*.

La classe des personnes qui tiennent à la presse périodique soit par leur collaboration comme écrivains , soit par des intérêts commerciaux , fut particulièrement en butte à ces persécutions auxquelles chaque nouvel événement politique sert de motif ou d'excuse.

Le journal d'opposition inoqueeuse , le *Charivari* , si populaire par sa spirituelle rédaction et le piquant de ses caricatures poli-

tiques, avait publié, en encre rouge, dans son numéro du 27 juillet, un article intitulé : « Catacombes monarchiques ou table mortuaire des sujets de sa majesté qui ont péri victimes des erreurs de l'ordre public. » Ce numéro avait été saisi. C'en fut assez pour qu'à l'aide de la complicité morale les bureaux du journal fussent envahis par la police, ses papiers bouleversés et saisis, et M. Caron, l'inoffensif rédacteur des modes, qui se trouvait seul présent, fut arrêté, et conduit à la préfecture, et empilé dans une chambre de dix pieds carrés avec soixante-huit autres prisonniers. Des mandats d'arrêt avaient été lancés contre tous les autres rédacteurs, qui, malgré d'actives recherches, des visites domiciliaires dans leurs maisons ou celles de leurs plus intimes amis, ne purent être arrêtés.

Le lendemain à quatre heures du matin, M. Carrel, rédacteur en chef du *National*, fut envoyé à la préfecture sous mandat de dépôt, et mis immédiatement au secret.

Il est bon de connaître le prétexte sur lequel se fondait M. Thiers, autrefois rédacteur du *National*, pour faire arrêter et mettre au secret son ancien ami et collaborateur Carrel.

Ce dernier examinait, dans un article publié le 28 juillet *si la révolution de 1830 est totalement détruite* ; il concluait pour la négative, et se résumait dans le paragraphe que voici :

« Il y a donc à se réjouir pour tout le monde dans l'anniversaire du 28 juillet. Que ceux qui ne seraient jamais parvenus au gouvernement de leur pays sans le renversement de la branche aînée se réjouissent, c'est fort naturel; mais que d'autres, en bien plus grand nombre, trouvent dans les magnifiques souvenirs du grand jour de la grande semaine la certitude que l'avenir leur appartient, c'est aussi très-naturel. »

« Remercions donc le gouvernement de ce qu'il a bien voulu dépenser deux cent mille francs pour témoigner sa joie d'être au monde. *Le peuple, appelé à jouir du spectacle des revues, des illuminations et des feux d'artifice, sera heureux d'avoir procuré aux ordonnateurs de la fête une joie si sincère, et il lui*

« sera permis peut-être, en se séparant demain soir, de leur rappeler le 28 juillet comme une grande leçon. »

Le ministre trouva dans cette dernière phrase des indices suffisants pour conclure que M. Carrel était initié au projet d'attentat contre la vie du roi. Ce fut du moins sur cette phrase que porta l'interrogatoire qu'il eut à subir.

Un autre rédacteur du *National*, M. Bergeron, impliqué dans l'affaire du coup de pistolet, fut également l'objet d'un mandat d'amener; mais il ne pût être arrêté.

La rédaction du *Corsaire* eut aussi sa part de persécution, MM. Viennot, principal propriétaire, Méquignon, caissier, furent arrêtés; M. Louis Reybaud, rédacteur en chef, ne put être saisi.

MM. Delisle, rédacteur de la *France*, et de Rauny, l'un des propriétaires de la *Quotidienne*, journaux légitimistes; Bohain, directeur du *Figaro*, feuille d'opposition légale, furent pareillement emprisonnés. Un mandat, qui avait été décerné contre M. Eugène Briffaut, rédacteur en chef de ce dernier journal, ne put être mis à exécution.

MM. Carion-Nisas et de Gouves-de-Nuncques, rédacteurs d'une correspondance pour les journaux de départemens, se trouvèrent englobés dans les arrestations. Le motif allégué contre le dernier résultait de ce passage de sa correspondance datée du 26 juillet:

« On continue à dire dans tout Paris que Louis-Philippe sera assassiné, ou plutôt qu'on tentera de l'assassiner à la revue du 28. Ce bruit est jeté dans le public pour déterminer sa bonne garde nationale à venir nombreuse le protéger de ses baïonnettes. Je crois que si Louis-Philippe était exposé à mourir dans la journée de mardi ce ne pourrait être que de chaleur; car depuis long-temps nous n'avons pas eu d'exemple d'une chaleur aussi forte et aussi continue. »

Le journal républicain le *Réformateur*, ne fut pas, on le comprend de reste, à l'abri de ces persécutions. Deux de ses rédacteurs, MM. Eugène Raspail et Gallois furent arrêtés; son caissier,

M. Benjamin Vignerte, fut l'objet d'un mandat d'amener.

Mais celui qui eut le plus à souffrir de ces violences, ce fut M. Raspail, rédacteur en chef du *Réformateur*.

M. Raspail était parti de Paris, le 27 juillet au matin ; muni d'un passeport en règle qui lui avait été délivré le 26 à la préfecture de police, il se dirigeait sur Nantes, où un banquet lui était préparé. Arrivé le 29 à la Seilleraie, à trois lieues de sa destination, il fut arrêté, sur un ordre transmis par le télégraphe; puis conduit en poste à Paris. Indigné d'avoir été arrêté à cent lieues de Paris sans aucune espèce de motif, M. Raspail s'exprima avec vivacité dans son interrogatoire. Le juge d'instruction, M. Zangiacomi, en fut blessé, et comme on ne pouvait continuer à retenir M. Raspail sous les verroux, sous le prétexte de complicité dans l'attentat, on lui fit un procès en police correctionnelle pour avoir insulté un magistrat dans l'exercice de ses fonctions. Il fut condamné pour ce fait et sur le simple témoignage du magistrat, qui refusa de comparaître, à deux ans de prison et cinq ans de surveillance. Ce qui l'assimilait aux malfaiteurs et le privait de ses droits civiques.

M. Raspail interjeta appel du jugement de la police correctionnelle; la cour royale maintint la peine de l'emprisonnement, mais supprima la surveillance. Depuis la cour suprême à cassé cet arrêt, et renvoyé M. Raspail devant une autre cour royale pour y être jugé de nouveau.

CONSÉQUENCES POLITIQUES DE L'ATTENTAT DU 28 JUILLET.

Les conséquences de l'attentat du 28 juillet étaient faciles à prévoir. Les arrestations exécutées immédiatement, les poursuites dirigées contre un grand nombre de personnes, annonçaient de la part du pouvoir l'intention de rejeter sur une opinion toute entière la responsabilité du crime qui avait épouvanté la capitale. Une réaction momentanée devait s'opérer dans les esprits; des projets de loi préparés dès long-temps, ainsi que leurs auteurs l'ont depuis révélé eux-mêmes à la

tribune, devaient être présentés aux chambres, et adoptés sans difficultés à la faveur du trouble et de la confusion inséparables de la première impression d'un funeste événement.

Le 29 juillet, le *Moniteur* publiait la proclamation suivante :

« Louis-Philippe, roi des Français,

» A tous ceux qui ces présentes verront, salut.

» Français !

» La garde nationale et l'armée sont en deuil ; des familles françaises sont désolées ; un affreux spectacle a déchiré mon cœur. Un vieux guerrier, un vieil ami, épargné par le feu de cent batailles, est tombé à mes côtés sous les coups que me destinaient des assassins. Il n'ont pas craint, pour m'atteindre, d'immoler la gloire, l'honneur, le patriotisme des citoyens paisibles, des femmes, des enfans ; et Paris a vu verser le sang des meilleurs Français aux mêmes lieux et le même jour où il coulait, il y a cinq ans, pour le maintien des lois du pays.

» Français, ceux que nous regrettons aujourd'hui sont tombés pour la même cause ; c'est encore la monarchie constitutionnelle, c'est la liberté légale, c'est l'honneur national, la sécurité des familles, le salut de tous que menacent mes ennemis et les vôtres ; mais la douleur publique, qui répond à la mienne, est à la fois un hommage offert à de nobles victimes, et le témoignage éclatant de l'union de la France et de son roi. Mon gouvernement connaît ses devoirs, il les remplira.

» Cependant, que les fêtes qui devaient signaler la dernière de ces journées fassent place à des pompes plus conformes aux sentimens qui nous animent ; que de justes honneurs soient rendus à la mémoire de ceux que la patrie vient de perdre ; et que les voiles de deuil qui ombrageaient hier les trois couleurs

soient de nouveau rattachés à ce drapeau, fidèle emblème de tous les sentimens du pays.

» Fait au palais des Tuileries, le 28 juillet 1835.

» LOUIS-PHILIPPE.

» Par le roi :

» *Le président du conseil, ministre secrétaire d'état
au département des affaires étrangères,*

» DUC DE BROGLIE. »

Le même jour, le garde-des-sceaux présentait à la chambre des pairs une ordonnance ayant pour but de saisir cette assemblée de l'instruction relative à l'attentat du 28 juillet. Un grand nombre de députés, présens à Paris, se rendaient aux Tuileries, et les chambres, dont la session n'était pas encore close, bien que leurs travaux fussent terminés, étaient invitées à se réunir sous le plus bref délai pour recevoir les communications annoncées par le gouvernement.

En même temps, on prenait toutes les mesures nécessaires pour rendre aux victimes les honneurs funèbres. A cet effet, l'église Saint-Paul, située dans la rue Saint-Antoine, fut décorée avec magnificence. Quatorze cercueils furent exposés dans une chapelle ardente : là, des prêtres demeuraient continuellement en prières ; la garde nationale et la troupe de ligne faisaient un service d'honneur ; et la foule des visiteurs était admise à contempler cet appareil funéraire jusqu'au jour où les corps des victimes devaient recevoir une sépulture nationale dans l'église de l'hôtel des Invalides.

Le 5 août fut le jour fixé pour la translation. De grandes dispositions avaient été prises à l'avance par l'autorité. La garde nationale de Paris et de la banlieue avait été mise sur pied ; les régimens et la garnison étaient sous les armes. Parti de l'église Saint-Paul, passant par la place de la Bastille, suivant

toute la ligne des boulevarts , l'immense convoi , accompagné d'un nombreux cortège , défila silencieusement au milieu des flots de la population tout entière. L'église des Invalides, ornée de tentures de deuil , de sombres draperies et de trophées militaires , avait été disposée pour cette solennité à laquelle les roulemens voilés des tambours , le bruit du canon , les chants funèbres et tout l'appareil d'une pompe religieuse contribuaient à imprimer un caractère de tristesse , de grandeur et de majesté.

Après les obsèques des victimes , eut lieu le lendemain , 6 août , la cérémonie du *Te Deum* à laquelle les trois pouvoirs furent convoqués publiquement , pour la première fois , depuis la révolution de juillet. Le roi , accompagné d'un déploiement de force extraordinaire , et d'un luxe de précautions inusitées , qui repoussaient la foule de toutes parts et l'éloignaient du cortège , se rendit à l'église Notre-Dame où l'archevêque le reçut à la tête de son clergé. Voici les paroles prononcées par le prélat , paroles significatives dans une cérémonie qui avait pour but de sceller la réconciliation du trône et de l'autel :

« Sire , la religion écarte en ce moment le voile de ses douleurs. Elle découvre son noble front ; elle lève vers le ciel ses yeux encore humides de larmes ; elle unit sa voix à la vôtre pour rendre au Tout-Puissant de solennelles actions de grâces.

« En voyant aujourd'hui le chef et les corps de l'état , doublement avertis par le malheur et par le bienfait , venir apporter au pied des saints autels un juste tribut de remerciemens et d'hommages , elle espère ! Elle espère pour la France ; car si l'*ingratitude envers Dieu* a le funeste privilège d'arrêter le cours de ses dons , la *reconnaissance de la foi* a le pouvoir , au contraire , de les multiplier et de les faire couler avec abondance sur les princes et sur les peuples. »

Cependant le mot d'ordre avait été donné. La presse ministérielle des départemens imitait l'exemple de la presse ministé-

rielle de Paris. Des magistrats formulaient, dans leurs proclamations, des accusations que rien ne justifiaient; des cris de mort furent même proférés contre un parti hostile au pouvoir par des hommes dont le devoir était de protéger la sécurité et la vie de tous les citoyens; les doctrines étaient dénoncées comme complices d'un acte abominable; il était évident, d'après tous ces symptômes, qu'après avoir eu à subir une calamité nationale, la France aurait encore à déplorer la perte de sa plus précieuse liberté.

Le 4 août, dans la première réunion de la chambre des députés, M. de Broglie, président du conseil, fit un long exposé de la situation du pays. Le garde-des-sceaux lui succéda à la tribune immédiatement pour présenter 1° un projet de loi sur la presse, sur la censure dramatique et sur les gravures; 2° un projet de loi sur le jury et la déportation; 3° un projet de loi sur les cours d'assises et sur le jugement des accusés en cas d'absence volontaire. Le ministre de la guerre présenta ensuite à la chambre quatre projets de loi ayant pour but d'accorder des pensions aux familles des victimes de l'attentat, et M. le ministre de l'intérieur annonça un autre projet de loi de la même nature, qui fut présenté dans l'une des séances suivantes.

La discussion de ces projets de lois commença le 13 août. Elle fut continuée presque sans interruption jusqu'à la fin du mois. Le 9 septembre toutes ces mesures avaient été votées par la chambre des députés, sauf quelques légères modifications, adoptées par la chambre des pairs et sanctionnées par le roi: l'insertion au Bulletin des lois eut lieu dans la même journée.

D'après la loi sur les crimes, délits et contraventions de la presse et autres moyens de publication :

Toute provocation aux crimes prévus par les art. 86 et 87 du code pénal, suivie ou non suivie d'effet, est transformée en attentat, et peut être déférée à la cour des pairs.

Il est défendu de faire remonter au roi le blâme ou la responsabilité des actes de son gouvernement.

La discussion du principe et de la forme du gouvernement est interdite : toute attaque de cette nature est considérée comme attentat à la sûreté de l'état.

Il est interdit de faire publiquement acte d'adhésion à un autre forme de gouvernement , soit en attribuant des droits au trône de France, aux membres de la branche aînée des Bourbons, soit en prenant la qualification de républicain ou toute autre incompatible avec la Charte de 1830, soit en exprimant le vœu , l'espoir, ou la menace d'un changement de gouvernement.

Les peines établies par la nouvelle loi sont de 10,000 francs d'amende à 50,000 francs, sans préjudice de la détention ; dans certains cas , l'amende peut être portée au double du maximum.

Il est interdit , en outre , de publier les noms des jurés , excepté dans les compte rendu de l'audience, des délibérations intérieures des jurés , des conseils, des tribunaux ; d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour but d'indemniser des amendes prononcées par les condamnations judiciaires. L'infraction à ces diverses prohibitions est poursuivie devant les tribunaux correctionnels.

En cas de seconde ou ultérieure condamnation , prononcée contre le même gérant ou le même journal dans le cours d'une année , la publication du journal peut être suspendue pendant deux ou quatre mois.

Les peines prononcées contre la presse ne se confondent pas entre elle et sont toutes subies intégralement.

Le cautionnement de tout journal , au lieu d'être en rentes, doit être versé en numéraire au trésor. Il est porté à la somme de 100,000 francs pour les journaux quotidiens.

L'autorité peut faire insérer des réponses en rectifications des faits publiés par le journal. Tout gérant est tenu d'insérer en tête du journal les documens officiels , renseignemens et rectifications qui lui sont adressés par les dépositaires de l'autorité publique.

Aucun dessin , gravure , lithographie , médaille , estampe

ou emblème de quelque nature que ce soit, ne peut être publié ou mis en vente sans l'autorisation préalable du ministre de l'intérieur, à Paris, et du préfet dans les départemens.

On ne peut établir aucun théâtre, ni spectacle, sans l'autorisation de l'autorité. Cette même autorisation est également exigée pour les pièces qui sont représentées.

Le ministère public a la faculté de faire citer directement à trois jours les prévenus devant la cour d'assises, même lorsque la saisie préalable a été effectuée. Si le prévenu fait défaut, l'opposition doit être formée dans les cinq jours et elle emporte de plein droit citation à la première audience.

D'après la loi sur les Cours d'Assises :

Si, au jour indiqué pour la comparution à l'audience, le prévenu refuse de comparaître, sommation lui sera faite d'obéir à la justice. S'il n'obtempère point à la sommation, le président pourra le faire amener de force devant la cour ou ordonner qu'il soit passé outre aux débats en son absence. Tout prévenu qui causerait du tumulte à l'audience pourra être emmené et les débats seront continués en son absence ; il sera en outre passible des peines portées contre les actes de rebellion.

D'après la loi qui rectifie les articles 341, 345, 346, 347 et 352 du code d'instruction criminelle et l'article 17 du code pénal :

Le vote du jury doit avoir lieu au scrutin secret. Le mode du vote a été déterminé par ordonnance royale.

Le verdict du jury se rendra à la simple majorité.

Si les juges sont convaincus que le jury s'est trompé, ils peuvent renvoyer l'affaire à la session prochaine. Lorsque l'accusé n'est déclaré coupable qu'à la simple majorité, il suffit que la majorité des juges soit d'avis de surseoir au jugement et de renvoyer l'affaire à la session suivante, pour que cette mesure soit ordonnée par la cour.

Le condamné à la déportation sera détenu dans une forteresse située hors du territoire continental du royaume.

Telles sont les dispositions principales des lois votées par les chambres à la suite de l'attentat du 28 juillet.

NOTICE HISTORIQUE

SUA

FIESCHI.

Fieschi (Joseph-Marie) est né en Corse, à Murato, arrondissement de Bastia. Sa famille appartenait à cette classe nomade qui, n'ayant pas de consistance locale et ne tenant à aucune commune par le lien de la propriété ou des relations de parenté, est vulgairement désignée dans le pays par le mot d'*abitaticci*. Aussi ce ne fut qu'à la suite de longues recherches que l'on est parvenu à découvrir l'acte de naissance de Fieschi. Les registres de l'état civil de l'époque ayant été perdus, on fut obligé de recourir aux registres du curé de Murato, où l'on trouva l'acte de naissance de Fieschi à la date du 13 décembre 1790.

Le vol et l'assassinat avaient dès long-temps acquis à cette famille une déplorable célébrité. Elle était composée de trois frères : Jean-Antoine, Jean-Dominique et Louis dit *Pettisecco*, père de l'auteur de la machine infernale. La branche de Jean-Antoine est la seule que des penchans criminels n'aient pas souillée, et que la société n'ait pas repoussée de son sein : deux de ses descendans existent encore à Bastia où ils exercent la profession de boucher.

Jean-Dominique avait deux fils, Michel-Ange et Jérôme, qui moururent au bagne après avoir été déclarés coupables de plusieurs vols ; deux filles dont l'une a été la femme d'un brigand

napolitain , tué par les gendarmes en 1804 ; l'autre languit dans la misère à Bigaglia.

Quant au père de Fieschi , Louis dit Pettisecco , il épousa à Rapèle la nommée Lucie , sœur de deux galériens. C'est de ce couple que naquit Joseph Fieschi. En 1804 , son père fut condamné à vingt ans de travaux forcés pour avoir fait partie de la bande d'un brigand fameux : il mourut au bagne. Il s'était remarié en 1800 , et avait eu de cette seconde femme un fils sourd et muet qui vit paisiblement , sans se marier , dans la commune de Murato.

Fieschi (Joseph-Marie) manifesta dès son jeune âge une humeur inquiète et vagabonde. A quinze ans , il abandonna son troupeau , et s'enrôla dans un régiment du royaume de Naples en qualité de tambour.

En 1813 , il fut nommé chevalier de l'ordre des Deux-Siciles , et placé comme sous-officier dans un régiment de ligne. En 1814 , il revint en Corse , d'où il s'embarqua bientôt avec *Joachim Murat* , et fit partie de la malheureuse expédition de ce prince sur les côtes de la Calabre. On sait que , trompé par les rapports de perfides agens , ce prince s'embarqua à Ajaccio avec un petit nombre d'hommes déterminés , persuadés que sa présence seule suffisait pour soulever les populations , et l'aider à reconquérir son royaume. Attiré dans le piège par l'accueil qu'il reçut au Pizzo où le sergent qui commandait un poste de canonnier fit présenter les armes à ses soldats , et battre au champ , Murat descendit avec confiance sur le rivage ; mais bientôt attaqué par une bande de paysans , il voulut regagner sa chaloupe qui avait disparu ; enveloppé avec cette faible escorte , il fut arrêté , livré à une commission militaire , condamné à mort et exécuté.

Le même sort était réservé aux soldats qui avaient fait partie de l'expédition , et une sentence de mort fut prononcée contre eux. Le général Franceschetti qui avait accompagné Murat , et auquel le gouvernement sicilien offrit sa grace , ne l'accepta qu'à la condition que ses compagnons seraient compris dans

l'amnistie ; en effet , les soldats , qui avaient pris part à cette tentative aventureuse , furent transportés en France. Les officiers débarquèrent à Toulon , les soldats à Marseille.

Fieschi demanda et obtint la permission d'aller en Corse visiter sa famille. Il trouva son père et sa mère morts , et sa sœur marié : il réclama à celle-ci sa portion de l'héritage paternel , fort mince à ce qu'il paraît , puisque lui-même ne l'estima qu'à la valeur d'une vache. Sa sœur et son beau-frère ayant mis obstacle au partage , il résolut de se faire justice de ses propres mains ; il courut dans le pré voisin , s'empara d'une vache qu'il conduisit au marché pour la vendre. Ce trait d'audace avait eu lieu en plein jour et en présence de plusieurs personnes qui , connaissant le caractère indomptable de Fieschi , se gardaient bien d'y mettre la moindre opposition.

Sur le marché ou Fieschi amena sa capture , l'autorité avait établi un expert qui ne permettait pas qu'un objet fût exposé en vente avant qu'il n'eût donné son visa , et que le possesseur n'eût justifié de ses droits par un certificat de propriété , signé du maire de la commune. Ne pouvant exhiber une semblable pièce , Fieschi fabriqua sur-le-champ , avec l'assistance d'un de ses amis , un certificat revêtu de toutes les formes légales ; mais son beau-frère , qui le suivait de près , porta plainte à la justice , et Fieschi fut arrêté malgré les larmes et les tardives supplications de sa sœur.

Conduit devant le juge d'instruction pour être interrogé sur le crime , le vol et le faux dont il s'était rendu coupable , Fieschi , doué d'une force de corps prodigieuse et d'une adresse remarquable , s'échappa d'une manière presque miraculeuse. Deux gendarmes placés à la porte du cabinet d'instruction , les yeux attachés sur lui , ne laissaient d'autre issue qu'une fenêtre d'une vingtaine de pieds de hauteur. Fieschi s'en approche , s'élance , et , en un instant , il avait gagné les collines qui s'élèvent en amphithéâtres sur la partie occidentale de la ville de Bastia , laissant derrière lui le juge d'instruction et les gendarmes confondus de tant d'adresse et de témérité.

Son interrogatoire, lorsqu'il fut repris et conduit de nouveau en présence des magistrats, révéla beaucoup de pénétration, d'esprit et un sang froid imperturbable. Il fut condamné à dix ans de réclusion, et à la surveillance de la haute police pendant toute sa vie. Il subit sa peine dans les prisons d'Embrun, au sortir desquelles la ville de Lyon lui fut assignée pour résidence.

Ce fut pendant son séjour dans les prisons d'Embrun que Fieschi contracta des liaisons intimes avec la femme Petit, condamnée à cinq ans de travaux forcés pour banqueroute frauduleuse, et qui, arrêtée comme complice dans l'attentat du 28 juillet, a été depuis rendue à la liberté. Une fille de cette femme, Nina Lassave, avait également avec Fieschi des relations du même genre; soupçonnée comme sa mère, elle fut arrêtée et relâchée à la suite de l'instruction.

Au sortir de prison, Fieschi demeura quelque temps à Lyon où il fut employé dans une fabrique de draps; mais sa qualité de réclusionnaire libéré ayant été découverte dans l'établissement où il travaillait, il rompit son ban, prit le nom de Gérard, et se rendit à Lodève où il arriva en décembre 1826. Il travailla dans les ateliers de MM. Nisatis fils et Zagarre, marchands de draps. En 1827, il abandonna cette ville et se rendit à Vienne où il entra successivement comme ouvrier drapier dans deux maisons différentes. Bientôt il quitta encore la ville de Vienne, abandonnant un livret entre les mains de ses maîtres et leur emportant une légère somme d'argent qui lui avait été avancée. Quelques temps avant la révolution de juillet, il se trouvait à Lyon; une personne qui le connaissait l'ayant rencontré dans les rues de cette ville, et lui ayant fait des reproches de son départ furtif, Fieschi lui avoua qu'il avait voulu se soustraire à la surveillance de l'autorité; il ajouta qu'il allait partir de Lyon, qu'il n'avait que la somme précisément nécessaire pour entreprendre un long voyage et qu'il avait de grands projets dont il espérait la prompte réalisation.

Après 1830, Fieschi vint à Paris, il parvint, par son adresse,

à intéresser, à son sort, plusieurs personnes, qui ne connaissaient qu'une partie de ses aventures ; il se présenta à elles comme ancien militaire, victime des persécutions de la restauration ; il sut même profiter de sa longue détention, dans les prisons d'Embrun, en l'attribuant à une condamnation, qu'il aurait encourue, pour voir fait partie des sociétés politiques, qui conspiraient sous la restauration. Ce fut ainsi qu'il établit des relations avec plusieurs personnages, qui l'ont reconnu depuis : avec le lieutenant-colonel Ladvocat, M. Didier, secrétaire-général du ministère de l'intérieur, M. Olivier-Dufresne, inspecteur des prisons ; M. Caunes, ingénieur des ponts et chaussées ; il eutra dans une compagnie de sous-officiers sédentaires, et recommandé auprès de la commission instituée par les condamnés politiques sous la restauration, il en obtint au titre de condamné politique, un léger secours, qu'il toucha pendant plusieurs mois.

M. Caunes, ayant été nommé inspecteur des travaux d'assainissement, fit tous ses efforts pour améliorer la position de Fieschi qui se plaignait amèrement de l'ingratitude du pouvoir, et qui, par sa dissimulation et par le récit habilement déguisé de ses aventures avait su capter la bienveillance des personnes avec lesquelles il était en relation. M. Caunes l'attacha à un atelier des travaux de la Nièvre ; plus tard, la ville de Paris ayant fait l'acquisition du moulin Croulebarbe, rue du Champ-l'Alouette, M. Caunes le fit nommer gardien de cet établissement. Ce fut alors que Fieschi donna sa démission de sous-officier sédentaire pour aller avec la femme Petit habiter ce moulin jusqu'au moment où M. Caunes, s'apercevant de plusieurs infidélités commises dans le service, le renvoya de ses travaux.

Avant cette époque, Fieschi, profitant de son titre présumé de condamné politique, était parvenu à s'introduire comme employé dans les bureaux du journal la *Révolution de 1830*. Il agissait alors pour le compte de la police qui lui avait donné mission de surveiller les républicains et M. Baude, alors préfet

de police, l'employa dans cette administration. L'ambition de Fieschi ne se bornait point au rôle d'agent subalterne qui lui était confié ; il visait plus haut. Bavard , plein de vanité , conteur d'une grande originalité , il amusait tous ceux qui l'écoutaient et qui ne croyaient pas au récit de ses prouesses. Il voulait qu'on le mit à l'épreuve , demandait quelque mission secrète à l'étranger et prétendait que cet emploi convenait particulièrement à ses goûts , à ses connaissances et à sa capacité.

Fieschi avait conservé les habitudes et les mœurs de son pays natal. Adroit à tous les exercices du corps , il était toujours armé d'un poignard et d'un fouet garni de balles en plomb , arme terrible dans les mains d'un homme adroit et déterminé , et qu'il tenait au moment de son arrestation. Vingt fois il avait mis le poignard qu'il portait habituellement au service des personnes auxquelles il avait quelque obligation. M. Baude , ayant un jour parlé devant lui d'un homme qui l'embarrassait dans une entreprise , Fieschi lui répondit froidement : « Si cet homme vous gêne , je sais le moyen de vous en défaire. » Une autre fois , il alla trouver un médecin et après l'avoir remercié des soins qu'il avait donnés à sa maîtresse pendant une maladie à laquelle elle venait d'échapper , « Vous ne vous attendez pas , » sans doute , lui dit-il , à ce qu'un homme comme moi vous » paie en argent le service que vous m'avez rendu ; mais je puis » faire pour vous ce que nul Français n'oserait seulement vous » proposer. — Quoi donc monsieur ? — Avez-vous un rival , un » ennemi , dont vous voulez vous débarrasser , un parent que la » mort tarde trop à emporter ? Eh bien ! j'ai un moyen là , un » moyen à vous et dont vous pouvez à l'instant disposer. » Et il montrait son poignard au docteur ému et presque épouvanté.

Fieschi avait été introduit au journal la *Révolution* par Figat , qui cumulait les fonctions de caissier de ce journal avec celles d'agent de police. En 1832, Fieschi se trouvait entièrement au service de la police quoique on ne lui eût pas accordé l'avancement qu'il désirait obtenir. Dans les journées de juin

de la même année, il combattit dans les rangs de la garde nationale contre les insurgés du cloître de Saint-Méry, franchit plusieurs barricades, et M. Ladvecat, témoin de sa conduite, rendit un compte favorable des efforts et du zèle de cet auxiliaire de l'ordre public.

Comme soldat de l'expédition de Murat, Fieschi avait éveillé à son débarquement en France l'attention du gouvernement de la restauration, et le ministre de l'intérieur l'avait signalé dès lors à la surveillance de la police comme *condamné politique*. Ce fut à l'aide de ces indications officielles qui l'avaient suivi à Vienne, à Lodève, à Lyon, etc., qu'il était parvenu à tromper la religion de la commission des condamnés politiques et qu'il obtint pendant trois mois un secours de 25 francs par mois, en tout 75 francs. Mais en 1833, la fraude fut découverte, il fut pour ce fait rayé des contrôles des condamnés, dénoncé à l'autorité et traduit devant le tribunal de police correctionnelle. Ce fut pour ne pas tomber dans les mains de la police qui le poursuivait avec activité qu'il abandonna le moulin de Croulebarbe. Il paraissait tenir beaucoup à ne pas être perdu dans l'esprit des personnes qui s'étaient si vivement intéressées à son sort ; les découvertes de la police à son sujet aigrirent son caractère et les dernières paroles qu'il adressa à M. Caunes, qui lui conseillait de se constituer prisonnier, sur le peu de gravité de son affaire, furent celles-ci : « On ne me prendra jamais » vivant. » Et il montra d'un air farouche le fouet armé de balles de plomb qu'il portait caché dans sa poitrine.

Privé de ses moyens de subsistance, poursuivi par la police, Fieschi songea à retourner dans son pays. Un entrepreneur des ponts et chaussées, en Corse, poursuivait alors devant le conseil d'état des réclamations dont l'objet était une somme assez considérable qu'il prétendait lui être due pour travaux exécutés. Plein de confiance dans sa cause, il se proposait d'employer le capital sur lequel il comptait à l'établissement d'une petite manufacture de gros lainage dans son pays ; il connaissait l'adresse de son compatriote Fieschi ; il avait vu un métier à

tisser d'une exécution compliquée et difficile, inventé et monté par celui-ci, au moulin Croulebarde, et lui avait proposé de l'associer à son entreprise; Fieschi avait accepté.

Le rejet de la requête de l'entrepreneur vint ruiner le plan de ses projets; il n'en persista pas moins à ramener Fieschi en Corse; mais par malheur, le procès avait été si long, il en avait si mal calculé les frais, que, le moment du départ venu, toutes ses ressources étaient épuisées, et, loin de pouvoir payer le voyage de deux personnes, il lui restait à peine la somme nécessaire pour regagner ses foyers.

Fieschi se vit donc forcé de demeurer à Paris, le désappointement qu'il avait éprouvé dans le résultat de ses sollicitations pour être employé par l'administration de la police, sa radiation de la liste des condamnés politiques, la découverte du roman si habilement inventé, les poursuites dont il était l'objet et la privation de ses moyens d'existence, toutes ces circonstances étaient plus que suffisantes pour porter un homme d'un caractère aussi dangereux à toute espèce d'extrémité. Fieschi était avide d'argent et de plaisir; il fréquentait les maisons de jeu; il fallait à tout prix un aliment à ses passions, et il était prêt à tout entreprendre pour les satisfaire. Plusieurs personnes, qui le rencontrèrent quelques mois avant le 28 juillet, ont raconté depuis qu'il leur avait paru rêveur et taciturne, il se plaignait amèrement des injustices dont il prétendait avoir été victime; il semblait rouler dans sa tête quelque sinistre projet. Il menaçait de se venger d'une manière terrible: l'événement n'a que trop bien justifié ces menaces que l'on prenait pour l'effet d'une colère passagère.

Nous terminerons cette notice par un portrait de Fieschi, qui ne saurait manquer de fidélité, puisqu'il a été tracé par les soins et l'autorité elle-même; nous parlons de son signalement tel qu'il a été envoyé à la frontière, lorsqu'il s'est soustrait à la surveillance de la police plusieurs mois avant de commettre son crime. On s'étonne qu'un homme, signalé de cette manière, ait pu si long-temps échapper à la police de Paris, et qu'il ait fallu

une sorte de hasard pour que l'on découvrit son vrai nom après son arrestation.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — Signalemens (389^e feuille).

Paris, le 24 avril 1835.

« Le ministre de l'intérieur ordonne de faire les recherches nécessaires pour découvrir et arrêter partout où ils seront trouvés, les individus dont les noms suivent : savoir, (trente-huit noms insignifiants) trente-neuvième FINSCHI (Joseph), ex-militaire, né à Bigaglia (Corse), âgé de 38 ans, taille d'un mètre 60 centimètres; cheveux, sourcils et barbe châtains, front moyen, yeux châtains, nez moyen, bouche moyenne, menton rond, visage ovale; une petite cicatrice près de l'œil gauche; condamné libéré, à Embrun, de 10 ans de réclusion pour vol et faux; disparu de Paris où il était assujéti à une surveillance à vie, prévenu d'escroquerie au préjudice du trésor et sous le poids d'un mandat d'amener décerné le 24 octobre 1834, par l'un des juges d'instruction près le tribunal de la Seine.

« En cas d'arrestation, le faire conduire devant M. le préfet de la Seine, à Paris. Déjà signalé au n° 9 de la 343^e feuille. »

*« Signé le ministre secrétaire d'état
au département de l'intérieur,*

A. THIERS.

DÉTAILS ANECDOTIQUES

sur

FIESCHI ET SES CO-ACCUSÉS.

Arrêté au moment où il cherchait à s'évader , Fieschi fut , comme nous l'avons dit , trouvé blessé par l'explosion de sa machine et horriblement mutilé. Il avait deux doigts de la main fracassés. Il avait été atteint au nez , aux sourcils et à la lèvre inférieure qui était presque entièrement coupée et pendante. La plus dangereuse de ces blessures est celle qui avait atteint le sourcil et profondément endommagé l'os frontal. On le remit aussitôt entre les mains de plusieurs médecins distingués , chargés de lui donner tous les soins que nécessitait l'extrême gravité de ses blessures.

Fieschi fut transféré à la Conciergerie ; dès ce moment un profond mystère environna tous les actes de l'instruction , et de tous les bruits contradictoires qui ont été répandus à ce sujet , dans ce que nous allons raconter , nous avons pris soin de n'accueillir que ce qui nous a paru porter un certain caractère d'authenticité , sans vouloir toutefois en garantir la complète exactitude. On a évité avec soin de lui laisser aucune communication avec le dehors. Les hommes , qui l'avaient remis entre les mains de l'autorité , restèrent avec lui sous les verrous ; ils partagèrent sa captivité ; ils reçurent pour mission de le distraire par différens jeux. Les plus grandes précautions furent prises pour écarter de son esprit tout sujet de préoccupation qui aurait pu retarder son rétablissement.

Ce fut dans ce but que l'on prit soin de lui cacher d'abord

le nombre et les noms des victimes. On s'efforça de le rassurer sur les conséquences de son crime ; on lui témoigna de la bienveillance et de l'intérêt. On le vit toujours plein de force et d'énergie , et conservant toute la plénitude de ses facultés intellectuelles. Bientôt il fut hors de danger ; sa guérison s'avança rapidement et l'on put procéder à l'instruction avec plus de suite que dans les premiers jours.

L'instruction de l'affaire ayant été déferée à la cour des pairs, une commission prise dans son sein eut mission de recueillir tous les renseignemens nécessaires , de rassembler tous les élémens de la procédure. MM. Pasquier et Portalis , le président et l'un des vice-présidens de la cour des pairs , furent particulièrement chargés de ce travail. L'instruction fut faite sur une échelle extrêmement étendue et on se livra aux recherches les plus minutieuses. Grand nombre de commissions rogatoires furent envoyées dans les villes frontières pour approfondir les bruits qui ont circulé , surtout en Suisse et en Sardaigne. C'est ainsi qu'un juge d'instruction de Grenoble fut chargé d'opérer la saisie d'un registre sur lequel ont été inscrites des phrases qui prouvent que l'attentat de Fieschi était connu le 28, en Savoie, par des individus qui , selon les apparences, après avoir coopéré aux préparatifs du crime , s'étaient mis à couvert avant son exécution. Une commission rogatoire fut également envoyée au premier président de la cour royale d'Ajaccio, à l'effet d'obtenir des renseignemens sur les antécédens de la famille de Fieschi.

Ce fut vers la fin du mois d'août seulement , que la santé de Fieschi fut suffisamment rétablie , pour que l'on pût procéder régulièrement à son interrogatoire. Jusqu'alors les nombreuses visites, qu'il avait reçues des ministres et des magistrats chargés de l'instruction, n'avaient aucun caractère officiel. On s'était contenté de l'observer de très-près. Pendant le cours de sa maladie , jour et nuit il y avait , au chevet de son lit , un magistrat accompagné d'un greffier chargé de recueillir ses paroles , en cas qu'il lui échappa des révélations pendant le sommeil ou dans le délire de la fièvre. Mais il se tenait constam-

ment sur ses gardes. Il savait éluder les questions ou réprimer vertement la curiosité. Un des médecins, chargés de le soigner, ayant hasardé quelques questions : « Monsieur, lui répondit » Fieschi, vous êtes ici pour me panser et non pour m'inter- » roger. » Un autre jour il demanda à se confesser. On croyait que des aveux importants suivraient cet acte de dévotion, il n'en fut rien. Le prisonnier se contenta de dire : « J'ai fait ma confession, à moi, celle des autres ne me regarde point. »

Loin d'essayer de désavouer son crime ou de chercher à l'excuser, Fieschi a pris le parti d'en tirer pour ainsi dire vanité. C'est une espèce de bravo italien; il a pour les Français un mépris qu'il témoigne souvent. Il aime à rappeler avec sa fierté de Corse et son orgueil d'assassin, qu'il n'y a qu'un Fieschi en France qui eût osé méditer et préparer cet attentat. C'est un épouvantable honneur qu'il veut revendiquer tout entier. Visant à l'effet, il s'est fait un malin plaisir de faire des aveux contradictoires, d'embrouiller l'instruction, de changer brusquement les notices déjà acquises, de retirer les déclarations presque aussitôt après les avoir faites, de mystifier les membres de la commission, les magistrats et les juges.

Dans les premiers temps, Fieschi avait pris le nom de Gérard, qu'il avait effectivement porté lorsqu'après avoir rompu son ban, il travaillait à Lodève. Il disait avoir dans cette ville sa femme et ses enfans pour lesquels il affectait la plus tendre affection. M. Thiers, qui s'était chargé de débrouiller toute cette affaire, de découvrir tout ce que le prisonnier prétendait cacher, crut trouver dans sa sensibilité un excellent moyen d'obtenir de lui des aveux; aussi usait-il de ce moyen sans ménagement. Plus le prétendu Gérard paraissait attendri au souvenir de sa femme et de ses enfans, plus M. Thiers faisait vibrer les sentimens d'époux et de père, admirant comme la nature conserve encore tout son pouvoir sur les êtres les plus indomptables et les plus farouches. En comédien consommé, Fieschi se prêtait à la mystification; il était ému, hors de lui, et son émotion arrachait presque des larmes au jeune ministre qui atten-

daît le plus heureux résultat de son habileté à manier le cœur humain. Par malheur les renseignemens, qui arrivèrent de Lodève, apprirent bientôt à M. Thiers que cet homme n'avait ni femme ni enfans, et qu'il s'était constamment joué de lui.

M. Thiers ne perdit pas courage, curieux de toutes les nouveautés, il trouvait dans l'affaire de Fieschi, du drame, de l'intérêt, de l'originalité : aussi l'avait-il, pour ainsi dire, accaparé et il répétait souvent à ses collègues : « Occupez-vous du reste, pour moi je me charge de Fieschi ; » mais cette curiosité déplut au prisonnier ; il disait souvent qu'il trouvait à M. Thiers un air d'inquisition et de police qui ne lui revenait nullement. Pendant ses visites, il comprinait difficilement sa mauvaise humeur. Enfin son aversion, qui couvait depuis quelque temps, fit tout-à-coup explosion, lorsque le ministre prononça devant son patient, sous forme d'interrogatoire et d'instruction, le nom d'une célèbre princesse. Il se livra même à de tels actes de fureur qu'il fallut courir à lui pour le calmer, et que M. Thiers dut se retirer sur-le-champ. Fieschi à cette époque n'était pas encore complètement rétabli ; aussi les médecins conseillèrent-ils au ministre de ne plus reparaitre devant le malade de peur de compromettre sa santé.

Un jour, obsédé des efforts que l'on faisait sur lui pour obtenir des aveux et résolu d'y mettre un terme, Fieschi écrivit à M. Pasquier, et lui demanda un entretien : c'était ce que l'on attendait et son vœu fut facilement exaucé. « Il é bien ! *mon cher Fieschi*, lui dit le noble pair, car c'est toujours avec ce ton affectueux qu'on l'aborde et qu'on lui parle, eh bien ! *mon cher Fieschi*, vous vous êtes donc décidé à parler ? Je vous sais gré d'avoir pensé que vous pouriez le faire de confiance avec moi, nous allons donc causer et il faut que ce soit à cœur ouvert. — Oh oui, monsieur le baron, à cœur ouvert ! C'est bien ainsi que je l'entends ; je ne vois ici que des gens communs qui ne me comprennent pas et vous sentez que je ne puis m'expliquer avec eux. — Certainement, aussi voyez-vous avec quelle promptitude j'ai accédé à votre désir. Vous vouliez, disiez-vous, me parler

avec franchise. Par où souhaitez-vous commencer? — Par où vous voudrez, M. le baron; le sujet de la conversation m'est absolument indifférent. — Soit, eh bien! votre affaire du 28 juillet a été concertée de longue main : quelles sont les premières personnes qui vous ont fait des propositions? — Je ne puis répondre à cette question-là. — Mais ne m'avez-vous pas dit que vous vouliez causer à cœur ouvert avec moi? — Assurément. — Hé bien? — Mais je n'ai pas entendu que ce fût de l'affaire pour laquelle je suis en prison. — Et de quoi voulez-vous donc parler? — Je vous l'ai dit : du sujet qu'il vous plaira de choisir quel qu'il soit : je n'en excepte que mon affaire.

Il serait difficile de se faire une idée de toutes les prévenances, de tous les petits soins dont Fieschi est l'objet. Depuis le 28 juillet, on ne lui a pas dit une seule fois qu'il fut un misérable. Au contraire, toutes les personnes, qui l'entourent, ont pour mission de l'entretenir de l'esprit de résolution et d'audace qu'il lui a fallu pour commettre son crime ; on en fait presque un héros. Les magistrats, qui l'interrogent, le traitent avec les plus grands égards. Quand M. Pasquier va le voir, il lui dit avec bienveillance : « Eh bien! *mon cher Fieschi*, comment allons-nous aujourd'hui? — Lorsque Fieschi, encore malade, était couché au moment où il recevait cette visite, il s'excusait de n'être pas bien et de ne pouvoir saluer son juge. A quoi celui-ci lui répondait qu'il ne devait pas faire attention à cela, et qu'ils pourraient tout aussi bien causer pendant qu'il serait dans son lit.

M. Pasquier, quand il interrogeait Fieschi, avait l'habitude de tenir chaudement ses pieds dans une chancelière ; un jour que ce meuble avait laissé sur les vêtemens du président une légère trace de poussière, Fieschi en prévint M. Pasquier avec courtoisie et se tournant avec vivacité vers un gardien, il lui demanda une brosse que l'on courut aussitôt chercher. Fieschi s'en empara et se mit en devoir de nettoyer lui-même le vêtement sali. « Comment donc, s'écria M. Pasquier en faisant avec le prisonnier assaut de politesse : vous-même, monsieur Fieschi, je ne le souffrirai pas. — M. le baron, répondit Fieschi

» en se dressant de toute sa hauteur, je n'agis pas ici par servilité, croyez le bien; je veux seulement vous rendre un léger service, ce sera si vous voulez, à charge de revanche. »

Fieschi plaisante très-volontiers. Dans une autre visite du président de la cour des pairs, le Corse, parodiant une formule bien connue, lui dit, en se levant devant lui et les personnes qui l'accompagnaient : « Messieurs, c'est toujours avec un nouveau plaisir, etc. »

Un autre jour, écrivant au procureur du roi, avec lequel il désirait avoir un entretien particulier, il termine sa lettre par ces mots : « Vous me trouverez chez moi toute la journée. »

Il est facile de juger par là, que Fieschi affecte une tranquillité profonde. Que cette tranquillité soit fondée sur des promesses qui lui auraient été faites, et que ces promesses aient pour but d'obtenir de lui des révélations telles qu'on désirerait les obtenir, c'est ce que l'avenir nous apprendra. Il ne veut point parler avant le grand jour de l'audience, et il annonce pour ce moment des déclarations qui, dit-il, étonneront le monde entier. Il se prépare un rôle théâtral, et se propose de produire un grand effet. Aussi affecte-t-il un ton de supériorité sur les personnes que l'instruction lui a données pour complices et qu'il appelle ses *collègues*.

Ceux-ci sont peu nombreux, et la foule immense des personnes, qui avaient été mises en suspicion et qui ont été détenues plus ou moins long-temps, sous la prévention de complicité dans l'attentat du 28 juillet, ont été successivement rendues à la liberté. Parmi ces derniers sont deux femmes : la femme Petit et sa fille Nina Lassave, toutes deux maîtresses de Fieschi, et qui ont joué un grand rôle dans l'instruction.

La femme Petit, qui a long-temps habité avec Fieschi, était soupçonnée de l'avoir mis en relation avec les personnes qui l'auraient payé pour commettre le crime. Cette femme, aux formes communes, se distingue cependant par des connaissances assez étendues et une élocution facile. S'il faut l'en

croire, sa famille occupait une position assez élevée en province. Son physique n'est pas agréable, elle est maigre, grande, très-brune, son accent méridional est très-prononcé ; elle parle un langage mielleux et insinuant, dont il faut se défier, car la vérité n'est jamais sur ses lèvres, et elle soutient une imposture avec une audace qui étonne ; son regard oblique ne fixe jamais en face. La femme Petit avait une très-grande influence sur Fieschi, qui était convaincu de sa supériorité et lui obéissait comme un enfant. Elle recherchait toutes les occasions de faire valoir sa bonté, sa grandeur d'âme, la générosité de son cœur et la délicatesse de ses sentimens ; elle vantait aussi son désintéressement et son dévouement pour ses amis. A ce sujet, elle racontait souvent une anecdote assez singulière. — Elle disait qu'elle avait rendu un service signalé à un éminent personnage du pouvoir déchu ; qu'elle l'avait caché plusieurs jours chez elle, dans une circonstance grave, et que, au moment de la quitter, ce personnage lui avait présenté une bourse pleine d'or, en l'assurant que là ne se bornerait pas sa reconnaissance ; mais qu'elle s'était sentie humiliée d'un pareil procédé, et qu'elle avait repoussé ce don avec énergie. Alors le grand et mystérieux personnage l'aurait embrassée tendrement et lui aurait dit : « Je ne vous oublierai jamais, et si nous revenons au pouvoir, vous ne serez plus malheureuse. »

Cette femme, après 1830, partagea le sort de Fieschi, c'est-à-dire qu'elle le suivit au moulin Croulebarbe, où elle était encore vers le milieu de l'année 1834. Cependant elle quitta Fieschi à la suite de querelles domestiques, dont la véritable cause nous est inconnue, et alla s'établir au marché des Patriarches, où elle vendait du pain pour le compte d'un boulanger ; plus tard, elle tint une table bourgeoise, à laquelle se réunissaient quelques étudiants en médecine.

Sa fille, Nina Lassave, est encore jeune ; bien que borgne, elle a une physionomie assez agréable ; c'est une belle femme, grande, bien faite et très-prédisposée, dit-on, aux sentimens tendres. Elle avait presque conçu une passion pour le commis-

saire de police qui allait la chercher toutes les fois que les juges instructeurs avaient besoin de l'interroger ; elle avait avec sa mère de fréquentes disputes occasionnées par leur mutuelle jalousie. On espérait que de la mise en présence de ces femmes avec Fieschi, jailliraient de vives lumières pour l'instruction , M. Thiers répétait souvent : « Ce sera là le grand moment. » Cet espoir a été déçu ; cette confrontation n'a pas amené de résultat. Fieschi, dans la première entrevue , a remis à la fille Nina Lassave, dix francs pour acheter une robe. Du reste , la mère et la fille ont été mises en liberté. La femme Petit s'est évanouie en entendant la lecture de l'ordonnance qui levait son écron.

Les autres prévenus que l'instruction présente comme complices de Fieschi , sont : les sieurs Pépin , ex-capitaine de la garde nationale ; Morey, bourrelier et Boireau , ouvrier lampiste. Voici le rôle que le *Journal des Débats*, qui peut être considéré comme officiel , assigne à chacun d'eux, d'après les déclarations de Fieschi, qui n'aurait voulu s'ouvrir que sur les instrumens subalternes du crime. Suivant lui, l'action de chacun des accusés serait parfaitement distincte. Pépin aurait donné de l'argent pour la confection de la machine et le loyer de la chambre ; Fieschi aurait mis le feu, et Morcy l'aurait assisté ; Boireau, placé sur le boulevard, hors de la portée de la machine infernale , aurait donné le signal de son explosion. Les débats éclairciront sans doute la vérité de ces déclarations , qui , d'après le caractère bien connu de leur auteur, sont loin de mériter une confiance absolue.

M. Pépin , qui a été repris après s'être évadé une première fois , profitant pour cette évasion d'une perquisition que l'on faisait à son domicile , nie avoir pris aucune part à l'attentat. Il convient avoir donné de temps à autre de faibles sommes d'argent à Morey, mais seulement à titre de secours , attendu que Morey, qui se trouvait dans la position la plus gênée , lui avait été recommandé par plusieurs personnes qui faisaient de leur côté de semblables sacrifices ou les mêmes prêts. Quant à

Fieschi, Morey le lui présenta un jour avec prière de l'employer dans un établissement industriel qu'il a fondé, et c'est là que se bornaient toutes ses relations avec lui. Quant à son évasion, il répond qu'il n'a fait en cela que céder aux sollicitations de sa famille, et que d'ailleurs, il savait bien qu'il suffisait d'avoir eu le moindre rapport avec Fieschi pour être exposé à une longue détention préventive.

Morey, que l'on dit être venu visiter plusieurs fois Fieschi dans son logement du boulevard du Temple, et que celui-ci désignait sous le nom de *Poncle*, a été gravement malade depuis son arrestation. Il était atteint d'une maladie qui l'empêchait de prendre aucune espèce de nourriture, et ce n'est qu'à force de soins, en prodiguant tous les secours de la médecine, que l'on est parvenu à améliorer sa santé à laquelle le régime de la prison était loin d'être favorable. Il a été transféré de la Conciergerie à la maison de détention de Bicêtre. Le domicile de Morey est l'un de ceux où a séjourné la malle de Fieschi que l'autorité a poursuivie pendant plusieurs jours, et que l'on n'a pu saisir qu'après qu'elle avait voyagé dans dix à douze domiciles différents. On a saisi en outre un carnet que Morey avait jeté dans les fosses d'aisance de la maison qu'il habitait, et qui après avoir été retiré, a été déchiffré à grande peine. Presque tout dans ce carnet était écrit au crayon et en chiffres; il contient l'indication des sommes que Morey avait reçues avant le 28 juillet. L'une d'elles se monte à 21,000 fr. Morey, qui dirigeait une forte maison de sellerie, a donné à tous ces chiffres des explications assez plausibles. On trouve encore dans ce carnet des notes dont la plus remarquable est celle-ci : « Le mois de juillet effraiera la France. » Phrase qui du reste ressemble plutôt à une prophétie de Nostradamus qu'à toute autre chose.

Boireau est accusé d'avoir coopéré à l'attentat en se chargeant d'acheter les canons de fusil dont Fieschi devait construire sa machine. Il avait dit à son maître, chez lequel il travaillait comme ouvrier lampiste, de ne pas se trouver à la

revue , parce qu'il devait y avoir du *grabuge*. Ce propos aurait contribué à le faire découvrir et motivé son arrestation.

L'instruction préparatoire de l'affaire étant terminée, M. le comte Portalis, commissaire, a été chargé d'élaborer le rapport qui sera soumis à la cour des pairs, réunie à cet effet en chambre d'accusation. La publication de cette pièce importante fera connaître les nombreux documens que l'instruction a recueillis.

RAPPORT

FAIT A LA COUR PAR M. LE COMTE PORTALIS, L'UN DES COMMISSAIRES CHARGÉS DE L'INSTRUCTION DU PROCÈS DÉFÉRÉ A LA COUR DES PAIRS, PAR ORDONNANCE ROYALE DU 28 JUILLET 1835 (1).

(Séance du 16 novembre 1835 et jours suivans.)

MESSIEURS,

Constitués en Cour de justice, vous poursuiviez avec constance l'accomplissement d'un de vos plus pénibles et de vos plus importans devoirs; la solennité des fêtes établies par la loi pour la célébration de l'anniversaire des journées de juillet 1830 avait pu seule interrompre le cours de vos travaux, lorsqu'un attentat inouï vint nécessiter un appel à votre haute

(1) Le Rapport forme un volume in-4° de 458 pages; nous n'avons pas cru utile de le publier dans toute son étendue. Le travail de M. Portalis ayant été commencé avant que la procédure fût complète, il n'a pu le coordonner sur un plan général, et son rapport, comme il le dit lui-même, n'est en quelque sorte que le *journal de l'instruction*. On sent ce qu'une telle marche entraînait de répétitions et de développemens inutiles; d'ailleurs, les détails exacts et circonstanciés sur l'attentat du 28 juillet, sur son auteur et ses complices présumés, déjà donnés par nous dans la première partie, nous dispensent de remettre sous les yeux du lecteur les passages du Rapport qui les reproduisent.

juridiction. Le plus grand des forfaits n'était point consommé. Le Roi et ses fils avaient été préservés, mais de nombreuses victimes étaient tombées, et parmi elles nous avons à regretter un de nos plus illustres collègues, un vaillant et glorieux maréchal, dont le sang, tant de fois épargné, durant les fureurs de la guerre, par le fer des ennemis, a été si déplorablement répandu, au sein de la paix, par un lâche assassinat.

Après avoir rappelé les actes qui ont saisi la Cour des Pairs de cette affaire, M. le rapporteur expose que l'instruction en a été poursuivie par une commission de huit membres de la Cour (1), et par divers juges d'instruction de Paris, MM. Zangiacomi, Gachon, Legonidec et Jourdain; mais que M. le président de la Cour, surtout, par ses soins assidus, s'est rendu l'âme de cette vaste procédure.

Il montre que, si trois mois de recherches ont été nécessaires pour parvenir à la connaissance de la vérité, cette *sage lenteur* était commandée par la nature de la cause. Qu'il ne s'agissait point seulement de découvrir les coupables, mais de pénétrer leurs vues, afin de savoir si le forfait du 28 juillet était l'œuvre de la frénésie d'un scélérat, ou si, recevant une plus haute impulsion, il ne revêtait point, dans l'état de notre société, un caractère *symptomatique*.

Passant ensuite aux circonstances qui ont précédé la catastrophe, il parle ainsi des précautions prises par la police.

La vigilance de l'administration était stimulée par

(1) MM. le duc Decazes, le baron de Bastard; le comte Portalis, le comte Molitor, le comte de Montalivet, Girod (de l'Ain), de Fréville et Félix Faure.

divers avis. Elle avait été informée que des armes à feu, dirigées sur la personne du Roi, devaient faire explosion d'une maison située sur le boulevard Saint-Martin. Ce quartier était surveillé avec soin. Dès trois heures du matin, les inspecteurs du service de sûreté l'avaient parcouru. Un détachement d'agens de police, munis d'armes, placés en dehors de la ligne militaire, précédait le Roi de quelques pas, et avait pour consigne d'observer attentivement les croisées, d'arrêter la marche du cortège au moindre signe menaçant, et de traverser pour cela, s'il en était besoin, les rangs de la troupe.

Ici le rapport contient le récit de l'attentat du 28 juillet, la description de l'appartement qu'habitait Fieschi, et celle de la machine infernale, d'où il résulte que celle-ci était posée obliquement à la croisée, de manière à faire face au cortège du Roi, venant de la porte Saint-Martin; car d'un côté elle était à un pouce du mur, et de l'autre elle en était distante d'un pied environ. Puis il signale cette circonstance remarquable :

M. le juge d'instruction Legonidec, dans un procès-verbal descriptif de l'appartement, en date du 28 juillet, a constaté que M. le commissaire de police Haymonet lui avait remis, sur les lieux, une lithographie portant pour exergue : *Si qua fata aspera rumpas... eris*, et représentant les traits du duo de Bordeaux.

ACCUSATION DE FIESCHI.

Au moment où la détonation venait de se faire entendre, l'attention des voisins fut excitée par la fumée qui s'échappa tout-à-coup de la fenêtre de la

cuisine du troisième étage de la maison n° 50. Presque aussitôt, un homme couvert de sang, blessé au visage, en chemise, et n'ayant pour tout vêtement qu'un pantalon de toile écrue, suivant un témoin ; suivant un autre, revêtu d'une blouse vert-marron ; et portant, suivant un troisième, un habit-veste et un pantalon grisâtre, parut à cette fenêtre, se saisit de la double corde qui s'y trouvait suspendue, et se laissa glisser jusqu'au niveau d'un petit toit qui longe le second étage de la maison n. 52. Là, il se lança pour gagner ce toit, et, selon toute apparence, le mouvement qu'il imprima à la corde en la quittant, fit tomber un pot de fleurs qui se brisa dans sa chute. **A ce** bruit, un agent de police qui faisait le guet dans la cour, leva les yeux et s'écria : « Voilà l'assassin ! voilà » l'assassin qui se sauve par le toit. » Un garde national, qui était accouru, somma le fugitif de se rendre, et le menaça de tirer sur lui s'il s'y refusait. Celui-ci, sans se déconcerter, écartant de sa main droite (car sa main gauche était blessée) le voile de sang qui se répandait sans cesse sur ses yeux, après avoir tenté vainement de pénétrer dans le magasin du sieur Chimène, marchand de rubans, dont la fenêtre était la première qui se présentait à lui sur le toit, gagna celle de la cuisine du même appartement, et posant ses deux mains sur l'appui de pierre de cette fenêtre qui était ouverte, sauta, en se retournant, dans cette pièce.

La dame Gomez, belle-sœur du sieur Chimène, dont elle soignait les enfans, en l'absence de leur mère, effrayée par l'explosion, venait d'abandonner à l'instant la croisée, d'où elle assistait à la revue, pour se réfugier dans la cuisine. En s'avancant vers cette pièce, qui s'ouvrait sur le couloir d'entrée par

une porte vitrée, la dame Gomez aperçut un homme tout en sang qui s'y élançait par la fenêtre. Eperdue à ce spectacle, elle se précipita, échevelée, vers la porte de l'appartement, en jetant des cris et appelant au secours; le fuyard hâta sa marche, poussa rudement la dame Gomez et lui dit : « Laissez-moi passer, » en essuyant le sang qui l'aveuglait et l'empêchait de diriger ses pas. Il descendit rapidement l'escalier : partout, après lui, des traces de sang indiquaient son passage; mais il arriva trop tard dans la cour pour pouvoir s'enfuir. Un garde national veillait sur l'issue de la maison du côté de la rue des Fossés-du-Temple, le capitaine Boquet avait les yeux sur l'autre issue : un agent de police survint, le fugitif fut arrêté et conduit au poste du Château-d'Eau.

PREMIERS INDICES SUR L'ASSASSIN.

Dans la chambre où se trouvait la machine infernale (et nous avons à dessein omis de le dire en son lieu), il y avait une alcove, et dans cette alcove un matelas plié en deux. Sur l'un des coins du matelas on lisait *Girard* : c'était le nom du locataire de l'appartement. Girard habitait la maison depuis quelques mois : le portier a dit qu'il y était entré vers la fin d'avril; selon le locataire lui-même, il s'y serait établi le 8 mars.

Il n'avait point garni son logement de meubles; aussi avait-il payé un demi-terme d'avance, et ce demi-terme se montait à 37 francs 50 centimes. Il avait acquitté l'autre demi-terme à la fin de juin ou au commencement de juillet. Entre les deux versions et les deux dates que nous venons d'indiquer, il est clair qu'il faut préférer la dernière; car le fondé de

pouvoir du propriétaire de la maison a déclaré que le portier, qui faisait les locations, lui avait dit, vers la fin du mois de mars dernier, qu'il avait loué le troisième étage à un individu nommé Girard, qui avait annoncé qu'il garderait ce logement s'il convenait à sa femme, et qui avait payé d'avance un demi-terme. Girard disait qu'il venait du Midi, il en avait l'accent; il attendait, pour se meubler, l'arrivée de sa femme et de ses enfans, qui, selon l'une de ses versions diverses, résidaient en Normandie.

Il se donnait pour mécanicien. Au moment de son entrée dans la maison, et pendant les premiers temps qui suivirent cette époque, il avait les mains noires comme un manouvrier. Il sortait de bonne heure le matin, et ne rentrait que le soir. Plus tard, il ne paraissait plus travailler de ses mains, et quand on l'interrogeait sur ce sujet, il répondait *qu'il faisait trop chaud*. Il se vantait de ses connaissances en géométrie; il avait emprunté récemment à une de ses voisines une grande table, pour dessiner un plan de Paris. Quand il sortait, il emportait toujours la clé de son appartement. Jamais la portière n'était entrée chez lui: il n'y avait reçu qu'un seul homme, qu'il prétendait être son oncle, et trois femmes, qu'il disait être ses bonnes amies.

Néanmoins, selon quelques dépositions, le 26 juillet, à onze heures et demie du soir, après que la porte de la maison eut été fermée, un jeune homme, qu'on a dit plus tard s'appeler Victor, s'y serait introduit par une porte qui communique avec le café Périnet, et, après être demeuré quelque temps dans la chambre de Girard, aurait été reconduit par celui-ci, et serait sorti par la même porte. Ce jeune homme serait

venu, le 27, demander Girard, qu'il n'aurait point trouvé : c'est alors qu'il se serait nommé. On signale cet homme comme étant brun et de petite taille. Il paraissait âgé de vingt à vingt-cinq ans. Il portait de petites moustaches. Il était vêtu d'une redingote de couleur marron, et coiffé d'un chapeau rond, bas de forme et à grands bords.

Girard ne recevait jamais de lettres des départemens. Il ne paraissait pas avoir beaucoup d'argent ; mais il en avait habituellement assez pour subvenir à ses besoins : selon ses assertions, sa femme lui en envoyait de son pays.

Girard, le 28 juillet, se tenait sur le boulevard ; il allait et venait, il montait et descendait, il entraît au café et en sortait ; contre son habitude, il y but un verre d'eau-de-vie. On battait aux champs qu'il était encore dans l'allée ; il ne rentra dans sa chambre que peu d'instans avant l'explosion. En rentrant, il avait rencontré la fille du portier, qui sortait avec les enfans de la maison pour aller voir la revue. Il lui avait dit : « Vous allez donc voir passer votre roi ? » Il alla chez un de ses voisins, qui logeait au même étage que lui, allumer une chandelle qu'il portait dans un bougeoir en cuivre ; il lui dit qu'il allait se *faire de la soupe*.

Il était blessé, et ses blessures, particulièrement celles de la tête, étaient extrêmement graves. Audessus de la partie externe du sourcil gauche, une plaie de dix-huit lignes de longueur, oblique, irrégulière, à bords déchirés, pénétrait jusqu'aux os. Ceux-ci étaient fracturés, et les bords de la fracture, écartés de plus d'une ligne, laissaient entrevoir les mouvemens de soulèvement du cerveau. De la lèvre inférieure, près de la commissure droite, s'étendait

jusque vers la partie inférieure du tiers supérieur du cou, une blessure d'environ quatre pouces. Les bords de cette plaie étaient irréguliers et déchirés, la lèvre fendue dans toute son épaisseur, l'os de la mâchoire mis à nu. Trois doigts de la main gauche, l'*indicateur*, l'*annulaire* et le *petit doigt*, étaient couverts de plaies irrégulières à bords meurtris; le *petit doigt* et l'*annulaire* avaient, chacun, deux phalanges brisées.

Le blessé ne pouvait parler qu'avec une extrême difficulté. Arrivé au corps de garde, un garde national lui demande : « Qui êtes-vous ? — Cela ne vous regarde pas, » répondit-il avec assurance : « je le dirai quand je serai interrogé. » On le fouille, on trouve sur lui un fouet ou fléau à manche de bois, portant trois branches composées de lanières en cuir tressé, garnies à leur extrémité de fortes balles de plomb : une paire de besicles en acier, dans son étui en maroquin : une pièce de cinq francs, et un franc six sous trois liards en menues pièces de monnaie : un couteau à plusieurs lames : de la poudre à tirer fine, enveloppée dans du papier, et pouvant équivaloir à la valeur de quatre cartouches. Interpelé pour quel usage il réservait cette poudre ? — *Pour la gloire* sont les seuls mots qui sortent de sa bouche. Son esprit était assez présent pour qu'il trouvât le moyen de dérober à tous les regards un poignard dont il était armé, et de s'en débarrasser en le jetant furtivement sous le lit de camp du violon du poste du *Château-d'eau*, où il a été retrouvé long temps après.

PREMIERS INTERROGATOIRES.

Une heure ne s'était pas écoulée, et *Girard* subissait déjà son premier interrogatoire. On l'avait

ramené dans la maison n° 50 du boulevard du Temple, au premier étage : il put dire son nom, sa demeure, sa profession de *mécanicien*. On lui demande : « Combien étiez-vous ? A plusieurs reprises, il lève un seul doigt. « Quand avez-vous commencé cette machine ? Il montre deux, trois, quatre, cinq doigts. — « Est-ce des jours ou des semaines ? Il répond : « Cinq semaines. — « Qui vous avait donné cette idée-là ? — Moi-même. — Qui vous a commandé cet attentat ? » En se frappant sur la poitrine, il répète : « Moi-même. — Vouliez-vous tuer le roi ? » Il fait un signe affirmatif et tombe dans un état de faiblesse qui ne lui permet plus de répondre, même par des signes, aux questions qui lui sont adressées.

Le temps était précieux, d'une minute à l'autre l'état du blessé pouvait empirer et rendre toute instruction impossible.

Le même jour, vers les six heures du soir, après qu'il eut été transféré dans les prisons de la Conciergerie, il fut interrogé de nouveau. Il ne put répondre que par signes et par écrit. Il avoua, par signes, qu'il avait établi une machine composée de plusieurs fusils. Il répéta de la même manière qu'elle était dirigée contre la personne du Roi. Sommé à plusieurs reprises de désigner les instigateurs de son crime, il refusa obstinément de s'expliquer à ce sujet. Il assura, par un signe affirmatif, qu'il avait mis le feu à la machine ; par d'autres, il exprima qu'il était seul dans sa chambre, que c'était lui qui tenait la jalousie pendant l'explosion, enfin qu'il était l'inventeur et le seul fabricant de la machine. Il montra, par ses doigts, qu'il avait employé deux jours à la construire. Les médecins ayant jugé à propos de le saigner, l'interrogatoire fut suspendu pendant trois

quarts d'heure : on le reprit à huit heures moins un quart. Girard éprouvait quelque soulagement ; il pouvait dire quelques paroles. Quand on lui demanda s'il avait des complices, on crut comprendre qu'il voulait faire entendre par signes que *oui* : on l'interrogea de nouveau pour savoir s'il avait dit *oui* ; il répondit intelligiblement : *Oui*. Toutefois il ne voulait nommer personne. Le juge continua en ces termes : « Seraient-ce les républicains qui auraient fait le complot ? » Après des réponses faites par signes qui semblèrent équivoques, il articula clairement : *Oui*. Néanmoins les souffrances qui tourmentaient le prévenu laissant encore au juge quelques doutes sur le véritable sens de ses réponses, il lui adressa cette autre question : « Seraient-ce les légis-timistes qui auraient fait le complot ? » il n'obtint aucune réponse. — « Vous a-t-il été donné de l'argent ? » — Pas de réponse.

Le malaise du prévenu commanda une nouvelle suspension de l'interrogatoire. Un médecin fut appelé ; il était huit heures et un quart. A neuf heures et demie, l'examen fut repris en présence et par l'intermédiaire du médecin. Le prévenu répondit qu'il se nommait Jacques Girard, qu'il était de Lodève et que *sa femme et son fils y étaient*. Les médecins ayant déclaré que la prolongation de l'interrogatoire pouvait fatiguer le malade, et qu'il n'y avait pas de péril en la demeure, le procès-verbal fut clos à dix heures moins dix minutes du soir, et l'opération fut continuée au lendemain 29, à huit heures du matin. A l'heure indiquée, le prévenu était mieux, il parlait librement : il déclara qu'il se nommait Joseph-François Girard, et non plus Jacques ; qu'il était âgé de 39 ans, mécanicien de profession, et qu'il demeu-

rait à Paris, boulevard du Temple, n. 50. Le juge lui ayant représenté l'énormité de son crime, Girard s'écria : « Je suis un malheureux ! je suis un misérable !.... je ne puis rien espérer !.... je puis rendre service.... nous verrons.... j'ai du regret de l'avoir fait ! » M. le garde-des-sceaux était présent, et joignit ses exhortations à celles du juge, pour engager le prévenu à dire toute la vérité. Le prévenu ne répondit à ces interpellations diverses et multipliées que par ces paroles entrecoupées, et par d'autres semblables : « J'arrêterai peut-être quelque chose.... » je ne nommerai personne... je ne vendrai personne... » mon crime a été plus fort que ma raison.... » Comme on lui demanda si les publications politiques, si les journaux n'avaient pas contribué à égarer son esprit et à l'exciter au crime, il répondit d'abord : *Pas trop*. Par réflexion il ajouta : *Oui*. Ensuite il dit avoir été *fanatisé*. Il parla des événemens de la rue *Transnonain* et de ceux de *Lyon*.

La Cour des Pairs ayant été saisie de l'affaire, l'interrogatoire de Girard ne fut plus repris que par M. le Président.

L'ASSASSIN ÉTAIT-IL SEUL DANS LA CHAMBRE ?

Le rapport s'occupe longuement de cette question. Après avoir mentionné diverses déclarations qui parlent d'un deuxième évadé par la corde attachée à la fenêtre de la cuisine ; d'un individu fuyant sur les toits ; de plusieurs autres qui se seraient échappés dans la rue des Fossés-du-Temple, par la porte de la maison n° 39 (qui répond à celle du boulevard du Temple, n° 50), ou qui auraient escaladé la clôture

de divers chantiers ; après avoir donné dans son entier la déposition du sieur Martin, qui affirme avoir distinctement aperçu trois personnes à la fenêtre où se trouvait la machine, M. Portalis ajoute :

Cependant rien n'est venu à l'appui d'un témoignage si positif. S'il paraît à peu près certain qu'il a été saisi deux chapeaux gris dans l'appartement de Girard, l'un des deux, celui qui a été recueilli au pied de la machine, en très-mauvais état, est incontestablement le chapeau de Girard qui s'est sauvé la tête nue, et que l'on sait avoir eu en sa possession un chapeau gris et un chapeau noir. Il a déclaré plus tard qu'au moment où il mit le feu à la machine, il avait sur la tête un chapeau gris, dont l'intérieur était vert foncé et vert clair ; il a reconnu le chapeau saisi dans sa chambre et déchiré dans sa partie antérieure pour celui que l'explosion avait sans doute violemment arraché de son front. Quant au second chapeau, les uns affirment qu'il a été vu d'abord dans la chambre où était la machine, d'autres dans la cuisine, un troisième qu'il était dans une armoire, un quatrième qu'il était sur l'appui de la fenêtre de l'antichambre ; et cette incertitude sur le lieu où il aurait été trouvé rend moins certaine sa présence dans l'appartement de Girard, au moment de l'attentat, et par conséquent moins concluante sa saisie sur les lieux ; d'autant plus que les contradictions des témoins peuvent être expliquées par un fait qui diminue beaucoup l'importance de la saisie du second chapeau. Ce fait est la preuve acquise que des chapeaux, trouvés au premier et au second étage, ont été transportés au troisième avant tout acte d'instruction.

Il paraît, au surplus, que tous les effets, recueillis durant les premières perquisitions qui eurent lieu

dans la maison, immédiatement après le crime, furent amoncelés dans l'appartement de Girard. C'est ainsi que l'on y trouva des rôles de comédie et une reconnaissance du Mont-de-Piété, qui appartenaient à un artiste dramatique; deux peignes de femme et d'autres objets, plus tard réclamés par leurs véritables propriétaires, totalement étrangers à Girard et à son crime.

Une dernière observation vient infirmer la déposition du sieur Martin. Ou les hommes qu'il aurait aperçus à la fenêtre du n° 50 se seraient avancés entre la machine et la croisée pour regarder sur le boulevard, et se seraient ensuite retirés derrière cette machine, ce que sa situation rendait impossible, puisqu'il n'y avait entre elle et l'appui de la croisée qu'une distance d'un pouce de côté et de quatorze pouces de l'autre; ou ces hommes auraient déplacé la machine pour regarder par la fenêtre, et l'auraient immédiatement replacée et ajustée : supposition également inadmissible dans un moment où il fallait si promptement pointer et amorcer la batterie.

Le rapporteur déplore le sort du blessé Baraton, qu'une fâcheuse méprise a fait considérer d'abord comme un des auteurs de l'attentat, et qui a été ainsi écarté de la liste des victimes pensionnées par la munificence nationale.

Quant aux autres personnes dont la fuite a paru suspecte, elle s'explique par la confusion et l'épouvante qui régnèrent dans les premiers instans. D'ailleurs, on a acquis la conviction que les chantiers n'ont pu être escaladés, et que l'homme aperçu sur les toits devait être un agent de police.

Il paraît donc constant que Girard était seul dans la chambre quand il a allumé la machine infernale.

Les dépositions de plusieurs habitans de la maison, sans indiquer au juste l'instant où il était arrivé une malle dans l'appartement de Girard, donnaient la certitude qu'une malle y avait été portée un des trois ou quatre jours qui ont précédé le 28 juillet. Plus tard, il avait été constaté que c'était le samedi 25. Girard, qui était si mal dans ses meubles, prit soin d'avertir le portier de cet accroissement de son mobilier. Il voulait sans doute prévenir par cette précaution les soupçons et les commentaires. Il dit que la malle renfermait du linge qui lui était envoyé par sa femme.

Entre une et deux heures, il s'était adressé au desservant de la place des cabriolets de la rue de Vendôme, pour se faire aider à transporter jusqu'à la maison n° 50, boulevard du Temple, une malle qui se trouvait déposée au coin des rues Charlot et de Vendôme, à la porte du sieur Maréchal, marchand de vin. L'homme auquel il s'adressa ne le connaissait point alors; mais il l'a reconnu depuis. Comme il portait la malle sans crochets, il assure qu'il fut obligé de se reposer trois fois, durant le court trajet qu'il avait à parcourir, tant il trouvait sa charge pesante. Il estime que la malle pesait cent cinquante ou cent quatre-vingts livres. Ils s'informa de ce qu'elle renfermait. Girard lui répondit qu'il l'ignorait; que c'était un envoi que lui faisait sa femme. En ce cas, reprit le porteur, elle contient *du plomb, du fer, ou des écus*.

Quand ils furent arrivés, Girard dit au portier : *Voici l'avant-garde ; ma femme va bientôt venir* : il dit au marchand de vin Travault, qui se trouvait

sur le seuil de sa boutique : *M. Travault, cela est lourd ; c'est ma femme qui m'envoie cette malle : elle contient du vin, de l'eau-de-vie et du linge.* La malle fut montée au troisième étage, et déposée dans la première chambre en entrant. Le porteur fut frappé du dénûment de l'appartement et le témoigna. Girard lui dit qu'il emménageait, il lui donna huit sous pour sa peine ; et, descendant avec lui, le mena chez le marchand de vin, où ils burent chacun un verre de bière.

Après avoir congédié son porteur, Girard remonta immédiatement dans sa chambre ; quelque temps après, il redescendit, tenant une bouteille d'eau-de-vie ; il en fit goûter à Travault, tant il avait à cœur de justifier ce qu'il lui avait dit sur le contenu de la malle.

Suivant le témoignage des habitans de la maison qui l'ont vue, cette malle pouvait avoir quatre pieds de long ; elle était en bois, recouverte d'une peau noire encore garnie de poils, et portait sur le couvercle trois traverses en bois.

CONSTRUCTION DE LA MACHINE.

Toutefois, les voisins avaient remarqué que, depuis environ huit jours, Girard, qui d'ordinaire ne *tapait* pas chez lui, y *cognait* du bois et faisait du bruit avec des planches. Le lundi 27, dans la matinée, il cogna encore plus fort. On aurait dit que c'étaient des coups de marteau sur du bois. La femme Elisabeth Andrener, qui habitait au second étage, sous l'appartement de Girard, remarqua que ce bruit se faisait entendre sur sa tête, toujours à la même place.

Elle était alors près de sa fenêtre qui donne sur le boulevard. Il a été constaté que c'était précisément au-dessus de cet endroit qu'était dressée la machine infernale.

TRANSPORT DE LA MALLE HORS DE LA MAISON.

Le mardi, 28 juillet, au matin (l'heure n'est pas bien certaine, mais dans un moment où le rappel battait), Girard alla chercher un commissionnaire au coin de la rue d'Angoulême, et l'amena dans la maison qu'il habitait. Avant de sortir, il avait informé la portière, évidemment pour qu'elle le répêât, qu'il allait renvoyer à sa femme la malle qu'il avait reçue quelques jours auparavant; après l'avoir remplie de différens objets qu'elle l'avait chargé d'expédier dans son pays. Il conduisit le commissionnaire dans la première pièce de l'appartement du troisième étage, et lui montra, entre la porte d'entrée et la porte de la cuisine, une grande malle en bois. Le commissionnaire la mit sur ses crochets; elle lui sembla peser environ soixante-et-dix ou quatre-vingts livres. Girard accompagna le commissionnaire; il ne voulut pas indiquer d'abord la destination de la malle. *Pas tant de questions*, disait-il au commissionnaire, *je vous paie, voulez-vous ou ne voulez-vous pas aller?* Il se ravisa, et, craignant sans doute qu'une pareille réticence ne parût suspecte, il indiqua une maison de roulage rue Basse. Il avait d'abord suivi le commissionnaire dans cette direction. Tout à coup il passa devant, et, tournant par la rue Charlot, il s'arrêta à la place des cabriolets de la rue de Vendôme, au même endroit où il était venu le samedi précédent. Il y trouva le porteur qui avait transporté sa malle

le patient aurait fait un signe énergiquement affirmatif. A ces détails, on ajoutait que des fleurs de lys, un portrait de Henri V, et ces inscriptions : *Vive Henri V ! Vivre ou mourir pour lui !* avaient été vus par des témoins dignes de foi sur les murs de la chambre dans laquelle se trouvait la machine infernale. On disait encore que la duchesse de Berri, ou du moins un de ses agens avoués, se trouvait à Paris, le jour même de l'attentat, et que M. de Médem, agent diplomatique, avait écrit à sa cour, à l'issue d'une conférence avec M. de Broglie, que l'attentat du 28 juillet était légitimiste.

D'un autre côté, toutes ces assertions si précises étaient formellement niées, et l'on prétendait que le signe qui avait été vu tatoué sur la poitrine de l'assassin, était, non pas une fleur de lys, mais une croix de Naples, assez semblable à celle de la Légion-d'honneur, et surmontée d'un aigle; et que ce signe avait été gravé par l'assassin, à l'époque où il était militaire, au service de Murat.

Les premiers insistaient. Ils prétendaient en outre, que si le corps diplomatique n'avait pas présenté au roi, à la suite de l'attentat, l'expression de son indignation, c'est qu'il savait à merveille de quelle main était parti le coup, et que, dans tous les cas, l'étranger y devait trouver son compte.

Le clergé avait aussi sa part d'accusation. On assurait que la réconciliation de l'archevêque de Paris avec la royauté nouvelle, qui avait suivi de près l'attentat, n'avait d'autre motif et d'autre condition que de sauver quelques membres influens du clergé et de l'ancienne noblesse, notamment un aide-de-camp du roi, tous compromis par des révélations de l'assassin.

Venait ensuite le tour du parti bonapartiste. Cette nouvelle opinion se fondait sur ce que l'assassin est corse; qu'il avait eu des relations avec M. Lennox, directeur du journal *la Révolution*; que le prince Lucien Bonaparte avait publié peu auparavant un écrit politique. On conçoit que cette version, si mal étayée, obtenait peu de crédit.

Enfin, le gouvernement faisait insérer dans le *Journal de*

Paris, à la suite d'un démenti de la source légitimiste de l'attentat, une note ainsi conçue: « Le jour n'est pas loin peut-être, où il nous sera permis de nous faire mieux comprendre, et l'on pourra alors apprécier une réserve que la presse républicaine devrait être la dernière à nous reprocher. » On doit nécessairement insérer des termes de cette note une accusation de complicité contre le parti républicain. Ce sera aux débats à faire connaître jusqu'à quel point une pareille insinuation était fondée.

BRUITS PRÉCURSEURS DE L'ATTENTAT.

Ce n'est pas sans quelque apparence de raison que le public considérait l'attentat de Fieschi comme le résultat prémédité d'un complot. Depuis plusieurs jours, en effet, de vagues rumeurs, qui circulaient dans Paris, faisaient pressentir ce tragique événement ; et le jour même où il avait lieu, la nouvelle s'en répandait simultanément sur divers points éloignés, où elle n'eût pu matériellement parvenir par les voies de correspondance ordinaires.

Au dire de M. Thiers, ministre de l'intérieur, plusieurs jours avant la catastrophe du boulevard du Temple, il avait découvert que quatre individus devaient jeter un projectile dans la voiture du roi, lorsqu'elle passerait près de Villiers, pour se rendre à Neuilly. Au lieu de faire arrêter les conjurés, il engagea le roi à ne point se détourner de sa route, et à attendre que les assassins fussent pris, au moment où ils tenteraient d'exécuter leur entreprise. « La presse, disait-il, et l'opposition parlementaire elle-même accusent, sans cesse, la police d'inventer des conspirations, dont elle prévient les effets ; il faut leur prouver la réalité de celle-ci, et les confondre, enfin, par un fait qu'elles ne pourront contester. » Le roi se rendit à l'avis du ministre. Ils partirent ensemble pour Neuilly, passèrent deux fois devant les conjurés, auxquels le courage manqua, ou qui cédèrent à quelque circonstance indépendante de leur volonté. Ils furent

néanmoins saisis, tenant leur instrument de mort dans les mains, et ils furent aussitôt livrés à la justice. D'après une autre version, ce ne fut ni le roi ni le ministre qui montèrent dans la voiture royale, mais deux valets du château; ce qui serait un peu moins héroïque.

Un journal, qui a des relations habituelles et étroites avec un député investi pendant quelques mois des fonctions de préfet de police, contenait, dans son numéro du 8 août, une note ainsi conçue :

« *Question.* — Lors de l'arrestation de la duchesse de Berri dans la Vendée, tous ses papiers furent saisis. Outre sa correspondance à l'étranger, il s'y trouvait un grand nombre de lettres et mémoires sur l'état de la France. Toutes ces pièces furent remises au roi; mais elles ont dû être connues de deux ministres au moins; et d'un haut fonctionnaire du château. Dans le temps, on prétendit y avoir vu un plan d'assassinat du roi. Ce plan, qui d'ailleurs n'était accompagné d'aucune remarque ou observation, aurait été dressé pour deux hypothèses, et, pour l'une et pour l'autre, les moyens d'exécution étaient indiqués avec beaucoup de précision. On demande à ceux qui doivent le savoir, si quelques-uns de ces moyens n'ont pas été reproduits dans l'attentat du 28 juillet? »

Cette question est restée sans réponse.

Le même jour, on rapportait qu'un ministre avait lu au conseil une lettre où se trouvait ce passage: « Un des précepteurs du duc de Bordeaux m'a dit le 26 juillet: *Dans deux jours, Louis-Philippe sera assassiné. La duchesse de Berri ne respire que vengeance.* »

On faisait circuler, dans les salons, une lettre écrite de Berlin le 26 juillet, où se lisait ce qui suit : « Nous savons ici, dans les régions les mieux informées, que le projet d'attentat contre la vie du roi, qui devait s'effectuer dans les Champs-Élysées, est l'œuvre d'une faction que je n'ai pas besoin de vous désigner. On est généralement convaincu ici que cela se lie aux projets du comité absolutiste, auquel don Carlos, don Miguel et autres

légitimistes appartiennent, et qui reçoit de l'argent de différentes mains. Le bruit court généralement, à Berlin, *qu'il y aura une catastrophe pendant les trois jours*. On est dans l'incertitude, et l'ordre est donné aux régimens prussiens de la rive gauche du Rhin, de ne pas délivrer de congés, jusqu'à nouvel ordre. »

Il est curieux de rapprocher de cette lettre l'article suivant, inséré dans le *Correspondant de Hambourg*, le 25 juillet, c'est-à-dire trois jours avant l'attentat : « Les bruits les plus absurdes sont tout d'un coup mis en circulation ; on parle de Louis-Philippe, de conjurés qui complottent contre lui et contre d'autres ; on annonce la mort de personnes importantes.... »

Les mêmes bruits circulaient à Coblenz. Une lettre de cette ville rapportait que, peu de temps avant le 28 juillet, un étranger de distinction, qui s'y trouvait, avait dit hautement que si Louis-Philippe n'avait pas encore cessé de vivre, il ne tarderait pas à succomber.

A Turin, le 28 juillet, on assurait que Louis-Philippe avait péri par l'explosion d'une machine infernale ; on disait que Charles X et Henri V devaient arriver le 31 ; et on faisait remarquer que tout cela coïncidait assez bien avec d'autres bruits vagues, qui étaient répandus dans le public, ainsi qu'avec l'établissement d'un fort cordon sanitaire dans le Tyrol, les mesures que l'on prenait en Autriche, et le départ de deux batteries d'artillerie pour la frontière de France, pendant la semaine.

Ce n'était pas seulement à Turin qu'on avait une connaissance anticipée de l'attentat du 28 juillet ; il en était pareillement question, dans le même royaume, à Aix et à Chambéry. Là, on aurait dit : *Nous avons monté, pour le 28 juillet, un coup dont l'effet est infaillible* ; à Chambéry, on se serait montré plus exactement informé, en annonçant, toujours avant l'attentat, que Louis-Philippe serait assassiné par le moyen d'une machine infernale.

Enfin, deux voyageurs passant, le 28 juillet, dans un village de Suisse, avaient écrit sur un registre d'auberge, à la suite du

nom de Louis-Philippe et ses fils: *Requiescant in pace*, phrase qui paraît se rapporter à l'attentat commis le même jour à Paris.

En France, dès le 26 juillet, les chouans formaient des rassemblemens hostiles dans le Morbihan, et parmi eux circulait une rumeur sourde d'un sinistre événement. A Périgueux, le 28 juillet, un commis-voyageur, arrivant de Bordeaux, disait à une personne de la ville : « Rappelez-vous ce que je vous dis ; il y aura quelque chose à Paris aujourd'hui ; *le roi sera peut-être tué.* » Une femme d'Arbois, qui se trouvait, le 28 juillet, dans la voiture de Lons-le-Saulnier, y disait positivement à un voyageur, qu'elle avait reçu de son fils, alors à Paris, une lettre qui lui annonçait que ce jour-là même *serait le dernier de Louis-Philippe.*

A Paris, des bruits menaçans circulaient dans le monde officiel. On rapporte, à cet égard, des paroles d'une telle nature que, si en effet elles ont été prononcées, il faudrait accuser la police, non pas, sans doute, d'avoir provoqué l'attentat, mais de n'en avoir pas empêché l'accomplissement, alors qu'elle en avait les moyens. Suivant un journal, qui se montra toujours parfaitement informé de ce qui se passait à la police et au château, M. Talancourt, l'un des bibliothécaires du roi, lui soumettait, la veille de la revue, un travail que le roi ajourna au surlendemain, 29 juillet, avec cette restriction : « *A moins que je ne sois tué demain, à coups de fusils, sur le boulevard du Temple.* » Le matin du 28 juillet, le duc d'Orléans donnait des instructions à ses frères, pour le cas d'une tentative d'assassinat ; et il disait en propres termes : « *C'est des fenêtres qu'on nous tirera des coups de fusils.* » N'y avait-il pas, dans le simple rapprochement de ces discours, tous les reenseignemens nécessaires pour découvrir la trace de l'assassin ?

Mais là, ne se bornaient pas les informations de police. La veille de l'attentat, un jeune ouvrier, appelé Boireaux, employé dans les ateliers de M. Vernert, lampiste, rue N^o-des-Petits-Champs, reçut la visite de deux personnages richement vêtus, qui se

firent introduire près de lui. Au moment de quitter son travail, Boireau fit une confidence au commis de la maison, lequel, en conséquence, dit à son père : « Si vous m'en croyez, vous n'irez pas demain à la revue ; car je sais qu'il y aura du grabuge. » Le soir, M. Dyonnet, commissaire de police du quartier de la chaussée d'Antin, fut appelé hors de sa loge à l'Opéra, où il était de service, par un inconnu, qu'on a su depuis être le père du commis de M. Vernert, et qui fit une déclaration en ces termes : « Ce matin, mon fils, en passant sur le boulevard, a entendu trois personnes, qui se disaient l'une à l'autre qu'on assassinerait le roi près du boulevard Saint-Antoine. »

M. Dyonnet transmit aussitôt cette déclaration au préfet de police. Quelques vagues qu'en fussent les termes, ils permirent cependant de remonter à la source du propos dénoncé ; un mandat d'amener fut lancé, dès le matin même du 28, contre Boireau. Dès ce moment, il était facile à la police de connaître les relations de cet ouvrier ; et cette connaissance, rapprochée des paroles attribuées au roi et au duc d'Orléans, conduisait nécessairement sur la trace de Fieschi, et permettait de déjouer ses desseins. Cependant ces desseins ont reçu leur fatale exécution.

Nous ignorons quelles lumières l'instruction a recueillies sur les instigateurs du crime commis par Fieschi ; mais, quant à présent, il paraît résulter de tous les faits que nous avons rapportés, que ce n'est pas dans les rangs du parti républicain qu'il faut les chercher. Ce n'est pas ce parti qui a tracé, pour la duchesse de Berri, des plans d'assassinat ; qui a instruit, le 26 juillet, le précepteur du duc de Bordeaux de l'attentat qui devait avoir lieu le 28 ; qui a mis dans sa confidence ni le *Correspondant de Hambourg*, ni le grand personnage de Coblenz, ni l'aristocratie de Berlin, ni les jésuites de Turin, ni tant d'autres personnes si haut placées, avec lesquelles il n'a pas coutume de vivre en bonne intelligence.

ARRESTATIONS SOUS PRÉVENTION DE COMPLICITÉ DANS L'ATTENTAT.

A peine l'attentat venait-il d'être consommé, que la police effectua, sur le lieu même du crime, de nombreuses arrestations qu'elle continua sur d'autres points.

A défaut de documens officiels à cet égard, nous empruntons aux journaux la liste des personnes ainsi arrêtées, et qui, pour la plupart, ont été remises en liberté, après une détention plus ou moins longue.

Voici cette liste.

M. Bésuchet (Charles), commis-voyageur; qui fut arrêté comme il s'empressait de secourir l'un des blessés, et lui donnait de l'eau;

M^{me} Hilaire née Lanciau, modiste; — M. Gillain (Jean-Claude), tailleur; — M. Duvalet (François-Louis), ciseleur; — M. Bidot (Louis), bonnetier; — M. Morin (Adolphe), ouvrier passementier; — M. Lefevre (Alexandre), garçon de bureau; — M. Tassin (Amaury), bijoutier; — M. Périnet (Jean-Etienne), limonadier tenant le café des Mille-Colonnes, voisin de la maison n° 50 du boulevard du Temple, et M^{me} Ledant, sa femme. Pendant la longue détention de cette malheureuse famille, son établissement fut converti en corps-de-garde, et la mère de M. Périnet mourut sans avoir eu la consolation de recevoir ses embrassemens;

— MM. Marillé (Jean-Pierre), Lebègue (Achille-Napoléon), Gauchereau (Jean-Baptiste), et Pajot (Joseph), garçons limonadiers chez les époux Périnèt; — M. Assézart (Louis-Théodore), compositeur; — MM. Bessat (Jacques), et Lavergue (Nicolas), raffineurs; — M. Lanchet (Edouard), brossier; — M. Signy (Louis-Anne), cordonnier; — M. Camus (Jean-Baptiste), homme de peine; — M. Cézarine (Louis), instituteur; — M. Talbot (Jean-François), chapelier; — M. Fournier (Jules), menuisier; — M. Quetin (Denis), cambreur; — M. Santonin (Jules-Vincent), ouvrier; — M. Bellingnens (Auguste), corroyeur; —

M. François (Victor), emballeur;—M. Renaud (Joseph), menuisier;—M. Wacht (Ernest), sans profession;—M. Ador (Jean-François), commissionnaire;—M. Chobillon (Jean-Pierre), maçon;—M. Vigoureux (Antoine), tabletier;—M. Duchemin (Pierre-Félix-Charles), émailleur; — M. Prévost (Frédéric), chapelier; — M. Fiet (François-Narcisse), imprimeur;—M. Gasniel (Louis), sans profession; — M. Raulet (Jean-Baptiste-Victor), ébéniste;—M. Lemarié (André), sans profession; — M. Robert (Jean-Charlemagne), répétiteur; — M. Douval (Adolphe-Eugène), brossier; — M. Mitelle (Charles-Louis-François), chapellier; — M. Troude (Magloire), marchand d'estampes;—M. Ponsin (Jules), aide de cuisine; — M. Fraisier (Joseph-Adolphe), relieur; — M. Paris (André), tailleur;—M. Zost (Guillaume), cordonnier;—M. Protat (Auguste), corroyeur; — M. Faur (Isidore), serrurier; — M. Lecœur (Pierre-Louis-Alphonse), ébéniste; — M. Lacombe (Pierre-Joseph-Daniel), relieur; — M. Dugropré (Pierre-Eugène), ciseleur; — M^{me} Michel (Catherine), femme Allard; — M. Hilaire, (Jean-Claude), tailleur; — M. Boussemart (Louis-Auguste-Joseph), ex-militaire; — M. Robert (Ance-Isidore), peintre et musicien; — M. Canteau (Jean), émailleur en bijoux; — M. Vancampanone (Jean-Baptiste), ébéniste; — M. Salmon (Pierre), concierge; — M^{me} Saillant (Julie), sa femme et M^{lle} Salmon (Sophie), lingère, sa fille; — M. Parfetti (N.....), limonadier;—M. Darcet (Pierre-Charles-Joseph), garçon de billard chez M. Parfetti;—M. Morienecourt (Joseph);—M. Baraton (François), l'un des blessés de la revue du 28 juillet que l'on soupçonnait être un des complices de Fieschi, parce qu'il ne s'était présenté que le lendemain, 29, à l'hôpital Saint-Louis, pour s'y faire traiter, et parce qu'un chapeau trouvé au domicile de l'assassin le coiffait parfaitement;

M^{me} Petit (Laurence), veuve Lassave, maîtresse de Fieschi, retenue long-temps en prison, comme prévenue de complicité avec lui, et qui enfin fut mise en liberté, et M^{lle} Nina Lassave, sa fille;

— M. Lindward (Julien-Pierre), sans profession; — M. Filhol (Louis-Charles-Marie), géomètre; — M. Calménil (Napo-

l^{éon}), litographe;—M. Langer (Adrien), imprimeur;—M^{me} Pitois (Virginie), femme Becker;—M. Vivinis (Louis-Théodore), armurier;—M. Cantelou (Louis-Nicolas-Victor), doreur; — M. Maye (Jean-Louis), marchand de meubles;—M. Casimir (Frédéric), tailleur; — M. Martin (Hyppolite-André), émailleur;—M. Galand (Victor-Jules), ouvrier en châles;—M. David (Auguste), étudiant; — M. Salis (Pierre-Marie), étudiant; — M^{lle} Daurat (Marguerite), ouvrière en châles; — M. Favre (Louis-Ferdinand), ex-militaire;—M^{lle} Bocquin (Annette), ouvrière en linge, qui, dit-on, a été reconnue pour être l'une des maîtresses de Fieschi et a elle-même avoué ses rapports avec cet homme, en ajoutant qu'elle allait souvent le voir dans la maison n° 50 du boulevard du Temple, et qu'il avait soin de l'éconduire toutes les fois que des hommes arrivaient pour lui parler.

— M. Ruinet (François-Casimir), sans profession; — M. Dru (Urbain), employé; — M. Ricand (Etienne-Barthélemy), tisserand; — M. Nolland (Pierre), tailleur de pierres; — M. Schurr (Auguste), raffineur; — M. Dècle (René), tisserand; — M^{me} Pouthois (Marie-Emile), veuve Lagrange; — M. Martin (Jean), tailleur; — M. Raboin (Napoléon-Narcisse), rentier; — M. Charles (N.....), garçon de café, qui s'était sauvé sur les toits d'une maison du boulevard du Temple, au moment de l'explosion et qui échappa quelque temps aux recherches de la police;

— M. Bandinelli (N.....), cuisinier, dénoncé comme complice de Fieschi, et chez qui l'on trouva quelques lettres d'un nommé Gérard; — M. Sauvignon (Jean-Baptiste-Xavier), papetier.

Indépendamment de ces personnes, il paraîtrait qu'on aurait encore arrêté un jeune homme qui, quelques secondes avant l'explosion et près du lieu du crime, fit entendre à intervalle trois vigoureux coups de sifflet; un ouvrier reconnu pour avoir fabriqué la charpente de la machine infernale; et un jeune apprenti tailleur, appelé Gazelle, qu'on soupçonnait être initié au complot parce qu'il avait dit à sa maîtresse que les républicains

dont le roi semblait n'avoir pas peur lui feraient son affaire à la revue.

Mais les arrestations les plus importantes furent celle de M. Cyprien Guéneau, marchand ferrailleur, signalé comme ayant eu des rapports très-fréquens avec Fieschi, et chez lequel ont été trouvées cachées des armes de guerre; celle du jeune Victor Boireau, l'ouvrier lampiste dont nous avons déjà parlé, qu'on accuse d'avoir donné le signal de l'explosion; celle de Maurey, bourrelier, ami intime de Fieschi, que l'on présume avoir soulevé la jalousie pendant que celui-ci pointait la machine infernale et y mettait le feu; enfin celle de M. Théodore Pépin, épicier, ancien capitaine de la garde nationale, acquitté après les affaires de juin 1832 par le conseil de guerre, accusé, dit-on, d'avoir fourni l'argent nécessaire pour acheter la machine infernale. Sa femme fut arrêtée avec lui.

On s'est beaucoup occupé de rechercher à quelle opinion politique appartenait le bourrelier Maurey, et jusqu'à présent on n'a obtenu sur cette question aucune solution satisfaisante. Les débats dissiperont probablement tous les doutes.

En attendant, nous allons rapporter les faits que se sont opposés réciproquement, les légitimistes et les républicains pour répudier toute solidarité de parti avec cet accusé.

Suivant la version des derniers, Maurey a été ouvrier sellier dans les écuries du duc d'Angoulême. Il n'a jamais dissimulé ses opinions légitimistes. Il doit avoir une fleur de lys imprimée sur le bras gauche. C'est lui qui avait fait la selle magnifique dont se servit en Vendée la duchesse de Berri, lorsqu'elle était à la tête de ses bandes; cette selle, ainsi que le cheval blanc de la duchesse, ont été notamment remarqués et signalés par nos soldats à l'affaire du Chêne.

A cela, les légitimistes répondent que Maurey, au contraire, a constamment affiché des opinions républicaines et qu'il s'est battu, en juillet 1830, sous les ordres de M. Lavocat, depuis lieutenant-colonel de la 12^e légion, et à côté de M. Olivier-Dufrène, inspecteur-général des prisons.

Sans vouloir rien préjuger sur le fond de la dispute , nous croyons devoir faire observer qu'il y a ici confusion évidente de dates et de personnes , et que les actes politiques attribués à Maurey , appartiennent en réalité à son co-accusé Fieschi : on verra plus loin dans quel but et à quelle occasion ce dernier les a accomplis.

L'arrestation de M. Pépin a été suivie de plusieurs incidens curieux qu'il est intéressant de rappeler.

Le jour même où la police s'était saisie de sa personne , il fut extrait , à minuit , de la Conciergerie , par ordre de M. Legonidec , juge d'instruction , pour qu'il fût procédé en sa présence , dans son domicile , à une visite de papiers. Cette mission fut remplie par M. Milliet , commissaire de police de service auprès du parquet. Il paraît que les instructions du commissaire lui enjoignaient de fouiller une fosse d'aisance , pour y chercher un dépôt d'armes. Pendant que cette opération s'accomplissait , M. Pépin , prétextant un grand appétit , décida M. Milliet à détacher l'un des deux agens dont il était assisté pour aller acheter quelques alimens ; alors n'ayant plus affaire qu'à deux hommes de force ordinaire , les seuls qui fussent intéressés à empêcher son évasion , M. Pépin , qui bien que maladif , est doué d'une grande vigueur , porta un coup à la figure de l'un , culbuta l'autre , et , éteignant la lumière , il ne lui fut pas difficile de s'évader , avec la connaissance qu'il avait des lieux ; mais pour assurer mieux encore sa fuite , il eut soin de fermer la porte de la cave à double tour et d'emporter la clé. Lorsque l'agent envoyé au dehors fut de retour , il songea d'abord à délivrer son supérieur ; mais lorsqu'un serrurier , qu'il appela , fut arrivé et eût ouvert la porte , il était déjà trop tard pour courir après le prisonnier. Suivant une autre version , M. Pépin n'aurait exercé aucune violence envers les agens chargés de le surveiller ; il aurait profité d'un moment de lassitude et d'une somnolence involontaire occasionée par l'odeur infecte de la fosse d'aisance dans laquelle on faisait des recherches en sa présence. Quoiqu'il en fût , le ministère

se vengea de sa déconvenue en destituant le commissaire.

Pendant près d'un mois les efforts de la police pour retrouver la trace du fugitif restèrent sans succès. C'est dans cet intervalle que M. Pépin adressa au président de la chambre des Pairs et au procureur-général la lettre suivante , que nous reproduisons comme étant de nature à répandre quelque lumière sur le caractère de cet accusé.

*A M. le baron Pasquier , président de la cour des pairs ,
et à M. Martin (du Nord), procureur-général.*

« Messieurs ,

« Sur le point d'être encore une fois exposé en présence de mes concitoyens , habitant mon quartier , le jour étant sur le point de paraître , la fosse n'étant pas encore vide , les précautions prises pour m'arrêter , les hommes qui se sont amassés à ma porte , le secret que l'on me fit subir en présence de deux hommes de police , mon épouse dans les fers , mes quatre malheureux jeunes enfans abandonnés à eux-mêmes , en proie à la douleur , mes établissemens , seule ressource qui me reste pour élever cette nombreuse famille ; tant de malheurs , de misères et d'injustes persécutions ont bouleversé mes sens et troublé mon esprit. Ai-je bien ou mal fait , ou suis-je tombé dans un piège ? Dans ma confusion j'ai suivi le précepte du grand homme , savant jurisconsulte , en trompant la surveillance de mes gardes : je me suis évadé.

« On ne m'accuse pas , ainsi que l'a dit le fameux jurisconsulte , d'avoir mis dans mes poches les tours de Notre-Dame : mais on me suppose le caractère assez barbare pour être avec connaissance de cause de complicité dans un crime. Si cela était , messieurs , je vous l'ai dit , il y long-temps que l'écrivain aurait cessé de vivre.

» Ne croyez pas , messieurs , que je me sois évadé pour me soustraire à la justice et à votre juridiction , pour ne pas paraître ; un honnête homme doit répondre de ses actes , je dois même , pour l'honneur de mes enfans , me disculper d'une accusation aussi banale que déplorable , que l'on voudrait encore faire peser sur ma tête.

» Ainsi que vous avez pu en juger , messieurs , ma santé est faible , très-délicate , et atteint d'une maladie incurable , il ne me reste pas assez de vie ; il me serait , sans succomber , impossible de supporter une longue détention dans les cachots.

» Je n'ai rien à ajouter à l'instruction de plusieurs heures que vous me fîtes subir. Je ne quitterai pas Paris ; si j'ai de nouveaux renseignemens , je vous les adresserai ; et lorsque je serai revenu du trouble dans lequel ma malheureuse situation me jette , je verrai si je dois ou non me constituer de suite , toutefois en temps utile. Si vous l'ordonnez , je promets de me constituer.

» Vous êtes sans doute aussi , messieurs , pères de famille ; mon épouse , comme moi , nous n'avons rien fait de contraire à l'honneur , et rien fait pour mériter un sort si malheureux. Rendez à la liberté cette épouse chérie ; remettez-la à sa famille , à ses enfans en pleurs et dans la désolation ; si vous avez besoin d'elle , vous serez toujours certains de la trouver aussi. J'ai confiance aux hommes et à votre juridiction ; encore une fois , je promets de me constituer prisonnier en temps utile , si vous l'ordonnez.

» Je me vois avec regret obligé d'adresser copie de cet original à un journal pour faire cesser les attroupemens devant mon domicile.

» Veuillez , messieurs , agréer l'expression aussi sûre que sincère de ma haute considération.

» TH. PÉPIN. »

La commission d'instruction de la cour des pairs répondit à cette lettre de M. Pépin , par un ordre de se constituer

prisonnier sans délai , signifié au domicile de l'évadé. M. Pépin ne crut pas devoir obtempérer à cet ordre , ou peut-être ne lui fût-il pas connu. Cependant des perquisitions furent opérées dans plusieurs maisons où l'on pouvait croire qu'il s'était réfugié , notamment chez l'un de ses oncles.

A quelque temps de là , il fut repris à Magny , près Meaux , chez un fermier de ce village qui lui avait donné asile.

On raconte comme il suit les circonstances de cette nouvelle arrestation.

Comme M. Gisquet commençait à désespérer de ressaisir M. Pépin , il reçut tout-à-coup un avis que la retraite , où se cachait le fugitif , était découverte ; qu'elle était située entre Meaux et Coulommiers dans la profondeur de la forêt de Crécy , et qu'un agent , dont le dévouement n'était pas suspect , avait pénétré jusqu'à lui , avait captivé sa confiance et répondait de sa personne si l'on suivait à la lettre ses instructions. C'est alors que M. Allard , chef du service de sûreté , partit accompagné de quelques agens déguisés comme lui , et se dirigea vers la forêt de Crécy où il arriva le matin , et où , en attendant des renforts , son premier soin fut de reconnaître tant bien que mal l'habitation signalée ; puis , pour éloigner les soupçons , il s'empessa de disparaître dans l'épaisseur du taillis. Cette dernière circonstance pensa un instant compromettre le succès de l'expédition ; car , le soir arrivé et l'heure fixée pour le rendez-vous , M. Allard et ses compagnons n'ayant pu , au milieu des sinuosités de la forêt , retrouver la maison qu'ils avaient observée le matin , force fut d'en référer à M. Gisquet.

C'est alors que ce magistrat prit le parti de se rendre en personne sur les lieux. Là , il fut rejoint dans la matinée par l'agent de police qui répondait de la personne du fugitif à qui il venait d'offrir de procurer un passeport et des vêtemens de femme pour quitter sa retraite , et passer en pays étranger , et que M. Pépin avait refusés. Aux yeux de la multitude des curieux qu'avait attirés à Meaux le grand déploiement de force qu'on avait cru nécessaire pour opérer plus sûrement une si

importante capture , M. Gisquet avait prétexté une partie de chasse dans les bois environnans qui ont une étendue de plusieurs lieues.

Après de longues recherches dans le bois , toutes ces forces arrivèrent à la ferme isolée , et là M. Pépin fut arrêté. Il était à moitié nu et réfugié dans un cabinet. Perquisition faite dans le domicile du fermier, M. Rousseau , il a été trouvé un brevet portant autorisation de se décorer de la croix du lis.

La maison , entourée de pont-levis , de bassins et d'étangs particuliers , fut prise comme d'assaut par le préfet et ses agens , qui se sont mouillés et couverts de boue jusqu'aux genoux dans cette dangereuse expédition.

Suivant les amis de M. Pépin , ce ne serait point un agent de police qui aurait indiqué la retraite du fugitif. M. Pépin , ennuyé de la solitude et sûr de son innocence , aurait dit à un pauvre diable nécessaire : « La police paierait bien cher pour m'avoir , et moi , je ne tiens pas du tout à lui échapper : va gagner pour ta femme et tes enfans le prix qu'elle attache à ma capture. »

De Paris , les arrestations s'étendirent aux départemens ; nous relaterons seulement les plus importantes.

Un homme qu'on prétend avoir été remarqué sur le boulevard du Temple au moment de l'attentat et qui avait échappé ensuite à toutes les recherches de la police , fut enfin arrêté dans une ferme aux environs de Melun , où il s'était fait passer pour un batteur en grange. Lorsqu'il fut saisi , on trouva sur lui trois ou quatre cents francs en or , et plus tard dans une malle qui lui appartenait une somme de plus de vingt mille francs également en or. Il déclara se nommer Arnoult , être garçon marchand de vin , rue du Temple , n° 3. On présumait que cette déclaration était fautive et qu'on avait fait une capture très-importante. Depuis l'arrestation de cet homme , il n'a plus été question de lui.

Une arrestation non moins mystérieuse fut opérée à Péronne deux jours après l'attentat. Dans la nuit du 30 au 31 juillet , un

des coups de fusil sur le roi, du 3^e étage d'une maison attenante au café des Mille Colonnes, un affreux pressentiment s'empara d'elle; arrivée sur les lieux, on lui montra la fenêtre d'où étaient partis les coups: elle la reconnut pour celle de Fieschi; on disait qu'il avait été tué. La tête de Nina Lassave se perdit; abandonnée par sa mère depuis long-temps, Fieschi était son seul soutien. L'énormité du crime qu'il venait de commettre la glaça d'effroi; la crainte d'être poursuivie comme sa complice s'empara d'elle. Elle se hâta d'aller recueillir ce qui lui restait encore à la Salpêtrière, et revint se réfugier auprès d'une de ses amies, chez laquelle elle passa la nuit.

PREMIERS INDICES SUR PÉPIN, CONVERSATION ENTRE NINA ET MOREY.

Ensuite, elle chercha à mettre à profit un avis que Fieschi lui avait donné au mois d'avril: il lui avait dit que si elle venait à le perdre, elle pourrait s'adresser à son ami intime, le sieur Pépin, qui aurait soin d'elle; elle courut chez Pépin avec empressement: il était absent. Madame Pépin la reçut avec froideur, et lui répondit sèchement qu'elle ne connaissait ni Fieschi, ni Girard. Alors elle se décida à recourir à Morey, qu'elle avait vu, deux ans auparavant, venir souvent chez Fieschi, quand il habitait avec Laurence Petit, le moulin de Croullebarbe; c'était, après Pépin, le seul ami qu'elle connût à Fieschi. Arrivée à sa maison, n° 23, rue St.-Victor, elle monta au premier étage; elle y trouva Morey, elle l'aborda tout en pleurs. « Eh bien! qu'est-ce » qu'il y a donc? lui dit Morey? — Vous le savez tout » aussi bien que moi. — C'est donc Fieschi qui a tiré » le coup? Est-il mort? — On dit que oui: vous étiez

» avec lui lundi? — Non ; je suis sorti, mais je n'étais
 » pas avec lui. — Pourquoi cherchez-vous à me le
 » cacher? je vous ai vu de mes propres yeux : vous
 » étiez dans un café, sur le boulevard, avec Fieschi.
 » — Oui, c'est vrai. » Elle exposa alors à Morey toute
 l'étendue de son malheur ; ses sanglots étouffaient ses
 paroles. Après une pause de quelques instans, il lui
 dit : « Montez à la barrière du Trône ; vous m'y
 » attendrez, et je vous parlerai. »

Avant qu'elle sortît, Morey ajouta qu'il avait brûlé
 un portefeuille appartenant à Fieschi, et qui conte-
 nait des condamnations. La fille Lassave a dit plus
 tard que ce portefeuille avait été brûlé devant elle,
 et qu'il contenait de vieux papiers qui ressemblaient,
 en effet, à ce qu'avait dit Morey. Il lui recommanda
 de ne rien dire à sa femme. La fille Lassave se ren-
 dit sur-le-champ au lieu indiqué ; Morey ne s'y fit
 point attendre. Ils étaient à portée de la manufacture
 de papiers peints de Lesage ; Fieschi y avait travaillé
 sous le nom de *Bescher*, pendant qu'il se dérobait
 aux recherches de la police. Morey quitta un instant
 la fille Lassave pour aller, disait-il, remettre à Le-
 sage le livret du véritable *Bescher* et son passe-port,
 qui avait été prêté à Fieschi, suivant toute appa-
 rence, pour favoriser sa fuite. Quand Morey fut de
 retour, il fit entrer la fille Lassave chez un marchand
 de vin traiteur, à gauche, hors de la barrière ; ils se
 mirent à table, et Morey dit à la fille Lassave : « Vous
 » ne savez rien? — Je ne sais que ce qui n'est ignoré
 » de personne. Quel malheur est arrivé ! Il y a beau-
 » coup de victimes. On dit que ce général Mortier
 » était si bon ! — C'était une canaille comme les au-
 » tres. — C'est bien mal s'y prendre ; pour tuer une
 » personne, vous en avez tué cinquante. Moi, qui

» ne suis qu'une femme, si j'avais voulu tuer Louis-
 » Philippe, j'aurais pris deux pistolets, et, après
 » avoir tiré dessus, je me serais tuée. — Soyez tran-
 » quille, il ne perdra rien pour attendre, et il des-
 » cendra la garde. Fieschi est un imbécile, il a voulu
 » se mêler de charger trois fusils, et ce sont ceux-là
 » justement qui ont crevé; c'est moi qui ai chargé
 » tous les autres. J'avais recommandé à Fieschi de
 » bien charger son pistolet, et il devait se brûler la
 » cervelle : ce n'est qu'un bavard; il a dit en cer-
 » tains endroits qu'il y aurait du bruit le jour de la
 » revue; il a eu tort... J'ai une malle à vous remet-
 » tre, elle est chez un de mes amis; je n'ai pas voulu
 » l'avoir chez moi, elle aurait pu me compromettre.
 » Je vais vous la faire envoyer tout de suite; vous
 » la ferez ouvrir par un serrurier, vous verrez ce
 » qu'il y a dedans; mais vous ne vendrez rien à Pa-
 » ris..... Je vous procurerai, le plus tôt que je pour-
 » rai, soixante francs; vous emporterez la malle;
 » vous partirez pour Lyon, où vous pourrez, sans
 » danger, vous débarrasser des effets de Fieschi...
 » Je m'en vais vous procurer une chambre, et j'au-
 » rai soin de vous jusqu'au moment de votre départ.
 » — Comment Fieschi, qui n'était pas mécanicien,
 » a-t-il fait pour arranger cette machine comme
 » cela? — C'était moi qui avais tracé le plan; il n'y
 » a qu'un instant que je l'ai déchiré, sans cela, je
 » vous l'aurais encore montré. » Morey ajouta que
 les fusils étaient bourrés de manière à ne pas man-
 quer leur coup, mais que Fieschi avait mis le feu
 trop tard. Il avoua avoir passé avec Fieschi une par-
 tie de la nuit du 27 au 28; mais il dit que Fieschi était
 seul au moment décisif, qu'il avait voulu être seul.
 Morey dit encore à la fille Lassave : « C'est bien

» malheureux que l'affaire n'ait pas réussi ! si elle
 » avait réussi, vous seriez devenue bien riche ; vous
 » auriez au moins vingt mille francs maintenant. On
 » aurait fait une souscription pour Fieschi ; elle au-
 » rait été bientôt remplie : c'était chose convenue. »

En revenant, après le dîner, Morey s'arrêta pour jeter, au coin d'un mur, des balles qu'il avait dans sa poche ; ensuite, il accompagna la fille Lassave, et ils allèrent ensemble chercher un logement pour elle. Ils trouvèrent d'abord, rue de Fourcy, dans la maison n. 5, une chambre à louer qui leur convint, et ils donnèrent des arrhes, un faux nom et une fausse adresse. Mais Morey réfléchit que cette chambre, se trouvant dans une maison garnie, pourrait n'être pas un asile sûr, et qu'il valait mieux perdre les arrhes données et chercher un autre appartement. Ils parvinrent à se procurer un cabinet, rue de Long-Pont, dans la maison n. 11. Morey ayant témoigné le désir de céder la retraite de la fille Lassave, la maîtresse du logis lui répondit qu'il pouvait être tranquille, que sa maison n'était pas garnie, et qu'elle donnerait la chambre de son propre fils. Morey promit à la fille Lassave de lui faire apporter la malle le lendemain. Il lui remit quinze francs et donna dix francs pour le loyer du cabinet pendant quinze jours. Le lendemain, il revint avec la malle.

La fille Lassave avait cru que Fieschi était mort ; le journal lui apprit qu'il vivait encore : elle parla de cette circonstance à Morey, il lui répondit : « Mal-
 » heureusement il n'est pas mort ; mais c'est égal, il
 » n'aura jamais besoin de ses effets, vous pouvez les
 » vendre, mais il ne faut pas que ce soit à Paris : at-
 » tendez que je sois parti pour faire venir un serru-
 » rier pour ouvrir la malle ; je ne veux pas être là. »



Il ajouta que, dans deux ou trois jours, il lui apporterait soixante francs pour qu'elle pût se rendre à Lyon, où était son frère. Elle se plaignit de ce procédé. « Ce n'est pas cela, lui dit-elle, que vous avez promis à Fieschi : vous lui avez promis d'avoir » soin de moi, et quand vous m'aurez donné ces » soixante francs, vous serez débarrassé de moi. » Pour la tranquilliser, Morey lui promit de ne la laisser qu'un ou deux ans à Lyon, et de la faire revenir à Paris aussitôt qu'il n'y aurait plus *aucune rumeur* à craindre.

Il est remarquable qu'il savait *parfaitement* ce que la malle contenait. La fille Lassave avait laissé chez Fieschi une robe de laine; elle témoigna la crainte de ne pas la trouver dans la malle, Morey affirma qu'elle y était.

Morey revint le soir; la malle était ouverte depuis onze heures du matin. Il prit trois ou quatre volumes qu'elle renfermait, savoir : trois tomes d'un ouvrage intitulé *la Police dévoilée*, et un autre ouvrage intitulé *la Femme*, par Virey; il s'empara aussi d'un carnet vert, à dos rouge, dans lequel se trouvaient diverses adresses et diverses notes de la main de Fieschi. Selon la fille Lassave, il y avait écrit : *Bua, treize francs*. Elle a dit que c'était le prix du bois employé à la construction de la machine. Elle proposa à Morey de déchirer les feuilles de ce carnet sur lesquelles il y avait de l'écriture; il répondit : « Il a écrit partout; sur le dos; il n'y a » pas moyen, je l'emporte, je m'en débarrasserai. »

À ce propos, cette jeune fille rappela à Morey qu'elle avait laissé sur la cheminée de Fieschi des lettres de son frère, Amédée Lassave : elle craignait que ces lettres ne la fissent arrêter; Morey s'efforça de la

rassurer, en lui disant que , la veille de l'événement, il avait fait brûler ces lettres par Fieschi, ainsi que d'autres papiers , même un *papier auquel il tenait*. Fieschi eut d'abord de la peine à consentir à brûler celui-là , mais il s'y décida , en disant : « Oui , vous » avez raison, cela ne me sera plus bon à rien. »
 Morey n'étant plus revenu (il avait été arrêté), la fille Nina se crut abandonnée.

DÉTAILS SUR NINA LASSAVE ET SA FAMILLE.

Virginie ou Nina Lassave est une jeune fille de dix-neuf ans, née à Cette , département de l'Hérault, de Louis-Joseph Lassave, receveur aux déclarations des douanes, et de Laurence Petit, née à Balaruc , dans le même département. Elle perdit son père de bonne heure , et sa mère ne tarda pas à contracter une nouvelle union avec François Abot, négociant en rouenneries, établi à Lyon.

Il paraît par une lettre de son frère, saisie avec les effets de Nina, que leur mère était sévèrement jugée par ses propres enfans, et que la jeune fille ne trouvait point en elle cette tendresse providentielle et éclairée des mères , qui sait si bien faire naître et développer dans l'ame d'une jeune fille le sentiment du devoir, l'instinct de la pudeur et le goût des vertus de son sexe. La santé de la fille Nina fut long-temps languissante. Une maladie d'enfance l'a privée de trois doigts de la main droite, et probablement de l'usage de l'œil qu'elle a perdu. Fieschi assure s'être attaché à elle à cause des soins qu'il lui avait prodigués durant une dangereuse maladie , qui avait duré neuf mois. Elle n'avait que quatorze ans quand elle vint à Paris, en 1831, rejoindre sa mère, réputée depuis plusieurs années la femme de Fieschi, qui

avait emprunté son nom (car il se faisait souvent appeler Petit); *ils vivaient maritalement ensemble*, pour parler leur propre langage. Durant un voyage que fit plus tard, à Lyon, Laurence Petit, elle laissa sa fille Nina seule avec Fieschi; à son retour; Laurence Petit prit un logement dans la maison n. 49, de la rue Saint-Victor; la fille Nina demeura avec Fieschi au moulin de Croullebarbe. L'instruction, d'où résultent tous ces faits, nous apprend encore que, dans un épanchement de confiance, la fille Lassave aurait laissé échapper le déplorable aveu que ses relations avec Fieschi étaient l'ouvrage de sa mère (1).

Quand la passion de Fieschi pour la fille Lassave eut éclaté, Laurence Petit fit admettre sa fille à la Salpêtrière; elle y fut reçue comme indigente et infirme. Fieschi continua à lui témoigner un vif attachement; elle passait avec lui et chez lui les journées du dimanche, mais elle n'y demeurait jamais la nuit, parce que la règle de la maison qu'elle habitait voulait qu'elle fût rentrée à neuf heures du soir. Il fournissait à son entretien, et lui donnait souvent quelque argent.

ANNETTE BOCQUIN ET MARGUERITE DAURAT.

Les deux autres femmes qui venaient chez Fieschi sont Annette Bocquin, ou celle que l'on a désignée sous le nom de *la Brune*, et qui portait habituellement des vêtemens de deuil; et Marguerite Daurat, dite Agarithe, ou celle qui portait un chapeau, et que l'on appelait *la Lyonnaise*.

(1) De son côté, la femme Petit déclare que Fieschi a fait violence à sa fille. De ces deux versions, l'une est au moins plus vraisemblable que l'autre.

Comme la fille Lassave, Annette Bocquin a dix-neuf ans; elle est lingère de son état, et native de Goron, commune du département de la Mayenne. Sa mère est une pauvre femme qui file du lin pour le bureau de charité du onzième arrondissement. Annette venait travailler à la journée chez Laurence Petit, qui demeurait alors dans la maison n° 5 de la rue du Battoir. La jeune ouvrière y fit connaissance avec Fieschi, qu'on ne désignait là que sous le nom de *Petit*, et qui était cru le mari de la maîtresse du logis. Elle y connut aussi, mais plus intimement encore, un jeune homme nommé Janot, neveu de M. Caunes, ingénieur des ponts et chaussées. Ce jeune étudiant en droit était en pension chez Laurence Petit; l'oncle et le neveu étaient tous deux fort liés avec le prétendu Petit.

La fille Bocquin quitta le domicile de sa mère pour s'attacher à Janot. Ayant discontinué de travailler chez Laurence Petit, elle perdit de vue le mari supposé de cette femme : celui-ci d'ailleurs tarda peu à rompre tout commerce avec sa femme prétendue. Ils se quittèrent fort irrités l'un contre l'autre; elle, inconsolable, a-t-elle écrit depuis, d'avoir pu « partager » sa couche avec un tel monstre, malheur qui abreuvera de dégoût le reste de sa vie; » lui, convaincu que la conduite perverse de cette femme, et l'abus qu'il l'accuse d'avoir fait de sa confiance, en le dépouillant du fruit de son travail et de ses économies, l'ont précipité dans le crime. M. Caunes, de son côté, désirait que son neveu retournât dans sa province. Une lettre de son père vint annoncer à ce jeune homme que sa mère était dangereusement malade : elle détermina son départ. Il quitta Paris, débiteur envers Laurence Petit ou Fieschi, d'une somme que

celui-ci évaluée à plus de 500 francs. Il laissa la fille Bocquin chez un de ses cousins, appelé Brocard, et se chargea de son entretien; elle quitta bientôt cet asile équivoque, pour des motifs qu'elle n'a pas fait connaître. Une fausse honte, ou peut-être les habitudes d'indépendance qu'elle avait récemment contractées, l'empêchèrent de retourner chez sa mère. Janot, instruit de sa situation, en fut affligé; il désira lui en procurer une meilleure; il voulut la détourner du désordre, car il la croyait dans une mauvaise maison, et pour cela il s'adressa à Fieschi: c'est celui-ci qui l'a raconté. Ce qui est certain, c'est que, vers la fin du mois de mai, Fieschi alla chercher la fille Bocquin, qui demeurait rue Saint-Honoré, près la rue Jeannisson, hôtel de Normandie; elle sut alors qu'il portait le nom de Girard. Il la mena chez lui, boulevard du Temple, n° 50.

Pendant un mois, ils n'eurent qu'une même table et un même logement. Fieschi, malgré les apparences les plus fortes, a nié cependant que ses rapports avec elle aient eu le caractère d'une intimité coupable. Vers le 15 juillet, il la plaça chez la dame Billet, marchande lingère, qui demeurait rue Saint-Sébastien, n° 48. Pendant le temps que la fille Bocquin a partagé l'appartement de Fieschi, il ne lui donnait que la nourriture et le logement; en échange, elle raccommodeait son linge et ses hardes.

Elle n'a jamais vu d'homme chez lui; mais elle sait que très-souvent il dînait chez Morey; qu'il y allait quelquefois le soir, et qu'il le regardait comme un ami solide. Il y avait un autre homme sur lequel Fieschi comptait beaucoup: c'était Pépin. Il trouvait dans sa boutique tout ce qu'il désirait et sans le payer.

La fille Bocquin a rencontré deux ou trois fois Aga-

rithe chez Fieschi, et elle y a vu souvent la fille Lassave, sa maîtresse en titre.

Marguerite Daurat, dite *Agarithe*, est une raccommodeuse de châles, âgée de vingt-trois ans; elle est née à Tarare, département du Rhône. Elle est arrivée de Lyon à Paris le 4 juillet, et n'a apporté avec elle que 40 francs. Elle avait connu, à Lyon, Amédée Lassave, qui lui a donné une lettre de recommandation pour sa sœur Nina; celle-ci l'a conduite chez Fieschi. En arrivant, Agarithe fut frappée de ne voir dans son appartement qu'un si petit nombre de meubles.

Le 10 ou le 12 juillet, Agarithe dîna chez le prétendu Girard, avec la fille Boequin et la fille Lassave : le repas fut peu recherché. La fille Daurat dit qu'il se composait d'un potage de vermicelle au maigre, d'un plat de viande en ragoût, d'une salade et d'une bouteille de vin blanc. Fieschi s'occupa très-activement à chercher un logement et de l'ouvrage pour Agarithe; il la recommanda dans ce but à un Corse, nommé Sorba, qui cohabite avec une fille Michel, marchande de modes, et demeure rue Meslay. Il est à présumer qu'il s'établit certains rapports d'intimité et de confiance entre Fieschi et la fille Daurat, car elle reçut de lui 5 fr. un jour où il n'y avait que 17 fr. dans sa bourse. De plus, elle connaissait ses relations avec Boireau; le prétendu Girard lui avait confié qu'il était connu de diverses personnes sous un autre nom, qui n'était pas celui de Petit; elle savait même que le nom de Girard était un nom emprunté, et que celui qui l'usurpait s'appelait Fieschi.

Fieschi, dont le véritable nom a été découvert le 1^{er} août, par la déclaration des femmes Branville

et Ramangé, avait cessé de travailler de ses mains quelques semaines avant l'époque fatale. Sans avoir à sa disposition des sommes d'argent considérables, il pouvait toujours suffire à ses besoins, entretenir la fille Nina, nourrir et secourir Annette, et même donner à l'occasion 5 fr. à la fille Daurat.

AVERTISSEMENT DONNÉ A LA POLICE,

Le 27 juillet, à onze heures et demie du soir, le commissaire de police Dyonnet écrivit à M. le préfet de police pour l'informer qu'un honnête fabricant, électeur, père de famille, et qui désirait n'être pas nommé, était venu le trouver à l'Opéra, où son service l'avait appelé, et lui avait révélé que des conjurés préparaient une machine infernale pour attenter le lendemain aux jours du roi, pendant la revue, sur les boulevards : cette machine devait être placée à la hauteur de l'Ambigu. Cette indication, imparfaitement donnée, fut mal comprise. Il s'agissait de l'ancien Ambigu-Comique : toute la surveillance de l'administration se porta sur les alentours du théâtre qui porte actuellement ce nom. On croyait qu'il s'agissait d'un souterrain pratiqué dans quelque cave avancée sous les boulevards, et où des tonneaux de poudre auraient été introduits.

L'auteur de l'avertissement avait été instruit de ce qu'il rapportait par son fils, commis dans la maison de M. Vernert, fabricant de lampes, dont les magasins et l'atelier sont situés rue Neuve-des-Petits-Champs, nos 27 et 31. Ce jeune homme avait, à ce qu'on disait, surpris, en quelque sorte, un ouvrier de M. Vernert pendant qu'il recevait la visite de plusieurs conjurés richement vêtus. Après leur départ,

cet ouvrier aurait dit à son compagnon : « Prenez-garde à vous, vous êtes mort si vous dites un mot ! Je veux bien vous dire d'engager votre père à ne pas aller à la revue. Vous êtes le seul en dehors de la conjuration qui en ayez vent : s'il m'arrive quelque chose, vous périrez de la main des conjurés.

On avait ajouté que les conjurés devaient se réunir le lendemain à sept heures du matin en un lieu qu'eux seuls connaissaient : cette indication a été rectifiée plus tard. Il paraît que la réunion indiquée devait avoir eu lieu le 27, à sept heures du soir ; c'est par erreur que le commissaire de police Dyonnet avait compris qu'elle était indiquée pour le lendemain matin. La machine infernale devait être l'ouvrage d'un forçat évadé ou libéré, très-ingénieur, qui y travaillait depuis long-temps.

FAITS RELATIFS A VICTOR BOIREAU.

Aussitôt après avoir reçu ces avis, M. le préfet de police donna les ordres nécessaires pour qu'on recherchât et surveillât l'ouvrier que désignait la lettre du commissaire de police Dyonnet. On ne sut son nom et son adresse que le 28 à huit heures du matin ; il se nommait Boireau, et demeurait rue Quincampoix, n. 77. Il était sorti à sept heures, portant un chapeau gris ; il fut aperçu sur le boulevard des Italiens vers neuf heures, en compagnie d'un sieur Martinault.

A onze heures du soir, une perquisition, qui ne produisit aucun résultat, eut lieu dans le domicile de Boireau, peu après son arrestation. Le 29, un juge d'instruction reçut la déposition d'un commis du sieur Vernert, nommé Edouard Suireau : c'était le

premier auteur de l'avis donné au commissaire de police Dyonnet.

De ce témoignage , il résulte que Boireau affichait des opinions très-républicaines ; qu'il avait fait disparaître , dès le samedi 25 , son collier de barbe et ses moustaches ; que , le lundi 27 , il était venu à l'atelier du sieur Vernert , deux heures plus tard que de coutume ; qu'il avait paru préoccupé , et n'avait pas travaillé comme à son ordinaire ; que , vers deux ou trois heures , et lorsqu'ils s'étaient trouvés seuls ensemble , il avait laissé entendre au témoin , par des demi-confidences , qu'il y aurait probablement du bruit le lendemain , et même une machine infernale sur le passage du Roi ; et que , comme Suireau avait désiré savoir en quel lieu , pour que son père , qui faisait partie de la garde nationale , ne s'y trouvât point , Boireau lui avait dit : « Ne dépassez pas l'Ambigu ; ce doit être entre l'Ambigu et la place de la Bastille.

C'est Suireau qui a présumé que la machine devait être sous terre. Boireau ne le lui avait pas dit : ce qu'il avait affirmé , c'est que le fabricant de la machine était un *homme dévoué* , un *criminel* , un *galerien*. Il avait ajouté : « Surtout n'en dites rien. » Il n'aurait point parlé de conjuration , et Suireau n'a point répété la circonstance des conjurés richement vêtus qui seraient venus trouver Boireau. A la suite de cette confidence , celui-ci aurait remis vingt sous à Suireau , en le priant d'acheter pour lui un quarteron de poudre et de le lui remettre dans la journée ; Suireau l'aurait promis , et serait allé tout de suite rapporter à son père ce qu'il venait d'apprendre. Le mardi matin , à sept heures , Boireau serait venu demander sa poudre à Suireau ; celui-ci , d'après le

conseil de son père, lui aurait répondu qu'il la trouverait à sa porte dans une heure; et, en effet, après l'avoir achetée, Suireau aurait déposé chez le portier ce quarteron de poudre à l'adresse de Victor Boireau. Boireau serait revenu le soir, à dix heures, prendre son parapluie qu'il avait laissé à l'atelier, mais n'aurait point réclamé de poudre. Il portait ce jour-là un chapeau gris et un pantalon blanc, une redingote vert-russe et des bottes.

Ce n'était pas la première fois que Victor Boireau était impliqué dans une affaire de ce genre; il a déjà été arrêté, comme prévenu de complot, le 28 février 1834.

INTERROGATOIRES DE FIESCHI. — SES MENSONGES.

Le 30 juillet, Fieschi qui était encore Girard aux yeux des interrogateurs, ne changea point de système; il déclara qu'il « était bien fâché de ce » qu'il avait fait, et qu'il ne l'aurait pas fait s'il » n'avait pas bu un verre d'eau-de-vie dans le » café de sa maison; qu'il était très-content de » n'avoir pas tué le Roi, et que, quand il serait sur » l'échafaud, il dirait au Roi des choses qu'aucun » autre que lui ne pourrait dire. » Il ajouta « qu'à » l'avenir le Roi pouvait se tenir tranquille; qu'ils y » regarderaient à deux fois; que d'ailleurs il ne se » trouverait pas facilement un homme comme lui : » *les complices comme cela sont bien rares.* » Mais il refusa d'indiquer qui l'avait poussé au crime, et de désigner ses complices. Il soutint que c'était à lui que la pensée en était venue, que *c'était une idée folâtre*; qu'il ne « parlerait pas pour obtenir sa » grâce, mais qu'il y viendrait pour être utile; qu'il

» avait des sentimens patriotiques, quoiqu'il eût
 » commis un grand crime; que si, pour l'espoir de
 » sauver sa vie, il faisait des victimes dans ses amis,
 » ce serait un crime plus horrible que celui qu'il
 » avait commis; que s'il avait dit qu'il avait des com-
 » plices, il ne pouvait rien affirmer; qu'il avait agi
 » comme un homme égaré, qui donne un coup de
 » hache à un autre homme qui est devant lui; enfin,
 » qu'il ne nommerait personne. Il ajoutait qu'il
 » était sûr de sa condamnation. »

Au reste, il affirma qu'il était seul dans sa chambre au moment de l'attentat, et qu'il ne connaissait ni Boireau, ni Baraton; mais loin de démentir sa première fable, il la confirma. Il laissa entendre, et dit même explicitement, qu'il était de Lodève, qu'il y avait sa femme, qu'il était « malheureux d'avoir » des enfans, et que ses enfans étaient bien malheureux d'avoir un père *comme cela*; qu'au reste, ils avaient des métiers, et que quand son affaire serait faite, ils travailleraient aux draps à Lodève. »

Le 31 juillet, nouvel interrogatoire. Le même système de dénégation continue. Il nie avoir acheté les canons de fusil chez Bury; il affirme les avoir trouvés de côté et d'autre; toute question l'importune. « Il ne m'est dû que la mort; je ne puis nommer personne; faites-moi juger bien vite; vous verrez ma loyauté et si je sais tenir un serment. »

FIESCHI RECONNU. — SON ENTRETIEN AVEC M. LAVOCAT.

On avait recueilli, le 1^{er} août, deux déclarations, desquelles il résultait que Girard avait été connu sous le nom de Fieschi, quand il demeurait au moulin de Croullebarbe. L'inspecteur-général des prisons, en faisant sa visite à la Conciergerie, reconnut effecti-

vement en lui, le même jour, un individu nommé Joseph Fieschi.

Ce fonctionnaire désigna plusieurs personnes qui pouvaient également le reconnaître, et entre autres M. Lavocat, membre de la chambre des Députés, lieutenant-colonel de la 12^e légion de la garde nationale de Paris, et directeur de la manufacture royale des Gobelins.

Le 2 août, M. Lavocat fut introduit auprès du lit de Girard, en présence d'un juge d'instruction. Il l'appela du nom de Fieschi; Girard simula d'abord la surprise et feignit de ne pas savoir qui lui parlait; il lui demanda même, avec une naïveté apparente, s'il était de Lodève. M. Lavocat, rappelant alors à Fieschi l'intérêt qu'il lui avait autrefois témoigné, se plaignit d'être méconnu au moment où il lui donnait une nouvelle et si sensible preuve de cet ancien intérêt. A ce reproche, Girard fut saisi d'une violente agitation; il éclata en sanglots et fondit en larmes. Le souvenir d'une époque de sa vie où il avait joui de l'estime d'hommes honorables brisa son cœur; il convint qu'il reconnaissait M. Lavocat. Interrogé alors sur son véritable nom, il se contenta de répondre : *Il le sait bien, lui.*

Touché de la visite de M. Lavocat, il annonça l'intention de s'expliquer devant lui avec sincérité.

ORIGINE DES RELATIONS DE FIESCHI ET DE M. LAVOCAT.

Après 1830, une portion de terrain dépendant de l'établissement des Gobelins fut cédée à la ville de Paris pour l'élargissement de la rue St.-Hippolyte, et pour faciliter la canalisation de la Bièvre; par suite de cette cession, on dut construire dans l'enclos des Gobelins deux ponts et un barrage.

Fieschi était alors surveillant de la rivière de Bièvre et gardien du moulin de Croullebarbe, appartenant à la ville de Paris; il y avait été placé par M. Emery, ingénieur en chef de la ville, et sous les ordres de M. Caunes, ancien professeur de mathématiques au lycée de Reims, sous lequel M. Lavocat avait étudié.

Ces travaux donnaient occasion à Fieschi de venir très-souvent, soit avec M. Emery, soit avec M. Caunes, chez le directeur de la manufacture des Gobelins. En 1832, M. Caunes, ayant été vivement atteint du choléra, se fit porter chez Fieschi, ce dernier l'installa dans sa propre chambre et lui prodigua les soins les plus affectueux et les plus attentifs. Une somme assez considérable fut remise à la discrétion de Fieschi, il en usa avec épargne et discernement pour les besoins du malade et rendit de sa gestion un compte exact et fidèle. A la même époque, le frère de M. Lavocat fut frappé de la même maladie : comme il ne pouvait être convenablement soigné dans une maison que l'on s'occupait de reconstruire presque en entier, il se fit porter dans une maison de santé, Fieschi offrit d'aller le soigner, et lui fit en effet plusieurs visites. La capacité de Fieschi avait fait concevoir à M. Lavocat des impressions favorables : une telle conduite devait les accroître, sur sa demande plusieurs secours furent accordés à Fieschi. Dès cet instant celui-ci lui voua, pour parler son langage, une *protection de Corse*.

Fieschi était assez avant dans plusieurs sociétés républicaines, mais il était par dessus tout fanatique de l'Empereur; pour le ramener à des opinions conformes à l'ordre de choses actuel, M. Lavocat lui fit observer que l'Empereur n'avait jamais aimé les répu-

blicains, et qu'ils avaient été la cause de sa chute ; aussitôt il les prit, disait-il, en horreur, « et ne resta » dans leurs rangs que pour savoir ce qu'ils méditaient. » A chaque émeute, Fieschi était toujours un des premiers à venir offrir ses services à M. Lavocat, qui, plusieurs fois, l'envoya reconnaître la position et le nombre des révoltés, mission périlleuse dont il s'acquittait avec zèle, intelligence et intrépidité.

Fieschi aurait eu l'ambition d'être employé en première ligne dans la police politique, car, se disant désormais également hostile aux carlistes et aux républicains, depuis que M. Lavocat l'avait éclairé sur l'éloignement réciproque de l'Empereur pour les républicains et des républicains pour l'Empereur, à l'entendre, il ne connaissait que Louis-Philippe, et il exprimait le désir de le servir d'une manière efficace. Il aurait voulu être envoyé en Vendée ou en Italie, et il prétendait pouvoir y rendre de grands services, à cause des relations qu'avait sa femme, qui, selon lui, recevait une pension de quelques *carlistes puissans*, et pouvait aisément se mettre en rapport avec tout le parti. M. Lavocat, car c'est lui qui a fait connaître tous ces détails, ne voulant pas se mêler de police, résista à toutes les instances de Fieschi, et refusa, quoiqu'il ne doutât nullement de sa bonne foi, de le mettre en rapport avec le préfet de police. Ce fut seulement après les premiers mois de 1834 que M. Lavocat apprit que Fieschi l'avait trompé. Il sut alors qu'il avait usurpé le titre de condamné politique en forgeant de faux certificats, que la justice le poursuivait et qu'il avait pris la fuite ; depuis ce moment il ne le revit plus.

Le rapport entre ici dans de longs détails biographiques sur Fieschi, qui se trouve dans notre pre-

mière partie, et que pour cette raison, il serait inutile de reproduire. Nous conserverons seulement quelques passages qui peuvent jeter de nouvelles lumières sur la position de Fieschi, à partir de 1830.

RAPPORTS DE FIESCHI AVEC LA POLICE.

Fieschi ne négligeait aucun moyen d'améliorer sa position; il obtint, par l'entremise de M. Chauvin, d'être compris au nombre des porteurs du journal *la Révolution*, ce qui lui assurait une rétribution de 30 à 40 sous par jour. Fieschi, qui faisait profession d'un dévouement exalté pour l'empereur Napoléon, s'était attaché à M. Chauvin, parce que celui-ci avait suivi son héros à Sainte-Hélène.

Au journal *la Révolution*, Fieschi se lia avec l'ancien chef d'escadron Lennox, et il fut dénoncé à M. le président du conseil et à M. le ministre de la guerre, comme facilitant les intelligences que MM. Lennox et Gustave de Damas (1), cherchaient à nouer dans les régimens de la garnison de Paris, afin d'y propager l'esprit d'insurrection et de révolte qui venait de se manifester si malheureusement à Tarascon.

A cette même époque, Fieschi eut quelques rapports avec le préfet de police de Paris, alors M. Baude, actuellement membre de la Chambre des Députés.

Il paraît que M. le préfet de police avait conçu le projet de diriger sur Alger un grand nombre d'hommes dont la présence pouvait troubler l'ordre public à Paris. M. Gustave de Damas, qui habitait alors le département de la Loire, écrivit à M. Baude pour lui demander à être employé dans cette opération; il vint à Paris pour avoir son appui. Dans un de

(1) Fieschi avait servi sous les ordres de M. Gustave de Damas dans la campagne de Russie.

ses entretiens avec M. le préfet de police, M. Gustave de Damas lui parla d'un homme qui lui était dévoué, dont l'intelligence, le sang-froid et l'adresse pouvaient être fort utiles. M. Baude n'hésita pas, sur un tel éloge, à remettre à M. Gustave de Damas un billet, à l'aide duquel cet homme pût parvenir jusqu'à lui. Cet homme était Fieschi : il se présenta dans un état misérable ; il parla de la condamnation qu'il avait subie pour délit politique ; il dit qu'il y avait dans cette affaire un peu de vengeance. M. Baude ne tarda pas à se convaincre que Fieschi avait une grande valeur pour certaines expéditions.

Il l'employa après lui avoir donné quelques directions. Paris était alors fort agité ; des désordres graves se succédaient ; le sang avait coulé. Fieschi bravait les plus grands dangers pour rapporter des renseignemens exacts. Son amour-propre, exalté par la confiance qu'on lui témoignait, le pénétrait d'une vive reconnaissance pour les rapports directs qu'il avait avec M. le préfet de police, et qui n'étaient connus que de celui-ci et de son secrétaire intime. Fieschi avait parlé lui-même de ses rapports avec M. Baude ; il paraît que ce magistrat l'avait chargé de surveiller quelques sociétés politiques *qui voulaient*, dit Fieschi, *renverser à droite et à gauche*. Il se vante d'avoir rendu de notables services, surtout à l'occasion du pillage et de la destruction de l'Archevêché.

Quand M. Baude quitta la préfecture de police, Fieschi vint le trouver et lui dit : *Je suis Corse ; je suis fier ; je ne suis pas fait pour être un instrument ordinaire de la police, et je n'y retournerai pas*. On a dit cependant à M. Baude que Fieschi avait été employé par son successeur, M. Vivien ; nous inclinons à croire que ce sont les efforts infruc-

tueux qu'il fit pour communiquer directement à ce magistrat quelques lettres qu'il s'était procurées, qui ont donné naissance à cette supposition. M. Vivien a depuis fait connaître qu'il ne conservait aucun souvenir de Fieschi.

NOUVEAUX DÉTAILS SUR FIESCHI.

Il paraît qu'à l'époque des déplorables journées des 5 et 6 juin, Fieschi fut violemment tenté de se joindre parmi les révoltés et de *prendre un fusil comme les autres*. Le témoin qui rapporte ce fait l'explique facilement par ce propos que Fieschi lui avait tenu : *Les Français sont les des rois* ; mais il se contenta ou fut contenu, car il passa la soirée du 5 juin et la nuit qui la suivit chez M. Caunes ; soit qu'il pensât, comme on assure qu'il l'a dit depuis, que le moment n'était pas encore venu, soit que la crainte de perdre son emploi ou quelque autre obstacle l'arrêtât ; car M. Caunes affirme l'avoir retenu plusieurs fois au moment où son caractère inquiet et hasardeux l'entraînait dans les émeutes (1).

Cependant il assiégeait de ses pétitions et le ministre de la guerre et la commission des secours à distribuer aux condamnés politiques. Il exploitait ses services militaires et ses prétendus services politiques ; il se représentait comme un père de famille intéressant, ayant à sa charge une femme et une fille de 14 ans, infirme ; et cette fille, c'était cette même fille *Aina* dont nous venons de vous entretenir !

On le voit exercer sa profession de tisserand pendant les instans qu'il déroba à ses fonctions de

(1) Cette déposition s'accorde peu avec celle de M. Lavoocat, que Fieschi lui avait rendu de grands services dans les émeutes.

gardien : il avait acheté à cet effet un métier et un équipage de tissage. Dans les trois derniers mois de cette même année 1832, il s'engagea à faire pour le sieur Ferret, marchand de molleton, une chaîne d'environ cent aunes de cette étoffe. C'est au neveu de celui-ci qu'il disait, en lui montrant des cicatrices que les fers qu'il avait portés avaient laissées à ses jambes : *Si jamais vous avez des enfans, tâchez qu'ils n'aient point de fanatisme politique.*

Au commencement de 1834, la fille Nina avait dû quitter le domicile commun de sa mère et de Fieschi pour entrer à la Salpêtrière, le 15 janvier. Laurence Petit disait de lui : *On ne sait pas ce que c'est que cet homme-là ; c'est un monstre.* Elle se plaignait d'être battue ; les voisins étaient souvent troublés par des cris, des pleurs, des gémissemens, et n'osaient intervenir. Toutes les fois qu'il y avait des scènes violentes dans l'intérieur de ce ménage, on entendait des coups de pistolet que Fieschi tirait, apparemment pour effrayer Laurence Petit. Il inspirait une égale terreur à ses voisins. Dès le mois de juin, cette femme avait transféré son domicile, d'abord rue Copeau, n. 10, ensuite rue du Battoir. Fieschi l'y avait suivie. Là, elle tenait une table d'hôte pour de jeunes étudiants, et leur donnait même à loger. C'est chez elle que Janot connut Annette Bocquin. On ne voyait presque plus Fieschi au moulin de Croullebarbe ; les clefs en étaient abandonnées aux voisins. Il abusait de la permission de découcher, qu'il avait obtenue de ses chefs, et ne passait presque plus une seule nuit à son poste.

M. Emery fit procéder à une enquête administrative sur la conduite de Fieschi. Alors celui-ci conçut un grand mécontentement et il en affecta un plus

grand encore. Il disait que ses occupations étaient au-dessous d'un homme tel que lui; il ajoutait, d'un ton significatif, *qu'il ne souffrirait pas toujours, mais qu'avant de mourir!..* En toute occasion, il se montrait irrité contre le *gouvernement, qui ne faisait pas assez pour lui.* Quand il apprit que sa pension était supprimée, on l'entendit dire que, *s'il arrivait quelque sédition, il serait le premier à pénétrer aux Tuileries pour assassiner le Roi et les princes, et partout où il y aurait quelque chose à piller.*

C'est dans le courant de cette année, et quand sa bonne fortune l'abandonnait, que Laurence Petit rompit ouvertement avec lui; elle l'accusait d'avoir fait violence à sa fille. Alors les liaisons de Fieschi avec la fille Nina Lassave devinrent plus intimes. Pour atténuer ce qu'elles avaient d'odieux, il faisait circuler que la fille Nina n'était que la fille adoptive de Laurence Petit. De son côté, les reproches de celle-ci étaient sans mesure. Elle se lia avec un sieur Bourseaux, d'abord détenu à Sainte-Pélagie, comme impliqué dans les troubles d'avril, et chercha à s'en faire un appui contre Fieschi.

Fieschi se plaint d'avoir été indignement trompé par cette femme. Elle avait loué sous son nom leur logement commun. Elle s'est approprié son mobilier, qui valait de 1,700 à 1,800 francs, et les économies qu'il avait pu faire; car il lui remettait religieusement tout ce qu'il gagnait.

Sa rupture avec Laurence Petit et les torts qu'il lui impute, paraissent avoir exercé une grande influence sur les résolutions désespérées de Fieschi.

Ancien militaire sans grade ni retraite, ouvrier sans occupation certaine; dépouillé de la pension

qu'il avait usurpée; expulsé d'un domicile qu'il prétendait être le sien, par la femme qu'il avait choisie et qui s'était librement attachée à lui; possédé d'une passion violente pour une jeune fille, qui joignait à l'inexpérience de son âge la légèreté de son caractère; sous le poids d'une inculpation grave et de poursuites judiciaires : Fieschi, pour comble de disgrâce, au commencement de l'année 1835, se trouvait à la veille de perdre son dernier emploi et sa dernière ressource; car, le 27 janvier, un arrêté du préfet du département de la Seine, en supprimant le poste de gardien du moulin de Croullebarbe, consumma sa ruine et détruisit ses dernières espérances.

Le 25 avril, une ordonnance de la Chambre du conseil l'avait renvoyé devant le tribunal de police correctionnelle, pour délit d'escroquerie, et, le 30, un mandat d'arrêt fut lancé contre lui.

Sans conviction et même sans passions politiques, il aurait été disposé à les exploiter toutes à son profit. Le valet de chambre de M. Lavocat, a déclaré que Fieschi lui avait montré, huit mois environ avant l'attentat, une médaille représentant Henri V, qui lui avait été donnée par un personnage dont Laurence Petit lui avait fait faire la connaissance; il disait que ce portrait lui servirait à obtenir de l'argent, et *que peu lui importait le parti auquel il s'attacherait*. D'un autre côté, les vétérans, ses camarades, le représentent comme un partisan déclaré de la *république*. Ses voisins de la rue Croullebarbe le désignaient sous le nom du *vétéran républicain*. Il blâmait un de ses amis d'entrer dans la garde municipale, parce qu'il *serait exposé au feu des républicains*. Il disait au marchand de vin Travault, qu'il n'y avait que la *république* et le *gouvernement des Etats-Unis*.

Selon Marguerite Daurat, les femmes avec lesquelles il dinait s'eunuyaient de l'entendre toujours parler *république*. Néanmoins, il paraît avoir dit à d'autres qu'*après Napoléon, il n'y avait que Louis-Philippe*, et qu'il le défendrait. Dans son profond dédain pour tous les partis, poussé par ses dispositions aventureuses et ce mépris de la vie qu'il porte au plus haut degré, depuis qu'il n'y avait plus de chances pour les partisans de l'Empire, ce qu'il désirait surtout, c'était un grand bouleversement social, au sein duquel il pût développer ses facultés intellectuelles, dont il a une si haute idée, et l'énergie de son caractère.

Fieschi prétend qu'il conçut à cette époque l'idée de publier un plan de Paris, sur lequel toutes les rues parcourues par les voitures publiques, seraient indiquées, ainsi que les lieux où ces voitures stationnent. Mais il lui fallait un bailleur de fonds pour mener à bien son entreprise; il s'adressa à un docteur en médecine nommé Perrève, qu'il avait rencontré chez un de ses compatriotes, nommé Querini.

L'attente de Fieschi ne fut point trompée : M. Perrève l'encouragea à exécuter son entreprise. A compte sur leurs futurs bénéfices, Fieschi demanda par avance quelques objets de première nécessité : une redingote, un gilet, un pantalon furent, en conséquence, commandés au tailleur Fournier, et des souliers au cordonnier Hache. M. Perrève paya le tout. Fieschi ne voulut pas indiquer le lieu de sa demeure, il disait à M. Perrève qu'il était obligé d'aller *déjeuner à droite et dîner à gauche*, et il pria son tailleur et son cordonnier qui ne le connaissaient que sous le nom d'Alexis, de porter les effets qui lui étaient destinés chez M. Pepin, épiciër, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 1. Ils y furent effectivement portés et reçus.

Une dame répondit : M. *Alexis reste ici*. Il paraîtrait que c'était la dame Pepin, qui depuis a déclaré qu'elle connaissait le faux Bescher sous le nom d'Alexis.

Ces circonstances aident à expliquer comment, cinq ou six semaines avant cette époque, le sort de Fieschi semblait amélioré, et pourquoi il était proprement vêtu au commencement de juillet. Il est certain que, soit à cause des secours qu'il avait reçus en nature et en argent du docteur Perrève, soit à cause de ceux qui lui venaient d'ailleurs, son aisance semblait augmenter depuis qu'il ne travaillait plus à la manufacture de Lesage.

NOUVEAUX INTERROGATOIRES DE FIESCHI. — SES RÉTICENCES.

Depuis que Fieschi eut avoué son véritable nom, et qu'il eut librement communiqué, selon son désir, avec M. Lavocat, il dut être interrogé de nouveau. Voici quelles furent alors ses premières paroles : « J'aurais voulu que M. *Lavocat* ignorât ma situation. Quand il est venu me voir, j'avais honte de paraître devant lui, je me suis mis à pleurer, et je lui ai dit : Je vous raconterai à vous tout ce qui s'est passé, non comme à un juge d'instruction, ni comme » au président de la Chambre des Pairs, ni comme à » un ministre de Sa Majesté, mais comme à un homme » qui m'a fait beaucoup de bien ; je vous dirai tout. » Vous en ferez ensuite ce que vous voudrez. M. Lavocat n'est pas aussi puissant que vous ; mais il m'a » fait plaisir de venir me voir, et je lui dirai tout. » C'était M. le président qui l'interrogeait. M. le ministre de l'intérieur, M. le duc Decazes, l'un des pairs désignés pour assister ou suppléer M. le président, M. le procureur général près la cour des Pairs, et M. Lavocat étaient présents.

Cependant le moment n'était pas venu : Fieschi prétendit qu'il ne pouvait rien dire *maintenant* ; que plus tard il avertirait M. Lavocat et lui dirait *dans quel endroit on pouvait atteindre Sa Majesté* ; que, du reste, personne n'avait vu sa machine, ni ne lui avait fourni de l'argent ; qu'il en avait gagné en travaillant ; qu'après avoir conçu la première idée de son projet, il s'était dit d'abord : *Il faut attendre au mois de mai* ; qu'il en avait ensuite ajourné l'exécution jusqu'au mois de *juillet*, dans l'espérance d'avoir le temps de lever le pied ; il serait parti s'il avait pu emporter ses canons de fusil, car pendant les sept ou huit jours qui avaient précédé l'attentat, il était décidé à partir. Mais ne pouvant avoir de passe-port pour l'extérieur, il s'était dit : « *Il faut jouer de son reste*, » et il avait mis le feu à sa machine.

M. Lavocat intervint dans l'interrogatoire, pour faire sentir à Fieschi que la confiance qu'il disait avoir en lui serait entièrement stérile s'il se bornait, comme il l'avait fait jusqu'alors, à raconter en détail le plan ou la description de sa machine ; que ce qui importait à la justice, c'était de savoir le nom des personnes avec lesquelles il avait été en rapport et qui pouvaient l'avoir poussé à l'acte qu'il avait commis. Fieschi se contenta de lui répondre : « Les hommes » que j'ai connus sont les ennemis du gouvernement, » ne se plaisent sous aucune couronne ; viendrait » Charles X, viendrait la république, ce serait la » même chose : ce sont des gens corrompus. »

M. le président reprit la parole et s'efforça de faire comprendre à Fieschi que, s'il avait des complices, il devait les faire connaître et déclarer tout ce qu'il savait et qui pouvait intéresser la sûreté du Roi et de l'État. Fieschi biaisa encore dans sa réponse. Il était

toujours dans son lit, enveloppé de bandes et de cataplasmes; il dit que, quand il serait levé et qu'il y *verrait des deux yeux*, il parlerait à M. Lavocat, parce qu'il était reconnaissant des démarches que son ancien bienfaiteur avait faites pour le voir; que tout ce qu'il demanderait serait d'être envoyé à trois ou quatre cents lieues, sous un autre nom; qu'il avait fait une *sottise*, mais qu'il était dévoué à Sa Majesté. Pressé par M. le président, il prit l'engagement formel de dire à M. Lavocat tout ce qu'il savait, et de ne lui dire que la vérité; il ajouta: « Si M. Lavocat » n'était pas venu, un quart d'heure avant de monter » sur l'échafaud, j'aurais dit au Roi : méfiez-vous de » cela et de cela. »

Désormais on n'avait pas le choix des moyens; la marche de l'instruction était déterminée par la nécessité. L'état des blessures de Fieschi faisait une loi de le ménager. Les médecins ordonnaient d'entretenir sans cesse de la glace sur sa tête, et la plus légère contrariété pouvait rendre inutiles tous les soins et tous les remèdes. Son caractère extraordinaire ne commandait pas de moindres précautions. Il fallait l'aborder par le seul côté qui semblait accessible; et, si l'on pouvait espérer d'obtenir de lui la vérité, la saisir au passage, pendant qu'elle s'échapperait de ses lèvres, dans les épaulemens de sa confiance reconnaissante pour M. Lavocat. Il eut en effet avec ce dernier plusieurs entretiens. M. Lavocat recueillait avec soin ses paroles; il s'assurait, en les lui répétant, qu'il les avait bien comprises, et il portait ensuite ces renseignemens à M. le président pour qu'il prîsât au besoin, ainsi que dans les pièces de l'instruction, le texte des questions qu'il devait adresser à Fieschi.

Cet interrogatoire avait eu lieu le 3 août ; il ne fut continué que le 17. Il importait que l'instruction fût achevée sur certains points, et suffisamment avancée sur d'autres, pour que M. le président pût reprendre utilement l'examen de Fieschi.

Durant les premiers jours de sa détention à la Conciergerie, Fieschi se plaignait des soins qui lui étaient prodigués. « Ce n'était pas la peine de le déranger » si souvent et de le fatiguer si péniblement pour en » finir par la guillotine. » Quand on lui recommandait de prendre patience, « autant vaut mourir aujourd'hui que demain, » répondait-il. Si on l'exhortait à dire la vérité, il s'écriait : « Quand j'aurai » parlé, on ne m'en coupera pas moins la tête. » Une fois il demanda un prêtre, et dit qu'il *avait besoin de se confesser*. En d'autres instans, il paraissait ressentir de grands remords : il donnait à entendre que, quand il serait mieux, il écrirait au Roi, et quoiqu'il prétendît être descendant des Romains, ce qui l'avait déterminé, disait-il, à servir en Italie plutôt qu'en France, il paraissait appréhender la mort, et il répétait souvent : « J'agirai comme on agira envers moi. »

Peu à peu ses forces revinrent et sa santé se rétablit. Un de ses premiers soins, le 10 août, fut d'écrire à Nolland, pour savoir ce qu'étaient devenus sa malle et son linge.

Cependant l'interrogatoire de Fieschi, qui suivit ses premiers entretiens avec M. Lavocat, fut encore rempli de dénégations et de réticences.

M. le président dut l'interroger d'abord sur ses relations avec Boireau, qui avait paru si bien informé, le 27 juillet, du lieu où devait se commettre l'attentat du lendemain, et de sa nature ; ensuite sur ses ressources pécuniaires et sur les frais qu'il avait dû faire

pour établir la machine infernale ; enfin , et par voie de conséquence , sur ses relations avec Morey et Pepin.

Fieschi ne fut ni frane ni explicite à l'égard de Boireau : il prétendit n'avoir cherché qu'une fois , et dans le courant de juillet , un asile nocturne chez ce jeune homme ; il soutint avec fermeté que Boireau n'avait eu aucune connaissance de ses projets ; il prétendit , pour justifier sa dénégation , qu'il se serait bien gardé de se confier à un jeune homme *ivrogne et parleur* ; il ajouta « qu'il n'avait pas connu un seul » homme qu'il eût voulu mettre dans sa confiance , » et qu'il ne se serait ouvert à quelqu'un que s'il y avait eu à Paris *un Corse* qu'il eût bien connu , et qui eût été « un homme et non un hommelet. » Il conclut de là que les propos qu'avait pu tenir Boireau étaient complètement insignifiants ; que d'ailleurs Boireau était informé de choses que lui Fieschi ne connaissait pas ; qu'il lui avait parlé de cinq personnes qui seraient allées sur la place de la Révolution pour assassiner le roi ; qu'il lui avait dit leurs noms , et qu'au nombre de ces cinq personnes , qui avaient été arrêtées depuis , Boireau comptait un de ses bons amis. Il raconta aussi que Boireau lui avait parlé d'un homme de cinquante ans , brocanteur de son état , récemment sorti de Ste.-Pélagie , d'un caractère décidé , et qui réunissait les chefs des ennemis du gouvernement hors des barrières. Mais Fieschi n'avait retenu aucun nom et n'avait jamais accepté la proposition que Boireau lui avait faite de se réunir à ces gens-là ; il a nié également qu'un jeune homme fût venu chez lui après onze heures du soir , le dimanche 26 juillet ; et comme M. le président insistait sur cette circonstance , que Boireau avait dit formelle-

ment la veille de l'événement qu'un coup devait être fait contre le roi au moyen d'une machine infernale, du côté de *l'Ambigu-Comique*, il répondit catégoriquement : « Il peut avoir dit tout ce qu'il a voulu. » Que voulez-vous que j'y fasse ? je ne pouvais pas » l'empêcher de parler. »

Dans l'énumération de ses ressources, il compta d'abord une couple de cent francs, qu'il dit avoir reçus du docteur Perrève, pour l'exécution du plan de Paris, dont il lui avait donné, disait-il, l'excellente idée ; ensuite, les économies qu'il avait faites sur ses salaires lorsqu'il recevait 2 fr. 50 cent. par jour chez Lesage ; le remboursement de quelque argent prêté, provenant de ses anciennes épargnes, fruits de son travail et de sa sobriété ; cent francs représentant un billet tiré sur Janot, et escompté par Morey ; enfin, 120 ou 130 fr. reçus de Pepin par Fieschi, et inscrits sur le carnet qui, disait-il, devait avoir été trouvé dans sa malle.

Comme M. le président lui faisait observer que le docteur Perrève avait déclaré lui avoir donné beaucoup moins de 200 francs, Fieschi, importuné par la contradiction, répondit : « Il peut bien dire qu'il ne m'a rien donné du tout, car ce que j'ai fait pour lui » valait bien 600 fr.

Quant aux dépenses que devaient entraîner ses liaisons avec les jeunes femmes qu'il fréquentait, il prétendit n'avoir gardé Agarithe chez lui que quelques jours, et ne lui avoir rien donné. La fille Nina ne recevait jamais de lui plus de cinq francs à la fois, et venait seulement dîner chez lui une fois par semaine.

Pour l'achat et les frais de construction de la machine, il a assuré n'y avoir employé que son propre

argent; il venait cependant de laisser entrevoir que Morey et Pepin lui avaient avancé quelque fonds. Il résulte d'une déclaration de Laurence Petit, que vers le mois de mai, dans une entrevue qu'elle eut avec Fieschi chez la dame veuve Micouloï, celui-ci aurait offert de lui faire prêter par un de ses amis une somme de 200 francs; et il ressort d'une question adressée à Fieschi par Pepin, pendant l'une de leurs dernières confrontations, que Fieschi aurait demandé à Pepin d'avancer 200 francs; et il ressort d'une question adressée à Fieschi par Pepin, pendant l'une de leurs dernières confrontations, que Fieschi aurait demandé à Pepin d'avancer 200 francs à sa femme, qui était inquiétée pour le paiement de son loyer et pour d'autres dettes.

La partie de l'interrogatoire de Fieschi relative à Morey et à Pepin est plus concluante. Il avoua que Morey l'avait accompagné, comme son oncle, quand il était allé louer son appartement; mais il affirma qu'il avait payé lui-même son loyer sans l'assistance de Morey. Leurs relations remontent à l'année 1830; ils habitaient alors le même quartier. Depuis l'époque où Fieschi était poursuivi et durant l'espace de deux mois, il a trouvé fréquemment chez Morey un asile pour la nuit. Morey est venu le voir quelquefois dans son logement du boulevard du Temple, mais « il n'a jamais rien su de mes affaires, » s'est empressé d'ajouter Fieschi. Néanmoins, Fieschi est convenu qu'il avait bu de la bière avec Morey, le lundi 27, sur le boulevard, sous une tente, entre la *Gaité* et *Franconi*.

Dans le tems où il couchait tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, depuis qu'il était poursuivi, et avant le 8 mars, époque à dater de laquelle il a eu un do-

micile certain, Fieschi avait passé trois ou quatre nuits chez Pepin. M. le président lui ayant demandé si l'argent qu'il avait reçu de celui-ci ne lui avait pas servi à acheter les canons de fusil de la machine, il fit cette réponse remarquable : « Il n'y en avait pas » assez, j'ai fourni le reste ; le tout a coûté 150 et » quelques francs. Quand je lui ai emprunté cet argent, je lui ai dit d'être assez discret pour ne pas » me demander ce que j'en voulais faire. » Cependant, comme il voulait absolument en connaître l'emploi, « pour m'en débarrasser, je lui ai dit que c'était » pour armer des Corses, afin que, s'il arrivait quelque chose, nous fussions tous ensemble. » Fieschi a d'ailleurs prétendu que s'il prenait de temps à autre quelque marchandise à crédit dans le magasin de Pepin, il payait quand il y retournait, et qu'il ne le voyait pas *très-souvent*, parce que ce n'était pas *trop son affaire d'aller chez lui*. Il est convenu cependant y avoir dîné une fois avec trois personnes *marquantes*, dont on ne lui fit connaître qu'une seule, qui se nommait Recurt, et qui était un *accusé d'avril* ; il y avait aussi un *député*, président d'un tribunal du Nord, et un *avocat*. Le député était de l'opposition, mais pas très-exalté. Fieschi reconnaissait avoir vu Pepin une huitaine de jours avant l'attentat. M. le président ayant fait observer à Fieschi que sa liaison avec Pepin devait être bien plus intime qu'il n'en convenait, puisque la fille Nina avait déclaré que Morey ou lui s'étaient engagés à prendre soin d'elle, en cas qu'il arrivât malheur à Fieschi, il répondit avec quelque impatience : « Je » ne puis répondre que de ce que je dis ; ce que les » autres disent ne me regarde pas ; on vous a » trompé ; s'il m'était arrivé malheur, la petite aurait

» en à gagner sa vie comme tant d'autres, et ce n'est
 » pas ce qu'on aurait pu me dire ou me promettre là-
 » dessus qui m'aurait tranquilisé; elle s'apercevra
 » bien de ma perte quand je n'y serai plus.

Les interrogatoires de Fieschi prenaient beaucoup de temps; il s'y montrait prolix, censeur; il était évident qu'il cherchait souvent à éluder les questions posées, par des divagations

Le 18 août, on l'interrogea de nouveau sur ses relations avec Morey. Il avoua que le lundi 27, ainsi que la fille Lassave l'avait déclaré, il avait quitté Morey sur le boulevard, pour aller parler à la jeune fille. M. le président lui ayant demandé si la fille Lassave était allée chez lui le dimanche matin, il répondit : « Elle est venue, je crois, vers une heure, si elle est venue. » Comme on lui fit remarquer qu'elle affirmait elle-même y être allée, il répliqua : « Si elle le dit, cela est vrai; car elle ne ment pas : » paroles remarquables qu'il importe de retenir, et par lesquelles il s'était engagé plus qu'il ne pensait. En effet, quand M. le président lui eut demandé s'il n'avait pas brûlé, le lundi 27 juillet, une assez grande quantité de papiers par le conseil de Morey, il reconnut avoir brûlé des papiers, entre autres les lettres de Janot; mais il se récria sur la part que l'on supposait que Morey aurait prise à sa détermination. « Je lui en revendrais à Morey, s'écria-t-il, si cela était nécessaire; je n'avais pas besoin de ses conseils. » Mais sur ce qu'on lui fit observer que c'était Nina qui avait déposé de ce fait et qui avait dit le tenir de Morey lui-même, il répondit : « Cela m'étonnerait » que Nina fit un mensonge; il est possible que Morey lui ait dit cela, mais Morey ne m'a pas donné » à moi le conseil dont vous me parlez. »

Selon une déclaration de la fille Nina, Morey aurait raconté que, le mardi 28 juillet, il avait rencontré près des greniers d'abondance, sur le boulevard Bourbon, à onze heures du matin, Fieschi qui revenait de porter sa malle, et qu'il lui avait dit : Comment, vous êtes encore là ? A quoi Fieschi aurait répondu : On ne bat pas encore (le tambour), j'ai le temps d'arriver chez moi. Fieschi a complètement nié le fait. En revenant de la demeure de Nollant, il n'a point passé devant les greniers d'abondance, ce n'était point son chemin ; mais, à ce propos, il a dit d'abord que Morey et lui s'étaient promis, le lundi 27, de dîner ensemble le mardi, hors la barrière de Montreuil, et il a fini par avouer que Morey avait promis de l'attendre, après l'attentat, rue Basse-du-Temple, et qu'ils devaient fuir ensemble « vers » la barrière de Montreuil ou de Charonne, celle des » deux qui se trouve la plus voisine de la barrière du » Trône, et où ils avaient déjeuné ensemble huit » jours auparavant. »

Comme M. le Président lui demandait si, au moment où ils étaient ainsi convenus de leurs faits, Morey n'avait pas dit : « Nous f... le feu aux bar- » rières et dans la banlieue, nous briserons les télé- » graphes, et nous verrons. » Fieschi se contenta de répondre : « Le père Morey aurait peut-être » fait comme les autres ; il n'aurait pas été plus dé- » licat qu'eux. »

Il a reconnu l'exactitude du récit de Bury en ce qui concernait l'achat des canons de fusil, et il est convenu en avoir montré la facture à Morey. Interrogé sur ce qu'il avait fait du pistolet qu'il avait reçu de Bury lors de l'achat des canons de fusil, il a déclaré que Boireau lui ayant dit qu'il *n'avait pas*

d'armes, il le lui avait donné sur le boulevard, près de son logis. M. le Président lui ayant fait observer qu'il résultait de ses paroles que » Boireau pouvait » avoir bientôt besoin d'armes pour se battre, « il a répondu : « Cela est bien possible ; et puis les » jeunes gens aiment à avoir des armes, quand ce » ne serait que pour faire les fanfarons. »

Il a persisté à nier, avec protestations, qu'aucun homme fût entré dans sa chambre après que la machine avait été montrée ; il a déclaré avoir travaillé chez un armurier nommé Dugène, demeurant à la Gare, et avoir percé lui-même, avec un foret qu'il avait chez lui, la lumière de trois ou quatre des canons de fusil qu'il avait achetés. En effet, a-t-il ajouté, je suis assez hardi, et j'ai la prétention comme cela de faire tout ce que je veux.

PORTRAIT DU DUC DE BORDEAUX.

M. le Président, voulant éclaircir une circonstance importante que nous avons signalée au commencement de ce rapport, a adressé à Fieschi les questions suivantes : « N'aviez-vous pas un portrait du duc » de Bordeaux dans votre chambre ? » il a répondu : « Oui, je ne l'aime pas beaucoup, mais je ne lui » veux pas de mal. — Pourquoi aviez-vous ce portrait ? — Je l'avais depuis deux ou trois jours ; je me » disais que si on ne me prenait pas, on dirait que » c'était un carliste qui avait fait le coup. — Combien » aviez-vous acheté ce portrait ? — Quinze sous. — » Où l'aviez-vous acheté ? — Rue du Petit-Reposoir, » chez un marchand d'estampes. » Ces faits ont été vérifiés : le portrait avait en effet été acheté par Fieschi, chez le sieur Troude, marchand d'estampes, demeurant au lieu indiqué. L'adresse imprimée de

Troude, ainsi qu'une lettre insignifiante qui lui était adressée et qui servait probablement d'enveloppe à la gravure, ont été trouvées, malheureusement pour lui, dans la chambre de Fieschi, car cette circonstance a motivé l'arrestation de ce marchand.

Ainsi s'explique la présence, dans la chambre de Fieschi, de cette lithographie du duc de Bordeaux, qu'on aurait pu prendre un instant pour le signe caractéristique de ses opinions politiques et comme une indication du parti qui aurait exploité l'énergie de son caractère et les résolutions de son désespoir, si la dissimulation, et une dissimulation profonde, n'était pas la condition nécessaire de ces conspirations détestables dont l'assassinat est le moyen, et si ceux qui les ourdissent dans l'ombre, loin de laisser le crime arborer les enseignes de la faction à laquelle ils appartiennent, ne se réservaient toujours la lâche et hypocrite ressource d'en désavouer les auteurs.

Ici se place le long et inutile épisode du Hongrois Krawski, agent prétendu de toutes les polices de France et de l'étranger, qui nageait dans l'or et l'argent, et finit par se mettre au service de la duchesse de Berry. Fieschi, sollicité par lui de l'imiter, s'y refusa avec dédain, et trouva moyen de prendre copie de sa correspondance, qu'il prétend avoir envoyée à M. Vivien.

A cette occasion, Fieschi a déclaré qu'on lui avait proposé, un mois et demi avant l'arrestation de la duchesse de Berry, et pendant que cette princesse était en Bretagne, de lui donner cent mille francs, et dix mille francs pour ses frais, s'il voulait se charger d'aller l'arrêter. Il prétend avoir refusé en répondant : « Je suis fatigué ; si elle arrivait ici, je me battrais avec vous autres, mais voilà tout. »

Il convient de dire, à cette occasion, que plusieurs personnes avaient supposé, à cause des opinions légitimistes qu'elles prêtaient à Laurence Petit, que Fieschi devait être dévoué au parti qui professe ces opinions. Rien n'est moins établi que le dévouement de Laurence Petit au parti légitimiste, malgré ce que Fieschi avait voulu faire entendre lui-même à M. Lavocat. *Il n'y a que de sots propos* tenus par elle (c'est ainsi que les qualifie le témoin qui les rapporte) qui viennent à l'appui de cette supposition, et, comme le remarque encore ce témoin, ils étaient tenus par une femme très-bavarde et très-vaniteuse, qui pouvait bien faire des contes pour avoir l'occasion de parler d'elle.

Il est constant, par ses propres aveux, que si elle a reçu des secours et de l'argent de diverses personnes attachées à l'ancienne dynastie, et entre autres de M. Peyrecave, elle en a également sollicité et reçu de M. Voyer-d'Argenson (1) : enfin, son ami Bourseaux est venu spontanément demander à être entendu une seconde fois, uniquement pour déclarer que Laurence Petit n'était point légitimiste.

HÉSITATION DE FIESCHI AVANT L'ATTENTAT.

Fieschi fut enfin amené à reconnaître qu'il s'était logé boulevard du Temple, dans l'appartement qu'il y occupait, avec l'intention de commettre l'attentat. Que voulez-vous ? a-t-il dit, c'a été mon tombeau. Il convint qu'il avait hésité entre le projet qu'il a

(1) Voir, à la fin, la réclamation de M. Voyer-d'Argenson.

exécuté et celui d'aposter un certain nombre de Corses ou d'autres, qui auraient tiré sur le Roi, Mais il pensa qu'il trouverait difficilement un nombre suffisant d'hommes *discrets et courageux* ; il préféra sa machine, et il fut assez injuste ou assez inconstant, c'est toujours lui qui parle, pour ne se fier à personne.

Il a déclaré que, le lundi 27 juillet, après avoir quitté Morey, il avait rôdé d'un côté et d'autre, cherchant une distraction ou une ame charitable qui eût de l'empire sur lui. Je ne l'ai pas rencontrée, a-t-il dit avec l'accent du regret.

Le 28 au matin, avant de faire le coup, sa préoccupation, ou, comme il parle lui-même, son embarras continuait. Il était allé de très-bonne heure chez son compatriote Sorba, qui demeurait rue Meslay, et ils sortirent ensemble. Il lui proposa de venir lui servir de second dans un duel. Était-ce dans son crime, qu'il aurait voulu dire? Ce fait n'a pas été avoué d'abord par Fieschi; il le repoussait en disant: « Je n'aime pas les duels, parce que, quand » je me bats, je suis sûr de réussir. » deux jours après, Fieschi a complété cette explication en ces termes: « A vous dire vrai, j'avais quelque envie de » confier mon affaire à Sorba, peut-être pour m'en » détourner. Sa figure trop jeune m'en a empêché; » et puis, je ne le connaissais pas à fond. Je me » serais plus facilement ouvert à Sorba qu'à Morey » ou à tout autre, parce qu'il était mon compatriote. » Je savais d'ailleurs qu'il n'était pas un lâche, puis- » que j'avais été avec lui témoin dans un duel entre » Giacobbi, l'avocat, et un jeune Américain, con- » damné à trois ans pour les affaires des Amis du » Peuple, et qui avait pour témoins Plagniol et

» Desjardins. — Toutefois je me disais : Fieschi, est-ce que tu seras un lâche ? et le courage l'a emporté sur tout le reste. »

Cependant une circonstance imprévue faillit triompher de sa résolution : il aperçut M. Panis qui parlait à M. Lavocat ; il y avait onze mois qu'il n'avait aperçu ce dernier. A son aspect, une émotion si vive s'empara de l'âme de Fieschi, que sa vue se troubla, et dans son trouble il baissa la machine de quatre ou cinq pouces. — « Si M. Lavocat était resté là, » a-t-il ajouté, « je n'aurais rien fait. Je voulais descendre, » le faire monter chez moi, lui tout montrer, me jeter à ses pieds, lui dire que j'étais un malheureux » et qu'il me fit expatrier ; mais sa légion changea de » place ; mon mauvais destin l'a emporté ; j'étais » comme un désespéré. » Alors, il prit un tison dans sa cheminée et il mit le feu à la machine par le milieu. Il ne s'est pas souvenu d'avoir allumé une chandelle chez un voisin pour faire son feu ; il ne le croit pas, parce qu'il avait un briquet phosphorique chez lui.

Pressé de nouveau de déclarer ses complices, il a répondu ces paroles remarquables : J'ai dit à M. Lavocat des choses passées ; je lui ai nommé des gens » qui sont des traîtres, qui ont pris l'argent du parti » carliste en le jouant, et qui ont fait travailler les » républicains ; je l'ai autorisé à donner ces renseignements au gouvernement, non pour me sauver, » je ne l'espère pas, mon affaire est trop grave, mais » pour être utile. Il y a des lâches qui, à ma place, » se seraient détruits ; mais quand un homme a fait » une faute, il doit un exemple, et je dois donner » un grand exemple sur l'échafaud. Si j'avais été » avide d'argent, je me serais adressé aux ennemis

» du gouvernement; mais je n'ai jamais rien voulu
 » faire pour de l'argent, en tout pays j'étais sûr de
 » vivre en travaillant. »

NOUVELLES DÉCLARATIONS RELATIVES A PÉPIN, MOREY ET BOIRÉAU.

Il devenait évident qu'il ne pouvait plus nier ses relations avec Pepin d'une manière absolue; il a été forcé de convenir qu'il avait fait porter chez ce dernier les vêtemens et la chaussure que le docteur Perrière avait commandés pour lui, et que c'était le père Morey qui l'avait introduit chez Pepin pendant que lui, Fieschi, travaillait chez Lesage, [près de la barrière du Trône. Il a ajouté que la boutique de l'épicier se trouvant sur son chemin, il y entrait quelquefois pour prendre un petit verre d'eau-de-vie; mais Pépin n'était pas plus son homme de confiance que les autres, et voici la raison qu'il en donnait : « J'avais adopté un système téméraire, qui » était de n'avoir que des connaissances et pas d'amis; » je ne me confiais à personne; si j'avais été aussi » sage que discret, vous ne m'interrogeriez pas. »

En ce qui concerne Morey, il persistait à nier qu'il lui eût confié son projet. « Si cela était, je vous le dirais, » ajouta-t-il, « Morey d'ailleurs s'enfonce assez lui-même, à ce qu'il paraît. Je lui ai dit que je » voulais faire monter les canons. Voilà tout. »

Cependant, il ne pouvait contester qu'il eût donné un rendez-vous à Morey pour le 28 juillet, à une heure, mais il chicanait sur le lieu. Il prétendait que c'était à la barrière qu'ils devaient se rejoindre, et non dans la rue Basse-du-Temple, où Morey avait été, en effet, aperçu à l'heure indiquée. Il prétendait que c'aurait été un *vilain rendez-vous*; qu'il avait les

jambes plus dégourdis que Morey, et qu'il n'aurait pas besoin de lui pour se sauver.

Il a déclaré avoir acheté au marché du Temple, dans une boutique qu'il a indiquée, la malle qui a servi au transport des canons de fusil; il l'a payée 12 ou 13 francs; elle lui fut livrée en donnant 20 sous d'arrhes. C'est Morey qui lui en avait remis le prix. Il la fit porter chez Bury par un commissionnaire, qui reçut 15 sous pour sa commission. Il a également déclaré que, lorsqu'elle avait été remise à Nolland, elle contenait trois volumes de *la Police dévoilée*, par MM. Delaveau et Froment, et un volume intitulé *de la Femme*, par Virey, le tout bien relié; et enfin un petit carnet, couvert en carton, qui contenait une ou deux adresses, celle d'Annette Bocquin et d'une marchande chez laquelle Fieschi espérait la placer; diverses notes de dépenses, peut-être celle des canons de fusil et du bois qui avait servi à la confection de la machine; à coup sûr, celle du loyer de l'appartement, et peut-être encore la note de l'argent payé au tailleur Fournier par le docteur Perrève.

LE CARNET DE FIESCHI.

Le 24 août, ce carnet fut retrouvé dans les lieux d'aisance de la maison habitée par Morey, rue Saint-Victor, n. 23. Les procédés de la chimie moderne ont permis de le désinfecter et de le laver sans en faire disparaître ce que Fieschi y avait écrit, soit à la plume, soit au crayon; c'est une des pièces du procès. Ce carnet fut représenté à Fieschi, qui l'a reconnu: il contenait des renseignemens sur les voitures dites *Omnibus*, quelques adresses sans noms propres, quelques noms propres sans adresses, la note de divers objets mobiliers, des chiffres paraiss-

sant indiquer des sommes reçues et dépensées, enfin une phrase écrite à demi-mots, qui semblait vouloir dire : « Le mois de juillet effraiera la France. » On y a trouvé, comme la fille Lassave l'avait annoncé, un article conçu en ces termes : « Bua, 13 francs 23 centimes. »

Fieschi n'a pu expliquer les divers articles inscrits sur son carnet qu'après de longues méditations.

Les indications des sommes dépensées se rapportaient assez bien au paiement des divers demi-termes de son loyer, au prix des pièces de bois qu'il avait achetées pour la confection de sa machine, au prix de main-d'œuvre pour la façon de ces pièces de bois, enfin le prix de la malle dans laquelle les canons de fusil avaient été transportés. La difficulté consistait à rendre compte des recettes. On y voyait plusieurs fois répétée une somme de 218 fr. 50 cent. : on a retrouvé la signification certaine de ces chiffres dans une des dernières confrontations de Fieschi et de Pepin, ainsi que nous aurons occasion de l'expliquer plus tard.

Mais, entre plusieurs petites sommes qui pouvaient exprimer différens secours reçus de Pepin par Fieschi, à diverses époques, se trouvaient dans le carnet d'abord une somme de 4,750, 40 et puis une autre somme de 21,850 18. 50. Fieschi ne pouvait en trouver la signification qu'en les décomposant en plusieurs nombres; car il a toujours soutenu, et il soutient encore, qu'il n'a jamais reçu que 500 fr. ou 525 fr. environ.

Quant à la phrase mutilée, Fieschi a dit avec franchise qu'il ne se rappelait pas l'avoir écrite, mais que, puisqu'il avait fait la chose, c'est-à-dire puis-

qu'il avait commis le crime, il avait bien pu écrire une phrase qui semblait le prophétiser.

SUITE DES DÉCLARATIONS.

Après l'avoir interrogé sur un grand nombre d'individus signalés pour avoir été connus de lui, à l'égard desquels il a fait des réponses catégoriques, et qui démontrent évidemment que ces individus sont complètement étrangers à l'attentat, M. le président a été naturellement conduit à lui faire remarquer qu'ayant connu beaucoup d'ennemis du gouvernement, on devait croire qu'il avait instruit de ses projets quelques-uns d'entre eux; il a répondu : « Mon Dieu ! non. Je me serais bien donné de garde de leur rien dire; c'étaient des gens qui voulaient avoir l'air de tout faire et qui n'étaient bons qu'à faire des crédits dans les cabarets; c'étaient des hommes corrompus, à corrompre les filles, les femmes, les onze mille vierges; ce sont des ennemis de tout gouvernement, disposés à aller dans toutes les émeutes, mais incapables de conduite et de secret. »

Fieschi, comme vous le voyez, messieurs, en disait assez pour que les indices qui existaient contre Boireau, Morey et Pepin conservassent toute leur gravité.

Dans le plus prochain interrogatoire qu'il lui fit subir, M. le président crut devoir présenter à Fieschi le résumé de ces indices, afin de le mettre à portée de les discuter avec précision. « Boireau, lui dit M. le président, vivait avec vous dans une grande intimité, puisque vous alliez coucher chez lui, et que, de votre aveu, il est venu plusieurs fois vous chercher dans votre domicile (ou près de votre domi-

» cile). Cela est, en outre, prouvé par le don que
 » vous lui avez fait d'un pistolet. Boireau savait que
 » l'attentat devait être commis; il avait annoncé, la
 » veille, le lieu où il le serait, et par quel moyen.
 » De plus, au moment où l'attentat a été commis, il
 » se tenait dans le voisinage; il convient même que
 » vous lui avez dit *qu'il fallait que les patriotes se*
 » *tinssent prêts* : que pouvez-vous dire pour nier sa
 » participation à l'attentat ? »

Fieschi s'est contenté de répondre qu'il avait fait connaissance avec Boireau au mois de décembre 1834; qu'à cette époque, quand Boireau ne savait où aller diner, il venait manger à la table de Fieschi, c'est-à-dire à celle où dinaient les pensionnaires de Laurence Petit; que depuis ce temps-là il l'avait assez pratiqué pour s'être aperçu que c'était une tête *chaude*, aussi *ivrogne* qu'il était *jeune*; qu'il n'était capable de prendre un fnsil que quand il était *soûl*, et qu'on savait par expérience qu'*homme de vin*, *homme de rien*; qu'il n'avait donc jamais rien confié à Boireau; et que ce jeune homme, quoi que puissent dire des *témoins menteurs*, n'était point venu chez lui, ni aucun autre, dans la nuit du 27 au 28 juillet.

M. le président a fait alors observer à Fieschi deux circonstances remarquables : d'abord, on n'avait pas trouvé dans sa chambre le foret qui avait dû servir à percer la lumière des trois canons de fusil qui n'en avaient pas; ensuite Boireau était sorti du magasin de son maître le dimanche 26 juillet, emportant un foret et la plaque en bois nécessaire pour s'en servir; il a représenté à Fieschi qu'il résultait de ces deux circonstances une grande probabilité que c'était Boireau qui lui avait fourni le foret nécessaire à son opération. Fieschi a répondu qu'il s'était servi d'un foret qu'il

avait acheté chez un ferrailleur, dans une rue qui est entre la rue Saint-Louis et la rue Charlot, et d'une plaque en bois de chêne qui lui appartenait, et qui devait avoir été trouvée chez lui; enfin, que si le foret n'y avait pas été saisi, c'est qu'après l'avoir brisé, ainsi que son archet, il avait jeté le tout dans les lieux d'aisance.

Les indices qui inculpaient Morey furent exposés en ces termes : « Votre intimité avec Morey était » encore plus grande, puisque pendant deux mois » vous avez couché chez lui; puisque vous lui avez » montré la facture des canons de fusil que vous aviez » achetés, dans le but, vous en êtes convenu, d'ob- » tenir de lui, au moyen de cette facture un peu en- » flée, un peu plus d'argent; il vous en fournissait » donc, et dans le but de l'attentat? De plus, Morey » s'est vanté d'avoir chargé une partie des canons de » fusil. Il vous attendait rue des Fossés-du-Temple, » au moment même où vous commettiez l'attentat; il » était là de votre consentement, vous en êtes con- » venu une fois; et si vous avez depuis cherché à » atténuer cet aveu, en disant que vous n'aviez pas la » certitude de ne lui avoir donné rendez-vous qu'à » la barrière de Montreuil, vous n'en avez point dé- » truit l'effet, puisque votre intelligence avec lui et » sa complicité dépendent bien moins du lieu du » rendez-vous que du rendez-vous même. »

Fieschi ne répondit à des argumens si pressans que par des défaites qui équivalaient en partie à des aveux : il croyait bien avoir donné rendez-vous à Morey, rue des Fossés-du-Temple; mais ceux qui l'y avaient vu, l'avaient vu avant le passage du Roi : il n'avait rien confié à Morey; si Morey se vantait d'avoir chargé quelques canons de fusil, il en *avait*

menti. « D'ailleurs, ajoutait-il en ricanant, s'il le veut, je lui céderai bien volontiers ma place, et je lui dirai comme ce condamné auquel un prêtre disait qu'il était bien heureux d'aller voir les anges : « Si vous voulez y aller, je vous donne ma place. »

Quant à Pepin, M. le président a fait remarquer à Fieschi qu'après avoir été introduit par Morey dans la maison de ce nouvel ami, il y avait été caché, et qu'il prenait à crédit dans son magasin tout ce qui lui était nécessaire. C'était là qu'il avait déposé les vêtemens que lui avait donnés le docteur Perrève ; c'était Pepin qui avait remis à Fieschi les 130 francs qui lui avaient servi à acheter les canons de fusil ; et Fieschi était convenu lui-même que c'était dans l'intention de lui en montrer la facture ainsi qu'à Morey, et de tirer par ce moyen un peu plus d'argent de l'un et de l'autre, qu'il y avait fait insérer un prix au-dessus du prix véritable. Il était impossible de n'en pas conclure que Pepin, comme Morey, était dans la confiance de l'achat des canons de fusil. Fieschi ne fit que répéter ce qu'il avait déjà dit : il n'avait connu Pepin que trois ou quatre mois avant l'événement, et il lui avait fait un conte plutôt que de lui confier la véritable destination de l'argent qu'il lui avait demandé.

Fieschi déclara incidemment qu'il n'avait employé que vingt-quatre des vingt-cinq canons de fusil qu'il avait achetés chez Bury, et qu'il avait laissé le vingt-cinquième dans un *placard* près de la cheminée. Il a dit également qu'il avait barricadé les portes de son logement ; mais ce qui paraîtra plus extraordinaire, c'est qu'il ne se souvient plus de quelle manière il en est sorti ; il ne croyait point être descendu par la fenêtre, et quand il ne lui a plus été permis d'en dou-

ter, il a répondu : « J'avais reçu un tel atout, qu'il » y a de quoi oublier. Si les gardes municipaux ont dit » cela, ils n'ont point d'intérêt à mentir. »

L'enquête la plus scrupuleuse a eu lieu chez tous les marchands de vieux fers qui se trouvent dans les rues adjacentes aux rues Saint-Louis et Charlot. Aucun n'a vendu de foret vers l'époque indiquée. La fosse des lieux d'aisance de la maison qu'habitait Fieschi a été vidée, on y a trouvé un foret brisé et en mauvais état; mais la mèche de ce foret rapprochée de la lumière des canons de fusil qu'elle aurait dû percer, ne s'y rapportant pas, il a été démontré que ce n'était pas cet instrument qui avait servi à forer les canons de fusil.

Suit la déposition d'un sieur Ribeyrolles, qui a rencontré le dimanche, 26 juillet, Fieschi venant du boulevard du Temple, en compagnie d'un homme qu'on a cru être Morey; mais le sieur Ribeyrolles a affirmé que ce n'était pas lui.

Puis celle d'une dame Martineau qui, le 27 juillet, a vu, sur la place Royale, trois individus, dont l'un était un sieur Piet de Saint-Hubert, ancien garde-du-corps, compromis dans les troubles de la Vendée, et dont un autre ressemblait à Fieschi. Leurs propos, qu'elle entendit, semblaient relatifs à la catastrophe du lendemain. Mais rien n'est venu à l'appui de cette déposition.

ÉPILOGUE RELATIF AU PRINCE CHARLES DE ROMAN.

Fieschi, en se rendant à la manufacture de papiers peints où il travaillait, s'arrêta un jour chez Pepin : c'était le matin. Celui-ci lui dit : « J'attends aujourd'hui un grand personnage, le comte ou le baron de

» Rohan, un parent de Louis-Philippe. — Tiens,
 » c'est un carliste, reprit Fieschi. — Il fait le répu-
 » blicain, mais je ne me fie pas à lui. »

Pepin informa Fieschi que ce *monsieur* était à Paris avec sa femme, et qu'il habitait ordinairement la Suisse. Fieschi conçut alors l'idée d'écrire une lettre à M. Gustave de Damas, qui était également établi en Suisse, pour lui faire connaître sa position et lui exprimer le désir qu'il avait de sortir de France, où il était poursuivi. Il demanda à Pepin s'il ne croyait pas que M. de Rohan se chargerait de sa lettre. Pepin dit à Fieschi qu'il pouvait écrire, mais qu'avant de remettre sa lettre il convenait de sonder le terrain, parce qu'il était possible que M. de Rohan ne fût pas bien avec M. G. de Damas. Le lendemain, Fieschi retourna chez Pepin; il vit arriver une voiture de place d'où descendit un *monsieur assez gros*, la tête grise, la figure *assez fraîche*. Un jeune homme l'accompagnait. Pepin dit à Fieschi : « Monte là-haut. » Il y resta jusqu'après le départ de M. de Rohan; alors Pepin, sans s'expliquer sur la cause ou l'occasion de la visite qu'il avait reçue, dit à Fieschi que M. de Rohan connaissait en effet M. G. de Damas, mais qu'ils ne se voyaient pas. M. de Rohan reprochait à cet officier général d'avoir fouillé dans toutes les familles pour faire une biographie; « je soupçonne » ajouta-t-il, « que ce personnage y est pour quelque chose. » Fieschi supprima sa lettre. Pepin raconta à Fieschi que M. de Rohan lui avait dit : « Louis-Philippe et moi, nous étions amis autre-
 » fois; mais depuis la révolution de juillet, j'ai vu
 » que c'était un ambitieux, et nous ne nous voyons
 » plus. Je suis venu à Paris où mes parens me doi-
 » vent de l'argent; mais ils me contrarient pour le re-

» cevoir : il suffit que je sois républicain. » M. de Rohan ne voulut pas donner son adresse à Pepin.

Celui-ci, interrogé plus tard sur ce récit de Fieschi, a déclaré que le prince Charles de Rohan était en effet venu deux fois chez lui, pour le voir, dans le courant du mois d'avril dernier, et ne l'avait rencontré qu'une fois. L'origine et l'histoire de leurs relations était toute simple : Pepin, auquel il avait été accordé divers brevets d'invention, en avait, entre autres, obtenu un pour la décortication des légumes secs ; il fit annoncer sa découverte dans les journaux. Le prince de Rohan lui demanda des produits de sa manufacture, et eut occasion d'en faire placer une certaine quantité en Suisse, où il demeurait. Une correspondance assez amicale s'établit entre eux, à ce sujet. De plus, Pepin voulant obliger, il y a environ deux ans, un ancien grenadier au 16^e régiment de ligne, le recommanda et l'adressa, en Suisse, au prince de Rohan. Ce soldat avait servi dans la garde municipale, et il était obligé de sortir de France, parce qu'ils s'était compromis ; Pepin paya son voyage. La visite du prince de Rohan n'était que de pure civilité. Il n'existait entre Pepin et lui aucune relation politique.

Au reste, tout ce qu'avait rapporté Fieschi au sujet de la lettre destinée à M. G. de Damas, et des relations de famille du prince de Rohan, se trouve confirmé, quoique d'une manière indirecte, par les hésitations, les demi-aveux, et même les demi-dénégations de Pepin. Il a prétendu, néanmoins, en parlant de la lettre, « qu'il ne savait pas qui diable lui » avait donné cette commission. »

La dame Pepin est convenue, comme son mari, des deux visites que le prince Charles de Rohan au-

rait faites à Pepin, le printemps dernier ; il n'a vu Pepin qu'une fois, pendant une demi-heure tout au plus ; la dame Pepin était présente à une grande partie de l'entretien ; il roulait alors sur la mécanique.

Il a été vérifié que , le 10 août 1824, M. le prince Charles de Rohan-Rochefort avait pris , à l'ambassade de France en Suisse , un passe-port pour Augsbourg et que , pendant le printemps dernier, il était venu à Paris au moyen de ce passe-port , qui a été visé le 11 mai 1835, au ministère des affaires étrangères. Ce voyage paraît avoir été déterminé par des motifs purement domestiques. M. le prince de Rohan , après avoir habité pendant plusieurs années une maison de campagne aux environs de Vevey, est actuellement établi dans cette ville. Il est de retour dans son domicile depuis le commencement de septembre , et il a repris ses occupations habituelles. On assure qu'il partage son temps entre des expériences pour la carbonisation de la tourbe, le creusement des puits artésiens et les jouissances matérielles de la vie.

Il paraîtrait que M. le prince de Rohan-Rochefort, dont les opinions et la conduite , à l'époque de notre grande révolution , auraient entièrement différé de la conduite et des opinions des autres personnes de son nom , a peu de relations avec sa famille. On assure même qu'il allie , à un sentiment de prédilection pour la branche aînée de la maison de Bourbon, des idées républicaines. Ses fils habitent la Bohême.

Le gouvernement du canton de Vaud ne s'est jamais cru obligé de surveiller sa conduite. Aucune circonstance ultérieure de l'instruction n'a rappelé le nom du prince Charles de Rohan, ni attiré l'attention des magistrats instructeurs sur sa personne.

ARRESTATION ET PREMIER INTERROGATOIRE DE PEPIN. -
SON ÉVASION.

Il paraîtrait que Pepin, qui voulait peut-être sonder les dispositions de Fieschi, ne manquait pas, selon ce dernier, lorsque les visites de l'ouvrier en papiers peints coïncidaient avec quelques articles *un peu solides* des journaux contre le gouvernement, de les lui faire lire. A la fin du mois de mai, c'est-à-dire quelques semaines après la visite de M. de Rohan, Pepin dit à Fieschi en parlant du Roi : « Est-ce qu'on » ne trouvera pas quelqu'un pour lui f..... un coup » de fusil ? Il y en a tant qui, pour un billet de mille » francs, se sont fait condamner aux galères à perpé- » tuité, et il n'y aura pas un homme pour délivrer le » pays d'un brigand comme celui-là. »

Cependant Fieschi persistait toujours à soutenir qu'il n'avait point confié son projet à Morey ni à Pepin. « C'étaient eux et bien d'autres qui lui disaient » qu'il y aurait quelque chose aux fêtes de juillet, et » qu'il fallait que les patriotes se tinssent prêts. » M. le président lui ayant demandé *quels étaient les autres*, il a répondu : « Voulez-vous que je vous » cherche deux ou trois mille personnes peut-être ? » Quand je me trouvais avec des jeunes gens, des » républicains, des bavards comme il y en a tant, ils » disaient qu'il y aurait du bruit aux fêtes de juillet. »

Cependant, le 28 août, après de longues et infructueuses recherches, Pepin qui, comme il nous l'apprend lui-même, ne se cachait *pas directement*, depuis l'attentat du 28 juillet, mais qui, à raison des persécutions qu'il dit avoir éprouvées, ne « se mon-

» trait pas, pour laisser passer l'effervescence de ce
 » triste événement, et qui, ayant l'habitude de n'être
 » jamais chez lui les jours de revue, quittait comme
 » cela son domicile par instant et rentrait de temps à
 » autre, pour ne pas se trouver en face de gens qui
 » pouvaient lui causer des vexations, » fut arrêté à
 Paris, dans son propre domicile.

Il fut interrogé sur-le-champ, ainsi que sa femme, son garçon de magasin et sa servante. Pepin s'efforça d'abord de repousser les inductions qu'on pouvait tirer contre lui de sa disparition préventive. « Le seul motif, dit-il, qui m'ait empêché de paraître publiquement chez moi, c'est que je voyais qu'on arrêtait tout le monde, et je craignais qu'on ne m'arrêtât aussi. » Il déclara ensuite « qu'il ne connaissait pas Fieschi, ou que, s'il le connaissait, il ne le connaissait pas du moins sous ce nom-là. » Après les malheureux événements de juin, il avait vendu son établissement pour aller demeurer dans le douzième arrondissement, qui est le quartier de Morey. Il y rencontra celui-ci, et l'employa comme bourrelier. Il y avait au moins deux mois qu'il ne l'avait vu à l'époque de l'attentat; après tout, il ne le connaissait que *passagèrement*. Pepin avait rétabli sa résidence dans le quartier Saint-Antoine au commencement de la présente année. Quand Morey passait dans ce quartier, il entrait chez Pepin pour savoir si on avait besoin de lui. A la vérité, il présenta une fois à Pepin, il y a environ six mois, et soi-disant pour le placer, un *patriote, qui avait besoin de travailler et de se soustraire*. Le nom de ce patriote poursuivi était Bécher ou Béchet; il n'inspira point de confiance à Pepin, qui ne voulut pas s'en charger. Il y a au moins trois mois qu'il ne l'a vu. Cependant ce

Bécher « est venu peut-être quelquefois chez Pepin ,
 » lorsque celui-ci n'y était pas ; Pepin peut lui avoir
 » offert de coucher à la maison , » parce qu'il le
 croyait *poursuivi* ; mais il n'en est pas bien sûr : ce
 qui est certain , c'est que cet homme n'y a jamais
 couché *que deux nuits*. D'ailleurs , « plus d'une fois
 » des patriotes sont venus chez Pepin lui demander
 » asile , et il leur a offert un matelas. Tout le monde
 » peut-être , étant pris à l'improviste , aurait fait ce
 » qu'il a fait. Ce Bécher ou Béchet couchait sur un
 » matelas , dans une petite pièce sur le derrière. »

M. le président ayant fait observer à Pepin qu'il paraissait incroyable qu'il eût donné asile chez lui à une personne dont il ignorait le nom , Pepin a répondu : « Je jure par ce qu'il y a de plus sacré pour un
 » homme d'honneur , que je ne savais pas directement
 » son nom. » Il a dit qu'il lui serait difficile de donner le signalement de la personne que lui avait présentée Morey, *de crainte de se tromper* ; qu'il ne pouvait rien préciser sur la question de savoir si cette personne avait ou non un *accent particulier* ; c'est là , a-t-il ajouté , *le résultat de sa conscience*.

Tout en disant que Bécher ne venait pas souvent chez lui , et que plusieurs fois même il lui avait fait refuser la porte , Pepin est convenu que cet homme était importun , qu'il *entrait* quelquefois malgré qu'on en eût , qu'il *s'asseyait* , et quand il y avait là *un journal* , il le lisait. Toutefois il a ajouté qu'après l'avoir admis à coucher chez lui , il lui avait interdit sa maison , parce que *la bonne* elle-même disait qu'elle ne voulait pas faire son lit et qu'il avait l'air d'un *volcur*. M. le président lui ayant demandé s'il n'avait pas prêté de l'argent à son hôte , Pepin a répondu : « Si je lui en avais donné , ce serait bien peu

» de chose ; mais je ne lui en ai pas donné. J'ai obligé
 » beaucoup de monde , mais je ne pouvais donner de
 » l'argent à un homme que je ne connaissais qu'en
 » passant. Quand il a vu qu'on lui faisait mauvaise
 » mine, il a disparu. » Comme on a fait alors obser-
 ver à Pepin qu'on avait des raisons de croire qu'il
 n'avait pas cessé de voir cet homme, il a répondu
 « qu'il ne le voyait pas directement, mais qu'il entrait
 » quelquefois le matin à la maison pour boire la
 » goutte. »

M. le président ayant jugé à propos de lui deman-
 der quelles étaient les autres personnes qui avaient
 cherché un asile chez lui, Pepin a répondu : « J'ai eu
 » affaire à des patriotes , pour le procès d'avril ; mais
 » je ne pourrais pas entrer dans de grands détails,
 » encore je ne crois pas qu'ils se soient cachés à la
 » maison. »

Ce qu'il venait de dire du procès d'avril conduisait
 naturellement M. le président à interroger l'inculpé
 sur ses relations avec le docteur Recurt. Pepin ré-
 pondit qu'il avait connu le docteur Recurt quand ils
 étaient en *relation de garde nationale*, ayant été
 l'un et l'autre capitaines de la 8^e légion ; qu'il l'avait
 vu une ou deux fois depuis le procès d'avril ; que
 Recurt, pendant qu'il était dans une maison de santé,
 était même venu un jour dîner chez lui , *en quelque*
sorte à son corps défendant, uniquement parce
 qu'on lui avait dit qu'il se trouverait en compagnie
 de M. Levillant, membre de la chambre des Dépu-
 tés, qui avait rendu des services à Pepin , pour des
recouvrements. Pepin ajouta qu'il lui serait bien dif-
 ficile de dire s'il y avait d'autres personnes ; cepen-
 dant il croit qu'il y avait un avocat qui fait ses
 affaires, nommé M. Lorélut , et un négociant,

M. Fauveau ; s'il y avait encore *d'autres personnes*, elles sont venues *accidentellement à la fin du dîner*, et sans être engagées. Le dîner avait été en quelque sorte improvisé ; car à quatre heures on ne savait pas qu'il dût avoir lieu : il était tard quand M. Levaillant fit dire qu'il viendrait dîner chez Pepin ce jour-là.

Ce récit n'est conforme ni à la vraisemblance ni au récit de M. Levaillant. En effet, selon ce dernier, aussi souvent que ses fonctions de député le ramenaient à Paris, Pepin, qu'il avait obligé, lui faisait beaucoup de politesses et l'invitait à dîner. M. Levaillant n'accepta pas d'abord ; il accepta enfin.

M. Levaillant avait dit qu'il y avait parmi les convives un homme de petite taille, assez commun, décoré de juillet, qui parlait surtout de son amour pour la chasse et de son habileté à tirer. On lui a représenté Morey, et il l'a parfaitement reconnu. M. Fauveau avait dit à peu près les mêmes choses.

M. le président ayant demandé à Pepin s'il n'y avait pas à ce dîner une personne connue pour son adresse à tirer, et qui avait beaucoup parlé de ses prouesses à la chasse : « si cela était, a répondu » Pepin, ce ne pourrait être que M. Morey, qui tire » très-bien aux prix ; mais je ne puis rien affirmer à » cet égard. » Au surplus, il ne croyait pas qu'il fût venu quelqu'un à la fin du dîner ; « c'était cependant » bien possible ; il était même très-possible, s'il était » venu quelqu'un, que ce fût la personne qui lui » avait été présentée par Morey ; mais il ne se le rap- » pelait pas. »

M. Lorélut et M. Levaillant croient se souvenir qu'une septième personne est venue pendant le dîner. Il paraîtrait que Fieschi s'est vanté, en se plaçant au nombre des convives ; il n'est venu que pen-

dant le dîner ou quand le dîner finissait, au dessert, pour prendre du café et un verre de liqueur.

Pepin a soutenu qu'il ignorait que l'on eût porté chez lui des vêtemens pour un individu nommé Alexis. Il ne savait pas que cet Alexis fût le même que Bécher, et encore moins que Bécher fût une seule et même personne avec Girard ou Fieschi. Il ignorait également que le prétendu Bécher eût demeuré chez Morey; il a soutenu que Morey n'avait eu avec le soi-disant condamné politique que des relations fort indirectes; que d'ailleurs lui Pepin n'était pas véritablement lié avec Morey, qu'il ne l'avait pas invité à dîner, que Morey était probablement venu sans invitation; qu'à la vérité ils avaient été tous deux membres de la société de l'Union de Juillet, mais qu'il ne croyait pas que Morey fît partie de la société des Droits de l'Homme, et que, quant à lui, il n'appartenait pas à cette société, quoiqu'on le lui eût imputé à crime, ainsi que d'avoir caché Guinard, Cavaignac, Marrast et Raspail, ce qui était également faux.

Il résulta de l'interrogatoire de la dame Pepin une circonstance importante : c'est que Pepin n'a pas dit la vérité lorsqu'il a déclaré qu'il ne connaissait Morey que comme bourrelier et parce qu'il l'avait fait travailler de son état. La dame Pepin a déclaré qu'elle avait les factures de tous les bourreliers qui avaient travaillé pour sa maison, même quand elle et son mari demeuraient à la Gare, et qu'on n'en trouverait aucune au nom de Morey. Il résulterait cependant d'une déclaration de Fieschi, que Morey aurait, au moins une fois, fourni à Pepin un harnais, ou quelque autre objet de sellerie ou de bourrellerie, puisque celui-ci voulait en compenser le prix avec ce qu'il

restait devoir, pour sa part contributive des frais de construction de la machine infernale.

Un incident remarquable suivit le premier interrogatoire de Pepin. Il avait été ramené le jour même chez lui pour être présent à la vidange et à la fouille des lieux d'aisance de sa maison, il parvint à tromper la surveillance des deux inspecteurs de police à la garde desquels le commissaire de police Milliet l'avait confié, et il s'évada.

Cependant les interrogatoires de Fieschi continuaient; il précisa qu'il avait couché quatre ou cinq fois chez Pepin, dans une chambre située sur le derrière de la maison ainsi que l'avait dit celni-ci. Selon la fille Patout, cette chambre était destinée aux parens et aux amis qui survenaient, et Fieschi ajouta qu'il avait toujours couché dans le lit, circonstance qui est encore confirmée par le témoignage de la servante, et qui dément ce qu'avait dit Pepin, qu'on ne lui donnait qu'un matelas. Suivant Fieschi, Pepin savait le véritable nom du prétendu Bécher; il savait également qu'il portait le nom de Girard au boulevard du Temple, et qu'il ne fallait le désigner sous celui de Bécher qu'au faubourg Saint-Antoine. La dame Pepin ne le connaissait que sous le nom de Bécher ou d'Alexis, et lorsqu'il prenait quelque chose à crédit dans la boutique, elle l'inscrivait sous le nom du peintre, parce qu'il travaillait dans une manufacture de papiers peints, et même une fois elle lui a donné le nom de barbouilleur pour le désigner. Les livres ont été compulsés; ils contiennent, du 1^{er} janvier au 28 juillet 1835, divers articles de crédit faits au peintre pour fourniture de fromage, d'eau-de-vie de Cognac, de macaroni, d'épices, et l'un de ces articles est inscrit au nom du barbouilleur.

CONFRONTATION DE FIESCHI AVEC MOREY.

Fieschi et Morey, confrontés ensemble, se sont mutuellement reconnus.

En présence de Morey, Fieschi a soutenu que celui-ci le connaissait depuis long-temps sous le nom de Fieschi; qu'il l'avait accompagné en se disant son oncle, quand Fieschi était allé louer un logement au boulevard du Temple, sachant bien que Fieschi prenait alors le nom de Girard; que le lundi 27 juillet, Morey avait bu de la bière avec lui, sur le boulevard du Temple, sous une tente, entre midi et une heure; qu'il avait certainement montré ou donné à Morey la facture de ses canons de fusil; enfin qu'il avait donné rendez-vous à Morey, le 28, dans la rue des Fossés-du-Temple, vers midi, et en tout cas, à la barrière de Montreuil.

Morey, de son côté, a soutenu que Fieschi *pouvait croire* lui avoir confié qu'il prenait le nom de Girard, mais qu'il ne l'avait jamais fait; qu'il ne l'a point accompagné quand il a été louer son appartement, et qu'il n'y a jamais mis les pieds; que c'est faussement qu'on prétend l'avoir aperçu sur le boulevard du Temple, le lundi 27 juillet, et que Fieschi *s'est trompé* quand il a cru le voir, qu'il n'a aucune connaissance de la facture des canons de fusil, et que, depuis plus de cinq semaines avant l'attentat, il n'avait point rencontré Fieschi.

CONFRONTATION DE FIESCHI AVEC BOIREAU.

Fieschi et Boireau, confrontés ensemble, se sont reconnus.

Fieschi a persisté à dire, en présence de Boireau, que ce jeune homme était venu plusieurs fois le demander, boulevard du Temple, n. 50; qu'il ne sait pas sous quel nom il le demandait au portier, mais qu'il s'arrangeait toujours de manière à le faire descendre; que, dans une de ces visites, Fieschi avait donné à Boireau le pistolet qu'il avait reçu de l'armurier Bury; qu'il avait couché une fois chez Boireau assez récemment et qu'il y était allé une autre fois, pour y coucher encore, mais qu'on ne l'y avait point reçu; que Boireau lui avait parlé du complot de Neuilly comme quelqu'un qui en connaissait les auteurs.

Après avoir remarqué combien les renseignements jusqu'ici recueillis et les déclarations de Fieschi compromettent ses trois co-accusés, Pepin, Morey et Boireau, M. Portalis démontre que les aveux de Fieschi sont cependant incomplets, et continue en ces termes :

Il devenait de plus en plus urgent d'obtenir de Fieschi des déclarations nouvelles : c'était le meilleur moyen de contrôler celles qu'il avait faites jusqu'alors.

ENTREVUE DE FIESCHI AVEC M. BOUVIER.

M. Bouvier, ancien directeur de la maison centrale de détention d'Embrun, était venu à Paris. M. le président jugea qu'il pouvait être utile à la manifestation de la vérité qu'il vît Fieschi. Fieschi se louait singulièrement de lui, et le plaçait au premier rang de ses bienfaiteurs; et, s'il faut l'en croire, la reconnaissance est pour lui une religion. C'est ainsi qu'il disait à M. Bulos, qui l'avait appuyé, en 1831, auprès de M. le général Pelet : « Vous avez maintenant un

» fusil et un sabre à votre disposition; si quelqu'un
 » vous déplaisait, adressez-vous à moi. »

M. Bouvier trouva Fieschi occupé à dicter ou à faire écrire l'histoire de sa vie, et précisément il en était au chapitre qui traitait de son séjour à Embrun. Il s'étendait sur les services qu'il avait reçus de M. Bouvier, et sur les éloges que méritait, selon lui, ce bienfaiteur de l'humanité. Fieschi a vu deux fois M. Bouvier. Après lui avoir témoigné combien il trouvait flatteur et consolant que des hommes aussi honorables que M. Lavocat et lui vissent le voir jusqu'au pied de l'échafaud, Fieschi lui parla de son repentir, de son amour pour Laurence Petit, dont il lui a paru toujours très-épris, quoiqu'il ne cesse de lui reprocher son crime et ses malheurs; et enfin de la construction de sa machine, dont il s'est dit l'inventeur et le principal ouvrier. M. Bouvier lui répondit qu'il ne cherchait pas à connaître ses secrets, qu'il voulait demeurer étranger à son procès; mais, puisqu'il le mettait sur la voie, qu'il l'invitait à dire tout ce qu'il importait à la justice de connaître. Il lui conseilla d'abandonner le système de réticence dans lequel il semblait persévérer, et de ne plus rien dissimuler à M. Lavocat.

La première visite de M. Bouvier à Fieschi avait eu lieu le 7 septembre et la seconde le 10. Le lendemain 11, Fieschi fit à M. le président une déclaration qui peut se résumer ainsi qu'il suit :

RÉVÉLATIONS.

« Quelque temps après qu'on eut commencé à le poursuivre, désespéré de la perte de sa place et des mauvais procédés de Laurence Petit à son égard,

Fieschi conçut la malheureuse idée de sa machine ; comme il connaissait Morey pour un ennemi du gouvernement, il alla le trouver et lui en montra le dessin, avant d'avoir formé encore le projet de le mettre à exécution. Morey en fut enthousiasmé, et lui dit : « Si j'avais assez de fonds, je fournirais aux dépenses » nécessaires. » Ce projet revint souvent dans leurs conversations. Cependant Fieschi n'avait pas d'ouvrage ; le temps lui pesait, il avait besoin de se distraire ; il lui fallait trouver un emploi de ses facultés et de son énergique activité. Morey le mena chez Pepin en lui disant : « C'est un homme qui fait travailler beaucoup d'ouvriers et il pourra vous occuper, soit à Lagny, où il a une fabrique, soit ici. » Pepin promit de s'occuper de Fieschi ; mais ses promesses tardaient à se réaliser. Alors Morey parla à Pepin du dessin de la machine, et le lui fit voir ; l'enthousiasme de Morey gagna Pepin ; il dit : « Si l'homme » est solide, on pourrait faire les dépenses qui seraient nécessaires ; moi, je les ferais. » Morey rendit compte à Fieschi de ce qu'il avait fait. Pepin s'informa si Fieschi n'était pas un homme à tourner le dos dès qu'il aurait engagé sa parole. Il fit appeler Fieschi. « Alors, dit celui-ci, nous nous trouvâmes tous les » trois ensemble ; ils me demandèrent à quelle somme » pourrait monter la dépense de la machine ; je me » séparai d'eux un instant et fis un calcul détaillé, » qui montait à peu près à 500 fr. »

» Ces choses s'étaient passées vers la fin de février ou au commencement de mars. Il fut décidé que Fieschi irait chercher un logement ; il en trouva un qu'il jugea propice ; mais lorsqu'il voulut l'arrêter, il prit Morey avec lui : le logement convint à tous deux. Fieschi donna cinq francs d'arrhes ; le prix du

loyer annuel fut fixé à 315 francs. Pepin fut engagé à venir voir si, lui aussi, trouvait le local *propice* ; il y vint, et c'est la seule fois qu'il y soit venu. Fieschi exposa alors qu'il était nécessaire de meubler l'appartement : il n'avait rien ; Laurence Petit l'avait dépouillé de tout ; il fit le détail des meubles indispensables à un ménage de garçon. Son devis se montait à cent trente et quelques francs ; Pepin lui remit cette somme. Fieschi acheta quelques meubles. »

« Le détail s'en est trouvé sur son carnet ; la fille Daurat nous en a donné l'inventaire.

« Il prit possession de l'appartement le 8 mars.
 « J'avais encore, dit-il, quelque argent qui m'appar-
 » tenait ; je me suis procuré de l'ouvrage pour gagner
 » ma vie. Par amour-propre, je disais à Pepin que je
 » gagnais plus que je ne gagnais réellement, ne vou-
 » lant pas passer pour un sicaire qui agissait pour de
 » l'argent. On s'attendait à une revue pour le 1^{er} mai :
 » par conséquent, vers le 6 avril, je voulus acheter du
 » bois. Je fus avec Pepin sur le quai qui va du pont
 » d'Austerlitz à la Râpée. Autant que je puis me le
 » rappeler, j'avais un habit de drap bleu ; Pepin avait
 » une casquette en tissu de crin gris et une blouse de
 » toile grise, qui, à force d'avoir été lavée, était de-
 » venue blanche. Nous avons tous les deux ensemble
 » marchandé le bois qui était nécessaire, en nous
 » adressant tant au garçon qu'au maître du chantier.
 » Nous achetâmes quatre chevrons en chêne, épais
 » de deux pouces à peu près, et une membrure en
 » bois de hêtre, de trois pouces d'épaisseur, six pou-
 » ces de largeur et huit pieds de longueur. Je donnai
 » trois pièces de cent sous ; on me rendit trente on
 » trente-deux sous. » Fieschi alla ensuite chercher
 un commissionnaire et fit prendre son bois. Pour

qu'on ne sût pas où il le faisait porter, il le fit déposer au coin d'une borne, près de la boutique où il voulait le faire façonner; ensuite il porta ce bois, deux pièces à deux pièces, à l'ouvrier qu'il avait choisi, en lui expliquant comment il fallait le travailler.

» Cette façon coûta six francs. L'ouvrage achevé, Fieschi emporta les morceaux de bois chez lui; il ne fit pas façonner la membrure; il déposa le tout dans sa chambre.

» Il s'agissait de se procurer des fusils. Pepin, d'abord sans nommer personne, dit qu'il savait quelqu'un qui pourrait en procurer; plus tard, il s'expliqua : c'était Cavaignac, alors détenu à Sainte-Pélagie, qui, selon Pepin, connaissait quelqu'un qui avait des fusils en dépôt; mais, voyant qu'il n'y avait pas de revue annoncée pour le 1^{er} mai, Pepin ne demanda point de fusils, et nous dîmes, continue Fieschi : *Attendons en juillet*. Vers cette époque, Pepin obtint, sous un faux nom, une permission pour aller voir Cavaignac. Il raconta à Fieschi qu'en parlant à Cavaignac de cette affaire, il lui avait dit qu'il avait besoin de vingt à vingt-cinq fusils, et qu'il fallait que Cavaignac fût assez discret pour ne pas demander à quel usage ils devaient servir. Cavaignac aurait répondu qu'il attendait quelqu'un qui le devait venir voir et qu'il en parlerait. On n'eut pas de réponse.

» Quand Pépin allait à Sainte-Pélagie pour voir Cavaignac, il voyait aussi Guinard. Pepin écrivit vers ce temps-là à Cavaignac une lettre signée d'un nom qui n'était pas le sien : il y demandait à celui-ci si l'homme *pouvait compter sur la remise prochaine des 20 ou 25 francs*, parce qu'il n'attendait que cela pour partir. Ces 20 ou 25 francs, c'étaient les fusils nécessaires au service de la machine. « J'ignore,

» dit Fieschi, si Pépin avait confié l'affaire à Cavaignac, mais c'est ma pensée, et je crois que c'est pour ce motif qu'a été résolue l'évasion de Saint-Pélagie, puisqu'elle a eu lieu peu de jours avant les fêtes. Ma pensée à moi, au sujet de Cavaignac, de Guinard et des autres évadés, est que, s'ils ne sont pas sortis de France au moment de leur évasion, c'est qu'informés par Pépin de ce qui devait se passer, ils devaient rester à Paris pour attendre l'événement. »

« Fieschi a ajouté que la résolution de commettre l'attentat était arrêtée avant la visite du prince de Rohan à Pépin. Il s'est quelquefois demandé si Pépin n'était pas carliste : ses relations avec le prince de Rohan l'avaient porté à le croire ; car il pouvait difficilement comprendre que le prince de Rohan fût républicain, et il avait entendu Pépin dire qu'on était plus heureux sous Charles X que sous Louis-Philippe. Dans tous les cas, l'opinion de Fieschi est qu'en dehors de la machine, dont l'invention et l'exécution lui appartiennent, on ne peut s'empêcher de regarder Pépin, en cette affaire, comme le principal agent des partis ennemis du gouvernement. »

Pour Fieschi, tour-à-tour napoléoniste et républicain, il pouvait être sans conviction politique, mais à coup sûr il n'était pas carliste. Un jour, lorsque la duchesse de Berry était à Blaye, le menuisier Vincent lui ayant dit, en plaisantant, que Charles X reviendrait bientôt, Fieschi lui répondit en faisant, selon ses mœurs et avec sa canne, le geste d'un homme qui met en joue : « S'il revenait, je l'aurais bientôt tué, » quand même ma tête devrait sauter ; je l'ai risquée « deux ou trois fois. » L'ensemble de sa conduite ne dément point ce propos.

« Quand Pepin, Morey et Fieschi furent certains qu'il y aurait une revue pour les fêtes de juillet, ce dernier se procura les canons de fusil, et, aussitôt que Pepin le sut, il donna cent quatre-vingt-sept francs et quelques centimes pour les payer. Fieschi, ayant apporté chez lui les canons de fusil, fit lui-même tout le travail de l'assemblage des pièces de bois et de la traverse de derrière sur lesquelles reposaient les culasses des fusils. Il fit le modèle de la ferrure et mit tout en règle. »

« Sept ou huit jours avant le 28 juillet, lorsque le marché des canons de fusil était déjà conclu, Pepin, Morey et Fieschi se donnèrent rendez-vous au boulevard de la Salpêtrière, près du corps-de-garde de la Poudrière, sur le chemin qui conduit à la Gare, derrière l'hôpital général. Fieschi, arrivé le premier, fut rencontré en ce lieu par un nommé Caillot, caporal de la 3^e compagnie des sous-officiers sédentaires, dans laquelle avait servi Fieschi, et par un autre homme qui avait soin de ses effets lorsqu'ils étaient camarades ; ces militaires le reconnurent, et il les accompagna jusque dans un jardin où ils allaient acheter de la salade. Morey joignit Fieschi ; ils allèrent au-devant de Pepin, qu'ils rencontrèrent sur la place de la Salpêtrière ; ils prirent alors la rue Poliveau, sortirent par le moulin de la papeterie, et allèrent s'asseoir tous les trois auprès des arcades, ou sous les arcades du pont d'Austerlitz, en amont. Là, tout ce qui concernait l'achat des canons de fusil fut combiné. Le lendemain Pepin remit l'argent à Fieschi ; c'est la dernière fois qu'il a vu Pepin. »

« Morey était venu sept ou huit fois voir Fieschi depuis qu'il habitait le boulevard du Temple ; il a vu la machine toute montée, avant que les canons de

fusil fussent posés ; ce fut lui qui apporta les balles , les chevrotines et la poudre.

» Le matin du 28 juillet, dans l'agitation où se trouvait Fieschi, il alla donner *audience à ses réflexions*, sur le bord du canal ; en rentrant chez lui, il rencontra Morey, rue des Fossés-du-Temple, et lui demanda ce qu'il faisait là ; Morey lui dit qu'il venait voir ce qui se passait ; c'est alors qu'ils se donnèrent définitivement rendez-vous pour l'après-midi à la barrière de Montreuil. »

Il résultait d'une déclaration qui fait partie de la procédure que, la veille ou l'avant-veille de l'attentat, un homme ou deux, montés sur des chevaux, devaient passer devant la fenêtre de Fieschi, sur le boulevard du Temple, pour qu'il pût établir la mire de sa machine. M. le président interrogea Fieschi sur cette circonstance ; il la nia, et il répondit que les hommes à cheval qui passaient tous les jours sur le boulevard lui suffisaient pour prendre ses hauteurs. Cette déclaration de Fieschi rendait de nouvelles enquêtes nécessaires ; il fallait que la sincérité de son récit fût mise à l'épreuve, et pour cela, on devait rechercher et constater avec soin toutes les circonstances de fait qui y étaient rapportées.

ACHAT DU BOIS ET CONSTRUCTION DE LA MACHINE.

La difficulté de trouver le chantier où Fieschi avait acheté ses chevrons a été fort grande. Enfin la description qu'avait donnée Fieschi a paru s'appliquer au chantier du sieur Poucheux, situé quai de la Râpée, n. 17. On a trouvé dans le livre-journal de ce marchand quelques articles qui pouvaient se rapporter aux pièces de bois que Fieschi a employées ; mais

elles paraissent avoir été vendues le 26 mai, et c'était, au plus tard, vers le 26 avril que l'achat de celles-ci devait avoir été fait. Cependant Fieschi a reconnu M. Poucheux père pour le marchand qui lui avait fourni ses pièces de bois, et le commissionnaire qui est venu les prendre a à peu près reconnu le chantier du sieur Poucheux.

Ce commissionnaire, nommé Chanut, croit se rappeler qu'après les fêtes de Pâques, et le lendemain de la foire de la barrière du Trône, un inconnu vint le trouver à la place de la Bastille, dans la matinée, et lui dit de prendre une voiture et de venir avec lui chercher quelques pièces de bois qu'il avait achetées quai de la Râpée.

L'inconnu accompagna le commissionnaire au chantier, et chargea, dans la voiture à bras de Chanut, des bois équarris. Il lui prescrivit ensuite de les voiturer jusqu'à une fabrique de papiers peints, avenue des Ormes, où il déchargea sa voiture. Chanut a parfaitement reconnu la manufacture de papiers peints de M. Lesage, pour la maison à la porte de laquelle il avait déchargé les morceaux de bois qu'il apportait de la Râpée. L'inconnu l'attendait là; et, avec son aide, a porté ses bois équarris dans la cour de cette maison, où il les a déposés, près de la porte cochère, contre la cloison d'un petit hangar construit à gauche en entrant dans la cour. Après cette opération, le commissionnaire fut payé et renvoyé. Chanut a été confronté avec Fieschi; ils se sont mutuellement reconnus. La dame Lesage a déclaré qu'un lundi (or, le 27 avril était précisément un lundi), un ouvrier, qu'elle connaissait sous le nom de Bescher, et que son mari avait occupé dans sa fabrique, était venu lui demander la permission de déposer quelques

pièces de bois dans sa cour; elle y consentit, et presque aussitôt cet homme entra avec un commissionnaire portant quatre ou cinq pièces de bois équarries, qu'il déposa près de la porte cochère; il dit qu'il voulait en faire un métier pour sa fille, et paya le commissionnaire. Pendant plusieurs jours, il vint les chercher le soir pour les emporter.

On avait remarqué, dès le commencement de l'instruction, sur l'un des chevrons qui servaient de montans à la machine infernale, ces mots écrits au crayon noir et à demi effacés : *Rue de Mont.....*, n. 41. On voulut suivre ce premier renseignement pour découvrir, s'il était possible, le lieu où les chevrons avaient été achetés.

Enfin, on trouva, rue de *Montreuil*, n. 41, un menuisier nommé Josserand, qui se souvint très-bien d'avoir confectionné, dans le courant d'avril (il a dit plus tard du 5 au 10, ce qui est évidemment une erreur puisque le bois n'a pu être acheté avant le 27), un châssis pour un individu qui disait se nommer Girard et exercer la profession de mécanicien; cet homme avait refusé de faire connaître à quel usage il destinait ce châssis; le menuisier crut que c'était une espèce de métier. Il était monté sur quatre pieds ou chevrons de trois pieds six à huit pouces, ils étaient liés par un bâtis composé de six traverses et d'une barre en forme de T. La traverse de devant était mouvante, et les deux pieds de derrière à coulisses. Le menuisier demandait 6 francs pour la fixation; Girard n'en voulut donner que 5; et 10 sous, au lieu de 20, pour la barre du T.

Girard transporta chez lui ces pièces de bois démontées, en différentes fois, ou plutôt il emporta lui-même trois morceaux de bois et envoya chercher

le reste par un commissionnaire. Il dit au menuisier que les chevrons lui avaient coûté 13 fr. 10 sous. Fieschi a dit, en effet, que c'était le prix qu'il en avait donné, et son carnet contient une note qui est à peu près conforme à cette donnée. La première fois qu'il était venu chez Josserand, il avait écrit, avec de la pierre noire, l'adresse du menuisier sur une des pièces de bois. Josserand a reconnu Fieschi et sa machine. Il a fait observer que les pieds avaient dû être sciés depuis qu'ils les avait façonnés, parce qu'ils étaient plus hauts quand ils étaient sortis de sa boutique. Il a ajouté que ce n'était pas chez lui qu'avait été travaillée la traverse qui supportait les culasses des canons de fusil.

1. Le marchand de bois Poucheux, ni aucune des personnes employées à son chantier ne se souvenant d'avoir vu Fieschi venir acheter ses chevrons et sa membrure, on ne pouvait, à l'aide de leur témoignage, vérifier si Fieschi était ou non accompagné de Pepin quand il avait fait cet achat.

M. Burgh, marchand de bois, quai de la Râpée, n° 1^{er}, croit se rappeler que deux ou trois individus de taille moyenne sont venus chez lui, vers la fin d'avril, pour acheter des chevrons et du bois de hêtre; comme il ne vendait pas de bois de hêtre, il les renvoya chez un autre marchand, le sieur Poucheux. Il est remarquable que M. Burgh, qui a déclaré avoir fourni souvent du bois à Pepin, pour son hangar de la rue de Bercy, et l'avoir vu plusieurs fois dans son chantier, en *blouse blanche*, avec une ceinture de cuir verni et coiffé d'une *casquette en crin gris* et à visière noire, ne dit point l'avoir reconnu au nombre de ces deux ou trois individus.

Pour ne plus revenir sur l'origine et la façon des

pièces de bois qui ont servi à la construction de la machine infernale , nous devons rapporter ici les dépositions du menuisier Dubranle et de l'ouvrier en menuiserie France , qui complètent tout ce qui se rapporte à cet objet.

Dubranle a déclaré que Fieschi était venu dans sa boutique, le 22 ou le 23 juillet, pour y acheter un morceau de membrure long de trois pieds et demi à quatre pieds. Il apporta en même temps deux montans ou chevrons de bois de trois pieds environ de hauteur, et de trois pouces carrés d'épaisseur. On avait pratiqué deux mortaises dans la traverse de ces chevrons. Fieschi désirait qu'on en substituât deux autres à celles-là, et il avait marqué au crayon les places où il voulait que les mortaises fussent faites. Il est venu le lendemain prendre la membrure et les chevrons; la membrure était rabotée des quatre faces, les mortaises étaient faites; il a payé 2 francs pour le tout. Il a dit qu'il voulait s'en servir pour monter un dévidoir. Le samedi 25 juillet, à sept heures du soir, il est revenu avec la membrure; il y avait fait une entaille qui avait fait éclater le bois. Il demanda qu'il fût fait, sur la face opposée à celle qui était ainsi ébréchée, vingt-cinq entailles conformes au modèle dont il donna le dessin au crayon sur un morceau de papier. Il avait besoin de sa pièce de bois pour le lendemain dimanche 26 à dix heures du matin; il ne put l'avoir qu'à une heure et demie de l'après-midi. Il paya cet ouvrage 3 francs; on lui en avait demandé quatre.

Le menuisier Dubranle a reconnu dans la machine la membrure qu'il avait fournie, avec son entaille accompagnée d'un éclat, sur le côté opposé aux vingt-cinq créneaux, et les fausses mortaises qui y

avaient été originellement pratiquées. France a pleinement confirmé cette déposition de son maître. Fieschi, en s'en allant, demanda l'adresse d'un serrurier. Il alla en effet commander la ferrure de sa machine chez le sieur Pierre, entrepreneur de serrurerie.

Les déclarations explicites que venait de faire Fieschi le préoccupèrent. Le 14 septembre au matin, il témoigna de la défiance pour les alimens qui lui étaient présentés, et de l'inquiétude sur la manière dont ils lui étaient apportés et servis. M. le président crut devoir l'interroger sur la cause de cette inquiétude et de cette défiance. Sa réponse est trop remarquable pour n'être pas textuellement rapportée : « Le » gouvernement met six hommes pour me garder » pour sa sûreté; moi je suis décidé à boire le calice » jusqu'à la lie : je préfère mourir d'une condamna- » tion qui m'est due par la loi, qu'un autre puisse » donner de l'argent par une intrigue pour me faire » empoisonner dans la prison; pour donner preuve » de mon caractère, qui est toujours le même, et pour » faire voir à la face de la France et de l'Europe » entière tout ce dont les journaux de l'opposition » m'ont accusé, moi et un autre, j'ai donc prié M. le » directeur, qui a très-bien accueilli ma demande, » de veiller, même pour sa sûreté personnelle, de » faire faire un panier avec un cadenas, et de me faire » toujours apporter mes vivres dans ce panier par la » même personne. » M. le président lui ayant demandé quelle raison il avait pour concevoir de pareilles craintes, il répondit qu'étant obligé de charger Pepin et Morey autant qu'il le faisait, il pouvait craindre des vengeances; que Morey n'avait sans doute pas assez de moyens pour être redoutable, mais que Pepin

pouvait faire des sacrifices d'argent, et qu'il avait d'ailleurs des amis qui seraient capables d'en faire pour lui ; car il avait appris de Pepin lui-même que, lorsqu'il fut traduit devant un conseil de guerre par suite de la rébellion des 5 et 6 juin 1832, un de ses amis, banquier de province et extrêmement riche, disait alors qu'il sauverait Pepin à tout prix, dût-il en coûter deux ou trois cent mille francs.

NOUVELLES RÉVÉLATIONS.

Après s'être procuré ces garanties pour sa sûreté personnelle, Fieschi continua le cours de ses révélations. Il déclara qu'outre la somme qui représentait le prix des canons de fusil, Pepin, depuis le mois de mars, pourrait lui avoir donné, en différentes fois, quarante francs pour ses dépenses personnelles, et lui avoir fourni à crédit pour environ vingt francs de marchandises. Aux approches du jour où devait se consommer l'attentat, Pepin, Morey et Fieschi voulurent régler leurs comptes ; car il paraît que Morey, quoiqu'il ne fût pas riche et que ses affaires fussent embarrassées, devait supporter la moitié de la dépense. Ils entrèrent dans des détails minutieux, et Fieschi en a conservé, à ce qu'il paraît, un souvenir bien exact. Morey fit observer qu'il avait déjà remis vingt francs à Fieschi, soit pour l'achat de la malle, soit pour les arrhes des canons de fusil ; que de plus il avait fourni à Pepin un harnais, ou un autre objet de sellerie ou de bourrellerie, du prix de vingt-cinq francs, et enfin, qu'il avait avancé dix à douze francs à Fieschi pour diverses dépenses : il demanda qu'on lui imputât cette somme sur ce qu'il resterait devoir. Cette espèce d'apurement de comptes eut lieu, dans

la conférence que nous avons signalée comme s'étant tenue entre Morey, Pepin et Fieschi, près des arches du pont d'Austerlitz, le 15 juillet, à huit heures du soir.

Pepin savait compter, et même, si l'on en croit Fieschi, Boireau lui reprochait de n'être pas généreux, et de ne savoir offrir dans l'occasion, ni un verre de vin, ni une pièce de cent sous; aussi, quelques jours après, voulut-il contrôler le compte de Morey : il lut à Fieschi le montant des diverses sommes que Morey prétendait avoir payées à Fieschi, pour s'assurer si celui-ci les avait réellement reçues.

Pepin avait proposé à Fieschi de comprendre la somme de vingt francs, qui représentait les fournitures à crédit faites à ce dernier par le magasin de l'épicier, dans la somme totale des frais de l'entreprise. Fieschi prétend qu'il s'y refusa et qu'il remit à se libérer de cette somme lorsque Janot serait de retour et lui aurait remboursé ce qu'il lui devait. La note de ces comptes devait se trouver, suivant Fieschi, dans un livre de commerce tenu par la dame Pepin, où elle écrivait les crédits qu'elle faisait à diverses personnes; ce livre était couvert de papier bleu gommé.

Les livres de commerce de Pepin ont été saisis, notamment cette espèce de livre-journal ou de main-courante. On y a trouvé l'indication de diverses livraisons de comestibles ou d'eau-de-vie faites à crédit, comme l'avait dit Fieschi, au *peintre* et même au *barbouilleur*. Un article, à la date du 6 mars, est ainsi conçu : *Le barbouilleur, ami de M. Morey, doit, etc.*, et d'autres articles subséquens portent cette indication : *Le peintre en papiers doit*. Ces crédits, non compris un prêt de 5 francs également inscrit

sur ces registres, faits au même personnage, montent à 14 francs 95 centimes.

Cette vérification a eu lieu en présence de Pepin et de Fieschi. Ce dernier a énuméré dans le plus grand détail toutes les sommes qu'il assure avoir reçues de Pepin, soit directement, soit par l'entremise de Morey, y compris les 15 francs que Pepin lui aurait remis, dans le chantier même où l'achat avait eu lieu, pour solder le prix des pièces de bois qui devaient servir à la construction de la machine. Pepin a continué à tout nier; il a répété qu'il n'avait jamais remis à Fieschi aucune somme de 100 fr., de 150 fr., ou au-dessus. Fieschi a affirmé de nouveau qu'on devait trouver sur un livre, celui sur lequel sont inscrits les crédits faits à tout le monde, au haut et au milieu d'une page, un article conçu à peu près comme il suit : *Donné à M. Bécher 150 francs 50 centimes, ou 218 francs 50 centimes, et que Pepin avait écrit cela en sa présence.*

Alors M. le président a représenté à Pepin la dernière feuille d'une des mains-courantes tenues par sa femme, sur laquelle on lit distinctement, au haut et au milieu d'une page, deux lignes de la main de Pepin, réunies par une accolade, derrière laquelle sont totalisées les deux sommes exprimées dans ces deux lignes. Quoique le tout soit couvert d'une large rature, la transparence de la dernière encre et la noirceur de la première laissent très-bien lire :

Plus, pour bois, loyer.	68 f. 50 c.	ensemble 218 f. 50
M. Bécher.	150 00	

Pepin a déclaré que cette écriture ressemblait assez à la sienne, mais qu'il ne pouvait affirmer que *cla sienne*. L'identité d'écriture ressort cependant de la comparaison facile à faire de divers au-

tres articles écrits de la main de Pepin. Pepin a prétendu que, dans tous les cas, il n'était pas vrai que ces sommes eussent été données à *Fieschi pour un usage comme cela*. Il s'est réservé de dire plus tard et quand il s'en souviendrait, pour quel objet ce compte avait été fait. Il ne faut pas perdre de vue que cette somme de 210 fr. 50 cent. se trouve portée jusqu'à trois fois sur le carnet de Fieschi; celui-ci a déclaré que les 150 fr. s'appliquaient à l'achat de son mobilier et au paiement du premier demi-terme de son loyer, et les 68 fr. au paiement du second demi-terme, à l'achat des pièces de bois et à l'acquit de la façon de ce bois.

Il a été reconnu par Pepin qu'il réservait toujours quelques pages à la fin de ses mains-courantes, pour y inscrire confusément, et sans ordre chronologique, les choses dont il voulait garder le souvenir et qui ne se rapportaient pas à ses affaires journalières.

Il s'est montré depuis très-peiné d'avoir reconnu ses registres, sans s'être préalablement assuré qu'ils ne contenaient rien qui vint à l'appui des accusations que Fieschi a portées contre lui. En général, il s'est toujours montré préoccupé de la crainte de se compromettre par ses réponses. Dans son ignorance des affaires et dans sa défiance des hommes, il proteste sans cesse contre toute induction que l'on pourrait tirer, à son préjudice, de son impuissance à expliquer un article de compte, d'ailleurs raturé, qu'il ne peut s'expliquer à lui-même.

Selon Fieschi, Morey et Pepin lui avaient demandé, avant qu'il louât son appartement, un aperçu des dépenses qu'entraînerait leur coupable entreprise; il l'avait portée à un peu plus de 500 francs. Pepin avait écrit le détail de ce compte sur une feuille

de papier hors de la présence de Fieschi ; mais il lui montra ce calcul lorsqu'ils vérifièrent ensemble les à-compte répétés par Morey. On a trouvé chez Pepin une feuille de papier où sont inscrites diverses sommes montant ensemble à 525 francs. Quoique la somme fût approximative de celle qu'il avait reçue, Fieschi, ne voyant point figurer dans l'addition les sommes qu'il avait reçues, soit pour ses dépenses personnelles, soit pour loyer, a déclaré qu'il ne reconnaissait point cette feuille pour le compte que Pepin avait discuté avec lui.

**EXPÉRIENCES SUR UN SIMULACRE DE MACHINE INFERNALE, PAR FIESCHI
MOREY ET PEPIN.**

Entre le 15 et le 20 juillet, Pepin, Morey et Fieschi allèrent, si l'on en croit ce dernier, déjeuner ensemble hors la barrière de Montreuil, chez un restaurateur nommé Bertrand, dont Fieschi fréquentait l'établissement pendant qu'il travaillait à la manufacture de papiers peints de Lesage. La femme de ce restaurateur et une servante font ordinairement le service de la maison. Il paraît cependant qu'il prend un garçon les jours de fêtes, pour leur servir d'auxiliaire. Pepin, Morey et Fieschi demandèrent une bouteille de vin blanc ; on leur apporta du vin rouge : ils firent réparer cette méprise, et dînèrent avec du fromage et du pain. Il paraîtrait que Fieschi et ceux qu'il désigne comme ses complices n'étaient pas d'accord sur la manière dont il fallait mettre le feu à la machine infernale. Fieschi soutenait qu'il fallait l'allumer par le milieu ; et, pour prouver sa thèse, il demanda qu'on fit une expérience ; c'était là le but de la réunion de ce jour. Ils allèrent

dans les vignes, du côté du cimetière du Père-Lachaise. Fieschi mesura sur le terrain une ligne de 33 pouces ; c'était la longueur présumée de la machine ; il fit une trainée de poudre sur cette ligne. Pepin avait apporté un briquet phosphorique ; il alluma une allumette et se mit en devoir de mettre le feu ; mais il se tenait à une telle distance , en tendant le bras et allongeant le corps , qu'il était impossible qu'il atteignît la trainée ; alors Fieschi lui arracha l'allumette et l'appliqua au milieu de la trainée de poudre , qui s'enflamma tout à la fois : dès lors , ils furent tous persuadés que la chose réussirait comme ils pouvaient le désirer.

Il y avait peu d'apparence que Morey et Pepin avouassent qu'ils avaient pris part à une expérience de cette nature ; ils l'ont nié et se sont montrés indignés d'une telle inculpation. Mais on pouvait vérifier si la réunion avait eu lieu. Fieschi a reconnu le restaurateur Bertrand ; celui-ci ne l'a point reconnu. La dame Bertrand et sa servante ont reconnu Fieschi pour l'avoir vu plusieurs fois , durant le cours de l'année , venir prendre son repas du matin dans leur guinguette. Toutes les deux ont reconnu Morey , mais sans pouvoir affirmer où elles l'avaient vu. Ni Bertrand , ni sa femme , ni sa servante , n'ont gardé le souvenir du déjeuner dont parle Fieschi , malgré les circonstances qu'il a révélées.

PREMIÈRE IDÉE DE L'ATTENTAT.

Lorsque Fieschi communiqua pour la première fois à Morey le plan de la machine infernale , il assure qu'il n'avait point encore l'attentat en vue ; il voulait seulement faire connaître son génie inventif , et il

avait imaginé un engin garni de quatre-vingt-dix fusils et d'une pièce de quatre, qui devait, pour la défense d'une place, suppléer à l'insuffisance de la garnison. Il dit à Morey, en lui présentant son plan : « Voilà qui vous aurait été bon dans les barricades : » F..., » dit Morey, « ce serait meilleur pour Louis-Philippe. » Ce mot, d'après Fieschi, devint comme le germe de l'attentat.

Au rapport de celui-ci, Morey disait que, s'il avait 100,000 francs, il achèterait une maison près de la Chambre des Députés, ferait creuser un souterrain au moyen duquel il minerait la salle, et la ferait sauter, le Roi y étant. Il disait encore que, s'il trouvait le Roi au bout de son fusil, il ne le manquerait pas. Morey, après que la résolution de l'attentat eût été arrêtée, dit un jour à Fieschi qu'à défaut de lui, s'il était malade ou pris par la police qui le poursuivait, il le remplacerait et ferait l'affaire.

Fieschi a fini par avouer qu'il n'avait pas dit la vérité quand il avait nié que Morey fût venu plusieurs fois le voir au boulevard du Temple, n. 50; il a même dit, d'une manière très-significative : « Quand » il venait, il ne souhaitait pas le bonjour au portier. »

Morey avait fourni la poudre le jour où se fit l'expérience de la trainée de poudre; c'est lui, a répété Fieschi, qui a apporté, le 26 juillet, les balles, les chevrotines, le plomb et la poudre pour charger la machine. Fieschi y ajouta deux petites vis.

Il a affirmé de nouveau que c'était à Pepin et à Morey qu'il avait engagé sa parole, et que c'était la crainte de paraître à leurs yeux manquer à l'honneur qui l'avait retenu lorsqu'il avait été tenté de renoncer à son crime.

Le dessin de la machine fut montré à Pepin par Morey, pour lui donner une idée de la capacité de Fieschi. Pepin voulut alors voir Fieschi ; et Morey le lui ayant présenté comme un condamné politique, Pepin le reçut en lui disant : *Moi aussi, je suis patriote* ; et il lui demanda un modèle en bois de la machine dont Morey lui avait fait voir le dessin. Fieschi fit ce modèle chez un menuisier qui est portier de la maison n. 20, dans la petite rue de Reuilly. C'est là que demeure Renaudin, neveu par alliance de Morey.

Fieschi a reconnu qu'il s'était trompé quand il avait dit que l'argent qui devait servir à payer les canons de fusil lui avait été remis par Pepin. Pepin le lui fit remettre par Morey, qui le porta chez Fieschi. Fieschi n'a reçu des mains de Pepin que l'argent destiné à solder son loyer et le prix de son mobilier. Pepin s'est prévalu plus tard de cette variation de Fieschi ; il assure qu'il expliquera un jour comment il a pu secourir Fieschi de quelques sommes d'argent, sans avoir trempé dans ses machinations.

Morey parlait souvent à Fieschi des associations politiques dont il faisait partie. Pepin se vantait de connaître plus de quarante sociétés secrètes. Dans l'opinion de Fieschi, ceux qui faisaient partie de ces sociétés, et notamment de la société des Droits de l'Homme, avaient été sûrement avertis par Pepin et Morey de ce qui devait arriver. Pepin devait avoir révélé à Cavaignac, avant l'évasion de Sainte-Pélagie, le projet de l'attentat. Ce dernier, toujours suivant la supposition de Fieschi, en avait sûrement

parlé à Guinard, et ces deux individus avaient fort bien pu informer les autres. Ils se seraient servis des journaux du parti pour la publication des proclamations nécessaires après l'événement. Celle de ces feuilles sur laquelle Pepin devait le plus compter était celle du sieur Raspail, avec lequel il était intimement lié. A l'aide de tous ces moyens, leur projet était certainement d'établir un gouvernement provisoire. Fieschi pensait que tout cela n'aurait pas lieu sans coup férir; il était décidé à se battre aussi long-temps qu'il le faudrait, soit contre l'étranger, soit contre tous ceux qui opposeraient de la résistance. Il voulait se mettre à la tête d'une centaine d'hommes pour tirer parti de ses connaissances en tactique, sans aspirer à une haute paie, car si on lui avait offert de l'argent, il l'aurait refusé; c'était uniquement pour le succès de la chose qu'il voulait combattre.

Fieschi a entremêlé cette déclaration de quelques excursions dans le passé. Pepin lui avait confié qu'il s'était armé pour prendre part à l'attentat commis à Paris en avril 1834, et que si l'affaire avait réussi, on aurait formé sur-le-champ une municipalité dont Guinard aurait été le chef, en qualité de maire, et dont Pepin devait faire partie. Pepin a nié ces prétendues confidences; il a déclaré qu'il n'avait ni les moyens, ni l'intention de jouer un rôle politique.

M. Portalis rapporte que conformément aux déclarations de Fieschi, les dépositions de plusieurs témoins tendent à établir la présence d'hommes armés sur le boulevard du Temple. Après la détonation de la machine infernale, des propos injurieux ou menaçans auraient été proférés contre le roi, et il y aurait eu même une tentative de barricade.

Renaudin est un marchand de couleurs qui demeure en effet petite rue de Reuilly, n. 20. A la recommandation de son oncle, il a donné à concher à Fieschi sept à huit fois, dans un espace de temps d'environ quinze jours à trois semaines, durant le mois de février dernier.

Un menuisier nommé Barthe, qui demeure dans la même maison, a déclaré que, durant ce temps, Fieschi lui demanda de lui vendre quelques morceaux de bois pour faire un châssis. Au bout de deux heures, Fieschi avait effectivement terminé un châssis qui ressemblait à un métier de tisserand. Il pouvait avoir huit pouces de longueur sur quatre ou cinq de hauteur; les deux pieds de devant étaient plus courts que ceux de derrière. On ne fit pas payer à Fieschi le bois qu'il avait employé. Il avait dit d'abord que c'était le modèle d'un châssis de fourneau; il dit ensuite que c'était celui d'un châssis à filtrer.

Barthe a reconnu Fieschi. On lui a représenté la machine infernale; il a déclaré qu'elle avait de la ressemblance avec le modèle fait par Fieschi; il n'en différait qu'en deux points, à savoir, que les rainures destinées à rendre mobile la traverse qui supporte les culasses des canons de fusil étaient transversales dans le modèle, tandis qu'elles ne le sont pas dans la machine, et que la traverse en forme de T qui se trouve dans celle-ci manquait au modèle, dans lequel se trouvaient seulement deux traverses parallèles.

CONFRONTATION DE FIESCHI AVEC NINA LASSAVE. — COMPARAISON DES CANONS DE FUSIL PAR MOREY ET FIESCHI.

Fieschi fut enfin confronté avec la fille Nina Lassave : il reconnut la vérité de tout ce qu'elle avait

déclaré ; seulement il fit observer que cette fille soutenait à tort que la malle ne contenait aucune somme d'argent , puisqu'il devait s'y trouver 50 francs qui y avaient été déposés pour elle ; quelques volumes des OEuures de Cicéron , en latin et en français , étaient aussi dans cette malle ; le premier volume devait être dans les mains de Pepin ; Fieschi le lui avait prêté. Enfin , il fit remarquer que Morey avait induit la fille Nina en erreur , en lui disant qu'il l'avait rencontré le 28 juillet au matin près du grenier d'abondance ; c'était dans une rue près de celle des Fossés-du-Temple que cette rencontre avait eu lieu.

Vous vous souvenez , Messieurs , que cette fille avait dit que Morey s'était vanté à elle d'avoir chargé tous les canons de fusil de la machine infernale , moins trois que Fieschi avait voulu absolument charger : ce dernier avait constamment nié ce fait. En présence de la fille Nina , qui répéta son récit sans hésitation et sans variantes , Fieschi changea de langage. Il reconnut que Morey était venu chez lui , le lundi 27 , à cinq heures du soir ; qu'il avait apporté dans un *sac en toile* les chevrotines et les balles , et de la poudre dans une poire de corne. *Il y en a eu de reste* , a-t-il dit. Les canons de fusil n'étaient plus dans la malle. Fieschi et Morey se mirent à cheviller la machine et à l'assurer avec des cordes ; ensuite ils commencèrent à charger les canons. Fieschi versait la poudre dans la petite mesure qui sert à régler la charge ; il prenait les balles , qui étaient dans le sac , et les chevrotines qui étaient sur la cheminée , et les donnait à Morey. Celui-ci s'était muni d'une petite baguette d'environ dix-huit pouces , parce qu'il avait , disait-il , fait faire les balles un peu plus fortes que le calibre ordinaire. Quand les balles

étaient posées sur la bouche du canon, il fallait leur donner un coup de maillet pour les faire entrer, et ensuite les enfoncer avec la baguette. Un morceau du bois de la machine, que Fieschi avait coupé, fut employé en guise de maillet. A mesure que les canons étaient chargés, Fieschi les plaçait sur les créneaux ; quand ils furent tous chargés, il était à peu près neuf heures et un quart, neuf heures et demie.

M. le président interpela l'inculpé de s'expliquer sur la cause de ses réticences antérieures : « Je me » suis tu par orgueil, a répondu Fieschi ; je n'étais » pas convenu d'abord de ces choses, je n'ai pas » voulu me démentir. »

Quand les canons de fusil furent chargés, il descendit bien vite avec Morey, parce qu'il était pressé d'aller chercher Nina Lassave ; ne l'ayant plus trouvée chez Annette Bocquin, il fut saisi d'impatience et *très-chagrin* de n'avoir pas dit à Nina un adieu qui, dans sa pensée, aurait peut-être été le dernier. « S'il » y avait eu de la place chez la maîtresse d'Annette, » dit-il, je crois que j'y aurais couché ; car je ne me » sentais pas de force à coucher seul chez moi, en » vue de la circonstance qui devait se présenter le » lendemain. Eux-mêmes s'aperçurent que j'étais » très-mécontent : je leur dis que je n'avais pas » soupé ; ils m'invitèrent à manger avec eux, je refusai ; je restai longtemps..... et finis par m'en aller » chez moi en me disant à moi-même : adieu à » jamais ! »

DÉCLARATION DE FIESCHI SUR BOIREAU. — POINTAGE DE LA MACHINE.

Le dimanche 26 juillet au matin, Fieschi alla chercher Boireau à la boutique de son maître ; ne l'ayant

pas trouvé, il alla dans son logement rue Quincampoix, et, l'y rencontrant, il le pria de lui prêter un foret. Boireau alla en effet chez le sieur Vernert en prendre un, et le remit à Fieschi, qui ne l'instruisit pas de l'usage qu'il voulait en faire. Le manche du foret était en bois ordinaire, l'archet était d'un acier pliant, et la corde d'un acier élastique; la conscience (on nomme ainsi la plaque de bois sur laquelle on appuie la poitrine en manœuvrant l'instrument) n'avait que peu de trous. Fieschi ne perça que trois canons de fusil, parce que, sur les quatre qui n'avaient point de lumières, il n'y en avait que trois qu'on eût commencé à forer. Comme il perçait le troisième, la pointe de l'instrument s'émoussa.

Fieschi a fini par avouer qu'il était convenu avec Pepin et Morey que, le lundi 27 au soir, entre sept et huit heures, Pepin viendrait se promener à cheval, en face du jardin Turc, afin que les canons fussent dirigés à la hauteur d'un cavalier cheminant sur la chaussée.

La parole donnée ne fut pas tenue, Pepin ne parut pas; la machine n'en fut pas moins ajustée, parce qu'il passa diverses personnes à cheval.

Après avoir quitté la fille Bocquin, comme Fieschi cherchait à se fuir lui-même et à s'étourdir sur le mal qu'il devait faire le lendemain, il entra au café des Mille-Colonnes. Il s'amusait à voir jouer au billard, lorsque Boireau arriva auprès de lui comme un homme furieux, très-content d'avoir appris par Pepin que, le lendemain 28, Fieschi devait se servir d'une machine qu'il avait faite pour tirer sur le roi, sa famille et son escorte. Quand Fieschi eut entendu ces paroles, il se mit en colère et s'étonna que Pepin eût confié une affaire si grave à Boireau. Celui-ci dit alors

à Fieschi qu'il était venu à cheval, entre sept et huit heures, sur le boulevard, se promener devant le Jardin Turc, et lui demanda s'il l'avait aperçu. Il raconta que Pepin, qui était malade, l'avait envoyé à sa place. Cette confidence donna beaucoup à penser à Fieschi, parce qu'il ne crut nullement à la maladie de Pepin, et qu'il imputa son absence à sa lâcheté et au désir qu'il avait de n'être pas connu pour avoir pris part à une entreprise si périlleuse.

PROMENADES ET RÉFLEXIONS DE FIESCHI DANS LA MATINÉE DU 28.

On peut juger que la nuit qui suivit une telle soirée procura peu de repos à Fieschi ; le lendemain au matin, craignant l'effet des indiscretions de Boireau, il alla de bonne heure se promener sur le bord du canal, toujours en réfléchissant *au mal si étendu qu'il devait faire.*

« Si j'avais tué le Roi, les princes et une grande
 » partie des généraux et des gens de leur suite, dit-
 » il, que serait-elle devenue, notre malheureuse
 » patrie ! Je ne m'occupais pas de moi-même comme
 » je m'occupais de la petite Nina, et je n'ai pas
 » vaincu mon amour-propre d'avoir donné ma parole
 » à des gens de cette espèce. En quittant les bords
 » du canal pour revenir chez moi, je ne pris pas la
 » rue d'Angoulême, parce qu'il y avait trop de mon-
 » de ; il me semblait que toutes les personnes que je
 » voyais devaient lire sur ma figure que j'allais com-
 » mettre un pareil attentat..... Je rencontrai Boireau
 » sur le boulevard, parallèlement à la rue Charlot,
 » mais du côté opposé. Il était avec un jeune homme
 » très-brun, portant des moustaches bien fournies,
 » que je ne connais pas. Nous ne parlâmes de rien,
 » quoique je pense que Boireau avait confié à son

» compagnon qu'il devait y avoir une affaire sérieuse.
 » Il se tenait sans doute en réserve avec moi, pour
 » ne pas me faire voir qu'il avait confié le secret à un
 » autre. En me quittant, Boireau me dit, sans que
 » l'autre l'eût entendu : Nous serons tous par là et
 » nous attendrons l'affaire. — Je voltigeai par là
 » comme un homme égaré en voyant la garde nationale et la troupe de ligne se placer. »

CONFRONTATION DE BOIREAU AVEC FIESCHI ET PEPIN.

Fieschi a ajouté qu'il connaissait depuis long-temps la haine de Boireau pour le Roi et son gouvernement. Il a rappelé l'histoire d'une nuit d'ivresse dont il avait déjà fait mention, et durant laquelle, en sortant du café des Sept-Billards, Boireau avait proposé à Maurice et à lui de tirer au sort à qui tuerait le Roi, et avait traité de lâche quiconque n'agrèerait pas sa proposition. Fieschi a terminé cette révélation en disant qu'il avait tout dit et que désormais il n'avait plus rien à déclarer.

Il paraît qu'il en coûtait beaucoup à Fieschi d'incriminer Boireau. C'est le dernier des trois hommes qu'il désigne comme ses complices qu'il ait voulu charger. Il s'en excusait en quelque sorte, vis-à-vis de lui, lors de leur confrontation. Ce jeune homme lui tient au cœur, il semble n'avoir pas contre lui ce même ressentiment qu'on dirait qu'il éprouve contre Morey et Pepin, qu'il accuse de l'avoir entraîné dans le crime et de lui avoir fourni les moyens de le commettre.

Il est établi, par diverses dépositions, que Boireau a en effet emporté du magasin du sieur Vernert, le 26 au matin, un foret, sous un prétexte qui a été

reconnu faux. La mèche de ce foret, qu'il a rapporté plus tard, s'est trouvée émoussée. Fieschi a cru reconnaître cet outil pour celui qui lui a servi à percer ses canons de fusil. Cependant, il lui a paru que la mèche du foret qu'il avait employé était plus courte et plus cassée vers le bout. Boireau ne s'est pas souvenu si c'était là le foret qu'il avait pris avec lui quand il était sorti le dimanche 26 juillet; il sait seulement qu'il y a des forets pareils chez le sieur Vernert.

Un mot remarquable est échappé à Boireau lors de sa confrontation avec Pepin. M. le président lui ayant rappelé qu'il semblait résulter de l'instruction que Pepin, qu'il soutenait ne pas connaître, l'avait envoyé, le lundi 27 juillet au soir, passer avec son cheval sous la fenêtre de Fieschi, Boireau a répondu : « Je n'ai qu'une chose à dire, c'est que je » suis innocent; s'il y a d'autres complices, c'est à » vous de les chercher; ce n'est jamais moi qui li- » vrerai un père de famille, j'ai trop d'humanité » pour cela. »

Dans sa confrontation avec Fieschi, Boireau a reconnu qu'il avait rencontré celui-ci sur le boulevard du Temple, le 28 juillet au matin; mais il a soutenu que ce n'était pas lui qui avait dit à Fieschi : « Nous serons tous là, et nous attendrons l'affaire. »

M. le président lui ayant demandé quel était celui qui pouvait avoir tenu ce propos, Boireau a répondu qu'il ne le savait pas. « Est-ce la personne qui était » avec vous? a repris M. le président. — Je n'en » sais rien, a répliqué Boireau. — Votre réponse » donne à penser que quelqu'un a tenu ce propos, » que vous le savez et que vous ne voulez pas le » dire? — Il ne faut pas attacher trop d'importance

» aux paroles qui peuvent échapper à un ouvrier
 » aussi peu instruit que moi. J'étais seul. Si j'ai été
 » vu ce jour-là par Suireau avec Martinault, c'était
 » sur le boulevard des Italiens. »

Fieschi a assuré depuis, qu'il avait su de Boireau que c'était un avocat de ses amis, chef de section de la société des Droits de l'homme, qui l'accompagnait ce jour-là sur le boulevard.

Il a déclaré, de plus, être allé une fois chez Pepin avec Boireau ; il ne doute pas que Boireau n'y soit allé plus souvent. Cependant Boireau a déclaré ne point reconnaître Pepin, et Pepin a déclaré qu'il ne croyait point reconnaître Boireau, et que s'il l'avait vu une fois, il ne le reconnaissait pas. Plus tard, il a dit qu'il croyait bien l'avoir vu venir boire la goutte dans sa boutique.

OBJECTION FAITES A FIESCHI ET SES RÉPONSES.

Dans un de ses derniers interrogatoires, on lui a fait observer qu'en comparant la disproportion qui paraissait exister entre l'énergie de son caractère et ce qui apparaissait du caractère de Pepin et de celui de Morey, et en considérant les immenses et funestes conséquences de son attentat, on s'expliquait difficilement comment l'influence de ces deux hommes avait pu suffire, soit à lui en faire concevoir le projet, soit à le lui faire accomplir.

Fieschi répondit :

« J'avais donné ma parole à Pepin et à Morey : je
 » leur avais des obligations depuis que j'étais pour-
 » suivi, et le rang d'un homme n'est pour moi
 » d'aucune considération quand il s'agit de tenir une
 » parole donnée. Si je n'avais été leur débiteur que
 » d'une somme d'argent, j'aurais pu m'acquitter ;

» mais il s'agissait d'une dette de cœur. Toutefois,
 » ayant mieux connu Pepin, qui faisait le républi-
 » cain et qui était aristocrate, qui n'avait pas eu le
 » courage de mettre le feu à la trainée de poudre que
 » nous avions faite pour l'expérience de notre ma-
 » chine, qui était dominé par son intérêt, et qui
 » avait livré notre secret à un jeune homme tel que
 » Boircau, venu à cheval à sa place sur le boulevard,
 » le 27 juillet au soir, en face de ma croisée, pour
 » l'ajustement des canons; si j'avais eu ce qui m'é-
 » tait dû par Isidore Janot et Salis, je me serais li-
 » béré envers Pepin, et j'aurais été heureux de re-
 » noncer à mon projet. »

NOUVELLES OBSERVATIONS FAITES A FIESCHI.—RÉPONSES SOLENNELLES.

De nouvelles représentations lui ayant été faites sur la sincérité de ses aveux et sur la gravité des charges qu'il élevait contre Pepin, auxquelles celui-ci exposait des dénégations formelles, reprochant à son accusateur de vouloir perdre gratuitement un père de famille, après l'avoir exploité, Fieschi répondit d'un ton solennel :

« Je demande que l'on écrive ici ma réponse tex-
 » tuelle, sans s'occuper des formes de mon langage,
 » afin que ce soit exactement consigné au procès-
 » verbal. Je jure devant la face de Dieu et des
 » hommes, sur le tombeau de mon père, que tout
 » ce que j'ai dit à l'égard de mes complices est la
 » vérité, et je le proteste en présence de la nation
 » entière. Ce n'est point en demandant ma grâce à
 » aucun magistrat, depuis le président et les minis-
 » tres jusqu'aux juges d'instruction; car du com-
 » mencement, je ne l'aurais pas fait au Roi lui-

» même. Si toutes les couronnes du monde fussent
 » venues me parler pour avoir ces révélations, elles
 » n'auraient pas eu un plus heureux succès, puisque
 » je préférerais mourir sous le nom de Girard, dans
 » l'espoir de ne pas être connu.

» Ce n'est point par faiblesse ni par défaut de
 » forces physiques ou morales, ni par promesses
 » d'argent, ni, je le répète, pour ma grâce que j'ai
 » fait ces révélations consciencieusement. C'est un
 » homme venu sur mon chemin, que je connaissais
 » depuis long-temps, et qui avait été mon bienfai-
 » teur; c'est par la reconnaissance que je devais à
 » M. Lavocat, malgré qu'il y avait onze mois que je
 » ne l'avais pas vu, que je me suis décidé à parler.
 » M. Lavocat a rendu encore un autre service à son
 » pays, quelle que soit l'étendue des malheurs qui
 » aient pu arriver, et que j'ignore. La présence de
 » M. Lavocat, que j'ai reconnu de loin, causant avec
 » M. Panis, pendant que j'attendais le cortège, fut
 » cause que je me dis à moi-même : *Te voilà, mon*
 » *bienfaiteur; ta vue me fera manquer mon pro-*
 » *jet!* Aussitôt, je mis ma main aux deux écrous,
 » l'un après l'autre; je baissai ma mécanique de
 » quatre ou cinq pouces environ, c'est-à-dire les cu-
 » lasses, ce qui fit changer la direction des bouches,
 » en les élevant ou même en les obliquant. La vue
 » de cette 12^e légion, composée de gens au milieu
 » desquels j'avais vécu pendant quatre ans, me fit
 » aussi sentir ce qu'il y avait de criminel à faire feu
 » sur des hommes avec lesquels j'avais bu et mangé;
 » mais je répète que l'homme qui s'était emparé de-
 » puis long-temps de mon caractère et de mes sen-
 » timens, c'est M. Lavocat, dont la présence me
 » troubla au point que je n'étais plus capable de re-

» connaître un homme sur la chaussée. J'eus la
 » pensée alors d'aller me jeter à ses pieds, de lui
 » avouer mon projet criminel. En donnant audience
 » à mes réflexions, je me dis : *Quand je t'aurai*
 » *avoué mon projet, que feras-tu? Me feras-tu*
 » *partir à l'étranger? Depuis onze mois que je ne*
 » *t'ai vu, l'absence c'est la mère de l'oubli!.....*
 » Pas moins, je me suis décidé à descendre et à me
 » jeter à ses pieds. J'ai traversé trois chambres;
 » mais comme j'avais barricadé mes portes, pendant
 » que je m'occupais à sortir les planches, j'entends
 » un roulement : je reviens sur mes pas; j'aperçois
 » la 12^e légion qui changeait de position. Je perdis
 » de vue mon bienfaiteur, mais je n'en restai tou-
 » jours pas moins troublé.

» Il me vint à l'esprit que Pepin et Morey savaient
 » que je devais exécuter mon projet; que je leur
 » avais donné ma parole, et je me dis : *Il vaut*
 » *mieux mourir que de survivre à la honte d'avoir*
 » *promis, et puis de faire le lâche; car j'aurais été*
 » *traité de lâche et d'escroc, malgré que je n'eusse*
 » *reçu que 40 francs environ en dehors des frais,*
 » *pour tous les achats qu'il avait fallu faire. Dans cet*
 » *intervalle, j'aperçus le cortège en face de Fran-*
 » *coni; je me dis alors : Quel malheur vas-tu*
 » *faire?* Et moi-même je me sens bien coupable d'a-
 » voir fait ces réflexions, et de n'en avoir pas moins
 » exécuté mon projet; d'avoir réfléchi que j'aurais
 » pu tuer tant de généraux, qui n'ont point d'autre
 » fortune que leurs appointemens, qui avaient ga-
 »agné leurs grades sur les champs de bataille, en
 » combattant pour leur pays, sous les ordres du
 » grand Napoléon. Ces généraux ont des enfans à
 » élever, des filles à marier, qu'ils auraient pu doter

» avec leurs appointemens. Privés de leur père, ces
 » enfans n'auraient pu être élevés ni dotés. Pendant
 » que je faisais ces réflexions, au pied de ma méca-
 » nique, le Roi continuait sa marche, et il arriva
 » près du grand arbre en face, environ 30 ou 35 pas
 » hors de la direction de mes canons. J'aperçus
 » même un général avec une écharpe rouge, qui
 » avait, autant que je me rappelle, franchi la direc-
 » tion de mes canons; je ne songeai plus à rétablir
 » la direction de ma mécanique, je fis un pas pour
 » prendre un tison à la cheminée, la distance est
 » d'environ un mètre cinquante centimètres, et je
 » mis le feu; j'ignore ce qui en est résulté. Quand
 » les ministres sont venus me voir dans ma prison,
 » je leur ai dit, en présence de M. Lavocat, que si
 » j'avais des révélations à faire, je ne les ferais qu'à
 » lui; que tout ce que je lui dirais serait l'exacte vé-
 » rité; je l'ai dite, même à mon préjudice comme
 » au préjudice de ceux qui m'avaient fourni la fa-
 » rine pour faire le pain. J'ai un dernier vœu à ex-
 » primer : ce que vous écrivez doit me survivre; il
 » faut que ces papiers soient lus et servent d'ensei-
 » gnement à ceux qui seraient tentés de faire
 » comme moi; qu'ils prennent des gants avant de
 » m'imiter. »

« Ainsi, reprit le magistrat interrogateur, vous
 » persistez à dire que vous n'avez fait que rendre
 » hommage à la vérité en faisant sur Pepin et Morey
 » les déclarations consignées dans vos précédens
 » interrogatoires. »

— « Oui, monsieur: j'ignore si Pepin ou Morey parlent;
 » mais moi, je déclare de nouveau que je dis la vé-
 » rité. Les premières révélations que j'ai faites étaient
 » incomplètes; mais ce que je disais n'était pas moins

» vrai..... J'ai été touché des visites de M. Lavocat,
 » des bontés qu'il m'a témoignées dans mon malheur ;
 » je sais qu'il est attaché au Gouvernement, et j'ai
 » cru faire à la fois une chose agréable à mon bien-
 » faiteur et utile à la nation et au Roi, en lui révélant
 » la série des circonstances qui m'avaient excité à
 » réaliser mon crime. »

» Dire la vérité est le premier devoir d'un accusé ;
 » reprit le juge d'instruction. La justice ne saurait
 » croire que, par complaisance pour une personne
 » quelconque, vous auriez fait de si graves déclara-
 » tions ; elle vous invite de nouveau à dire si les
 » aveux que vous avez faits sont en tous points con-
 » formes à la vérité, ou s'ils ne seraient que le ré-
 » sultat d'une combinaison quelconque de votre part. »
 — « Quels que soient les services qu'ait pu me rendre
 » M. Lavocat, quel que soit mon dévouement pour
 » lui, dévouement dont je lui ai donné des preuves
 » dans les événemens de juin 1832 et d'avril 1834,
 » jamais ma complaisance n'aurait pu aller jusqu'à
 » trahir la vérité dans des circonstances aussi graves,
 » et quand mes déclarations peuvent avoir des con-
 » séquences aussi extrêmes. »

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES SUR MOREY.

Morey, né à Chassaigne, département de la Côte-d'Or, a servi dix ans comme ouvrier dans le train d'artillerie de l'armée et dans un régiment de hus-sards. En 1816, il avait été arrêté comme prévenu de projets d'assassinats contre la famille royale. Il était, à la même époque, accusé d'un meurtre commis sur la personne d'un soldat autrichien pendant l'occupa-tion étrangère ; il fut acquitté par la cour d'assises du

département de la Côte-d'Or, comme n'ayant donné la mort que pour sa légitime défense.

On lui reproche d'avoir abandonné sa femme et ses enfans à Dijon, pour venir à Paris en 1817; depuis cette époque, il vit en concubinage avec une dame Mouchet qui passe pour sa femme; il exerce la profession de sellier et bourrelier.

Il n'a jamais dissimulé ses opinions républicaines : il en a fait profession ouverte dans ses interrogatoires. Il est habile au maniement des armes à feu, et connu dans les environs de Paris, pour ses succès, comme tireur de prix.

Le 11 avril 1826, un jugement du tribunal de commerce de Paris l'a déclaré en état de faillite. Les causes du dérangement de sa fortune furent attribuées par le commissaire-rapporteur, à des dépenses frivoles qu'entraînait principalement la présence de la femme Mouchet dans sa maison, où régnait, suivant le rapport, la plus grande dissipation.

La faillite de Morey fut suivie d'un contrat d'union entre ses créanciers, et enfin d'une transaction par laquelle ils consentirent à cesser toute poursuite, moyennant quinze pour cent de leur créance, payables dans quinze jours.

Plus tard, Morey, décoré de juillet, a fait partie de la société des Droits de l'homme et du citoyen. Son nom est compris dans le dénombrement des membres de la section Romme, du douzième arrondissement; il paraîtrait même qu'il a rempli dans cette société les fonctions de commissaire de quartier. Lors de la perquisition faite à son domicile, on y trouva, entre autres ouvrages politiques, l'*Exposé des principes républicains de la société des Droits de l'homme et du citoyen*; le journal le *Populaire*; les *Chartes de*

l'esclavage, par Marat, et le Procès des accusés d'avril, publié de concert avec les accusés. Ces deux derniers écrits ne lui appartenaient pas.

RAPPORTS DE MOREY AVEC FIESCHI. — DÉNÉGATION DE MOREY.

Morey a reconnu qu'il avait caché Fieschi chez lui pendant trois mois, parce qu'il le croyait poursuivi pour délit politique ; il a prétendu que Fieschi était entré chez lui au mois de novembre 1834, et qu'ils s'étaient séparés en janvier. La déposition de la femme Mouchet est conforme à cette déclaration. Fieschi était tout à fait sans argent, quand il était chez Morey, et quand il en est sorti.

Morey prétend n'avoir revu Fieschi qu'une fois depuis que celui-ci serait sorti de chez lui, et cela vers le milieu de juin. Il a déclaré que c'était près de l'Arsenal que Fieschi lui avait parlé d'un ami qui devait le présenter à un grand personnage, et avait fini par lui dire que « les républicains étaient des lâches, et » qu'il arrangerait cette affaire-là. Il fallait bien qu'il » eût des vues, » a continué Morey, puisqu'il a dit à Nina, deux jours avant l'événement : « qu'après de » main elle serait heureuse ! c'est elle qui l'a dit.

A une troisième reprise, et dans un troisième interrogatoire, Morey a déclaré que Fieschi lui avait annoncé « avoir changé de drapeau, et que le parti » républicain n'était pour rien dans cette affaire-là. » M. le président lui ayant demandé ce qu'il en savait, il a répondu positivement qu'il était « à sa connais- » sance qu'il n'y avait aucune personne du parti ré- » publicain compromise dans cette affaire. »

Morey a nié avoir accompagné Fieschi lorsque celui-ci est allé louer son appartement au boulevard du

Temple ; il a soutenu ne s'être jamais donné pour son oncle ; il a nié qu'il connût Fieschi sous le nom de Girard , et il a soutenu ne lui avoir jamais donné d'argent. Sophie Salmon, fille du portier de la maison n. 50 du boulevard du Temple , confrontée avec Morey, a dit qu'elle *croyait bien que c'était lui* qui accompagnait Fieschi quand il est venu louer l'appartement où était placée la machine , et qui se donnait pour l'oncle de Girard. Elle a ajouté : « Surtout lorsque je l'examine par derrière , c'est bien cet homme-là ; c'est sa taille , sa corpulence ; mais il n'a pas l'accent gascon qu'avait l'oncle prétendu du faux Girard. » La femme Larcher , qui habite la maison dont la fille Salmon est portière , confrontée avec Morey, a reconnu qu'il avait « la tournure de l'individu qui se disait l'oncle de Girard ; mais que cet homme lui avait semblé un peu plus grand et un peu plus fort que celui qui était actuellement devant ses yeux. » Elisabeth Andrener a également trouvé que « Morey avait de la ressemblance avec l'individu qui passait pour l'oncle de Girard ; mais que cet homme ne portait pas de favoris , et qu'il lui avait paru un peu plus grand que l'homme avec lequel elle était confrontée , et avoir les épaules plus larges. »

Morey a nié s'être trouvé chez Fieschi le dimanche 26 juillet. Il a soutenu que , le lundi 27 , à l'heure où Nina Lassave assure l'avoir vu buvant de la bière avec Fieschi sur le boulevard du Temple , il était , avec les autres décorés de juillet , rue du Faubourg-Saint-Martin , à l'église française , où l'abbé Châtel officiait. Quelques personnes qui se trouvaient avec Morey dans cette église , où Pepin se trouvait aussi , ont fait connaître qu'il en était sorti de bonne heure et avant la fin de la cérémonie,

Il a soutenu que le jour de l'attentat, après être parti à six heures du matin, pour aller à la Maison-Blanche faire un recouvrement, il était rentré chez lui avant dix heures, et n'était plus ressorti qu'après son second déjeuner et pour aller chez Nolland.

Cependant la présence de Morey dans la rue des Fossés-du-Temple, entre dix heures et demie et onze heures et demie, le jour de l'attentat, a été constatée par la déposition d'un domestique de M. Parnis, membre de la chambre des Députés. Ce témoin a vu Morey venant du côté de la Bastille et allant *tout doucement*; il passait devant la *porte du Jeu de boule*.

Morey a nié le fait. Burdet, c'est le nom du témoin, a persisté à le soutenir en la présence de Morey. Morey soutient qu'*il s'est trompé*; il dit que s'il avait passé près de Burdet, qu'il connaissait, il l'aurait salué ou lui aurait parlé.

Il résulte d'une déposition de la femme Mouchet, qu'après être sorti de chez lui, à sept heures du matin le 28 juillet, il est rentré, entre neuf et dix heures; ensuite il est sorti de nouveau, et n'est revenu pour le dîner qu'*après que les enfans avaient mangé*. Selon Lutz, apprenti de Morey, et la fille Mony, repasseuse, qui demeure dans la même maison, il ne serait rentré chez lui, ce jour-là, pour la seconde fois, qu'entre une heure et une heure et demie.

Morey prétend que son intérêt pour Nina a été excité par le récit qu'elle lui a fait de la manière dont Fieschi s'y était pris pour la faire sortir de la Salpêtrière. *L'homme le plus barbare*, dit-il, *aurait fait ce que j'ai fait*.

Il accuse Nina et Fieschi de s'entendre pour per-

dre leur bienfaiteur; il soutient que Nina ne lui a rien dit de ce qu'elle savait, qu'après avoir reçu la malle, le 30 juillet. Cependant il convient que Nina est venue le chercher la veille, après midi, dans sa maison; *qu'il n'a pas voulu l'entendre là*; qu'il lui a dit *qu'elle lui contera cela plus tard*, et qu'il l'avait envoyée l'attendre à la barrière du Trône. Il a reconnu qu'il était allé l'y joindre, et qu'il l'avait menée chez un traiteur, hors de la barrière, où elle s'était fait apporter une soupe et un demi-setier de vin.

Morey a été reconnu par le garçon de service du restaurateur Bertrand, demeurant près la barrière de Montreuil; il l'a vu venir, le mercredi 29 juillet, vers trois ou quatre heures de l'après-midi, prendre un repas, en compagnie d'une jeune fille *qui avait un œil de moins*. On leur a servi un potage, un pain, deux côtelettes de veau cuites dans leur jus, et une bouteille de vin blanc. Ils sont restés une heure et demie à table; pendant ce temps ils ont causé tout bas, de manière à n'être pas entendus.

Morey convient qu'il a recommandé Fieschi à son neveu Renaudin; mais il prétend ne pas connaître le sieur Lesage. Il ne sait pas si Fieschi avait pris le nom de Bescher en allant travailler à la manufacture de papiers peints; il ne se souvient pas d'y être allé voir Fieschi. Cependant il ne nie pas que Fieschi ne lui ait fait vendre pour 30 fr. de colle au sieur Lesage. « Si Fieschi avait pris le nom de Bescher, ajoute-t-il, » il est possible que Lesage m'ait dit : J'ai Bescher ici; » il l'aura fait venir, et je l'aurai vu.

CONFRONTATION DE MOREY AVEC NINA LASSAVE.

Morey et Nina Lassave ont été confrontés. Nina a répété, avec la plus ferme assurance et dans le plus

grand détail, devant Morey, tout ce qu'elle avait dit à sa charge ; il a persisté à tout nier, sauf cependant la partie du récit de la jeune fille relative aux soins qu'il s'est donnés pour lui trouver un logement, et à la remise de la malle de Fieschi. Il a ajouté que c'était là *sa plus grande faute*, et que *pour tout le reste il ne craignait rien* ; il a reproché à Nina de débiter une longue suite de mensonges, et il s'est écrié : « Y » aurait-il eu du bon sens qu'après une chose comme » colle-là, je fusse allé chercher une enfant pour la » lui conter ? » Il reconnaît lui avoir donné quelque argent ; il est également convenu qu'il peut avoir parlé à Nina de la manière dont les canons de la machine étaient chargés, et, à cette occasion, il a développé une théorie sur l'art de charger les armes à feu, qui ne laisse pas, dans une pareille circonstance, d'avoir quelque importance dans sa bouche.

Le carnet de Fieschi a été trouvé dans les latrines de la maison n°. 23, rue Saint-Victor, habitée par Morey. Il est constant que la fille Lassave est retournée chez Morey après l'ouverture de la malle, le dimanche 2 août, mais elle affirme que les ouvriers de M. Morey lui ayant dit qu'il n'y était pas, elle n'est pas entrée dans la maison, et personne ne dit l'y avoir vue. Morey, cependant, prétend n'avoir eu aucune connaissance du carnet de Fieschi ; il ne l'a point emporté, il ne l'a point jeté dans les latrines où on l'a trouvé ; il attribue à Nina cette action déloyale.

Morey a fini par avouer que c'était lui qui avait fait connaître Fieschi à Pepin, et qu'il le lui avait présenté sous son véritable nom, depuis que Fieschi ne logeait plus chez Morey, c'est-à-dire depuis le mois de janvier.

NOUVELLES DÉNÉGATIONS DE MOREY. — BALLES SAISIES A SON DOMICILE
ET TROUVÉES A LA BARRIÈRE MONTREUIL.

Itérativement interrogé sur toutes les circonstances à sa charge, déclarées par Fieschi ou par Nina, Morey a persisté à tout nier. Il a soutenu que Fieschi était un imposteur; que c'était lui qui, pour débarrasser sa chambre, avait remis des balles à la fille Lassave, qui les avait portées hors de la barrière et avait, contre toute vraisemblance, accusé Morey de les y avoir déposées. Car, en admettant, a-t-il dit, qu'il eût des balles en sa possession et qu'il voulût s'en débarrasser, il aurait été bien plus naturel qu'il les jetât dans la rivière, en passant sur le pont d'Austerlitz, que de les porter péniblement hors de la barrière du Trône, d'autant plus qu'il ne pouvait avoir aucun intérêt à les retrouver, puisque, *pour quatre sous*, il aurait pu fondre plus de balles qu'il n'y en avait dans le sac qu'on lui a représenté, tandis que, *pour quatre sous*, il ne voudrait pas faire une course aussi longue.

Les balles saisies chez Morey, les balles trouvées dans un sac de toile, hors de la barrière du Trône, et que Nina Lassave a déclaré y avoir été jetées par Morey, et diverses balles extraites des corps de diverses personnes tuées ou blessées, sur le boulevard du Temple, au moment de l'explosion, d'autres balles enfin ramassées sur les boulevards, aussitôt après l'événement, ont dû être comparées entre elles par un expert. Il résulte de son rapport que les soixante-six balles, trouvées hors de la barrière de Montreuil, sont toutes égales entre elles, et par conséquent sorties, à la même époque, du même moule; enfin, qu'elles étaient toutes aptes à charger les canons de la machine Fieschi, puisqu'elles entrent librement dans

sept de ces canons; et qu'à l'aide d'une baguette de fer ou de bois, on peut les introduire dans les autres, en se servant d'un maillet, et il a été saisi chez Fieschi une tringle qui paraît avoir servi à cet usage. Il est constant que ces balles sont, généralement de quelques grains, plus lourdes que celles qui ont été extraites des corps de M. le lieutenant-colonel Rieussec, et de MM. les grenadiers de la garde nationale, Léger et Ricard; que, cependant, il s'en est trouvé une du même poids, et une autre plus légère de quelques grains; enfin, qu'elles sont exactement d'un poids égal à celles qui ont été recueillies sur le boulevard, et qu'elles n'en diffèrent que par leur forme, qui a dû nécessairement s'altérer dans les canons de fusil, et par le choc des corps, plus ou moins durs, qu'elles ont rencontrés lors de leur projection. Mais ces balles n'ont aucun rapport avec celles qui ont été trouvées au domicile de Morey, et ne peuvent entrer dans aucun des moules qui ont été saisis chez lui.

Morey est inébranlable dans ses dénégations. Quand M. le Président lui a parlé du petit modèle de la machine que Fieschi aurait présenté à Pepin, il s'est écrié : « M. Pepin est un honnête homme, et il aurait bien remué Fieschi, si celui-ci lui avait présenté un projet pareil. » Quand M. le président lui a demandé s'il avait quelque souvenir des conversations qui auraient eu lieu entre Pepin, Fieschi et lui, sur les conséquences de l'attentat de Fieschi, et sur le parti qu'il faudrait en tirer pour organiser un gouvernement provisoire, il a répondu : « Il faut avoir » des capacités pour faire des choses pareilles, et je » vous demande si ce serait un homme de mon âge » et de mon état qui entreprendrait des choses semblables. »

Dans le cours de l'instruction, celui que l'on conjecture être le même que Morey, a été désigné plusieurs fois comme vêtu d'une redingote bleue et d'un pantalon blanc, ou d'un habit noir, et coiffé d'un chapeau noir ou d'un chapeau gris. On a saisi chez Morey, une redingote verdâtre ou bleuâtre qu'il porte habituellement, un habit de drap noir, un pantalon de croisé de coton blanc, un chapeau de soie noir et un autre de feutre gris.

DÉTAILS SUR PEPIN. — SON REFUS DE S'EXPATRIER.

Cependant Pepin avait quitté Paris; il était retourné dans l'asile que lui avait procuré, dans le courant du mois d'août, son ami et son associé commercial, le sieur Collet.

Le sieur Collet alla de sa part chez M. Armand Carrel (1) et chez M. Garnier-Pagès, membre de la Chambre des Députés, pour leur demander des conseils sur le parti auquel Pepin devait s'arrêter. Le sieur Collet était chargé de les assurer que Pepin était fort de sa conscience et ne craignait rien; il ne les trouva pas dans leur domicile : ils étaient l'un et l'autre absens de Paris. Pepin n'a ni contesté, ni reconnu la vérité de ce récit; il connaissait M. Garnier-Pagès et M. Armand Carrel pour les avoir vus une ou deux fois; il ne se rappelle pas que personne lui ait donné directement le conseil de ne point aller en Belgique, de crainte d'extradition.

Le sieur Collet a déclaré qu'étant allé au bureau du journal *le National*, pour savoir où il pourrait trou-

(1) Une lettre de M. Carrel, publiée dans le *National* du 21 décembre, se trouvera plus loin.

ver M. Armand Carrel, un des rédacteurs du journal lui demanda de quoi il s'agissait ; le sieur Collet lui fit part de sa mission : alors le sieur Estibal, qui se trouvait là, après avoir causé avec une autre personne, invita le sieur Collet à laisser son adresse, et lui promit de s'occuper de l'affaire de Pepin. En effet, deux personnes vinrent peu de jours après chercher le sieur Collet à Lagny ; il était absent. Le 17 ou le 18 août, le sieur Estibal revint seul ; il dit au sieur Collet qu'il s'était procuré un passe-port à l'étranger pour son beau-frère Bichat, condamné à plusieurs années de prison comme gérant du journal *la Tribune*, et qu'au moyen de ce passe-port, qui était au nom d'une dame et de son neveu voyageant ensemble, Pepin pourrait partir pour la Belgique avec Bichat. Le sieur Collet répondit qu'il en parlerait à Pepin. Le dimanche suivant, les sieurs Estibal et Bichat vinrent à Lagny ; le sieur Collet leur fit voir Pepin ; celui-ci refusa de se déguiser en femme, et déclara que, s'il quittait la France, ce ne serait que pour aller en Angleterre.

Le sieur Estibal lui proposa, moyennant 100 fr., un passe-port pour l'Allemagne ; Pepin pria le sieur Collet de dire au sieur Estibal qu'il ne voulait point de passe-port.

Le sieur Estibal a été entendu ; sa déposition n'a pas été en tout conforme à celle du sieur Collet ; selon lui, la personne que Collet serait allé chercher au bureau du *National*, et avec laquelle il aurait conféré dans l'intérêt de Pepin, aurait été le sieur Bergeron. Le sieur Bergeron serait ensuite venu à Lagny avec le sieur Estibal.

La déclaration du sieur Bergeron a confirmé celle du sieur Estibal ; il a dit que Pepin avait fait, le

27 juillet, une collecte pour les détenus politiques, dans l'église de l'abbé Châtel, et en avait apporté le produit au bureau du *National*.

Cependant les journaux répétaient, de temps à autre, la nouvelle du passage de Pepin dans certaines villes hors des frontières, et de son arrivée en pays étranger. La police ne prit point le change, et le 21 septembre, pendant la nuit, Pepin fut découvert à Magny, département de Seine-et-Marne, en chemise, caché dans une fausse armoire placée au fond d'une alcove, au domicile du sieur Rousseau père, propriétaire.

Il fut arrêté; M. le préfet de police avait dirigé l'opération en personne. On trouva dans le paquet apporté par Pepin, lors de son arrestation, 940 fr., dont 840 fr. en or; un sac de nuit contenant diverses hardes et un volume broché des *Œuvres de Saint-Just*. Un autre paquet contenait, entre autres vêtements, deux *blouses de toile grise* et une *casquette de crin gris*; enfin quelques papiers sur l'un desquels se trouvaient divers itinéraires, savoir: de Paris à Rouen, de Rouen à Dieppe, de Lagny à Boulogne, et une notice des visites domiciliaires infructueusement faites par la police pour la recherche des complices de Fieschi, extraite du *National* du 16 août 1835, et contenant les noms des personnes au domicile desquelles ces visites auraient eu lieu, selon ce journal. Il n'était pas impossible que cet article eût pour but d'indiquer ces habitations, comme autant d'étapes, où ils pouvaient espérer de trouver asile et bon accueil, à ceux qui fuyaient les recherches de la police, ou qui s'étaient soustraits aux mandats de justice. La réponse de Pepin autorise cette conjecture. Il a dit, qu'en effet,

dans les villes où ces recherches devaient avoir eu lieu (1), il se serait adressé aux personnes dont le *National* avait donné les noms, s'il n'en avait pas connu d'autres. On a également trouvé dans son paquet divers extraits du journal le *National*, annonçant l'arrivée ou le passage de Pepin en pays étranger; enfin une lettre de Pepin, datée du 20 septembre dernier, adressée au rédacteur du journal le *Messenger des Chambres*, et dans laquelle il annonçait l'intention de se constituer prisonnier à Sainte-Pélagie le samedi suivant, 26, à sept heures du soir. « J'espère que cette fois, » disait-il dans cette lettre, « on me laissera dans ce lieu de détention, et que l'on remettras en fonction le commissaire de police sous les ordres duquel je me suis évadé. »

Pepin a demandé avec instance qu'on laissât en sa possession les *OEuvres de Saint-Just*.

NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR PEPIN.

Pierre-Théodore-Florentin Pepin est né à Remy, département de l'Aisne, en 1800; il est épicier et marchand de couleurs; il demeure à Paris, rue du Faubourg-Saint-Antoine, n. 1; ses opinions républicaines sont connues et avouées. Il a fait partie de la société des Droits de l'Homme et du Citoyen; il appartenait à la même section que Morey et Nolland. Il a été sous-chef ou chef de cette section. Un procès-verbal d'une séance qu'il présidait prouve qu'il y jouait un rôle actif.

A l'époque des attentats des 5 et 6 juin 1832, il était capitaine de la garde nationale dans la 8^e lé-

(1) Voir la lettre de M. Carrel, à la fin.

gion ; sa maison fut signalée comme une de celles d'où les rebelles dirigeaient le feu sur la troupe ; on assure que plusieurs coups de canon furent tirés sur cette maison. Pepin a toujours soutenu le contraire.

Quoi qu'il en puisse être, sa maison avait été envahie de vive force pendant que l'action durait encore ; Fieschi a déclaré que Pepin lui avait montré les traces des balles qui avaient sillonné les murs des appartemens, et même fracassé une pendule sur une cheminée. Pepin fut arrêté, sa vie menacée ; on eut peine à le soustraire à la fureur des soldats et des gardes nationaux. Il fut traduit devant le premier conseil de guerre permanent de la première division militaire ; sept chefs d'accusation étaient formulés contre lui. Pepin fut acquitté à l'unanimité du premier chef d'accusation, et de tous les autres à la majorité de six voix contre une. C'est alors qu'il quitta le 8^e arrondissement, et transporta son domicile à la Gare, dans le 12^e ; il céda son établissement de la rue du Faubourg-Saint-Antoine à son cousin, Constant Pepin ; il n'est revenu dans ce faubourg qu'au commencement de cette année et après le décès de Constant.

Pepin a commencé à se cacher dès le 28 juillet. La veille du jour de l'attentat, il alla chez le commissaire de police de son quartier, et lui dit qu'il craignait d'être, le jour de la revue du Roi, exposé à quelques violences, à cause de son affaire de juin.

On a su depuis que Pepin avait quitté Paris nuitamment, le jour de la cérémonie funèbre, pour se rendre à Lagny. Il attribue sa disparition à la connaissance qu'il aurait eue d'un mandat d'amener décerné contre lui.

INTERROGATOIRE DE PEPIN. — SES DÉNÉGATIONS.

Pepin paraît attacher une grande importance à n'avoir pas connu Fieschi sous son véritable nom. Il a commencé par le répéter : mais il est convenu que Morey lui avait amené un individu qui se sauvait parce qu'il était poursuivi, à ce qu'ils ont dit l'un et l'autre ; si cet individu était Fieschi, il ne l'a jamais connu sous son véritable nom. Quant à Fieschi, il a ajouté qu'il ne pouvait l'empêcher de dire ce qu'il voulait ou ce qu'on lui faisait dire.

Cependant deux des confidens de sa première fuite ont déposé que, déjeunant à Lagny, le 15 août, chez le sieur Leblanc, cafetier, avec quelques uns de ses amis, Pepin leur avait dit qu'il connaissait Fieschi, qu'il l'avait vu plusieurs fois, et qu'il avait même indiqué son signalement. Selon le sieur Collet, interrogé sur le déjeuner de Lagny, Pepin ayant su par les journaux que l'assassin, auteur de l'attentat, avait eu des relations avec Morey, aurait dit : C'est sans doute un nommé Bescher que j'ai vu chez Morey, et que Morey a amené chez moi.

Pepin n'a contesté ni reconnu l'exactitude de ce qu'ont rapporté ses amis sur le déjeuner du 15 août ; il ne peut pas l'affirmer, mais il croit bien qu'on a parlé de l'attentat pendant le *repas, dîner ou déjeuner* ; il *ne se souvient pas* qu'on ait nommé Fieschi ; il *ne se rappelle pas* d'avoir donné son signalement ; dans tous les cas, il n'aurait pu le donner que comme le signalement de Bescher, et il ne peut pas dire seulement s'il a prononcé le nom de Bescher.

M. le président ayant demandé à Pepin s'il se souvenait de l'époque précise à laquelle Fieschi ou Bes-

cher lui avait été présenté par Morey, il a répondu : « Si c'est de Bescher que vous voulez parler, je ne » peux pas préciser l'époque; je dirai seulement que » c'était l'hiver. » Quand on lui a parlé de son entrevue avec Bescher et Morey, à l'occasion du dessin de la machine et pour arrêter le devis des dépenses qu'elle entraînerait, il a dit qu'il ne connaissait pas Bescher, et que s'il avait dit précédemment que cet homme avait couché quelquefois chez lui, sans pouvoir préciser le nombre de fois, cela ne s'était pas répété souvent, parce qu'il lui avait fait l'effet d'un *homme de police* quand il l'avait entendu causer. Il a pris à témoin l'Être suprême que tout ce qu'on disait de la connaissance qu'il aurait eue du projet de la machine et de son usage était de la plus insigne fausseté.

M. le président ayant demandé à Pepin si, selon ce qui résultait de l'instruction, ce n'était pas lui qui aurait donné à Fieschi l'argent nécessaire pour payer le premier terme du logement qu'il avait loué dans l'intention de se servir de la machine, Pepin a déclaré que s'il avait donné de l'argent à Fieschi, en supposant que Fieschi et Bescher fussent une même personne, il ne lui avait jamais donné une somme aussi considérable. Il a nié être allé, avec Fieschi ou Bescher, sur le quai de la Râpée, acheter les pièces de bois nécessaires à la construction de la machine, mais il est convenu qu'ayant un atelier dans les environs, et achetant quelquefois du bois pour des réparations qu'il faisait à sa maison, il était possible qu'on l'eût vu vêtu d'une « blouse en toile grise, » devenue blanche à force d'avoir été lavée, » et coiffé d'une casquette de crin gris, dans un chantier, et même que ce *malheureux fût allé avec lui*.

Il est convenu avoir vu Guinard à Sainte-Pélagie ; mais , *comme tous les autres* , sans avoir jamais eu de relations avec lui : il allait à Sainte-Pélagie pour y voir Henri Leconte , le même qu'à une autre époque il était allé voir à la Force. L'instruction établit qu'au moins à deux différentes reprises , Pepin avait porté aux détenus de Sainte-Pélagie des paniers contenant du vin , des liqueurs et des vivres , et que Fieschi l'avait aidé , au moins une fois , à les transporter. Pepin avait une permission pour voir Henri Leconte ; il est constant qu'il en a usé trois fois pendant que ce détenu était à Sainte-Pélagie , et une fois durant qu'il se trouvait dans la prison du Luxembourg.

Pepin a nié avoir demandé à Cavaignac les vingt-cinq fusils nécessaires pour la machine de Fieschi , en s'écriant que cette imputation était un *affreux mensonge*. Mais M. le président lui ayant demandé s'il n'avait pas écrit à Cavaignac une lettre qui pouvait avoir trait à cette affaire , il a répondu qu'il n'avait jamais écrit *directement* à Cavaignac ; on lui a expliqué qu'il s'agissait d'une lettre par laquelle il aurait demandé à Cavaignac de faire savoir quand il pourrait remettre les 20 ou 25 fr. *que l'homme attendait pour partir* , et qu'il était permis de supposer qu'entre eux le mot *franc* pouvait signifier *fusil* , il est convenu qu'il n'était pas impossible qu'il eût demandé de l'argent à Cavaignac , parce que dans le temps il lui en avait prêté , et que Cavaignac lui devait encore environ 500 fr. pour des secours ; mais il a ajouté qu'il ne se souvenait pas de lui avoir écrit dans de pareils termes.

Il a nié avoir fait remettre à Fieschi le prix des canons de fusil.

Il a soutenu n'avoir pas vu le prétendu Bescher

depuis cinq mois ; il a nié toutes les circonstances rapportées par Fieschi au sujet des entrevues qui auraient eu lieu entre Morey, Pepin et lui.

Pepin a affirmé que , depuis la loi sur les associations, il avait renoncé à faire partie d'aucune société secrète. Avant la loi, il avait été membre, pendant peu de temps, de la société dite de l'*Union de Juillet*, ensuite *vice-président* de la société pour l'*Instruction du peuple*, enfin, pendant quinze jours, chef d'une section du 12^e arrondissement, dans la société des *Droits de l'homme*. Il a déclaré avoir connu particulièrement le sieur Raspail : ils s'étaient rencontrés chez M. de Lafayette : ils se sont occupés ensemble de questions industrielles, d'usines et d'expériences sur la décortication des grains.

Cherchant à expliquer ce qu'il avait dit de certaines propositions de crime qui lui auraient été faites et qu'il aurait repoussées avec indignation, il a dit que ses paroles s'appliquaient dans sa pensée à Bescher et compagnie ; car ce Bescher était venu plusieurs fois boire la goutte dans sa boutique avec de *mauvais gueux comme lui, gens en qui Pepin n'avait pas confiance*, mais qu'il ne connaît pas : il était d'ailleurs si troublé, lors de son précédent interrogatoire, qu'il avait pu parler fort *légèrement* ; qu'il s'était fait dans son esprit une confusion entre Bescher et Fieschi ; qu'il ne niait pas, au reste, que des *propos légers* ne lui eussent été tenus *bénévolement* par Bescher, mais sans y attacher aucune suite.

Pepin a déclaré que s'il a connu Boireau, ce n'a pas été nominativement.

CONFRONTATION DE PEPIN ET DE FIESCHI.

Pepin et Fieschi ont été confrontés, Fieschi a tout

de suite reconnu Pepin. Pepin a dit, en voyant Fieschi, qu'il lui semblait avoir vu cet homme, mais qu'il ne *pourrait pas l'affirmer*. Après l'avoir entendu parler, il l'a reconnu, au son de sa voix, pour la personne qu'il a désignée sous le nom de Bescher, et qui lui a été présentée par Morey sous ce nom. Fieschi, imperturbable dans ses accusations, a répété froidement, en présence de Pepin, tout ce qu'il avait articulé à sa charge : préméditation du crime, participation à l'attentat, propos atroce contre la personne du roi.

Il a répété, en présence de Pepin, que l'unique motif qui l'eût empêché de renoncer à son crime était l'engagement qui le liait à Pepin et à Morey ; il s'est vanté d'avoir été esclave de sa parole, qui vaut plus que de l'argent, puisqu'elle n'a pas de prix.

Pepin, agité, troublé, irrité, a opposé toutes les formules de dénégations que le langage peut fournir aux affirmations de Fieschi. — « J'espère qu'il y aura un » Être suprême qui me donnera assez de force et assez » de vie pour repousser de pareilles infamies, etc. »

La confrontation s'est terminée par ces derniers mots de Fieschi : après avoir répété qu'il persistait dans toutes ses déclarations, il a dit : » J'ai longtemps hésité, j'avais un cauchemar qui m'étouffait, » je voulais me purger ; je me suis enfin décidé à » tout dire, non pour faire des victimes, mais pour » rendre hommage à la vérité. Je n'ai demandé ma » grâce, ni à vous (M. le président) ni à personne, » et personne ne me l'a promise. »

NOUVEAUX INTERROGATOIRES DE PEPIN.

A la suite de cette entrevue, le président ayant exposé à Pepin combien le système de défense qu'il

avait adopté, devenait invraisemblable en présence des faits qui déposaient d'une certaine intimité entre lui et Fieschi, Pepin persista dans toutes les dénégations.

Il déclara que, parmi les personnes qui le connaissaient, soit *commerciallement*, soit en politique, il n'en était pas une qui pût dire qu'il était capable de tremper dans des *affaires pareilles*, et que ce n'était pas un père de famille comme lui qui irait *bénévolement* se jeter dans de *telles entreprises*; que la *délation* ne manquait jamais son effet; que les *journalistes*, pas plus que les autres, ne manquaient pas d'accuser tout le monde; qu'ainsi on avait forcé sa *belle-mère*, une femme de 70 ans, à signer une lettre pleine de mensonges, et qu'on était allé chez une autre dame de sa connaissance, à qui on avait dit qu'il était *un carliste*.

Il lui semblait que si les propositions de crime auxquelles il avait précédemment fait allusion, « lui avaient été faites réellement, elles n'avaient pu » l'être que par Fieschi; il ne disait pas pour cela que » Fieschi lui en eût parlé; s'il lui en avait parlé, ce » n'avait été qu'à mots couverts; à une époque déjà » éloignée, il avait pu lui dire qu'il ferait quelque » chose qui ferait parler de lui, et c'était alors que » Pepin l'avait éliminé de sa maison. Fieschi aurait » assassiné un homme pour cent sous; enfin si, dans » un temps reculé, cet homme lui avait dit des choses » bénévoles comme cela, il ne savait pas alors que » c'était Fieschi. »

Pepin a fini par accuser Fieschi d'avoir été en relation avec un *agent supérieur de la police*, et d'avoir un jour proposé à Pepin de vendre aux *journaux*, à son profit, tous les *secrets de la police*, par le moyen de cet agent.

Pressé de nouveau par le président sur ces demi-aveux, Pepin répète « qu'il ne le connaissait pas sous » le nom de Fieschi; qu'il ne le connaissait pas intimement; qu'il ne croyait voir en lui que Bescher. » Croyez-vous, s'est-il écrié, que si je l'avais » connu, il aurait mangé à la maison, le jour où » M. Levallant y était? Encore personne ne l'avait » invité; il est monté sur la fin du dîner, sans être » engagé; il est effronté comme un page. »

Fieschi a déclaré que Pepin lui avait prêté la brochure qu'il a composée pour sa justification, à l'occasion des événemens de juin 1832, et plusieurs témoins ont déposé avoir vu en effet cet écrit entre les mains de Fieschi; en échange, Fieschi avait prêté à Pepin un volume in-12 des œuvres de *Cicéron latin-français*. Ce volume a été retrouvé chez Pepin.

Plusieurs fois, Fieschi lui a montré le poignard qu'il portait; il lui a même confié qu'il avait eu l'idée de le plonger dans le sein de M. Caunes, parce qu'il croyait que c'étaient ses dénonciations qui avaient motivé les poursuites dont il était l'objet; enfin Pepin a déclaré que Fieschi lui avait toujours inspiré une véritable frayeur.

Depuis, dans son dernier interrogatoire, Pepin est revenu sur cette confiance que Bescher ou Fieschi lui aurait faite des *projets graves* qu'il méditait. Il a assuré en avoir parlé dans le temps à une dame, mais il n'a point voulu indiquer le nom de cette dame, pour ne la point déranger; s'il avait pu connaître exactement ce que Fieschi avait en tête, il en aurait prévenu l'autorité, trop heureux de racheter par là les malheurs qui l'avaient frappé antérieurement.

Cependant Pepin a demandé à être confronté de

nouveau avec Fieschi ; il avait , disait-il , des questions importantes à lui adresser. Cette confrontation n'a rien produit d'intéressant. Pepin a prétendu que Fieschi avait imputé à M. Lavocat des actes contre la probité et la délicatesse ; Fieschi l'a démenti.

Les commissionnaires qui se tiennent à l'entrée de la rue du Faubourg-Saint-Antoine , à la porte de Pepin , ont vu Fieschi chez Pepin dans le commencement de l'été. environ pendant quatre semaines. Il y couchait quelquefois , dit l'un d'eux , car il sortait le matin avant l'ouverture de la boutique ; un de ces commissionnaires cirait ses souliers , le matin ; il a dit que Fieschi mangeait à la table de Pepin , et qu'il avait amené , dans un char-à-bancs , la machine à broyer les couleurs de Pepin ; il était présent quand on a placé cette mécanique ; il organisait cela.

Fieschi a dicté une description circonstanciée de la maison de Pepin , depuis le rez-de-chaussée jusqu'à l'étage supérieur , en décrivant minutieusement les meubles qui y sont placés.

Pepin ayant demandé à être mis une troisième fois en présence de Fieschi , a commencé par dire que celui-ci , qu'il n'avait jamais connu sous ce nom , n'était pas venu chez lui aussi souvent qu'on veut bien le dire , et notamment qu'il n'y était pas venu dans les deux mois qui ont précédé l'attentat ; il a affirmé qu'il ne lui avait donné que 5 ou 10 francs à la fois , tout au plus , à deux différentes reprises , et encore sous promesse de les rendre , et jamais d'autre argent.

Pepin a soutenu avoir dit à Fieschi de s'abstenir de venir chez lui s'il craignait la police , et lorsque Fieschi s'y présentait , de lui avoir souvent fait dire par ses jeunes gens qu'il n'était pas à la maison. Il

lui a demandé combien de fois il lui avait dit que Guiuard et lui, Pepin, devaient faire partie d'un gouvernement provisoire ; s'il n'avait pas confié à Pepin qu'il connaissait beaucoup un ingénieur en chef carliste, chez lequel il allait souvent, et qui avait promis de le faire réintégrer dans son emploi ; si lui Pepin ne l'avait pas toujours engagé à pardonner les injures qu'il pouvait avoir reçues, plutôt que de chercher à s'en venger ; s'il a vu quelques généraux chez Pepin ; si Fieschi ne connaissait pas lui-même des généraux ou des colonels d'état-major ; par quelle entremise il lui avait fait remettre l'argent destiné à l'achat des fusils ; s'il était vrai que lui, Pepin, se fût vanté de faire partie de quarante sociétés politiques ; quelle somme il avait promise à Fieschi pour le porter à commettre son attentat ; si Fieschi ne lui avait pas fait entendre qu'il avait rendu de grands services à M. Lavocat, relativement à la duchesse de Berry, et s'il ne lui avait pas raconté d'autres particularités concernant cette princesse ; si Morey n'a pas plusieurs fois défendu à Fieschi de venir chez Pepin ; enfin quand, par qui et comment Pepin a pu connaître Boireau ?

Fieschi a répondu qu'un mois avant l'attentat, Pepin prétendant qu'il était lui-même surveillé par la police, le priait, en effet, de venir moins souvent chez lui, de crainte qu'on ne l'arrêtât ; c'était dans le même sens que Morey conseillait à Fieschi de ne pas aller trop souvent chez Pepin ; aussi Fieschi n'y allait-il que pour prendre quelques comestibles, ou lorsqu'il avait besoin de quelque chose pour sa machine, ou pour demander si on avait enfin une réponse de Cavaignac, touchant les fusils. Il pensait que Pepin n'était pas chez lui quand on disait dans son magasin

qu'il était sorti. Pepin lui a dit une seule fois que , lors des événemens d'avril 1834, il avait dû être formé une municipalité provisoire, dont Guinard devait être le chef comme maire , et dont Pepin devait faire partie.

Lorsque Pepin a donné de l'argent à Fieschi , il ne l'a jamais fait devant témoins. Fieschi a toujours cru que l'argent qui lui était remis venait de Pepin seul ; cependant, quand il a vu venir le prince de Rohan chez celui-ci, et quand il a entendu répéter par Pepin ce qu'aurait dit un général en parlant du Roi : « Il n'y aura donc personne qui fasse tomber ce gredin-là ! » il a réfléchi que Pepin pouvait bien agir dans l'intérêt des carlistes. Il n'a point vu de généraux chez Pepin, mais après avoir réfléchi à tout cela, à ce général, au baron de Rohan, à la traînée de poudre, à Boireau, que Pepin avait mis dans la confidence, il s'est dit que Pepin était un homme lâche et sans cœur. Quant à lui, il n'a connu de généraux que le général Franceschetti, qui est mort, et le général Gustave de Damas, qui est en Suisse, et de colonel d'état-major que M. Chatry-Lafosse, colonel d'état-major de la place de Paris.

L'argent destiné à payer les canons de fusil lui a été remis par Morey, de la part de Pepin, ainsi qu'une quarantaine de francs qui lui ont été donnés en d'autres temps, soit pour acheter la malle, soit pour d'autres menues dépenses.

Pepin ne disait pas qu'il fût membre de quarante sociétés politiques, mais qu'il en connaissait quaranté, et qu'il avait été membre de la société des Droits de l'homme et visiteur des sections du 11^e arrondissement.

Pepin n'avait jamais fait de promesses à Fieschi :

il lui avait laissé entrevoir vaguement qu'il serait récompensé, mais lui, Fieschi, ne lui avait rien demandé.

Fieschi a refusé de s'expliquer sur ce qui concernait M. Lavocat; quant à Boireau, il a répondu qu'environ deux mois avant l'attentat, il l'avait mené chez Pepin *boire la goutte*; que Pepin était présent et qu'ils avaient causé tous les trois ensemble, sans parler trop politique.

Pepin a protesté contre les allégations de Fieschi. Il a demandé qu'un mémoire justificatif qu'il avait rédigé fût joint au procès-verbal de confrontation.

MÉMOIRE JUSTIFICATIF DE PEPIN.

Il commence, dans ce mémoire, par repousser de toute la force de son ame les fausses allégations de Fieschi, qui ne sont fondées, dit-il, sur aucun fait, aucune preuve, et dont plusieurs sont des mensonges avérés. Il est dans sa destinée d'être en butte à de mensongères accusations. En 1832, les faits les plus graves lui furent imputés, ils furent reconnus faux : ceux qui les avaient avancés ne voulurent pas se rétracter, et, cependant, contrairement aux rapports de deux généraux, appuyés par cinq ou six colonels et autres officiers, il fut prouvé que Pepin était l'officier de sa légion qui s'était le mieux montré pour le maintien de l'ordre; que pas un homme n'avait été blessé devant son domicile; que pas un boulet n'avait été tiré dans la rue qu'il habitait; que les fusils qui avaient été saisis chez lui et qu'il était chargé de délivrer aux gardes nationaux de sa compagnie étaient neufs et n'avaient jamais servi, et qu'il n'avait pu mettre le pistolet sur la poitrine d'un grenadier du 16^e régiment de ligne, puisqu'il était

sans armes. Plus tard, un ouvrier qu'il avait occupé pendant huit à dix mois, et qu'il avait renvoyé pour cause d'infidélité, le dénonça comme détenteur d'armes et de munitions de guerre; deux fois il fut traduit en police correctionnelle, et deux fois il fut renvoyé de la plainte : le délateur qui l'avait si calomnieusement dénoncé subit en ce moment la peine de deux années d'emprisonnement, à laquelle il a été condamné pour vol domestique. « Garrot » m'accusa, dit Pepin, parce que je l'avais renvoyé » pour cause d'infidélité; Fieschi me désigne comme » son complice, parce que je le renvoyai pour d'au- » tres motifs. Il y a long-temps que des hommes à » qui je n'ai jamais fait aucun mal, que je n'ai jamais » connu, ont déclaré, en lieu public, qu'ils sauraient » m'envelopper dans une mauvaise affaire et me » perdre. Plus tard, un portefeuille rouge fut jeté » sous un de mes comptoirs, contenant des papiers » séditieux : il a été remis à l'autorité en temps » utile.

Pepin donne ici un aperçu de sa situation financière; il en résulte qu'il a des dettes. « Ainsi continue-t-il, je suis sans argent à pouvoir disposer; » je suis sans connaissance qui puissent m'en procurer, sans ramifications au dehors ni en France. » Bescher dit Fieschi n'a pas dû mettre à exécution » son fatal projet sans espoir d'une forte récompense, et je n'étais pas en position de fortune » pour pouvoir la lui offrir. Père d'une nombreuse » famille, je n'aurais d'ailleurs aucun intérêt » à un changement de gouvernement; mes capacités sont restreintes aux affaires commerciales et industrielles. Quels motifs m'auraient donc » porté à me rendre complice d'un acte aussi cruel ?

» Quatorze années d'un commerce honorable et laborieux répondraient à dix calomniateurs comme Bescher ou Fieschi. Au surplus, où sont mes conseils, mes adhérens ? il n'y en a point. Je suis sans ramification avec aucune société politique ; je prouverai, par l'attestation de commerçans ou industriels honorables, que mes antécédens sont ceux d'un homme d'honneur, de moralité et de vertu ; que j'ai toujours fait le bien et jamais le mal ; que j'ai secouru mes concitoyens dans le malheur, tant que je l'ai pu.... Dans ma conviction, on profite de ma faiblesse, du malheur de mes injustes persécutions antérieures, pour me faire servir de plastron, pour dénigrer une conviction généreuse.

**PROPOSITION DE VENDRE LES SECRETS DE LA POLICE AUX JOURNAUX.
— DERNIER MOT DE PEPIN.**

Pepin est revenu sur la proposition de vendre les secrets de la police aux journaux, par le moyen des accointances qu'avait Fieschi avec des agens de police, qu'il prétend lui avoir été faite par ce dernier ; il a insisté sur les rapports habituels de Fieschi avec ces agens. Fieschi est convenu qu'il avait fait des mensonges de cette nature pour se rendre agréable à Pepin ; et il a présenté l'avidité de celui-ci à saisir toutes les occasions de servir les journaux de son parti, *le Réformateur* surtout, car il parlait peu du *National*, et son empressement à se mettre incessamment en hostilité avec la police, comme une nouvelle charge contre Pepin.

On a saisi chez lui un dessin fort grossier, mais qui semble indiquer les principaux linéamens de la machine infernale. Ce dessin lui a été représenté, il n'en avait conservé aucun souvenir ; il l'a attribué à la fantaisie ou au caprice de ses enfans.

DÉTAILS BIOGRAPHIQUES SUR BOIREAU — SES INTERROGATOIRES.

Victor Boireau, ouvrier ferblantier, est né à La Flèche, département de la Sarthe, le 5 novembre 1810. Il a été ouvrier à Lyon, chez un ferblantier nommé Carle. Divers renseignemens l'avaient signalé comme ayant appartenu à la société des Droits de l'homme; on a assuré qu'il faisait partie de la section Louvel; il a dit qu'il avait voulu entrer dans cette société, mais qu'il n'en avait jamais fait partie. Il fréquentait le café Périnet; ses opinions républicaines sont constantes.

Arrêté le 28 juillet, il fut interrogé le jour même et répondit d'une manière très-résolue et tout-à-fait négative. Il avait d'abord avoué qu'il avait vu Edouard Suireau la veille; il a dit plus tard qu'il ne l'avait pas vu et que si Suireau était venu au magasin du sieur Vernert, il n'y était resté qu'un instant.

Dans son second interrogatoire, Boireau a reconnu qu'il s'était trompé quand il avait dit n'avoir pas vu Edouard Suireau le 28 au matin: il savait qu'il le trouverait chez son père, et il a voulu lui souhaiter le bonjour en passant, mais il ne l'a point chargé d'acheter pour lui un quarteron de poudre et de le déposer chez le portier: il en donne en preuve qu'il est allé le soir chez le concierge réclamer son parapluie, et qu'il n'a point demandé de poudre.

Il a entendu dire, le 27 au matin, au café de France, boulevard des Italiens, que *les carlistes préparaient un coup* pour le lendemain; c'est une demi-heure après qu'il s'est trouvé seul avec Edouard Suireau, dans le magasin, et celui-ci peut lui avoir entendu répéter ce qu'on disait depuis fort longtemps, que *les carlistes devaient faire un coup*. Du

reste, il n'a rien su : « ce n'est pas à un ouvrier comme » lui que l'on confie une chose si importante. »

Il est convenu qu'il avait fait raser ses moustaches et ses favoris, le dimanche 26, mais d'après le conseil d'Edouard Suireau lui-même, qui disait que cela lui siérait mieux. Il a d'ailleurs protesté que la déclaration de ce jeune homme était fausse, et il a affirmé qu'il lui connaissait des sentimens de haine et de vengeance contre sa personne, « car, a-t-il ajouté, » plusieurs fois, dans l'atelier, nous avons eu des » raisons tous les deux, et il m'a dit que nous aurions » à faire tôt ou tard ensemble. »

On ne savait encore qui était Fieschi, ni quel rôle il allait jouer dans le drame judiciaire qui s'entamait, et comme on demandait à Boireau quelle était la personne qui, peu de jours auparavant, était venue demander à coucher chez lui à minuit passé, et que la principale locataire de la maison ne voulut pas laisser entrer, il a répondu que c'était Fieschi, dont il ne connaissait ni l'état ni la demeure; il savait qu'il était mécanicien, mais il ne savait pas s'il travaillait. « Ajoutez que ça m'a toujours étonné beaucoup, a- » t-il continué, de ne pas savoir ce qu'il faisait. »

Dans son quatrième interrogatoire, Boireau a persisté à soutenir que Suireau était un menteur qui avait une vengeance contre lui; mais il lui est échappé de dire que s'il avait indiqué l'*Ambigu* comme le lieu où il devait y avoir un coup, « c'est » que toutes les fois qu'il y a eu quelque émeute, » c'est de ce côté-là; j'ai pu dire à Suireau de dé- » tourner son père d'aller de ce côté-là, parce que » c'est de ce côté-là que les émeutes éclatent ordi- » nairement. C'est ce misérable qui est détenu, et » que je ne connaissais que sous le nom de Fieschi,

» qui m'a dit que les carlistes voulaient faire un
» coup et que les patriotes devaient se tenir prêts.

Boireau reconnaît qu'il est allé, le dimanche 26 juillet, vers une heure, dans l'estaminet de la maison qu'habitait Fieschi, mais il ne l'a pas vu. Il est convenu être sorti, le lundi 27 au matin, pendant un quart d'heure, pour aller chercher une jeune personne qui lui avait donné, la veille au soir, un rendez-vous auquel elle avait manqué; il est sorti muni d'un *archet*, d'un *foret* et d'une *conscience*, pour faire croire qu'il allait travailler au dehors, et pour qu'on ne dit pas qu'il perdait le temps de son maître, il a dit en sortant qu'il allait rue de Richelieu, hôtel d'Espagne.

Boireau est convenu que, le mardi matin 28 juillet, il n'était point allé à l'atelier, quoiqu'il eût été décidé qu'on y travaillerait ce jour-là jusqu'à deux heures; il voulait voir la revue, attendu, avait-il dit dans son premier interrogatoire, « que cela était » très-essentiel. » Il a suivi le boulevard jusqu'à la rue du Temple. Il paraît qu'en ce lieu-là il aurait rencontré l'ouvrier lampiste Joulain, qui lui aurait demandé s'il ne voulait pas venir voir avec lui le passage du Roi; Boireau lui aurait répondu: « Je » me f... bien du Roi! ou d'autres paroles offensantes pour le Roi! Alors Joulain aurait répliqué: « Vous avez donc de mauvaises intentions? » et Boireau de s'écrier: « Vous! vous êtes juste-milieu » parce que vous ne connaissez pas vos droits! »

Il a déclaré que l'individu qui l'accompagnait, lorsqu'il était allé, le mardi matin, chez Suireau, se nommait Martinault, et que c'était un homme de lettres qu'il avait connu à la Force, pendant qu'ils y étaient détenus tous deux; il a reconnu que, s'il

avait fait couper ses moustaches et ses favoris, ce n'était pas seulement pour ne pas avoir l'air d'un singe, comme le prétendaient ses camarades, mais aussi parce qu'il « avait peur d'être arrêté dans le » cas où il arriverait quelque chose, parce qu'on » arrêterait alors beaucoup de monde. » Toutefois, avant de signer l'interrogatoire, craignant, sans doute, que cet aveu eût quelque gravité, il a ajouté que c'était « par inconséquence » qu'il avait dit avoir coupé ses moustaches dans la crainte d'être arrêté.

On n'a rien négligé pour découvrir le sieur Martinault; mais toutes les recherches ont été inutiles.

Boireau a reconnu qu'il voyait habituellement Fieschi à l'atelier du sieur Vernert, et quelquefois rue St-Jacques, dans un hôtel garni où demeurait Salis : il savait très-bien que Laurence Petit était la maîtresse de Fieschi; mais il prétend n'avoir point dit qu'il était instruit d'un projet qui aurait existé d'assassiner le Roi sur la route de Neuilly; il a affirmé n'en avoir jamais su que ce qu'en avaient dit les journaux.

Il a persisté à nier qu'il eût chargé Suireau d'acheter de la poudre; qu'aurait-il fait de cette poudre, puisqu'il n'avait point d'armes et qu'on n'en a point saisi chez lui?

En effet, on n'a pas trouvé chez Boireau le pistolet que Fieschi prétend lui avoir donné; mais Suireau a affirmé que Boireau avait, à l'atelier où il travaillait, une paire de pistolets, ou un seul pistolet à piston, dont le canon était en cuivre : toutefois, ils n'ont pas été retrouvés, et le sieur Vernert a déclaré ne les avoir jamais vus.

Boireau avoue qu'il boit souvent plus qu'il ne fau-

drait, et qu'il est une *excellente pratique* pour un certain marchand de vin de la rue Richelieu. Il nie toute intimité avec Fieschi.

Le foret qu'il avait emporté le 27 juillet a été saisi dans l'état où il se trouvait lorsque Boireau l'a rapporté; on ne s'en est pas servi depuis. Il était destiné à percer du cuivre; Boireau a reconnu l'archet et la conscience, mais il a dit qu'il croyait que le foret qu'il avait emporté était plus gros que celui qui lui était représenté.

Depuis le commencement de l'instruction, le sieur Vernert a renvoyé Édouard Suireau : Boireau soutient que c'est à cause de ses mensonges.

Travault n'a pas reconnu Boireau : il pense que ce n'est pas lui qui est venu demander Fieschi le 27 juillet. Sophie Salmon ne l'avait pas reconnu, à la première confrontation; elle ne croyait pas alors qu'il fût le même jeune homme qui avait dit se nommer Victor : elle l'a depuis parfaitement reconnu le 8 octobre.

NOUVELLES DÉCLARATIONS DE MM. SUIREAU PÈRE ET FILS. —
DÉRÉGATIONS DE BOIREAU,

Le 1^{er} septembre, Édouard Suireau a fait une nouvelle déclaration; en voici la substance : Il connaissait très-bien Fieschi, et l'intimité de sa liaison avec Boireau. Fieschi venait voir presque tous les jours Boireau à son atelier. Boireau, de son côté, avait été intimement lié avec Laurence Petit.

Le 27 juillet, dans l'après-midi, Suireau sut de Boireau qu'il n'était point allé percer des trous à l'hôtel d'Espagne avec son foret, mais bien à *leur affaire* ou à *leur machine*. Suireau auquel il venait de faire

connaître que l'*affaire* devait se passer sur le boulevard du Temple, ayant remarqué qu'il avait fait une bien longue course en peu de temps, il répondit qu'il avait pris un cabriolet, et il ajouta que s'il voulait aller déclarer à M. Gisquet tout ce qu'il savait, il aurait tout ce qu'il voudrait.* Le premier commis du sieur Vernert, Massé, étant entré dans l'atelier et trouvant les deux jeunes gens occupés à causer, leur dit : Travaillez donc. « Qu'ai-je à faire de travailler ? » reprit Boireau, quand Massé fut parti : j'aurai peut-être demain plus de 100,000 francs. » Il quitta l'atelier à sept heures du soir et dit à Suireau qu'il allait monter à cheval, sur le boulevard, pour la répétition de la machine ; qu'il devait prendre des chevaux dans une écurie dont le maître avait laissé la clef pour le cas où il ne s'y trouverait pas. D'après ce que disait Boireau l'homme qui devait prêter les chevaux était un *epicier*.

Cette déclaration a été confirmée par le sieur Suireau père.

Boireau a été confronté avec Édouard Suireau. Celui-ci a confirmé devant lui la vérité de toutes ses déclarations. Boireau a soutenu imperturbablement qu'elles étaient mensongères ; il a également protesté que c'était faussement qu'on lui imputait des propos inconvenans contre la personne du Roi : « J'ai mes idées, cela est vrai, a-t-il dit, mais personne ne pourra jamais dire qu'on m'ait entendu mépriser le Roi ou blasphémer contre lui, et M. Vernert qui partage les idées du Gouvernement et qui estime le Roi comme personne, ne m'aurait pas accordé la confiance qu'il m'avait accordée si j'avais été un exalté. »

DERNIÈRES CHARGES CONTRE BOIREAU.

Enfin il résulte d'un des derniers interrogatoires de Fieschi et de la déposition de divers témoins, une dernière charge contre Boireau. Fieschi a déclaré que c'était chez un entrepreneur en serrurerie, nommé Pierre, demeurant rue du Faubourg-Saint-Antoine, n° 65, qu'il avait fait exécuter la barre de fer ou de forte tôle au moyen de laquelle il se proposait d'assujettir les culasses des canons de fusil de sa machine. Il n'est pas allé seul chez ce serrurier; il était avec le sieur Michel Dècle ou avec Boireau. Il croit plutôt que c'était avec Boireau.

On a entendu le sieur Pierre, la dame Pierre, les sieurs Ramé et Boursaint, ouvriers du sieur Pierre, et le sieur Brasch, son apprenti. Le 26 juillet, deux hommes sont venus dans la boutique de ce serrurier pour commander une plaque de tôle. Il semblerait que ces deux hommes présens dans la boutique auraient pris une part égale à la commande dont il s'agit, et que Boireau, qui a été parfaitement reconnu par Ramé et la dame Pierre, aurait su à quel usage était destinée la barre de fer que Fieschi commandait. Celui-ci a persisté à nier qu'il eût parlé de sa machine à Boireau, et s'est efforcé de tout concilier en disant que Boireau était canseur de sa nature, et qu'en voyant le papier sur lequel Fieschi avait tracé le dessin de la barre de fer, il avait bien pu concourir à expliquer avec lui comment elle devait être faite, quoiqu'il en ignorât la destination. Fieschi pense que Boireau n'a su l'existence de la machine que le lundi 27 juillet au soir.

Dans sa confrontation avec le serrurier Pierre, sa

femme et ses ouvriers, Boireau est convenu qu'il était allé avec Fieschi dans cette boutique, le dimanche 26 juillet, et il a même rappelé diverses circonstances qui se seraient passées en sa présence; il est ensuite revenu sur ces aveux, il a nié complètement avoir accompagné Fieschi dans la boutique du sieur Pierre.

DÉTAILS SUR BESCHER.

Bescher (Tell), relieur, demeurant rue de Bièvre, n. 8, est né à Laval, département de la Mayenne, en 1794. En 1834, cet homme se trouvait au nombre des inculpés dans l'affaire d'avril.

Après la déclaration de la fille Lassave, relative au passe-port, on s'est occupé d'abord de vérifier si, en effet, un passe-port avait été délivré au sieur Bescher pendant le cours de cette année. On a trouvé sur les registres de la préfecture de police de Paris les indications suivantes : à la date du 5 janvier 1835, il a été expédié un passe-port, pour Auxerre, au sieur Bescher (Tell), âgé de 41 ans, taille d'un mètre 59 centimètres, cheveux châtons, front haut, sourcils châtons, yeux idem, nez moyen, menton rond, teint ordinaire; signalement dont les principaux traits, la taille, l'âge et la couleur des cheveux se rapportent également à Fieschi. Le départ de Paris était motivé sur *des affaires de famille*. Les témoins étaient M. Morey, bourrelier, rue Saint-Victor, n. 123, et M. Vayron, imprimeur, rue Galande, n. 51.

On découvrit que le sieur Vayron avait été lui-même membre de la société des Droits de l'homme, et qu'il avait été impliqué dans les affaires du mois d'avril. On sut aussi que Bescher n'avait ja-

mais fait usage du passe-port qu'il avait obtenu le 5 janvier. Interrogé sur ces circonstances, Bescher a répondu qu'il avait projeté un voyage à Auxerre, ne trouvant pas d'ouvrage ici, et dans l'intention de se placer chez un sieur Bottier, relieur dans cette ville; mais que sa femme, n'étant pas d'avis de ce voyage, avait brûlé le passe-port pour qu'il n'eût pas lieu.

Le sieur Bottier a déclaré qu'ayant eu autrefois en apprentissage la demoiselle Victorine Benier, devenue maintenant femme Bescher, il avait fait à Paris la connaissance de ce dernier, mais que du reste il n'avait nullement entendu parler de Bescher, et que jamais celui-ci n'avait dû venir demeurer chez lui ou y travailler.

Bescher a soutenu ses premières assertions, en faisant observer qu'il n'avait pas donné connaissance de son projet au sieur Bottier; mais que leurs anciennes relations l'autorisaient à penser que, s'il se présentait chez lui, il y trouverait de l'ouvrage.

Le sieur Vayron et la femme Bescher ont confirmé par leurs déclarations le récit de Bescher, touchant son projet de voyage et les motifs qui l'auraient empêché de quitter Paris.

Il a été constaté que le livret dont Fieschi paraît avoir fait usage, chez le sieur Lesage, avait été délivré à Bescher le même jour que son passe-port, c'est-à-dire, le 5 janvier dernier.

Ni le livret, ni le passe-port de Bescher n'ont pu être retrouvés; l'existence de ces deux pièces n'en est pas moins un fait établi, puisqu'il résulte de la vérification des souches conservées à la préfecture.

Il règne plus d'obscurité sur le point de savoir ce qu'est devenu le livret au moment où Fieschi a quitté les ateliers du sieur Lesage. Ce dernier prétend qu'il

a remis alors à Fieschi son livret *en règle*. Fieschi soutient, au contraire, que le livret ne lui a pas été rendu par Lesage, et qu'il ne le lui a même jamais redemandé.

Quant au passe-port, Fieschi a déclaré constamment, non-seulement qu'il ne l'avait pas eu entre les mains, mais même qu'il ne l'avait jamais vu. Cependant, suivant une réponse faite par Pepin dans son interrogatoire du 21 octobre, le passe-port délivré au nom de Bescher aurait été vu par lui entre les mains de Fieschi, et cette déclaration paraît d'autant plus grave, que le fait cité par Pepin remonte à une époque plus voisine de la délivrance du passe-port.

SYMPTÔMES DE COMMOTION POLITIQUE A L'INTÉRIEUR ET A
L'EXTÉRIEUR.

Après avoir examiné rapidement les principes de la compétence de la cour des Pairs, pour connaître de l'attentat du 28 juillet, M. Portalis jette un coup-d'œil sur certains faits, trop vagues pour permettre à l'instruction d'assigner à chacun d'eux une valeur réelle, mais qui, par leur simultanéité, acquièrent une sorte d'intérêt, et ne pouvaient être négligés.

A l'extérieur, ce sont des rumeurs sourdement répandues, des indices plus ou moins précis sur une commotion politique en France, dont les journées de juillet devaient donner le signal. On les rencontre à Francfort-sur-le-Mein, dans la Suisse, dans le duché de Bade, dans les villes de Munich, de Gênes, de Malaga et de Rome.

A l'intérieur, ce sont des signes d'agitation dans le Midi et dans l'Ouest, et parmi les sociétés républicaines; ce sont aussi divers articles de journaux (*la Gazette de Metz, l'Industriel de la Meuse, la*

France, le Corsaire, le National), dans lesquels le gouvernement a cru voir, après l'événement, de sinistres prophéties. Le rapporteur, en rappelant ces articles que l'accusation a complètement abandonnés, s'attache à expliquer par là les poursuites dont les rédacteurs de ces feuilles ont été momentanément l'objet.

Ici, M. Portalis, résumant les découvertes obtenues par l'instruction, établit que le but de l'attentat était le meurtre du Roi et l'extinction de sa race ; quant à la question de savoir au profit de quelle faction le crime eût été consommé, il pense qu'elle est suffisamment éclaircie par la profession de foi de ceux des inculpés qui ont une foi politique, et par leurs *atténances* à la société des Droits de l'homme.

De là il passe à des considérations générales sur l'état de notre société, et sur le danger « des déclamations journalières qui attisent les mauvaises passions. »

Il examine ensuite les résultats de l'instruction, qui, au premier abord, ne satisfont pas pleinement la raison. On a peine à comprendre, dit-il, qu'un tel forfait ait été préparé entre trois ou quatre hommes obscurs, dont le plus puissant en intelligence, le plus énergique en volonté, paraît à peu près dénué de passions politiques. Toutefois il trouve explication de ce phénomène dans la situation des esprits et dans l'attitude des partis, qui, sans aucun concert préalable, offrent à tout frénétique qui comploté un grand attentat, la certitude d'avoir toujours derrière lui de nombreux auxiliaires.

Après de nouveaux aperçus sur les funestes effets des doctrines politiques qui conduisent quelques hommes « à méditer une révolution pour recouvrer

une place de conducteur dans les travaux publics» après avoir invoqué les avantages de l'ordre et de la stabilité, et rappelé la nécessité d'un développement lentement progressif de nos institutions, M. Portalis termine son rapport en ces termes :

« Mais une pensée consolante s'offre à nous : déjà l'attentat du 28 juillet a réuni toutes les âmes honnêtes dans une horreur commune pour un crime si odieux. La noble attitude du Roi, son courage et sa modération dans un si grand péril, envisagé d'un œil à la fois si calme et si ferme, ont commandé le respect à tous, et victorieusement répondu à de misérables offenses. Tous les hommes sensés, ralliés à la monarchie constitutionnelle, que les factions perturbatrices ne cessaient d'attaquer avec tant de ruse et de violence, viennent en aide à la Providence, qui a si miraculeusement préservé les têtes précieuses auxquelles sont attachées les destinées présentes et futures d'un grand peuple ; ils savent ce qu'impose de sacrifices et ce que commande de précautions l'état des esprits et des choses. Sur tous les points du royaume une voix unanime s'est fait entendre pour bénir le ciel qui a protégé la France encore cette fois. On a pu juger par la crainte qui a saisi chacun au moment où s'est répandue la fatale nouvelle, que tous étaient désormais éclairés sur leurs véritables intérêts et sur les bienfaits inestimables dont le sceptre protecteur du Roi les maintient en possession. Le souvenir d'un tel danger sera pour nous à la fois, soyons-en certains, une leçon et une garantie.

« Nous vous avons exposé, Messieurs, les faits généraux mis en lumière par cette longue et laborieuse procédure ; nous vous avons présenté le tableau des charges qui s'élèvent contre chacun des cinq inculpés

sur lesquels votre délibération devra porter. A l'égard de tous les autres, le conseil de douze membres, institué par votre arrêt du 29 juillet dernier, a déclaré, sur le rapport de M. le Président, n'y avoir lieu à poursuites ultérieures.

« Mais, dans une affaire qui a éveillé à un si haut point la sollicitude de la France et de l'Europe, c'était pour nous un devoir d'approfondir les moindres incidens qui ont paru se rattacher au déplorable attentat dont l'instruction devait rechercher les auteurs et les complices. Quelque étendus que soient les développemens donnés à ce rapport, vous n'auriez qu'une indication incomplète du soin avec lequel a été instruite cette procédure, si vous n'aviez sous les yeux que les résultats positifs obtenus par elle : un immense travail a eu pour objet, non-seulement d'éclaircir tous les faits énoncés au ministère public, mais aussi de vérifier tous les avertissemens qui ont été donnés, de remonter à la source de tous les bruits qui ont paru se rattacher au crime du 28 juillet.

« Nous ne croirions point nous être acquittés de tous nos devoirs, si une analyse sommaire de ce grand travail ne venait compléter le compte que nous nous sommes efforcés de vous rendre, avec exactitude et fidélité, de cette immense procédure (1). »

(1) L'analyse sommaire du grand travail dont parle ici M. Portalis, se compose de 246 notices, qui formeraient, à elles seules, un très-fort volume in-8°. Ces notices étant, ou complètement insignifiantes, ou relatives à des faits déjà relatés dans notre première partie et dans le rapport fait à la Cour des Pairs, nous n'avons pas pensé qu'il fut utile de les reproduire.

DESCRIPTION

DU

CARNET DE FIESCHI.

A la fin du Rapport de M. Portalis se trouve le *fac simile* d'un carnet appartenant à Fieschi, et trouvé dans la fosse d'aisance de la maison de Morey, avec les explications données par Fieschi, dans son interrogatoire du 29 septembre 1835.

Ce carnet se compose de 7 feuillets ou 14 pages.

La 1^{re} page contenait des notes relatives à un travail dont Fieschi s'occupait pour les voitures les tricycles *omnibus* ;

Les 2^e, 3^e, 4^e, 7^e et 10^e ne contiennent aucune note ;

Les 5^e et 6^e contiennent plusieurs adresses de maisons de commerce dans lesquelles Fieschi aurait cherché à placer *Annette* ou *Agarithe*.

La 9^e page contient ces mots : *Le mois de juill. effrera la F.....*

EXPLICATIONS DE FIESCHI.

« Je ne me rappelle pas avoir écrit ces mots-là. Au reste, je ne dis pas que je ne les ai pas écrits ; car, puisque j'ai fait la chose j'aurais bien pu l'écrire. »

Recut

La 11^e contient les chiffres suivans : (1) $\left\{ \begin{array}{l} 21 \\ 210 \\ 347 \end{array} \right.$

(2) 218 50 — (3) 15 — (4) 40 — (5) 20

(6) $\left\{ \begin{array}{l} 218\ 50 \\ 40 \\ 12 \end{array} \right.$

250 50

EXPLICATIONS DE FIESCHI.

(1) « Je n'ai jamais reçu autant d'argent que cela. Au reste, ces chiffres, dont je ne peux me rappeler la signification, ne peuvent exprimer trois paiemens à moi faits ; 1^o parcequ'il est raisonnable de remarquer qu'on m'eût compté des sommes rondes, au lieu de 210 et 347 ; 2^o parce que la plus forte somme que j'ai reçue était celle qui a servi à payer les canons, c'est-à-dire 187 50 ; qu'au surplus il ne m'en a été compté, en tout, que 500 francs au plus. »

(2) « Total des divers paiemens. »

(3) « Prix du bois brut de la machine payé par Pepin. »

(4) « Prix du loyer de ma chambre, y compris le sou pour franc pour le portier. »

(5) « 20 francs donnés par Morey pour payer une malle, et les arrhes du marché des canons. »

(6) « Récapitulation de dépenses où figure pour 12 francs le prix réel de la malle. »

La 12^e page contient les chiffres suivans :

(1)	21850	18	50 centime	
(2)	4750	40		
(3)	12	12		
(4)	15	15		8 { 103 100
(5)	202	85	50	203
(6)	6			
(7)	90	<i>Recue pour compte</i>		
(9)		285	50 centimes	

12	{	37 50	{	(1)	Bua	13	23
		37 50			Matela	28	
		37 50			Glasse	5	
					Chese	5	
		111 50 (11)			Table	5	
					Coverture	20	
					Draps	10	
		111 50			Greillie	5	
		93				0	
(13)		204				93	23

EXPLICATIONS DE FIESCHI.

« Je crois qu'on a confondu les chiffres indiquant la date, avec ceux qui expriment une somme, et que celui qu'on a pris pour un 8 était un 1 ; ainsi, il resterait, à la date du 21, 150 50, attendu que je pense que le nombre 18 se rapporte aussi à une date. »

Plus tard, Fieschi a donné une autre explication, il a dit :

« On voit sur le registre de Pepin, au haut d'une page, une somme de 150 fr., plus une somme de 68 50, toutes deux remises à Bescher, et dont le total forme celle de 218 50. L'erreur apparente qui résulte de l'examen de mon carnet serait donc uniquement causée par l'omission d'une virgule qui aurait dû séparer les francs des centimes : j'ajoute que, comme cet article est écrit au crayon sur le carnet, il se peut bien que la virgule ait disparu par suite du séjour que mon carnet a fait dans l'endroit où il a été trouvé. »

(2) « Je ne me rappelle pas ce que peut signifier cette inscription. J'affirme que je n'ai jamais reçu de somme de cette importance. »

(3) « Deux fois 12 fr. que j'ai reçu de Pepin. »

(4) « Deux fois 15 fr. que j'ai reçu du même. »

(5) « Je ne puis en rendre compte. »

(6) « Prix de façon payé au menuisier. »

(7) « Supputation de diverses sommes partielles reçues. »

(8) « Je ne peux expliquer cet article. »

(9) « C'est aussi un total de diverses sommes que j'ai reçues. »

(10) « Prix du bois ayant servi à la confection de la machine. »

(11) « Divers articles de dépenses. »

(12) « Prix de trois demi-termes de mon loyer. »

(13) « Total des deux sommes ci-contre. »

La 15^e page contient cette note :

Recut 3190.

EXPLICATION DE FIESCHI.

« Cette inscription pourrait exprimer 31.90

N. B. « Je fais observer que je n'ai reçu que 500 francs environ. »

La 14^e et dernière page reproduit une note déjà portée à la page 12 et qui est relative à des dépenses de mobilier et au loyer.

Fieschi a dit que, dans l'agitation d'esprit où il se trouvait, il avait pu souvent écrire sur une page ce que déjà il avait inscrit sur une autre.

Le rapport de M. Portalis a donné lieu à deux lettres que nous croyons devoir rapporter ici.

LETTRE DE M. D'ARGENSON.

« A la page 136 de votre Rapport-Fieschi, on lit le passage suivant :

« *Il est constant*, par ses propres aveux, que, si elle » (Mme Petit) a reçu des secours et de l'argent de diverses » personnes attachées à l'ancienne dynastie, et, entre autres, » de M. Peyrecave, elle en a également sollicité et reçu de » M. Voyer-d'Argenson ; enfin, son ami Bourseaux est venu » spontanément demander à être entendu une seconde fois, » uniquement pour déclarer que Laurence Petit n'était pas » légitimiste. »

« Certainement chacun de nous doit le sacrifice de ses convenances privées à la nécessité suprême de ne laisser ignorer au juge rien d'essentiel. Il n'y aurait cependant pas de mal si le particulier qu'un rapport de la gravité du vôtre met en scène à son insu, pouvait, avec le secours du bon-sens vulgaire, reconnaître qu'il y avait nécessité pour lui de faire ce sacrifice. C'est ce que je n'ai pas éprouvé en rencontrant mon nom dans le passage que je viens de citer. Je veux croire que c'est de ma faute.

« Quoi qu'il en soit, permettez-moi de vous dire que, pour déduire des conséquences d'un fait, il faut commencer par constater sa réalité, et vous savez mille fois mieux que je ne saurais le démontrer, qu'un fait ne peut être réputé *constant* qu'à la suite d'un examen contradictoire.

» Si donc il vous avait plu de m'appeler devant vous pour avoir des éclaircissements sur le degré d'exactitude du fait en question ; si vous m'ayiez demandé : « Avez-vous donné des secours et de l'argent à Mme Petit ? » Mon respect pour la vérité judiciaire m'eût rendu dès lors possibles les efforts de mémoire que mon étonnement, à la lecture du passage cité ci-dessus, vient de m'exciter à faire, et voici ce que je vous aurais répondu :

» Une dame, dont je n'aurais jamais su retrouver le nom si le mien ne figurait pas dans votre rapport, s'est présenté chez moi, il y a environ un an ; elle ne demandait pas de secours pour elle-même, mais bien pour un officier sortant de Sainte-Pélagie, où il avait été détenu pour cause politique. Elle lui donnait place à une table d'hôte ou pension qu'elle me dit tenir. Elle avait en main des attestations propres à inspirer de l'intérêt pour cet officier, qui se trouvait dans un grand dénuement. Il est, en effet, très-vraisemblable, Monsieur, qu'à la suite d'un pareil exposé, je n'ai pas congédié cette dame par un refus.

» Il se peut que j'aie tort de mettre sous les yeux du public une explication d'un si mince intérêt. Les personnes qui seraient disposées à me blâmer m'excuseront, je l'espère, en remarquant que, quelque obscure que soit la vie d'un citoyen, il doit lui être permis, lorsqu'il y est en quelque sorte provoqué par un acte de haute solennité, de démontrer qu'il a agi avec discernement. Si j'avais donné à Mme Petit des secours pour son propre compte, je publierais ici et je vous aurais dit en toute assurance quels motifs m'y auraient porté.

» Et si, comparaissant à cet effet devant vous, j'avais pu entrevoir la singulière conséquence que vous entendiez tirer de ces secours, je vous aurais épargné la grave erreur que vous avez commise en cherchant dans cette circonstance, inexacte d'ailleurs, des indices d'opinion politique. Je plains celui qui, à l'heure de sa mort, ne se souviendra d'avoir compati aux misères humaines que dans la personne de ses co-religionnaires politiques. Cet homme, s'il est d'un parti proscrit, n'a accompli que la moitié de ses devoirs ; si, appartenant au parti dominant, il ne s'est senti d'entrailles que pour les serviteurs du pouvoir, cet homme n'est qu'un vil et méprisable ambitieux.

» Pour abréger cette lettre, j'ai confondu dans une même acception les mots de *secours* et d'*argent*, que votre rapport semblerait distinguer ; toutefois, si vous m'eussiez fait l'honneur de m'appeler, j'aurais pris la liberté de vous demander quelle différence vous en faites, attendu que mon intelligence ne la saisit pas. Je vous aurais encore prié de

donner tant soit peu plus de clarté à la phrase du rapport qui suit immédiatement mon nom, parce qu'elle semblerait signifier que M. Bourseaux, que je n'ai pas l'intention de blesser ici, mais que je ne connais en aucune manière, pas même par votre rapport que je n'ai pas lu, est mon ami.

» J'ai l'honneur, etc.

Paris, 18 décembre 1835.

» D'ARGENSON. »

LETTRE DE M. CARREL.

Vous dites, page 282 de votre rapport sur l'attentat du 28 juillet, *que les factions ennemies, sans être de connivence avec les auteurs du crime, se tenaient en mesure d'en recueillir l'héritage et d'en exploiter les conséquences.*

Vous trouvez la preuve de cette disposition des factions dans les *prophéties claires* qui ont été faites de l'attentat du 28 juillet, par les feuilles ennemies du gouvernement, entre autres par le *National*.

Vous citez la prétendue prophétie du *National*, et vous persistez à voir dans un passage reproduit page 284 de votre rapport, la preuve de ce que vous avancez, « malgré, dites-vous, les explications qui ont pu être données par le rédacteur en chef du *National*, dans les interrogatoires qu'il a subis, et bien que M. le président de la commission d'instruction ait pensé qu'il n'y avait pas lieu de mettre en accusation le *National*. »

Je dois vous apprendre, Monsieur, que dans les prétendus interrogatoires que j'ai eu à subir, on s'est toujours empressé de me déclarer que je n'avais été arrêté que par mesure de sûreté; que je ne comparaissais que pour la forme, et que le passage du *National* qui vous paraît constituer une si claire prophétie de l'événement du 28, prouvait au contraire, de la manière la plus évidente, pour tous les gens de bonne foi, la parfaite, la profonde ignorance où était le *National* des affreux projets accomplis le lendemain.

Vous avez converti laborieusement en une accusation positive contre le *National*, et contre moi personnellement, le prétexte dont on s'est servi pour m'arrêter le 28 juillet, prétexte ridicule, dont on rougissait, dès le lendemain, en ma présence; car on m'a déclaré, dans mon premier interrogatoire, que je n'étais plus retenu pour la prétendue prophétie claire du 28 juillet, mais en raison des papiers saisis chez moi,

et qui devaient être examinés. Ces papiers m'ont été rendus au bout de dix jours, avec de grandes excuses, comme tout à fait indifférents.

Mes explications sur l'article du *National* du 27 juillet n'ont jamais eu l'importance que vous avez cru devoir leur donner. Je me les rappelle assez cependant pour ne pas les reconnaître dans le résumé que vous en présentez en quelques lignes. Ma pensée et mes paroles sont ridiculement dénaturées et tronquées dans cette analyse prétendue.

Ailleurs, vous cherchez à fortifier votre opinion personnelle sur la clarté des prophéties du *National* du 27 juillet, en établissant l'intérêt que le journal que je dirige aurait pris à quelques-uns des prévenus, et les relations qui pouvaient exister entre ces prévenus et moi. Mes réponses à vos assertions seront catégoriques et aussi courtes qu'il sera possible.

Vous dites, page 226, que le sieur Pepin connaissait M. A. Carrel pour l'avoir vu une ou deux fois, et qu'il l'a déclaré. Comme une déclaration de ce genre ne pourrait en rien servir la défense de M. Pepin, je ne dois pas craindre, en la démentant, de nuire aux intérêts d'un accusé. Je ne connais pas M. Pepin. Il est impossible qu'il ait dit me connaître ou m'avoir jamais parlé. S'il s'est présenté quelquefois, comme le dit l'acte d'accusation, à Sainte-Pélagie ou dans les bureaux du *National*, ce que je ne sais pas, il a pu m'apercevoir, mais nous ne nous sommes jamais vus, c'est-à-dire que nous n'avons jamais eu d'entretien ensemble; je ne connais pas même son visage. Je rougirais de renier un homme placé sous le poids d'une grave accusation, par cela seulement qu'il est accusé. M. Pepin, même après une lecture attentive de l'acte d'accusation, n'est pour moi qu'un prévenu. J'aurais certainement pu le connaître, et son affaire de juin en eût été l'occasion bien naturelle, puisque j'étais poursuivi à la même époque; mais les inductions que vous tirez d'une circonstance très-peu digne d'être remarquée, m'obligent à déclarer que cette circonstance n'existe pas, et que l'assertion du rapport est fausse.

L'intérêt que le *National* aurait pu prendre aux prévenus de complicité dans l'attentat du 28 juillet, aurait été certainement bien légitime, quand le *National* savait, par l'exemple de son rédacteur en chef et par le mandat lancé contre mon ami et collaborateur Thibaudeau, alors absent et en Angleterre depuis plus d'un mois, avec quelle légèreté, quelle étourderie et dans quel esprit de petite vengeance les premières poursuites avaient été ordonnées. Cependant, il n'est pas un des faits par lesquels vous prétendez établir l'intérêt que le *National* aurait pu prendre à la disparition du sieur Pepin, qui ne soit de la plus entière fausseté.

Le rapport dit, page 225, que le sieur Collet s'est présenté à mon domicile et au *National*, chargé de me consulter sur la conduite qu'avait à tenir le sieur Pepin, alors en état d'évasion; mais que j'étais absent de Paris. Je ne me suis pas absenté de Paris vingt-quatre heures pendant les mois d'août et de septembre. Je n'ai jamais eu connaissance de la mission dont il s'agit. Elle a pu être dans les intentions de M. Pepin, et j'aurais à le remercier de cette marque de confiance. Il pouvait savoir que je n'avais pas fui le mandat lancé contre moi, et je n'aurais pu que lui conseiller de se remettre entre les mains de la cour des pairs. Mais je ne me suis pas trouvé dans le cas de donner ce conseil, parce que je n'ai pas été consulté; je n'avais même pas entendu parler de cette démarche jusqu'à ce jour. Si, comme le dit le rapport, le messenger de M. Pepin a rencontré, dans les bureaux du *National*, deux personnes qui se sont chargées de lui répondre en mon absence, ni l'une ni l'autre de ces personnes n'avait qualité pour me représenter ni pour engager le *National*; l'une de ces personnes serait, d'après le rapport, M. Estibal, dont je ne connaissais pas même le nom.

Je n'ai rien à dire sur le voyage qui aurait été fait à Lagny, par une autre personne attachée à la rédaction du *National*, et à laquelle M. Pepin aurait eu affaire plusieurs fois, dit le rapport, en venant verser au *National* des souscriptions pour les prévenus d'avril. Les personnes qui n'appartiennent point à la rédaction du *National* par une collaboration fixe et journalière n'ont point à m'informer de leurs absences. Je n'ai jamais su et j'ignore encore aujourd'hui s'il a été fait un voyage à Lagny, dans l'intérêt de M. Pepin. Quant aux souscriptions qui auraient pu être remises au bureau du journal par cet accusé, le fait est facile à vérifier. Le *National* a toujours rendu un compte public, exact et minutieux des souscriptions qui lui étaient remises pour le compte des prévenus et des condamnés politiques. Le nom de M. Pepin doit figurer à côté des versements qu'il a pu être chargé de faire. Je ne vois pas quelles inductions on pourrait tirer contre le *National* d'une circonstance si connue et si peu niable.

Je lis aussi, page 228 du rapport, que lorsque le sieur Pepin fut repris, après son évasion, on trouva sur lui une notice des visites domiciliaires infructueusement faites par la police pour la recherche des complices de Fieschi, EXTRAITE DU NATIONAL DU 16 AOÛT, et contenant les noms des personnes au domicile desquelles ces visites auraient eu lieu, SELON LE NATIONAL.

Cette assertion ne parlait sans doute pas assez d'elle-même, et le rapport se livre aux conjectures que je reproduis ici textuellement :

« Il n'était pas impossible que cet article eût pour but d'indiquer ces habitations, comme autant d'étapes où ils pouvaient espérer de trouver a-ile et bon accueil, à ceux qui fuyaient les recherches de la police ou qui s'étaient soustraits aux mandats de justice. La réponse de Pepin autorise cette conjecture. Il a dit qu'en effet, dans les villes où ces recherches devaient avoir eu lieu, il se serait adressé aux personnes dont le *National* avait donné les noms, s'il n'en avait pas connu d'autres. »

Est-ce bien vous, M. le pair, qui avez vu dans le *National* du 16 août l'article sur lequel de si habiles conjectures ont été établies? Je serais bien étonné que vous l'eussiez lu, car il serait impardonnable à vous de porter une accusation si grave contre le *National*, ayant sous les yeux la preuve que cette accusation n'est nullement fondée. Vous avez dû vous en rapporter à quelque compilateur subalterne, chargé de réunir les éléments de ce rapport, qui devait paraître sous l'imposante garantie de votre nom. J'espère que vous vous ferez présenter le *National* du 16 août 1835. Vous y lirez un article emprunté au *Journal de Rouen*, et où l'on rapporte qu'un perquisition a été faite, à Dieppe, chez plusieurs personnes soupçonnées de cacher des évadés d'avril. Le nom de ces personnes est mentionné dans l'article; elles sont au nombre de sept, habitant toutes Dieppe et ses environs. Il paraît difficile d'établir sur ce renseignement un itinéraire et une suite d'étapes. L'auteur de cette partie du rapport a pu n'y pas regarder de si près; mais comment ose-t-on avancer que de si ridicules conjectures ont été confirmées par les déclarations de Pepin, et que cet accusé comptait frapper, sur la route de Paris à Dieppe, à toutes les portes qui lui étaient indiquées par le *National* comme de bons et sûrs gîtes? Ces prétendues étapes sont toutes réunies dans la même ville.

Dernière imputation contre le *National*, page 229 : « On aurait trouvé sur Pepin des extraits de ce journal qui annonçaient le passage ou l'arrivée de Pepin en pays étranger, et qui étaient destinés à donner le change à la police. »

Je parcours toute la série des numéros du *National*, du 30 août au 25 septembre, c'est-à-dire depuis l'évasion du sieur Pepin jusqu'à sa seconde arrestation.

Le 1^{er} septembre, le *National* publie, comme tous les journaux, une lettre du sieur Pepin, annonçant qu'il est disposé à se présenter à la cour des pairs pour le jugement, et qu'il n'a voulu échapper qu'à la détention préventive.

Le 6 septembre, le *National*, comme tous les journaux de l'opposition, repousse l'assertion fautive de quelques feuilles ministérielles, qui présentent le sieur Pépin comme ayant été condamné en juin par le jury, tandis qu'il avait été acquitté par le conseil de guerre.

Le 12 septembre, le *National* rapporte, d'après une feuille belge, citée par tous les journaux de Paris, que le sieur Pepin s'est embarqué à Dunkerque, le 6, à bord d'un bâtiment hollandais, le *Prince-d'Orange*, faisant route pour Rotterdam. L'évasion du sieur Pepin, en présence d'un juge d'instruction, d'un commissaire de police et de plusieurs agens, était un fait plus difficile à admettre que son arrivée à Dunkerque et que son embarquement sur un vaisseau hollandais. Le seul rédacteur qui, en raison de ses fonctions habituelles, ait pu reproduire ce fait très-croyable, était assurément dans la bonne foi ; il ignorait aussi bien que moi la démarche du sieur Collet ; il n'a pu vouloir donner le change à la police, ainsi que le prétend le rapport.

Comment tant d'imputations ont-elles pu paraître fondées à la commission au nom de laquelle parle M. le pair rapporteur, sans qu'on ait eu nécessaire de faire comparaître de nouveau le rédacteur en chef du *National*, et d'entendre ses explications ? Je dis, moi, que si le *National* est l'organe d'une opinion qui se tenait, suivant les expressions du rapport, en mesure de recueillir l'héritage du crime et d'en exploiter les conséquences ; je dis que si le *National* eût eu l'incroyable effronterie de menacer la royauté, le 27 juillet, du guet-à-pens qui l'attendait pour le 28 ; je dis que si, après les effroyables désastres de cette journée, on eût pu constater les relations du *National* avec les principaux prévenus de la conjuration, et obtenir la preuve de sa connivence dans des manœuvres destinées à empêcher la découverte de la vérité ; je dis que si l'on eût cru réellement aux émissaires mis en route par le *National*, aux agioteurs, aux directions, aux routes d'étape, aux fausses nouvelles publiées par le *National* pour dérober la trace de ceux qu'il aurait fait évader, je dis que, tout cela étant admis par la commission d'instruction comme la vérité même, il y avait lieu, non pas seulement d'interroger le rédacteur en chef du *National*, mais de le mettre en jugement à côté des hommes qu'il aurait eu un si grand intérêt à faire disparaître. Ainsi donc, ce n'est pas du trop de sévérité que je me plains, c'est du trop d'indulgence. Si la commission pense et admet tout ce que son rapporteur insinue, ce n'est pas dans un article de journal, c'est à la barre de la cour des pairs que je dois me défendre. Pourquoi n'y suis-je point appelé, si tout ce que le rapport affirme sur le *National* et sur moi est suffisamment établi ? Si, au contraire, l'on n'a pas même pris la peine de vérifier ce que tant d'imputations réunies pouvaient avoir de fondé, comment ces imputations tiennent-elles tant de place dans un document qui semblait ne devoir présenter que le résultat d'investigations approfondies, graves et dis-

crètes? Diffamer ceux qu'on ne pourroit incriminer, serait-ce un privilège de la haute juridiction qui a délégué M. le comte Portalis?

La cour des pairs a le droit d'ordonner des détentions préventives de 20 mois; elle dispose arbitrairement de la fortune, de la liberté, de la vie des citoyens; elle crée, lorsqu'il lui plaît, des rapports entre des choses qui n'en ont point, et disjoint, pour la facilité de sa procédure, les causes qu'elle avait réunies pour établir sa compétence; jamais tribunal politique plus puissant, plus riche de facultés, d'attribution et d'expédients, n'a existé dans aucun pays civilisé; la cour des pairs est au-dessus de toutes les garanties: nos domiciles, nos secrets de famille, tous les asiles de notre pensée lui sont ouverts. La France a voulu ou accepté tout cela; mais il n'est pas encore admis que la considération, la réputation, l'honneur des citoyens lui appartiennent, et qu'il suffise d'être rapporteur d'une commission d'instruction de la cour des pairs pour pouvoir calomnier impunément des citoyens qui n'auraient aucun recours devant la justice ordinaire, et qu'on n'oserait amener devant le tribunal extraordinaire.

J'ai honte d'avoir mis la main à la plume pour repousser des imputations qu'on m'engageait à mépriser. Mais, en dénaturant les explications que j'ai pu donner lors de mon arrestation, en me prêtant, depuis, des démarches et une conduite si contraires à ces explications, on a voulu que je parusse lâche aux yeux des uns et coupable aux yeux des autres, et qu'en même temps la commission d'instruction de la cour des pairs semblât fort généreuse en m'épargnant et laissant vivre le *National*. J'avais moins besoin, peut-être, de prévenir de telles impressions que de flétrir publiquement ces haines sans générosité qui abusent de hautes positions politiques, pour se permettre la diffamation contre des hommes sans pouvoir, et dont l'honneur invoquerait inutilement la protection des lois. Réduit à demander justice à la publicité, il m'a suffi, monsieur, d'opposer les faits aux fausses allégations qui me concernent dans votre rapport à la cour des pairs.

J'ai l'honneur, etc.

Paris, 19 décembre 1835.

A. CARREL.

FIN DES FAITS PRÉLIMINAIRES.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

FAITS PRÉLIMINAIRES.

Revue du 28 juillet.	page 5
Morts et blessés.	6
Dangers courus par quelques personnes.	9
Arrestation de l'assassin.	<i>Ibid.</i>
Machine infernale.	10.
Fausse déclaration de l'assassin.	14
Suite de la Revue	15
Bruits divers sur le caractère politique de l'attentat.	16
Bruits précurseurs de l'attentat.	18
Arrestations sous prévention de complicité dans l'attentat.	23
Arrestation de Pepin. — Sa fuite.	26
Lettre de Pepin.	28
Arrestations par mesure générale	36
Conséquences politiques de l'attentat du 28 juillet.	39
Notice historique sur Fieschi.	46
Détails anecdotiques sur Fieschi et ses co-accusés.	55

RAPPORT DE M. LE COMTE PORTALIS.

Attentat du 28 juillet. — Arrestation de Fieschi. — Premiers indices.	65
Traces de la malle qui contenait les canons de fusil. — Découverte de la malle.	78
Morey, la femme Petit, Nina Lassave.	82
Achat des fusils et de la malle.	89
Déclarations de Nina. — La machine. — Pepin et Morey.	93

Nina et sa famille. — Annette Bocquin et Marguerite Daurat.	192
Avertissement donné à la police. — Boireau.	197
Interrogatoires de Fieschi. — Ses mensonges. — M. Ladvocat. — Rapports de Fieschi avec la police. — Détails divers.	119
Nouveaux interrogatoires. — Réticences. — Portrait du duc de Bordeaux. — Hésitation avant l'attentat. . . .	122
Déclarations relatives à Pepin, Morey et Boireau. — Le carnet. — Le prince Charles de Rohan.	137
Arrestation de Pepin. — Interrogatoire. — Bescher. — Évasion.	148
M. Bonvier. — Révélations de Fieschi. — Achat de bois et construction de la machine. — Expérience par Fieschi, Morey et Pepin. — Sociétés secrètes.	156
Confrontation de Fieschi avec Nina. — Pointage de la machine. — Réflexions de Fieschi avant l'attentat. — Charges contre Boireau.	178
Réponse solennelle de Fieschi.	186
Détails biographiques sur Morey. — Confrontation avec Nina. — Dénégation.	190
Détails biographiques sur Pepin. — Son arrestation. — Confrontation avec Fieschi. — Dénégations énergiques. — Mémoire justificatif.	199
Détails biographiques sur Boireau. — Le foret. — Nouvelles déclarations de Suireau.	217
Détails sur Bescher. — Le livret. — Le passeport. . . .	224
Symptômes d'agitation politique. — Conclusion du Rapport.	226
Description du carnet de Fieschi.	226
Lettre de M. Voyer d'Argenson.	229
Lettre de M. Carrel.	232